

REGISTRE DES ACTES ADMINISTRATIFS

DÉLIBÉRATIONS

JUIN 2021

DEL_2021_035	APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2020 DE LA VILLE DRESSÉ PAR LE COMPTABLE PUBLIC
DEL_2021_036	APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020
DEL_2021_037	AFFECTATION DU RÉSULTAT 2020
DEL_2021_038	BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2021
DEL_2021_039	ADOPTION DU PACTE DE GOUVERNANCE MÉTROPOLITAIN
DEL_2021_040	APPROBATION DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CÔTE-D'OR
DEL_2021_041	OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ ARRÊTÉ AU 30 DÉCEMBRE 2020
DEL_2021_042	PLATEAU DU SUD DIJONNAIS – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LE CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DE BOURGOGNE POUR LE PÂTURAGE
DEL_2021_043	DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE – RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN 2020
DEL_2021_044	ENGAGEMENT DE LA VILLE DE CHENÔVE DANS LA PROGRAMMATION ET LE CO-FINANCEMENT DES ACTIONS CITÉ ÉDUCATIVE
DEL_2021_045	MISE EN ŒUVRE DES PETITS-DÉJEUNERS DANS LES ÉCOLES DE CHENÔVE
DEL_2021_046	CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE : PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) DE CÔTE-D'OR
DEL_2021_047	CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC L'ASSOCIATION POUR UN LIEU D'ACCUEIL À CHENÔVE ENFANTS PARENTS (ALACEP) P'TIT BLEU P'TIT JAUNE : AUTORISATION DE SIGNATURE
DEL_2021_048	CARTE AVANTAGES JEUNES – RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION JEUNESSE (C.R.I.J.) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

DEL_2021_049	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PASS CULTURE : AUTORISATION DE SIGNATURE
DEL_2021_050	CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT COMMUNAL DE CHENÔVE – MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR : MISE EN ŒUVRE DU PAIEMENT TRIMESTRIEL
DEL_2021_051	ACTIVITÉS ET SÉJOURS SPORTIFS MUNICIPAUX : MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES ACTIVITÉS ET ADAPTATION DES CONDITIONS FINANCIÈRES
DEL_2021_052	PROMOTION ET PROGRESSION DU SPORT : RÉPARTITION DE L'ENVELOPPE 2021
DEL_2021_053	ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR 2021 – COMPLÉMENT
DEL_2021_054	CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN LOCAL À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PIONNIERS DE FRANCE : AUTORISATION DE SIGNATURE
DEL_2021_055	CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN LOCAL À L'ASSOCIATION CULTURELLE DE RENCONTRE ET DE DIALOGUE : AUTORISATION DE SIGNATURE
DEL_2021_056	CESSION À LA SPLAAD DE 17 GARAGES, 13 BOXES ET DES ANCIENNES RÉSERVES D'ECOMARKET ET SES ANNEXES
DEL_2021_057	DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA RAMPE D'ACCÈS AU PARKING SAINT-EXUPÉRY DEPUIS LA RUE SAINT-EXUPÉRY AINSI QU'UNE PARTIE SUR LA DALLE SUPÉRIEURE À CE PARKING
DEL_2021_058	MODIFICATIF DE L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES DE LA COPROPRIÉTÉ SAINT-EXUPÉRY
DEL_2021_059	MODIFICATIF DE L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION DE LA COPROPRIÉTÉ 1-3 RUE JULES BLAIZET ET 2 PLACE LAPRÉVOTE
DEL_2021_060	VENTE D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER 5 PLACE LAPRÉVOTE AUX SOCIÉTÉS REINATE ET EVOLVING
DEL_2021_061	DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT D'UNE PARCELLE DU DOMAINE PUBLIC RUE ROGER SALENGRO
DEL_2021_062	ORGANISATION ET AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL : MISE EN CONFORMITÉ AVEC LA LOI DU 6 AOÛT 2019 DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DEL_2021_063	MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS
DEL_2021_064	DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_035

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2020 DE LA VILLE DRESSÉ PAR LE COMPTABLE PUBLIC

Le compte de gestion, établi par le comptable public, retrace les opérations d'un exercice comptable, en dépenses et en recettes, opération identiques à celles retracées dans le compte administratif mais selon des modalités de présentation différentes. Il est soumis au vote du Conseil municipal avant l'approbation du compte administratif.

Par ce vote, le Conseil municipal constate, après s'être assuré que le comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, la concordance des résultats entre le compte de gestion établi par le comptable et le compte administratif de la collectivité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1612-12 et L.2121-31,

Vu le compte de gestion 2020 joint,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De déclarer que le compte de gestion dressé par le comptable public n'appelle ni observation ni réserve de sa part,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à viser et certifier le compte de gestion

2020 de la ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_036

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
 M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

Les réalisations et résultats de clôture de l'exercice 2020 s'établissent comme suit :

	CA 2018	CA 2019	CA 2020
FONCTIONNEMENT			
Résultat n-1 reporté	4 652 189,23	3 972 616,25	3 490 416,44
Recettes de l'exercice	24 650 692,17	24 683 264,66	24 994 527,66
Dépenses de l'exercice	22 812 863,96	22 877 722,90	23 107 874,78
Résultat de l'exercice	1 837 828,21	1 805 541,76	1 886 652,88
Résultat avant couverture du besoin de financement en investissement	6 490 017,44	5 778 158,01	5 377 069,32
INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution n-1	337 256,67	-1 781 342,36	-1 425 185,23
Recettes de l'exercice	2 171 018,90	5 277 843,09	5 704 748,25
Dépenses de l'exercice	4 289 617,93	4 921 685,96	5 000 172,68
Solde des restes à réaliser	-736 058,83	-862 556,34	-1 114 568,29
Besoin de financement	-2 517 401,19	-2 287 741,57	-1 835 177,95
Excédent disponible repris au budget n+1	3 972 616,25	3 490 416,44	3 541 891,37

Conformément à l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle

organisation territoriale de la République, et à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Cette présentation vient compléter la maquette du compte administratif.

I – APPROCHE GLOBALE DES RÉSULTATS

L'exercice 2020 se clôt par un excédent de fonctionnement de 5 377 069,32€ contre 5 778 158,01 € en 2019. L'écart s'explique par une reprise plus faible des excédents des exercices précédents, le résultat généré sur l'exercice 2020 étant, lui, en progression de 4,5 %. Après couverture du besoin de financement de l'investissement (1 835 177,95 €), le résultat reporté, qui peut être librement affecté au budget 2021, s'établit à **3 541 891,37 €** contre 3 490 416,44 €, en 2019. En effet, la section d'investissement s'est mieux équilibrée en 2020 qu'en 2019, et cela, malgré une progression de la charge des soldes à réaliser.

	2018	2019	2020
Épargne brute (A)	2 629 190	2 599 648	3 223 089
Encours de dette au 31/12 (B)	9 221 782	9 347 052	9 516 496
Capacité de désendettement (B/A)	3,51	3,61	2,95

L'épargne brute qui est constituée des recettes réelles de fonctionnement déduction faite des dépenses réelles de fonctionnement progresse de 24 %. Cette évolution favorable s'explique principalement par la réalisation de cessions qui participent à l'autofinancement même s'il ne s'agit pas de recettes courantes. Hors opérations exceptionnelles et hors cessions, les indicateurs d'épargne sont également très favorables (+12 % par rapport à 2019 et +2 % par rapport à 2018), ce qui démontre que la situation financière est solide.

La capacité de désendettement est au dessus de la moyenne de la strate des villes de 10 000 à 20 000 habitants et cela s'explique par un encours de dette plus faible de 172 € par habitant (*source DGFIP – comptes 2019*).

II – ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

A – Évolution des dépenses réelles de fonctionnement

Les éléments détaillés sont lisibles dans la maquette du compte administratif et peuvent être recoupés par nature comptable (chapitres et articles détaillés) mais aussi par fonction.

Les commentaires qui suivent visent à éclairer la lecture du document budgétaire officiel, d'éléments plus concrets, et à s'attarder un peu plus sur les principales évolutions entre les comptes 2019 et 2020.

Par grands postes budgétaires (natures comptables), les dépenses ont évolué comme suit :

Chapitre	Nature des dépenses	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
011	Charges à caractère général	4,434	4,439	3,929	-11,5 %
012	Charges de personnel	15,053	15,148	15,180	+0,2 %
65	Autres charges de gestion courante	2,261	2,281	2,419	+6,1 %
66	Intérêts et mouvements	0,204	0,166	0,139	-16,3 %

	financiers				
67	Charges exceptionnelles	0,033	0,030	0,069	+128,4 %
	Total	21,987	22,064	21,735	-1,5 %

En millions d'euros

Les dépenses de personnel sont d'une très grande stabilité. Dans le contexte d'activités plus réduites en lien avec la crise sanitaire, l'ensemble des autres charges a plus diminué, cela explique que la part des dépenses de personnel sur les dépenses réelles de fonctionnement a progressé en 2020. Il convient de rappeler que les collectivités publiques n'ont pu avoir recours à du chômage partiel pour les agents publics. La seule adaptation possible à la baisse d'activité a été l'appel plus restreint aux vacataires et contrats saisonniers sur certaines périodes de fermeture.

Les autres charges de gestion courante, elles, ont plus évolué en montant que les charges salariales. Cela s'explique par un soutien accru à divers organismes au travers de subventions versées (+155 milliers d'euros), le partenaire principal étant le Centre Communal d'Action Sociale qui a bénéficié d'un soutien de 1,241 M€ en 2020 (en hausse de 12,7 % par rapport à 2019). Les redevances pour les licences informatiques sont en baisse (-16 milliers d'euros), certains logiciels étant désormais acquis en investissement ou payés par le biais d'accès à des plate-formes de service. Les créances annulées ont augmenté de 23 % mais demeurent à un niveau assez faible (8,2 milliers d'euros). Les autres composantes de ces charges que sont les frais de fonctionnement pour les élus et les contributions obligatoires sont stables.

Les charges à caractère général regroupent des achats, des prestations et services assurés par des entreprises. La baisse d'activité a permis de fortement diminuer les coûts dans certains secteurs alors que pour d'autres, les abonnements, l'entretien courant ou les engagements, dépenses rigides, il n'y a pas eu d'ajustement possible.

À titre d'exemple et pour les secteurs les plus parlants, le compte 6042 dédié aux achats de spectacles et de repas a vu son niveau de dépenses baisser de 200 865 € (dont près de 97 milliers d'euros pour les spectacles et 71 milliers d'euros pour la restauration scolaire).

Pour les **dépenses d'électricité et de chauffage urbain**, alors que la dépense avait été prévue en baisse de près de 34 milliers d'euros pour 2020, en lien avec des recherches actives d'économie d'énergie et d'optimisation des contrats, ce sont finalement près de 119 milliers d'euros qui ont été épargnés par rapport à 2019. Une partie s'explique par l'inoccupation de certains locaux et par la baisse des activités municipales en lien avec les mesures de confinement.

Les dépenses de **prestation de service** ont diminué de 85 058€ soit 35 %. Plusieurs éléments expliquent cela, des économies sur les frais liés aux illuminations de fin d'année, l'absence de prestations de sécurité, au Cèdre principalement, sur certaines périodes n'accueillant pas de public (-38 855€) et la suppression des chantiers école en 2020 (- 22 002 €).

Selon un cadrage déjà identifié dans le budget voté mais de manière plus appuyée dans l'exécution, les dépenses d'achat de fournitures ont diminué pour les services techniques (- 33 737 € à l'article 6068), principalement sur les espaces verts, dont l'entretien par entreprise a également fléchi de 16 104€. Dans ce domaine, un transfert de charge a été effectué sur les dépenses de personnel, expliquant une hausse des dépenses de fonctionnement sur cette action municipale (3 %).

En 2020, la police d'assurance assumée par le budget municipal était en baisse de 29 138 €

par rapport à 2019 (-31,6 %).

Pour les accueils de loisirs, les activités sportives ou les écoles, ainsi que pour toutes les activités municipales, les **transports collectifs** ont fortement diminué (-35 438€).

Les **réceptions et fêtes et cérémonies** qui représentaient un budget de 77 193€ en 2019 ont diminué de 26 750€ en 2020, bien évidemment, le respect des gestes barrières a conduit à limiter les rassemblements, la fête de la République n'a, par exemple, pas pu se dérouler.

À l'inverse, des dépenses ont augmenté dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire avec l'achat de masques, de produits d'entretien et de prestations spécifiques pour désinfecter les locaux (+31 696€ de fournitures d'entretien, +23 733 € de fournitures non stockées, +11 875€ de frais de nettoyage de locaux...).

Des **travaux d'entretien courant des bâtiments** ont pu être réalisés en fonctionnement, en augmentation de 55 %, représentant une masse financière de 184 364€. Cela a notamment permis d'intervenir sur la maison du lien social (près de 29 milliers d'euros), sur le Cèdre (26 684 €), la piscine (19 016 €) et différents équipements sportifs (32 688 €). Ces dépenses seront potentiellement éligibles au FCTVA versé en 2021.

De nouveaux diagnostics ont pu être menés, en amont de certains projets ou dans le cadre de contrôles périodiques, faisant augmenter les frais d'études et de recherche de 22 326 € en 2020.

Les dépenses réelles de fonctionnement peuvent également faire l'objet d'une présentation par fonction qui ventile les dépenses de personnel dans les activités auxquelles elles se rattachent afin de suivre l'évolution de la dépense globalement consacrée à chaque mission municipale.

La présentation par fonction se décline comme suit :

Fonction des dépenses	2018	2019	2020	évolution 2019-2020
0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	4 469 615	4 495 484	4 285 449	-4.7%
1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	645 358	712 744	681 548	-4.4%
2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 618 298	3 547 476	3 394 705	-4.3%
3 CULTURE	3 262 799	3 292 055	3 009 700	-8.6%
4 SPORTS ET JEUNESSE	4 024 342	4 116 804	4 325 963	5.1%
5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	1 350 450	1 200 230	1 354 424	12.8%
6 FAMILLE	1 499 440	1 581 885	1 589 137	0.5%
7 LOGEMENT	11 879	22 897	15 172	-33.7%
8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	2 843 915	2 950 808	2 981 548	1.0%
9 ACTION ECONOMIQUE	260 407	144 391	97 534	-32.5%
TOTAL GENERAL	21 986 505	22 064 774	21 735 181	-1.5%

Sur le secteur jeunesse, la dépense a progressé de 233 402 € dont une grosse partie s'explique par une augmentation des charges de personnel (190 287 €). Cela provient d'une volonté d'accompagner les familles éprouvées durant les périodes de confinement avec de nouveaux dispositifs (vacances apprenantes, écoles ouvertes ...), mais également du surcoût lié à la multiplication des petits groupes dans le contexte sanitaire et avec un centre de loisirs partagé sur deux écoles suite à la destruction du centre de loisirs du plateau. Pour les charges à caractère général dans ce secteur, sans bâtiments dédiés uniquement à cette activité, les frais de gestion des bâtiments fléchés sur cette action ont diminué (-20 809 €), à l'inverse l'appel à des prestataires externes a progressé pour des intervenants spécialisés avec des compétences particulières (danse urbaine, astronomie, cirque...) ou pour des visites et activités de loisirs.

Sur le secteur social, la progression de 13 % s'explique principalement par le versement de 1 241 000 € au CCAS contre 1 101 500 € en 2019.

La diminution de 46 856 € des dépenses fléchées sur **l'action économique** provient d'un

accès plus retreint aux contrats d'insertion (-28 768 €).

Les dépenses en faveur de la **culture** suivent le rythme des annulations de spectacles, comme expliqué précédemment.

B – Évolution des recettes réelles de fonctionnement

Pour étudier l'évolution de la situation financière de l'exercice comptable 2020, il convient de ne pas prendre en compte la reprise des excédents antérieurs et d'analyser uniquement les ressources générées sur l'année. Alors que les charges réelles diminuent de 1,5 %, cette année, les ressources progressent de 1,2 % (contre 0,20 % en 2019). En 2019, un effet de ciseaux minime était constaté avec une évolution légèrement plus rapide des dépenses que des recettes.

Certains postes de recettes sont très impactés par le contexte sanitaire. Certains services aux usagers ayant été interrompus, les produits des services et du domaine chutent de 32,4 %, il s'agit de la principale caractéristique de cet exercice. Comme expliqué précédemment, l'adaptation des charges à l'activité permet de ne pas mettre en péril l'équilibre financier.

Chaque poste évolue comme suit :

Chapitre	Nature des recettes	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
013	Atténuation de charges	0,206	0,099	0,133	+34,8 %
70	Produits des services et du domaine	1,137	1,198	0,810	-32,4 %
73	Impôts et taxes	15,985	16,002	16,005	+0,02 %
74	Dotations, subventions	6,888	6,786	7,198	+6,07 %
75	Autres produits de gestion courante	0,287	0,272	0,118	-56,6 %
77	Produits exceptionnels	0,113	0,307	0,694	+126,0 %
		24,616	24,664	24,958	+1,19 %

En millions d'euros

Les atténuations de charges sont constituées des remboursements par la CPAM et l'assureur de la collectivité de la rémunération du personnel absent pour maladie ou accident de travail. Les montants dépendent de la durée des absences et sont très variables d'une année sur l'autre.

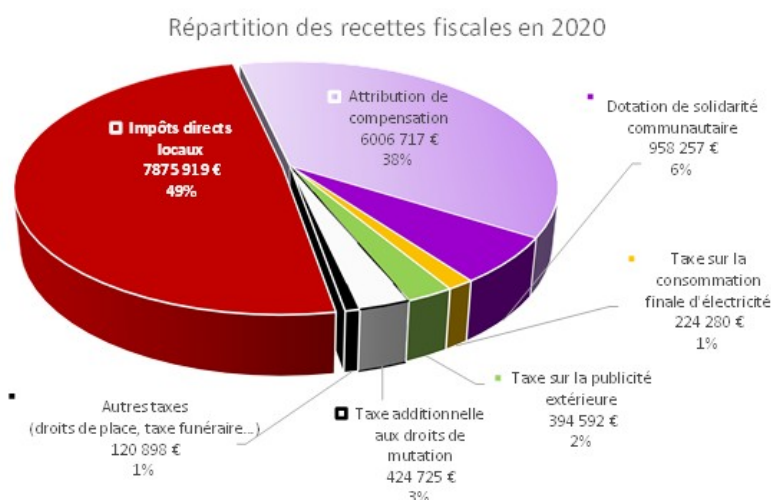
Évolution des produits usagers par service :

	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
Périscolaire	294 568	304 226	214 520	-29,5 %
Petite enfance	151 402	149 414	97 705	-34,6 %
Accueils de loisirs	77 655	87 501	90 029	+2,9 %
Loisirs sportifs	227 866	222 310	153 189	-31,1 %
Jeunesse	5 889	7 181	6 802	-5,3 %
Centre nautique	62 037	90 047	35 469	-60,6 %

Billetterie du Cèdre	92 826	104 634	32 014	-69,4 %
Conservatoire	100 072	98 112	37 530	-61,7 %
Bibliothèque	282	273	275	+0,6 %
Droits de stationnement	5 343	5 764	3 201	-44,5 %
Funéraire et missions pour l'Etat	35 004	51 375	38 798	-24,5 %
Vente de bois et fleurs	10 000	16 000	10 527	-34,2 %
Mises à disposition et conventions	73 624	60 784	89 686	+47,5 %
TOTAL	1 136 566	1 197 620	809 744	-32,4 %

La ligne « mises à disposition et conventions » regroupe la facturation des charges des locaux loués, des personnels mis à disposition ainsi que les conventions de gestion. La Métropole et le CCAS sont ainsi facturés par la Ville de Chenôve. La progression entre 2019 et 2020 s'explique d'ailleurs par l'évolution des modalités de facturation entre la Ville et le CCAS.

Les impôts et taxes, très stables, sont composés principalement des impôts directs locaux, la taxe d'habitation dont la suppression se fait progressivement et les taxes foncières. Ces ressources progressent de 0,8 % en 2020. Ensuite, 44 % de la fiscalité est reversée par la Métropole au travers de l'attribution de compensation (AC) et de la dotation de solidarité communautaire (DSC). Un ajustement de 29 172€ à la baisse a été fait sur l'AC en 2020, la DSC est restée stable. La taxe additionnelle aux droits de mutation, issue des frais payés lors des ventes enregistrées chez les notaires, a progressé de 10 % alors que les autres taxes ont faibli de 8 % (-67 449 €).



Les dotations et subventions représentent près de 29 % des recettes réelles de fonctionnement (64 % pour la fiscalité).

Une progression de 6 % est constatée et s'explique principalement par des aides sectorielles en provenance de l'État dans le cadre de la Cité éducative et des Vacances Apprenantes. La dotation globale de fonctionnement évolue de 1,5 % dont +137 076 € soit 3,5 % sur la DSUCS. Seule la mobilisation sur des dispositifs spécifiques et des appels à projet permet réellement de faire évoluer favorablement le financement de l'État.

La CAF a maintenu en 2020 ses financements, y compris dans les secteurs où la baisse de fréquentation et les périodes de fermeture impliqueraient, en période ordinaire, une diminution des prestations versées.

La comptabilisation des financements en provenance du Conseil Départemental diminue de 32 %, principalement sur la petite enfance (-27 135 €) et le Conservatoire (-15 000 €).

Évolution des participations par organisme :

		2018	2019	2020
74712	Emplois d'avenir	27 948	-	-
74718	État	232 262	200 986	594 803
7472	Région	26 130	17 068	10 198
7473	Département	139 961	160 265	108 817
74751	Métropole	20 481	24 151	286
7477	Fonds européens	4 408	10 000	-
7478	CAF et autres financeurs	1 230 277	1 239 784	1 266 998
	TOTAL	1 681 467	1 652 255	1 981 101

Les loyers ont été fortement impactés par la crise sanitaire. Le chapitre comptable 75 diminue ainsi de 154 030 € en 2020. La perte est fortement visible sur les location de salles (- 85 933 €), le Cèdre en particulier, ou des lignes d'eau (- 27 943 €). Des remises ont également été accordées aux deux restaurateurs locataires à hauteur de 15 500€.

Les recettes exceptionnelles évoluent favorablement en lien avec les cessions préparées dans l'objectif de valoriser le patrimoine communal et de veiller à l'entretien des bâtiments qui ont un intérêt pour les missions de service public et de ne pas multiplier les charges de fonctionnement sur des équipements qui n'ont plus d'affectation.

Ainsi en 2020, des cessions sont intervenues à hauteur 539 116 €. Certaines opérations initiées en 2020 se poursuivent en 2021 et ont été inscrites dans l'équilibre du budget primitif.

III – L'EXÉCUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT

A – Les dépenses réelles d'investissement

Globalement, ces dépenses s'établissent à 4 533 603 €, contre 4 846 078 € en 2019.

L'annuité en capital de la dette a diminué de 44 288 € soit 4,5 % suivant les échéanciers de remboursement des emprunts (tableaux d'amortissement).

Les crédits consacrés aux logiciels retrouvent un niveau similaire à 2018. En 2020, un accent particulier a été mis sur le logiciel de gestion des ressources humaines après une année 2019 mobilisant la collectivité sur la refonte du site internet.

Les frais d'études et d'insertion correspondent à des prestations préalables auxancements de travaux et se tassent sur l'exercice 2020 (-94 247€). En 2020, en études, seul un diagnostic sur les installations de la piscine a été financé après une année 2019 marquée par une forte progression (études et concours de maîtrise d'œuvre pour le gymnase du Mail, solde versé pour une étude sur la bibliothèque...).

Les acquisitions et intégrations de travaux retracées au chapitre 21 se sont élevées à 291 148€ en 2020 contre 761 718€ en 2019. En effet, en 2020, il n'y pas eu d'acquisitions immobilières (terrain...) et pas d'intégration de travaux dans le patrimoine (200 983€ en

2019). Trois véhicules ont été acquis pour 58 007€. 82 536€ ont permis d'améliorer la qualité de l'équipement informatique ou vidéo. La phase 2020 consacrée à la vidéosurveillance s'est élevée à 26 792€. En mobilier, sur une dépense totale de 20 901€, 6 212€ sont consacrés à du mobilier scolaire et 7 363€ à l'amélioration de l'ergonomie de l'ensemble des postes de travail des agents.

Au **chapitre 26**, sur les opérations d'aménagement confiées par convention de prestations intégrées à la SPLAAD, *Centralité* et *Kennedy*, des avances de trésorerie sont faites et retracées comme des **prêts**. Les montants versés progressent de 500 000€ par an (comme en 2019) pour atteindre 2M€ en 2020. Ils sont établis chaque année en fonction des besoins de trésorerie de la SPLAAD.

Les travaux en cours diminuent de 117 655€, la baisse sur les aménagements de terrains n'étant pas compensée par la hausse des travaux en bâtiment (+240 567€).

Globalement, sur un montant de 1,169M€, ce sont 171 987€ qui sont identifiables comme des actions directes en faveur de l'accessibilité des personnes handicapées.

Il convient de rappeler la localisation des principales opérations de travaux comptabilisées en 2020 en investissement :

- Aménagement de la plaine Herriot : 93 560 €
- Autres aménagements dans les espaces verts et publics extérieurs : 181 485 €
- Travaux au Gymnase du Chapitre : 111 527 €
- Premières phases de maîtrise d'œuvre pour le gymnase du Mail : 421 958 €
- Travaux dans les écoles : 217 279 €, dont une importante opération sur l'école maternelle Gambetta (99 029 €)
- Hôtel de Ville et Tremplin : 84 092 €
- Maison du lien social : 59 549 €

Elles complètent les travaux de rafraîchissement et d'entretien réalisés en fonctionnement.

Et certaines opérations engagées voient leur facturation décalée jusqu'à l'achèvement total des travaux, les descriptions du Compte Administratif ne reflètent pas la réalisation opérationnelle mais financière des travaux (paiement des factures).

B – Les recettes réelles d'investissement

Un emprunt d'équilibre de 1,1 M€ a été réalisé, montant identique à 2019. Le budget d'investissement étant en partie autofinancé, il est possible de limiter la progression de l'encours de la dette sur l'exercice (+1,8 %) tout en continuant à valoriser le patrimoine communal par l'investissement effectué.

Des subventions et participations en provenance de l'État ont été encaissées à hauteur de 229 273 €. Elles sont composées de la Dotation Politique de la Ville (DPV) et de la Dotation de Soutien à l'Investissement Locale (DSIL) et peuvent concerner des actions engagées en 2018 et 2019.

La DSIL 2019 était axée sur l'accessibilité dans les différents équipements publics, sur des opérations pouvant s'étaler sur plusieurs exercices. La DPV encaissée en 2020 a principalement concerné des travaux dans les groupes scolaires et au centre nautique ainsi que la végétalisation d'espaces et la rénovation des terrains et aires de jeux (plaine HERRIOT, parc urbain du Mail).

Certains engagements pris sur l'exercice clos 2020 aboutiront à un versement ultérieurement :

- DPV sur l'opération de restructuration du gymnase du Mail (183 906 €),
- DSIL pour la rénovation thermique de l'hôtel de ville (reste à percevoir 137 683 €),

- subvention d'aide à l'investissement de la CAF 21 pour la rénovation du local de l'association ALACEP (maison du lien social) au titre de l'année 2020 (15 000 €).

C – Les restes à réaliser

Les restes à réaliser correspondent aux engagements juridiques pris ou reçus sur l'exercice clos et dont le paiement ou l'encaissement s'effectuera ultérieurement.

Ils sont présentés de manière détaillée dans la maquette du Compte administratif et se résument ainsi :

Dépenses	1 591 422,65 €
Recettes	476 854,36 €
Besoin de financement	-1 114 568,29 €

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1612-12, L.2121-31 et L.2313-1,

Vu le compte administratif et ses annexes, notamment la note brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'arrêter les résultats définitifs,

ARTICLE 2 : D'approuver le Compte Administratif 2020 de la ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. FALCONNET

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
 Date : 29/06/2021
 Qualité : Maire

[Handwritten signature of Thierry Falconnet]

Certifiée exécutoire en application de l'article
 L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU COMPTE ADMINISTRATIF

	RESULTAT DE CLOTURE 2019	REPRISE hors affectation	DÉPENSES (-)	RECETTES (+)	RESULTAT DE CLOTURE 2020
<i>Fonctionnement</i>	Excédent : + 5 778 158,01	3 490 416,44	23 107 874,78	24 994 527,66	5 377 069,32
<i>Investissement</i>	Déficit : - 1 425 185,23	-1 425 185,23	5 000 172,68	5 704 748,25	-720 609,66
Totaux	Excédent : 4 352 972,78	2 065 231,21	28 108 047,46	30 699 275,91	4 656 459,66

Avec un solde des restes à réaliser en déficit de 1 114 568,29€, le besoin de financement de la section d'investissement s'établit à 1 835 177,95€ à la clôture de l'exercice 2020. Après affectation du résultat de fonctionnement à la couverture de ce besoin, 3 541 891,37€ peuvent être repris en section de fonctionnement en 2021 (contre 3 490 416,44€ l'année précédente).

Le besoin de financement de la section d'investissement est en effet en diminution.

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Alors que les recettes progressent, les dépenses diminuent, le résultat d'exercice s'améliore ainsi de 401 089€ soit 4,5% en un an.

- Les recettes réelles de fonctionnement

en k€	CA 2020	CA 2021	% d'évolution
<i>Atténuations de charges</i>	0,099	0,133	+34,8 %
<i>Produits des services</i>	1,198	0,810	-32,4 %
<i>Impôts et taxes</i>	16,002	16,005	+0,02 %
<i>Dotations, subventions</i>	6,786	7,198	+6,07 %
<i>Autres produits de gestion courante</i>	0,272	0,118	-56,6 %
<i>Produits exceptionnels</i>	0,307	0,694	+126,0 %
TOTAL	24,664	24,958	+1,19 %

Certains services aux usagers ayant été interrompus, les **produits des services** et du domaine chutent de 32,4 %, il s'agit de la principale caractéristique de cet exercice.

Sans hausse des taux des impôts directs en 2020, le **produit fiscal** est constant.

Les **dotations et subventions** représentent près de 29 % des recettes réelles de fonctionnement et la fiscalité 64 %. Les dotations sont stables, seules les subventions et participations progressent en lien avec des dispositifs spécifiques et appels à projet.

Le contexte sanitaire a induit une perte de ressources de 154 030€ en un an sur **les autres produits de gestion courante** dont la moitié sur les locations de salles.

Les **recettes exceptionnelles** évoluent favorablement en lien avec les cessions qui s'élèvent à 539 116 € en 2020.

- Les dépenses réelles de fonctionnement

en k€	CA 2019	CA 2020	% d'évolution
<i>Charges à caractère général</i>	4,439	3,929	-11,5 %
<i>Charges de personnel</i>	15,148	15,180	+0,2 %
<i>Autres charges de gestion courante</i>	2,281	2,419	+6,1 %
<i>Charges financières</i>	0,166	0,139	-16,3 %
<i>Charges exceptionnelles</i>	0,030	0,069	+128,4 %
TOTAL	22,064	21,735	-1,5 %

La diminution des **charges à caractère général** est principalement liée à la baisse d'activité (spectacles, de repas...) mais également aux économies d'énergie réalisées (-119K€).

Les dépenses de personnel qui représentent la plus grande part dans le budget réel de la section ont permis de maintenir la stabilité.

Les autres charges de gestion courante contiennent principalement les subventions (dont celle du CCAS en progression de 13 % (1 241 000 € contre 1 101 500 € en 2019)).

Des évolutions assez minimales en montant sont constatées sur les **frais financiers**, la baisse s'expliquant par la maturité de la dette et les faibles taux sur les emprunts, et sur les **charges exceptionnelles** avec une hausse des remboursements suite à des annulations d'événements.

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

L'annuité en charge de la dette diminuant pour s'élever à 0,928M€, malgré un financement par emprunt de 1,1M€, identique à 2019, l'encours progresse de 1,8%.

• Les ressources internes

Les amortissements (0,813M€) et l'affectation du résultat (2,288M€) sont la réalisation comptable de l'autofinancement généré par la section de fonctionnement qui est la principale source d'équilibre budgétaire de cette section.

• Les subventions d'équipement

En 2020, la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et la Dotation Politique de la Ville (DPV) ont permis de financer la section d'investissement à hauteur de 229 273€. La DSIL ciblait des opérations en faveur de l'accessibilité des bâtiments alors que la DPV a facilité la rénovation d'espaces publics extérieurs, de groupes scolaires et du centre nautique.

Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) a abondé la section d'investissement à hauteur de 284 727€ (219 837€ en 2019).

• Les dépenses d'équipement

Les dépenses réelles d'investissement ont été principalement composées d'une avance de trésorerie de 2M€ à la SPLAAD et de 1,169M€ de dépenses de travaux.

Les principales opérations de travaux comptabilisées en 2020 en investissement:

- Aménagement de la plaine Herriot : 93 560 €
- Autres aménagements dans les espaces verts et publics extérieurs : 181 485€
- Travaux au Gymnase du Chapitre : 111 527 €
- Premières phases de maîtrise d'œuvre pour le gymnase du Mail : 421 958 €
- Travaux dans les écoles : 217 279 €, dont une importante opération sur l'école maternelle Gambetta (99 029 €)
- Hôtel de Ville et Tremplin : 84 092 €
- Maison du lien social : 59 549 €

LES RATIOS FINANCIERS

population 2019 : 14 092 / population 2020 : 14 106

Informations financières – ratios	CA 2019	Moy. Strate 2019	CA 2020
Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 565,77	1 107	1 539,72
Produit des impositions directes/population	554,55	563	558,34
Recettes réelles de fonctionnement/population	1 750,24	1303	1769,34
Dépenses d'équipement brut/population	161,93	376	144,04
Encours de dette/population	663,29	837	674,64
Dotation globale de fonctionnement/population	336,45	177	341,12
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	68,65%	59,18%	69,90%
Dépenses de fonctionnement et remb. dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	93,41%	8,28%	90,80%
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	9,30%	28,86%	8,10%
Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	37,90%	64,27%	38,10%

Nom : Affiché le 30/06/2021
Nomb : ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_036-DE
Nombre de membres présents : 34
Nombre de suffrages exprimés : 32
Votes : Pour : 32
Contre :
Abstentions :

Présenté par le Maire,
A Chenôve, le 28 juin 2021
Le Maire,

Délibéré par le Conseil Municipal réuni en session ordinaire
A Chenôve, le 28 juin 2021
Les membres du Conseil Municipal,

Date de convocation : 22 juin 2021

Ont voté	Pour	Contre	Abstention	Ont Voté	Pour	Contre	Abstention
ACHERIA Nouredine				HUMBERT Pierre			
AGLAGAL Aziza				JACQUOT Christiane			
AMODEO Martino				KELLER Pascal			
AUDARD Patrick				LACHAMBRE Léo			
BAHRI Mongi				MICHEL Dominique			
BERTHE Brigitte				MOREAU Sophie			
BLANDIN Sylvain				MOURTADA Lhoussaine			
BOILEAU Joëlle				M'PIAYI Saliha			
BRUGNOT Yves-Marie				NANG- BEKALE Nezha			
BUCHALET Christine				NEYRAUD Philippe			
CARLIER Caroline				OUARTI Saliha			
DE LA TOUR D'Auvergne Jamila				POPARD Brigitte			
DROUIN Stéphanie				RAILLARD Ludovic			
FALCONNET Thierry				SINGER Philippe			
FOMBARLET Jean-Marc				VILLIER Anne			
GIRARD Didier				WALIDI- ALAOUI Hana			
HABERKORN Bruno							

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le
A Chenôve, le

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_037

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

AFFECTATION DU RÉSULTAT 2020

Le Conseil municipal a arrêté les comptes de l'exercice 2020 en approuvant le compte administratif de la Ville. Le résultat de la section de fonctionnement s'élève à 5 377 069,32 € et doit faire l'objet d'une affectation par le Conseil municipal.

En priorité, ce résultat doit être affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement est égal au solde d'exécution corrigé des restes à réaliser. Le détail des restes à réaliser est annexé au compte administratif.

Le surplus peut être, soit reporté à nouveau et incorporé en tout ou partie dans la section de fonctionnement, soit inscrit en réserve, pour assurer le financement de la section d'investissement.

Le Compte Administratif 2020 fait apparaître les soldes suivants :

- **un résultat de la section de fonctionnement de 5 377 069,32 €**
- un solde déficitaire d'exécution de la section d'investissement (720 609,66 € repris en dépense d'investissement au compte 001)
 - + un solde déficitaire des restes à réaliser (1 114 568,29 €)établissant un besoin de financement de la section d'investissement à 1 835 177,95 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2311-5,

Après avoir constaté les résultats et reports au Compte Administratif 2020,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2020 à hauteur de 1 835 177,97 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement et de reprendre le solde en section de fonctionnement, sans réserve complémentaire à la section d'investissement, selon la ventilation comptable suivante intégrée au Budget Supplémentaire 2021 :

compte 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé : 1 835 177,95 €

compte de recette 002 – Résultat de fonctionnement reporté : 3 541 891,37 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 ABSTENTION :

M. MICHEL

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**

Date : 29/06/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_038

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2021

Le budget supplémentaire a pour principal objet d'intégrer au budget de l'exercice en cours les restes à réaliser en investissement et les résultats de l'exercice précédent, à la suite de l'arrêt des comptes.

C'est également une étape d'ajustement des crédits inscrits au budget primitif, tant en dépenses qu'en recettes.

En fonctionnement :

En recettes, les dotations de l'État sont ajustées après leur notification, ainsi que le produit fiscal à la suite du vote des taux, soit au total - 94 735 € :

- dotation forfaitaire : + 5 739 € ;
- dotation de solidarité urbaine : - 13 495 € ;
- fiscalité : - 199 525 € ;
- compensations des exonérations fiscales : + 112 546 €.

L'excédent de fonctionnement 2020 est repris à hauteur de 3 541 891,37 € en 2021 (contre 3 490 416 € en 2020).

Un partenariat est en cours avec l'État pour la poursuite des « colo' apprenantes » et le financement est estimé à hauteur de 51 500 €.

Dans le contexte sanitaire que nous connaissons depuis un an, avec des périodes de restriction administrative, des activités n'ont pu se dérouler dans le domaine des loisirs et du sport. Un avoir sera également proposé pour les personnes inscrites aux activités sportives municipales sur l'année 2020-2021. Tout cela implique un ajustement à la baisse des prévisions de recettes usagers de 116 500 € sur le secteur des sports et des loisirs.

En dépenses, une progression de **153 275€** est proposée, hors dépenses imprévues et virement à la section d'investissement.

Pour l'entretien courant et la maintenance du patrimoine communal, il est nécessaire d'abonder les crédits de fonctionnement à hauteur de 70 820 € :

- 25 000 € de maintenance préventive et de contrôle réglementaire sur les installations et bâtiments,
- 17 820 € de travaux non prévus et identifiés lors de contrôles ou suite à des dégâts causés par des sinistres,
- 10 000 € pour des fournitures de pièce de rechange automobile,
- 14 000 € pour la viabilisation de tènements fonciers vendus,
- 4 000 € d'études pour établir des documents techniques pour l'installation d'équipements scéniques au Cèdre.

Certains ajustements sont liés à la crise sanitaire :

- 36 000 € en plus pour permettre le remboursement d'usagers,
- - 20 000 € sur le secteur sport et loisirs avec l'annulation d'activités,
- 1 855 € pour des frais directs de gestion du centre de vaccination.

Notons que les dépenses de personnel mis à disposition du centre de vaccination et les charges induites par les consommations de fluides dans les locaux mis à disposition du centre de vaccination ne sont pas valorisées ici.

Un crédits complémentaire est prévu pour renforcer la présence d'agents de sécurité sur certains événements et lieux à hauteur de 11 600€.

Dans le cadre de l'éducation à la nutrition et en soutien aux élèves qui n'ont pas l'opportunité de le prendre à leur domicile, des petits-déjeuners seront ponctuellement proposés dans les groupes scolaires dans le cadre d'un nouveau dispositif national. Un budget de 25 300 € est inscrit dont 18 500 € en fonctionnement pour une mise en place à la rentrée 2021.

Pour continuer à retransmettre le Conseil Municipal en direct jusqu'à la fin de l'année, des crédits de location de matériel sont prévus à hauteur de 3 000 €.

Ensuite, certains ajustements sont comptables :

- 26 400 € de crédits de provisions sur des dettes anciennes,
- 2 774 890 € de complément de virement provisionnel à la section d'investissements (autofinancement) afin de contribuer à la diminution de l'emprunt d'équilibre,
- 453 991,37€ pour la création d'une enveloppe de dépenses imprévues qui pourrait être réaffectée en cours d'année par décision modificative sur des imprévus (issue du reliquat non fléché sur les besoins prioritaires après reprise du résultat 2020).

Dans le domaine financier également, un budget de 5 100 € maximum est alloué pour l'abonnement à un outil d'analyse, de prospective et de programmation financière et un accompagnement par un consultant dans ce domaine.

En investissement :

Le programme des dépenses d'équipement inscrit au budget primitif est complété à hauteur de **198 355 €** affectés principalement aux opérations suivantes :

- la rénovation thermique du bâtiment de l'Hôtel de Ville pour 53 000 €,
- des travaux d'amélioration phonique et énergétique de bureaux de l'Hôtel de Ville à hauteur de 39 800 €,
- renforcement des caméras de surveillance pour 23 650 €,
- du matériel pour une bibliothèque mobile avec un crédit de 17 000 €,
- des équipements et des véhicules pour les services techniques, les sports et la

- police municipale à hauteur de 25 425 €,
- du matériel complémentaire pour la sonorisation de la salle du Conseil Municipal pour 10 120 €,
- un complément de travaux chiffré à 8000€ pour la maison des sports,
- des instruments de musique pour 8 260 €,
- des équipements complémentaires en *Chromebook* (6 300 €) et une première dotation de matériel pour la gestion des petits déjeuners (6 800 €).

Les restes à réaliser 2020 sont intégrés à hauteur de 1 591 422,65 € en dépenses et 476 854,36 € en recettes. Le déficit d'investissement est repris pour 720 609,66 € en dépenses. L'ensemble constitue un besoin de financement de 1 835 177,95 € financé par une affectation du résultat de fonctionnement de 2020.

Des opérations d'ordre sont prévues pour 1 923 000 € en dépenses et en recettes afin d'intégrer à l'actif les avances versées à la SPLAAD pour les premières phases de l'opération centralité.

Le financement des dépenses d'équipement est assuré par un complément d'autofinancement à hauteur de 2 774 890 €, tandis que l'emprunt est ramené provisoirement à 2 560 000 €, en diminution de 2 576 535 €.

Vu le budget primitif 2021,

Vu le budget supplémentaire 2021 annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter ce budget supplémentaire pour 2021 joint en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

1 CONTRE :

M. MICHEL

2 ABSTENTIONS :

M. NEYRAUD - M. SINGER

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Budget Supplémentaire pour l'exercice 2021

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_038-DE

Section de fonctionnement					
Dép. Rec.	Chapitre	Nature comptable	Fonction	Objet	Montant BS
D	67	673	314	remboursement de spectacles au Cèdre (annulations)	1 000
D	67	6718	512		6 000
D	67	6718	512	Remboursement des activités non effectuées au Conservatoire	3 000
D	67	6718	512	Remboursement des activités sportives non effectuées si pas de réinscription ou solde 2019	25 000
D	67	6718	512	Remboursement des locations de salle non reportées	1 000
D	68	6817	01	Provision pour risque de prise en charge d'annulations de titres sur des créances anciennes	26 400
D	011	617	314	Etude précisant les installations scéniques possibles au Cèdre	4 000
D	011	6068	810	Pièces de rechange automobile et fourniture garage	10 000
D	011	6156	0203	Visites et contrôles réglementaires à prévoir sur installations	10 000
D	011	615221	0203	Travaux dans bâtiments suite à des contrôles de sécurité	15 000
D	012	6156	0203	Maintenance préventive dans les bâtiments	15 000
D	011	6068	202	Fournitures pour les petits déjeuners à l'école	2 000
D	011	60623	202	Alimentation pour les petits déjeuners à l'école	16 500
D	011	615221	4111	Réparation du sol du gymnase HERRIOT	2 820
D	011	611	0201	Intervention d'agents de sécurité sur événements et travaux	11 600
D	011	60623	415	Alimentation manifestations sportives - programmation plus faible	- 1 500
D	011	6188	415	Frais divers manifestations sportives - baisse du nombre	- 3 000
D	011	6236	415	Frais d'impression manifestations sportives - baisse du nombre	- 5 500
D	011	6135	4231	Location véhicules séjours d'enfants	- 500
D	011	60623	4231	Alimentation séjours d'enfants	- 500
D	011	6132	4231	Location des hébergements séjours d'enfants	- 2 700
D	011	6188	4231	Frais divers séjours d'enfants	- 6 300
D	011	615232	8241	Viabilisation tènements fonciers vendus	14 000
D	011	6188	512	Factures relatives à la gestion du centre de vaccination	1 855
D	011	6135	0200	Location de matériel pour la retransmission du Conseil Municipal	3 000
D	011	611	01	Abonnement à une plateforme de prospective financière	5 100
D	022	022	01	Réserve pour dépenses imprévues	453 991,37
D	023	023	01	Virement à la section d'investissement	2 774 890
Total dépenses de fonctionnement					3 382 156,37
R	73	73111	01	Notification des produits de fiscalité directe locale	- 199 525
R	74	7411	01	Notification de la dotation forfaitaire de la DGF	5 739
R	74	74123	01	Notification de la DSUCS	- 13 495
R	74	74834	01	Notification des compensations fiscales	112 546
R	002	002	01	Reprise de l'excédent de fonctionnement 2020	3 541 891,37
R	70	70631	401	Recettes usagers des activités sportives municipales - remise pour les inscrits 2020-21	- 79 000
R	70	70631	402	Recettes usagers séjours adultes	- 20 000
R	70	70631	415	Recettes usagers manifestations sportives	- 3 000
R	70	70632	423	Recettes usagers des "colo" apprenantes	- 5 000
R	70	70632	4231	Recettes usagers des séjours d'enfants	- 9 500
R	74	74718	423	Financement des "colo" apprenantes	51 500
Total recettes de fonctionnement					3 382 156,37
Section d'investissement					
Dép. Rec.	Chapitre	Nature comptable	Fonction	Objet	Montant BS
D	20	2051	20	Licences Chromebook écoles -complément	200
D	21	2188	3111	Instrument de musique pour le Conservatoire	8 260
D	21	2182	321	Bibliobus - matériel pour une bibliothèque mobile	17 000
D	21	2182	40	Remplacement d'un véhicule	18 000
D	21	2188	810	Sécurisation d'un outillage de menuiserie	700
D	21	2158	823	Corbeilles pour le secteur piétonnier du petit mail	2 500
D	21	2183	0200	Travaux de sonorisation dans la salle du conseil initialement prévus en achat d'équipement	- 20 000
D	21	2188	202	Equipement pour petits déjeuners à l'école	6 800
D	21	2183	20	Chromebook écoles et protections - complément	6 100
D	21	2188	40	Achat de poteaux de saut à la perche (crédits pris sur des travaux d'équipement sportif)	4 500
D	21	2158	4121	Nouveau rouleau à gazon pour les terrains de sport principalement	1 675
D	21	2188	112	Achat de postes radio portatifs pour la police municipale	2 550
D	21	2183	112	Vidéosurveillance - budget prévu en achat d'équipement et non en travaux d'installation	- 30 000
D	23	2315	112	Installation d'une caméra complémentaire et transfert sur un compte de travaux	53 650
D	23	2313	0201	Divers travaux d'amélioration phonique et énergétique des bureaux de l'Hôtel de Ville	39 800
D	23	2313	0201	Complément à la rénovation thermique du bâtiment de l'Hôtel de Ville	53 000
D	23	2313	0200	Travaux de sonorisation dans la salle du conseil initialement prévus en achat d'équipement	30 120
D	23	2313	40	Transfert sur achat d'équipement sportif (poteaux de perche) de crédits prévus en travaux	- 4 500
D	23	2313	40	Divers travaux à la Maison des Sports	8 000
D	001	001	01	Reprise du déficit d'investissement de l'exercice 2020	720 609,66
D				Dépenses d'investissement reportées	1 591 422,65
D	041	2113	01	Opération d'ordre budgétaire pour intégration d'avance à l'actif	1 923 000
Total dépenses d'investissement					4 433 387,31
R	10	1068	01	Affectation du résultat de fonctionnement à la couverture du besoin de financement	1 835 177,95
R	16	1641	01	Emprunt d'équilibre revu à la baisse	- 2 576 535
R	021	021	01	Virement de la section de fonctionnement	2 774 890
R				Recettes d'investissement reportées	476 854,36
R	041	238	01	Opération d'ordre budgétaire pour intégration d'avance à l'actif	1 923 000
Total recettes d'investissement					4 433 387,31
Dépenses de fonctionnement hors mouvements financiers					153 275
Dépenses d'investissement hors mouvements financiers et hors reports					198 355

Nombre de membres présents : 21
ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_038-DE
Nombre de suffrages exprimés : 33
Votes : Pour : 30
Contre : 1
Abstentions : 2

Présenté par le Maire,
A Chenôve, le 28 juin 2021
Le Maire,



Délibéré par le Conseil Municipal réuni en session ordinaire
A Chenôve, le 28 juin 2021
Les membres du Conseil Municipal,

Date de convocation : 22 juin 2021

Ont voté	Pour	Contre	Abstention	Ont Voté	Pour	Contre	Abstention
ACHERIA Nouredine				HUMBERT Pierre			
AGLAGAL Aziza				JACQUOT Christiane			
AMODEO Martino				KELLER Pascal			
AUDARD Patrick				LACHAMBRE Léo			
BAHRI Mongi				MICHEL Dominique			
BERTHE Brigitte				MOREAU Sophie			
BLANDIN Sylvain				MOURTADA Lhoussaine			
BOILEAU Joëlle				M'PIAYI Saliha			
BRUGNOT Yves-Marie				NANG- BEKALE Nezha			
BUCHALET Christine				NEYRAUD Philippe			
CARLIER Caroline				OUARTI Saliha			
DE LA TOUR D'Auvergne Jamila				POPARD Brigitte			
DROUIN Stéphanie				RAILLARD Ludovic			
FALCONNET Thierry				SINGER Philippe			
FOMBARLET Jean-Marc				VILLIER Anne			
GIRARD Didier				WALIDI- ALAOUI Hana			
HABERKORN Bruno							

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le
A Chenôve, le

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_039

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ADOPTION DU PACTE DE GOUVERNANCE MÉTROPOLITAIN

Lors de sa séance du 4 février 2021, le conseil métropolitain a débattu sur l'intérêt d'élaborer le pacte de gouvernance institué par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (nouvel article L.5211-11-2 du Code général des collectivités territoriales).

En effet, ce pacte permet de formaliser une méthode de gouvernance fondée sur le fonctionnement des instances et mécanismes intercommunaux avec l'objectif de « permettre aux élus locaux de s'accorder sur le fonctionnement quotidien de leur établissement public de coopération intercommunale » (Titre 1^{er} Chapitre 1^{er} de la loi du 27 décembre 2019).

Soulignant l'intérêt du pacte de gouvernance qui s'inscrit dans la continuité des réalisations existantes et au regard de la volonté d'assurer une meilleure association des communes dans la gouvernance de l'intercommunalité, le conseil métropolitain a retenu le principe de son adoption.

Un projet a en conséquence été élaboré à la suite d'un débat au sein de la Conférence métropolitaine du 30 mars 2021. Puis ce projet a été transmis aux communes métropolitaines le 12 mai 2021.

Les conseils municipaux des communes membres disposent d'un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte pour rendre leur avis sur ce document.

Il est donc aujourd'hui proposé au conseil municipal d'émettre un avis sur le pacte de gouvernance annexé au présent rapport.

Ce pacte rappelle en préambule les valeurs et principe auxquels les collectivités sont attachées ainsi que les orientations stratégiques qui guident l'action de la Métropole. Il pose en particulier les jalons d'une gouvernance partagée, d'une part à travers différentes

instances s'inscrivant dans le processus décisionnel de la Métropole, d'autre part à travers divers outils de réflexion, d'information et de communication. Ce projet de pacte indique par ailleurs les bases d'une mutualisation et d'une coopération devenues nécessaires dans un contexte de maîtrise de la dépense publique, de complexité de l'action publique et d'une recherche d'efficience de cette action.

Vu l'article L.5211-11-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil métropolitain du 4 février 2021,

Vu le courrier du Président de la Métropole du 6 mai 2021,

Vu le projet de pacte de gouvernance joint en annexe,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'émettre un avis favorable au projet de pacte de gouvernance transmis par Dijon Métropole et annexé à la présente délibération,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

PACTE DE GOUVERNANCE

Sommaire

Préambule.....	2
Les objectifs, valeurs et principes	3
Les orientations	4
TITRE 1 - LES INSTANCES.....	5
ARTICLE 1 : LE CONSEIL METROPOLITAIN	5
ARTICLE 2 : LE PRESIDENT	6
ARTICLE 3: LES VICE-PRESIDENTS ET CONSEILLERS DELEGUES	7
ARTICLE 4 : LE BUREAU METROPOLITAIN	7
ARTICLE 5 : LA CONFÉRENCE DES MAIRES	7
ARTICLE 6 : LE CONSEIL DE DEVELOPPEMENT	8
ARTICLE 7 : LES COMMISSIONS.....	9
ARTICLE 8 : LES JOURNEES METROPOLITAINES	10
ARTICLE 9 : L'INFORMATION DES CONSEILLERS MUNICPAUX.....	11
TITRE II : DECISION CONCERNANT UNE SEULE COMMUNE MEMBRE	11
ARTICLE 10 : MODALITE DE PARTICIPATION D'UNE COMMUNE MEMBRE AU PROCESSUS DE DECISION METROPOLITAIN LORSQU'ELLE EST SEULE CONCERNEE	11
TITRE III - GESTION DE L'INTERCOMMUNALITÉ	11
ARTICLE 11 - LA MUTUALISATION.....	12
ARTICLE 12 – LES COOPERATIONS	13

Préambule

Dijon métropole est un EPCI à fiscalité propre, regroupant 23 communes de l'aire urbaine dijonnaise et dont la forme juridique et les compétences ont considérablement évolué au cours des 10 dernières années autour notamment de la transformation en Communauté Urbaine, par arrêté du 20 décembre 2014, de la transformation en métropole par décret du 25 avril 2017 et du transfert de compétences du Département de la Côte d'Or le 1er janvier 2020.

Dijon Métropole a d'ores et déjà adopté des méthodes de gouvernance visant à valoriser la place des élus communautaires et municipaux dans le processus de gestion et de décision (conférence des maires, commissions permanentes ou commissions ad hoc, information...) ainsi qu'à développer des mécanismes de gestion commune (schéma de mutualisation adopté le 29 novembre 2018, conventions conclues avec les communes sur divers champs d'intervention...).

Désormais la loi formalise dans le Code Général des Collectivités Territoriales (Article L.5211-11-2) les modalités possibles d'association des maires aux travaux de l'intercommunalité, en particulier par l'organisation d'un temps de réflexion susceptible de conduire à l'adoption d'un pacte sur les outils de gouvernance, outre le débat et la réflexion sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement prévu à l'article L. 5211-10-1 et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public.

L'article L5211-11-2 prévoit donc qu'après chaque renouvellement général des conseils municipaux le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant « *un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public* ».

L'article L. 5211-11-2 liste par ailleurs le contenu facultatif du pacte de gouvernance qui pourrait donc prévoir diverses mesures posant les jalons d'une gouvernance partagée, à savoir :

1° *Les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les dispositions de l'article L. 5211-57 (association des communs aux décisions les concernant) ;*

2° *Les conditions dans lesquelles le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;*

3° *Les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;*

4° *La création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions prévues à l'article L. 5211-40-1 (commissions consultatives thématiques ou dédiées à un projet particulier) ;*

5° *La création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public de*

coopération intercommunale à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;

6° Les conditions dans lesquelles le président de l'établissement public peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;

7° Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;

8° Les objectifs à poursuivre en matière d'égale représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public ; Dans un souci de cohérence et de rigueur, la préparation du pacte de gouvernance pourrait utilement s'accompagner d'une adaptation du règlement intérieur du Conseil métropolitain.

Le présent Pacte de Gouvernance s'appliquera pour la durée du mandat 2020-2026.

Les objectifs, valeurs et principes

Le pacte de gouvernance est l'occasion pour les élus et collectivités de réaffirmer les objectifs, les valeurs et les principes auxquels ils sont attachés, et qui guident l'exercice de leurs compétences et mandats :

- La mise en œuvre du projet métropolitain dans un état d'esprit de dialogue et de construction collaborative
- La circulation de l'information et échanges en vue de l'éclairage des décisions à prendre
- Le respect de l'identité de chaque commune
- Les principes de la République Française : Liberté, Egalité, Fraternité
- La laïcité : une charte de la laïcité, annexée au présent pacte, a été adoptée le 17 décembre 2020
- Les principes d'égalité femme/homme et de diversité, pour lesquels Dijon métropole a été doublement labellisée en 2018
- Le cadre d'exercice par les élus des mandats locaux, issu de la Charte de l'élu local, laquelle a été remise à l'ensemble des conseillers métropolitains lors de la séance d'installation du 16 juillet 2020, conformément à la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015, et pour lequel le Conseil Métropolitain a institué la fonction de déontologue, afin notamment de prévenir les conflits d'intérêts des élus
- La responsabilité dans l'usage des deniers publics
- La solidarité et la complémentarité des territoires

Dans l'esprit de la loi « Engagement et proximité », la mise en place d'un pacte de gouvernance doit par ailleurs être un moyen de replacer les élus communautaires, les communes et les élus municipaux au cœur de l'intercommunalité ; dans sa gouvernance et son fonctionnement quotidien.

Les orientations

L'ambition de notre territoire doit se construire dans la continuité et le développement des principes fondamentaux qui avaient présidé à la rédaction du projet métropolitain en 2017.

Il s'agissait alors un changement profond de perspective pour l'intercommunalité dijonnaise :

- être métropole, c'est en effet pouvoir s'emparer pleinement de son développement et de son futur, c'est en être le moteur ;
- être métropole, c'est aussi être un des rouages essentiels et un accélérateur du développement régional ;
- être métropole, c'est aussi traiter, en cohérence et en proximité de l'habitant, des questions économiques, sociales et de services urbains.

Parmi les orientations stratégiques du projet métropolitain affirmées dans ce contexte, figurait l'objectif de renforcer la dimension fédératrice de sa gouvernance.

La Métropole doit s'attacher à continuer de décliner cet objectif en direction de ses 23 communes, des forces vives, civiles, économiques, institutionnelles du territoire et de ses habitants.

Elle favorise leur prise de conscience d'une communauté de destin et l'émergence d'une « citoyenneté métropolitaine »

Concernant sa propre gouvernance institutionnelle, s'est imposée l'idée que le renforcement des liens équitable entre les communes est lui-même vecteur de confiance et de cohésion, propice au développement d'une relation équilibrée à la fois au sein des communes de la métropole, et entre la métropole elle-même et les territoires qui l'entourent.

C'est ainsi que le pacte de gouvernance prend sens autour de la conférence métropolitaine des maires, du rôle des commissions, de la mutualisation et des coopérations entre les communes de la métropole, et à l'échelle de l'ensemble des territoires, communes et EPCI susceptibles de s'inscrire dans une démarche de coopération, d'entente et de réciprocité avec la Métropole. La gouvernance de Dijon Métropole doit également s'ouvrir au dialogue, aux avis et aux contributions externes.

Un Conseil de développement, au sein duquel l'ensemble des acteurs de l'attractivité de la métropole sera représenté, sera l'outil de cette ouverture.

TITRE 1 - LES INSTANCES

ARTICLE 1 : LE CONSEIL METROPOLITAIN

La composition du Conseil Métropolitain a été fixée par un arrêté du Préfet de la Côte d'Or en date du 21 octobre 2019 comme suit :

Commune	Nombre de conseillers métropolitains
Dijon	43
Chenôve	5
Talant	5
Chevigny-Saint-Sauveur	4
Quetigny	4
Fontaine-les-Dijon	3
Longvic	3
Saint-Apollinaire	3
Marsannay-la-Côte	2
Neuilly-Crimolois	1
Plombières-les-Dijon	1
Sennecey-les-Dijon	1
Perrigny-les-Dijon	1
Fenay	1
Daix	1
Ouges	1
Hauteville-les-Dijon	1
Ahuy	1
Bressey-sur-Tille	1
Breteniere	1
Magny sur Tille	1
Corcelles-les-Monts	1
Flavignerot	1
TOTAL	86

Cet arrêté précise également qu'en cas d'absence du conseiller titulaire, les communes ne disposant que d'un seul conseiller métropolitain pourront faire appel au conseiller municipal qui serait amené à le remplacer en cas de vacance de siège (articles L. 273-10 et L. 273-12 du code électoral) pour le suppléer.

Compétences

Le Conseil Métropolitain est seul compétent dans un certain nombre de domaines qu'il ne peut déléguer ni au Bureau ni au Président. Ces domaines sont énumérés à l'article L. 5211-10 du CGCT. Il s'agit :

- 1°) du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,*
- 2°) de l'approbation du compte administratif,*
- 3°) des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15 du code général des collectivités territoriales,*
- 4°) des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,*
- 5°) de l'adhésion de l'établissement à un établissement public,*
- 6°) de la délégation de la gestion d'un service public,*
- 7°) des dispositions portant orientation en matière d'aménagement et de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la Ville.*

La jurisprudence administrative a ajouté à ces matières réservées les fonds de concours et la création de postes en matière de ressources humaines en ce qu'elles ont des conséquences budgétaires.

Règlement Intérieur

Lors de sa séance du 19 novembre 2020, le Conseil Métropolitain a adopté son Règlement Intérieur. Ce document est joint en annexe du présent texte.

ARTICLE 2 : LE PRESIDENT

Conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 5211-9, L. 5211-10, L.2121-14 CGCT et L.2121-16 CGCT, le Président reçoit, par délibération du Conseil métropolitain, délégation d'une partie des attributions de cette instance.

Lors de sa séance d'installation le 16 juillet 2020, le Conseil Métropolitain a délégué une partie de ses attributions au Président de Dijon Métropole.

Cette délibération est jointe en annexe du présent texte.

ARTICLE 3: LES VICE-PRESIDENTS ET CONSEILLERS DELEGUES

Lors de sa séance du 16 juillet 2020, le Conseil Métropolitain a fixé à 20 le nombre de Vice-Présidents de Dijon Métropole et a procédé à l'élection de 18 Vice-Présidents.

Cette délibération est complétée par deux arrêtés pris par le Président de Dijon Métropole, l'un arrêtant les délégations des Vice-Présidents élus et l'autre nommant des conseillers délégués et fixant leurs délégations.

Ces documents sont joints en annexe du présent texte.

ARTICLE 4 : LE BUREAU METROPOLITAIN

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-10 du Code général des Collectivités territoriales, le Bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du Président, d'un ou de plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres.

Lors de sa séance du 16 juillet 2020, le Conseil Métropolitain a fixé la composition du Bureau Métropolitain comme suit :

- le Président et de ses vice-présidents
- les conseillers métropolitains délégués
- les maires des communes membres ayant la qualité de conseiller métropolitain qui ne sont ni vice-présidents ni conseillers métropolitains délégués.

Lorsqu'un Maire ne détient pas de mandat de conseiller métropolitain, il est cependant invité à participer aux travaux du Bureau Métropolitain. Toutefois, il ne peut pas prendre part au vote dans les matières déléguées par le Conseil Métropolitain au Bureau Métropolitain.

Le Bureau Métropolitain est une instance délibérative appelée à statuer sur les matières déléguées par ce même Conseil Métropolitain.

Il est actuellement composé de 42 membres dans sa forme délibérative.

Lors de sa séance d'installation le 16 juillet 2020, le Conseil Métropolitain a délégué une partie de ses attributions au Bureau Métropolitain. Cette délibération est jointe en annexe du présent texte.

ARTICLE 5 : LA CONFÉRENCE DES MAIRES

La création d'une conférence des maires est obligatoire dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, sauf lorsque le bureau de l'établissement public comprend l'ensemble des maires des communes membres.

Cette instance est présidée de droit par le président du conseil de la métropole et comprend les maires des communes membres.

La conférence des maires de Dijon métropole, dénommée Conférence métropolitaine est une instance de coordination entre la métropole et les communes membres, au sein de laquelle il peut être débattu de tous sujets d'intérêt métropolitain ou relatifs à l'harmonisation de l'action de ces collectivités.

Dans ce contexte, il n'est pas institué de conférences territoriales des maires, spécifiques à certains périmètres géographiques ou périmètres de compétences.

Elle se réunit, sur un ordre du jour déterminé :

- à l'initiative du président de Dijon Métropole,
- ou, dans la limite de quatre réunions par an, à la demande d'un tiers des maires.

Le Bureau métropolitain bénéficiant de délégations d'attribution de l'organe délibérant., il peut saisir la conférence des maires sur les sujets en lien avec les délégations qui lui sont consenties, par vote à la majorité simple de ses membres.

Le 1er Vice-Président de Dijon Métropole est membre de droit de la Conférence Métropolitaine.

En Outre, le Président peut inviter à participer aux travaux de la Conférence Métropolitaine toute personne qualifiée dont la présence est de nature à permettre une bonne information des membres de la Conférence.

L'ordre du jour de la Conférence Métropolitaine est adressé à ses membres, par voie dématérialisée 5 jours francs avant la réunion de celle-ci.

La réunion de la Conférence Métropolitaine se tient en principe au siège de la Métropole.

Toutefois sur proposition du Président ou de l'un des Maires d'une des communes membres, la Conférence Métropolitaine peut se réunir sur tout lieu du territoire métropolitain permettant le déroulement de la réunion dans des conditions techniques et de sécurité satisfaisantes.

Afin de garder une trace des échanges un compte-rendu des débats est élaboré et diffusé à l'ensemble des membres de l'instance.

ARTICLE 6 : LE CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

L'article L.5211-11-2 du code général des collectivités territoriales, issu de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique dispose qu'après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement prévu à l'article L. 5211-10-1 et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public.

La loi prévoit que :

- Le conseil de développement est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du périmètre de l'établissement public.
- La composition du conseil de développement est déterminée par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, de telle sorte que l'écart entre le nombre des hommes et le nombre des femmes ne soit pas supérieur à un et afin de refléter la population du territoire concerné, telle qu'issue du recensement, dans ses différentes classes d'âge.
- Les conseillers communautaires ou métropolitains ne peuvent être membres du conseil de développement.
- Les fonctions de membre du conseil de développement ne sont pas rémunérées.

Les conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public font l'objet d'un débat et d'une délibération spécifique du Conseil métropolitain.

ARTICLE 7 : LES COMMISSIONS

Le Conseil Métropolitain a institué 5 commissions thématiques qui ont pour vocation d'étudier les projets de délibération qui seront soumis à l'examen du Bureau Métropolitain ou du Conseil Métropolitain.

- Politique de la ville, habitat et urbanisme
- Ecologie urbaine et services d'intérêt collectif
- Développement économique, attractivité et solidarités
- Déplacements, mobilité et espace public
- Administration générale et finances

Le Conseil Métropolitain a apporté les précisions suivantes concernant leur fonctionnement :

- Monsieur le Président de Dijon Métropole est président de droit de ces commissions
- Les Vice-Présidents et conseillers délégués sont membres de droit de ces cinq commissions
- Les conseillers métropolitains peuvent participer, selon leur choix, à deux des cinq commissions instituées. Cette proposition concerne également les suppléants pour les communes ne disposant que d'un conseiller métropolitain.

En application des dispositions de l'article L. 5211-40-1 premier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, en cas d'empêchement, le membre d'une commission peut être remplacé

pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22.

Dans le cadre des dispositions de l'alinéa 2 de l'article L. 5211-40-1, il a été décidé, par délibération du Conseil métropolitain en date du 17 septembre 2019, que les communes ne disposant que d'un ou deux conseillers métropolitains peuvent autoriser la participation de deux conseillers municipaux non élus métropolitains dans une commission de leur choix.

Le cumul de ces dispositions permet à l'ensemble des communes de Dijon Métropole de pouvoir être représentées dans les commissions thématiques de Dijon Métropole.

Une commission voirie a par ailleurs été créée en 2015, et confirmée en 2020, avec pour objectif de traiter les questions relatives à la voirie et ses dépendances, à la circulation et à la mobilité, et notamment :

- les programmes de travaux annuels et pluriannuels ;
- les critères de choix des opérations ;
- les niveaux de service et la répartition des moyens ;
- la domanialité et l'identification des voies ;
- le règlement de voirie ;
- le PDU et sa mise en oeuvre ;
- les plans de circulation et les schémas de mobilités catégoriels, ainsi que leur mise en œuvre ;
- l'organisation des moyens au service de la mobilité et tous ses modes de déplacement ;
- la coordination des pouvoirs de police.

Cette commission est composée de l'ensemble des Maires des communes membres de Dijon Métropole et sa présidence est assurée par le Vice-Président en charge du réseau routier métropolitain et de la voirie.

ARTICLE 8 : LES JOURNEES METROPOLITAINES

L'ensemble des élus du territoire métropolitain doit prendre pleinement sa place dans la vie de l'institution métropolitaine, et pouvoir accompagner ses réflexions et son action.

Au minimum une fois par an, tous les élus des conseils municipaux des communes membres seront ainsi conviés à une « journée métropolitaine », temps de réflexion, d'information et de concertation autour des grandes orientations et des projets structurants de la Métropole, mais aussi de l'évolution de son territoire et des besoins de ses habitants.

ARTICLE 9 : L'INFORMATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Les conseillers municipaux des communes membres de Dijon Métropole qui ne sont pas membres de son organe délibérant sont informés des affaires de l'établissement faisant l'objet d'une délibération. Ils sont destinataires d'une copie de la convocation adressée aux conseillers métropolitains avant chaque réunion de l'organe délibérant de Dijon Métropole accompagnée de la note explicative de synthèse. Leur sont également communiqués les rapports mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 2312-1 et au premier alinéa de l'article L. 5211-39 ainsi que dans un délai d'un mois, le compte-rendu des réunions de l'organe délibérant de Dijon Métropole.

L'ensemble des conseillers municipaux sont également destinataires de l'ensemble des supports de communication institutionnelle de la Métropole.

TITRE II : DECISION CONCERNANT UNE SEULE COMMUNE MEMBRE

ARTICLE 10 : MODALITE DE PARTICIPATION D'UNE COMMUNE MEMBRE AU PROCESSUS DE DECISION METROPOLITAIN LORSQU'ELLE EST SEULE CONCERNEE

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-57 du CGCT, lorsqu'une commune est seule concernée par les effets d'une délibération de la Métropole, l'avis du conseil municipal concerné est requis préalablement à l'adoption de la délibération.

Cette commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer.

A défaut, son avis sera réputé favorable.

En cas d'avis défavorable émis par la commune, le Conseil métropolitain ne pourra adopter la délibération qu'à la majorité des deux tiers des membres de l'organe délibérant.

TITRE III - GESTION DE L'INTERCOMMUNALITÉ

Dans le respect des valeurs fondatrices de la Métropole, le Pacte doit faciliter la recherche d'un juste équilibre entre attractivité du territoire et prise en compte de la proximité. Il doit ainsi permettre :

- de mettre en œuvre des politiques publiques métropolitaines plus efficaces et efficientes, de rechercher les meilleures complémentarités de rôles et de responsabilités entre Métropole et Communes ;
- de faciliter la mutualisation et le partage des moyens, des équipements et des expertises, pour développer les synergies et accélérer le développement des coopérations infra-métropolitaines ;

- d'expérimenter sur le territoire l'exercice articulé de certaines actions de la Métropole et des Communes ;
- de définir pour cela un cadre d'action propice, des dispositifs de gouvernance adaptés, des modalités d'organisation et de fonctionnement favorables.

ARTICLE 11 - LA MUTUALISATION

L'intercommunalité est par essence source de solidarité et de mutualisation ; celle-ci résulte de la volonté de mettre en commun des moyens humains et/ou matériels entre commune(s) et communauté. Elle permet de disposer au bénéfice du service public de ressources communes, d'expertises, sans les démultiplier à chaque niveau de collectivité.

La mutualisation constitue un outil précieux pour améliorer l'efficacité de l'action publique et favoriser les économies d'échelle. Elle est aussi devenue une nécessité dans un contexte de maîtrise de la dépense publique locale et de complexité de l'action publique.

Historiquement liées par le secteur urbanisme, et dans le prolongement des expérimentations menées ces dernières années sur certains secteurs (commande publique, services informatiques...), Dijon Métropole et ses communes membres ont engagé pendant le mandat 2014-2020 un processus de mutualisation renforcée, visant à optimiser le fonctionnement des services municipaux et métropolitains, ainsi qu'à unir leurs efforts dans un souci d'amélioration de l'efficacité publique, tant en matière de maîtrise des dépenses que de qualité de l'expertise locale.

C'est dans ce cadre qu'a été institué un comité de pilotage, composé des maires des communes de la Métropole, afin d'élaborer un schéma de mutualisation.

Celui-ci a été adopté le 29 novembre 2018 à l'unanimité des membres du Conseil métropolitain et a notamment permis de créer des services communs, de formaliser les coopérations existantes entre la métropole et les communes déjà engagées dans des mutualisations opérationnelles, et de proposer à toutes les communes de la métropole qui le souhaitent d'y adhérer également.

Entre janvier et juin 2019, selon le rythme institutionnel des communes membres, celles-ci ont ainsi adhéré :

- aux trois services communs suivants pour les 23 communes : les seuls SIG et RGPD pour le Numérique, le Droit des sols et la Centrale d'achats,
- et selon leurs organisations, moyens et souhaits, aux services communs de la commande publique, des systèmes d'informations, des affaires juridiques et des assurances.

La métropole, la ville de Dijon et son CCAS ont également créé des services communs pour : la direction générale, les ressources humaines, les finances, les assemblées, le contrôle de gestion, le portail téléphonique, la documentation, l'écologie urbaine, le foncier et la reprographie.

Conformément au Code général des collectivités territoriales, les services communs métropolitains ainsi constitués ont accueilli les agents des communes membres adhérentes exerçant dans les champs d'expertise mutualisés en leur sein.

En termes contractuels, des conventions de mise en œuvre et des avenants relatifs aux modalités de participation des communes ont été signés entre la métropole et les communes adhérentes, les participations votées en juin 2019, étant déduites des attributions de compensation (AC) communales, conformément au rapport d'évaluation des charges approuvé par la Commission locale d'évaluation de charges transférées (Clect). Conformément au Code général des collectivités territoriales, aux délibérations adoptées en 2019, et aux conventions signées avec les communes adhérentes, le schéma de mutualisation et les dispositifs contractuels produisent leurs effets jusqu'à l'adoption du schéma de mutualisation suivant.

Une déclaration d'intention, adoptée le 17 septembre 2020 a réaffirmé pour ce mandat, l'attachement à cette démarche engagée pendant le mandat précédent.

Ont été adoptés les objectifs suivants :

- Le schéma de mutualisation pour 2018-2020 servira de base pour les travaux du nouveau comité de pilotage.
- De nouvelles adhésions aux services communs précédemment créés pourront être formalisées.
- Les efforts ayant été concentrés sur des missions déjà très intégrées au sein des collectivités, il sera également nécessaire d'envisager la création de nouveaux services communs pour formaliser les mutualisations existantes sur les autres pans de compétences de la métropole.
- Enfin, toutes formes de coopérations aussi bien 'verticales' 'qu'horizontales' auront vocation à être examinées dès lors qu'elles pourraient servir l'intérêt général, de telle sorte que le schéma de mutualisation permette une mise en cohérence des politiques publiques portées par les différentes collectivités et établissements, ainsi que du maillage des services sur le territoire.

C'est dans ce sens que seront poursuivis les travaux du comité de pilotage des maires, dans la perspective de construire et de faire vivre un schéma de mutualisation de Dijon métropole et de ses communes membres pour le mandat 2020 - 2026.

ARTICLE 12 – LES COOPERATIONS

Les possibilités de coopérations entre communes ouvertes par l'article L 5111-1 du CGCT ont été intégrées dans le schéma de mutualisation adopté par le Conseil Métropolitain.

Certaines communes membres souhaitant mettre en œuvre de telles coopérations, le Conseil, a en effet autorisé, sur le principe, approuvé leur mise en œuvre et leur formalisation, aux fins de permettre aux collectivités membres de mutualiser leurs efforts et leurs moyens dans un souci d'efficience de l'action publique.

Certaines communes membres de la métropole mutualisent leurs effort à divers égards, qui peuvent être ainsi illustrés :

* Chenôve et Marsannay-la-Côte ont signé deux conventions :

- l'une quant à l'entretien d'espaces verts,
- l'autre quant à la production de plants en régie dans les serres municipales de Chenôve au bénéfice des deux communes.

* Corcelles-les-Monts et Flavignerot unissent leurs efforts via :

- la mise à disposition par Corcelles au bénéfice de Flavignerot de 2 agents techniques, de 2 véhicules et des matériels pour l'entretien des espaces verts et des bâtiments communaux ;
- l'accueil des habitants de Flavignerot à la bibliothèque de Corcelles.
- le co-financement et l'organisation commune du feu d'artifice du 14 juillet ;
- ainsi que l'organisation du repas des aînés des deux communes.

Des conventions existent également entre :

* Chevigny-Saint-Sauveur et Quétigny pour la mise à disposition d'espaces sportifs,

* Neuilly-Crimolois et Sennecey-lès-Dijon pour la mise à disposition d'un travailleur social et la mise en oeuvre d'actions de prévention communes

* Chevigny-Saint-Sauveur et Magny-sur-Tille pour l'accueil des enfants au centre de loisirs pendant les vacances scolaires

* Marsannay-la-Côte et Perrigny-les-Dijon ont conclu deux conventions :

- une convention de mutualisation des agents et équipements de police municipale, conformément aux articles L 2122-10 du CGCT et L 512-1 du code de la sécurité intérieure.
- et une convention de mutualisation du Relais d'Assistantes Maternelles.

* La ville de Dijon, via son conservatoire à rayonnement régional, met des ressources (lieu, matériel) à disposition d'autres communes de la métropole.

* Diverses manifestations permettent de réunir plusieurs communes, ainsi :

- les communes de Chenôve, Longvic et Marsannay-la-côte portent et co-financent 'les Rencontres' ;
- autour de la nuit de la lecture, se sont réunies les bibliothèques de Chenôve, Chevigny-Saint-Sauveur, Dijon, Fontaine-les-Dijon, Longvic, Marsannay-la-Côte, Quétigny, Saint-Apollinaire, Sennecey et Talant.

S'appuyant sur la dynamique du réseau intr@MET, plateforme collaborative de la métropole et de ses communes membres, des agents des communes membres se retrouvent par spécialités métiers sur des temps de travail ponctuels pour échanger sur leurs pratiques et les enrichir.

Les Maires des communes membres de Dijon Métropole ont exprimé le souhait, dans le cadre du comité de pilotage du schéma de mutualisations, que cet outil permette à ma Métropole de devenir facilitatrice des coopérations horizontales entre communes, autour des bassins de vie.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_040

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

APPROBATION DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CÔTE-D'OR

Il est rappelé que, par délibération en date du 29 juin 2020, le Conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à solliciter le Conseil Départemental de la Côte-d'Or dans la perspective de la conclusion d'un Accord de Partenariat.

Ce dispositif contractuel spécifique, destiné aux pôles urbains de la métropole dijonnaise, permet :

- d'identifier les axes de partenariats, techniques et financiers, dans les domaines de compétences respectifs du Département et de la Commune,
- d'intégrer le soutien financier du Département de la Côte-d'Or à l'opération de restructuration du gymnase du Mail.

Compte tenu du contexte sanitaire, la possibilité de conclure un Accord de Partenariat, initialement ouverte jusqu'au 31 décembre 2020, a été prolongée jusqu'au 30 juin 2021 permettant ainsi de finaliser la démarche engagée par les deux collectivités.

Le projet d'Accord de Partenariat, annexé à la présente délibération, décline pour une durée de trois ans les actions menées ou à développer, conjointement ou non, au titre des solidarités humaines et des solidarités territoriales.

Au titre du volet « solidarités humaines », les collectivités s'engagent à réviser, avant la fin de l'année 2021, la convention signée le 7 janvier 2015 régissant les relations entre le Département, la Commune et son CCAS afin de :

- s'inscrire dans une dynamique d'adaptation continue sur la nature des besoins des habitants, les pratiques institutionnelles et professionnelles, les modalités d'articulation et de collaboration,

- renforcer les pratiques solidaires, les initiatives innovantes, l'implication des personnes accompagnées dans des processus d'inclusion sociale.

Au titre du volet « solidarités territoriales », les collectivités s'engagent à :

- Axe 1 : contribuer à l'attractivité et à l'aménagement du territoire,
- Axe 2 : accompagner les actions en faveur de la biodiversité,
- Axe 3 : accompagner les actions innovantes en faveur de la transition énergétique,
- Axe 4 : contribuer au développement des filières alimentaires locales.

Dans le cadre de l'axe « contribuer à l'attractivité et à l'aménagement du territoire », le Département s'engage à soutenir l'opération de restructuration du gymnase du Mail à hauteur de 610 000 € répartis comme suit :

- reconstruction du gymnase : 500 000 €,
- réaménagement des abords : 110 000 €.

Vu le projet d'Accord de Partenariat entre la Commune de Chenôve et le Département de la Côte-d'Or annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le projet d'Accord de Partenariat à conclure avec le Conseil Départemental,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'Accord de Partenariat entre la Commune de Chenôve et le Département de la Côte-d'Or,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_040-DE

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET

Date : 29/06/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



ACCORD DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE CHENOVE ET LE DEPARTEMENT DE LA COTE-D'OR

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu les articles L.1111-1, L.1111-3, L.1111-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.116-1, L.121-1, L.121-2, L.123-4, L.123-5, L.141-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Côte-d'Or du 27 juin 2016 approuvant le Plan Climat Énergie Territorial (PCET) pour la Côte-d'Or,

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Côte-d'Or du 14 juin 2019 relative au Pacte de Solidarité (2019-2021), déclinaison départementale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Côte-d'Or du 17 décembre 2015 relative à la politique départementale de contractualisation de deuxième génération, instituant le dispositif « Cap 100 % Côte-d'Or »,

Vu les délibérations du Conseil Départemental de la Côte-d'Or du 24 juin 2019, 14 octobre 2019 et du 25 janvier 2021 relatives aux accords de partenariat avec les pôles d'appui de la Métropole Dijonnaise,

Vu le règlement d'intervention des Aides Départementales en vigueur,

Vu la convention territoriale de partenariat entre le Département de la Côte-d'Or, la Commune de Chenôve et son Centre Communal d'Action Sociale signée le 7 janvier 2015,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Chenôve du _____ approuvant le principe relatif au projet d'accord de partenariat à conclure avec le Conseil Départemental et autorisant le Maire en exercice à signer le présent accord,

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Côte-d'Or du 31 mai 2021 projet d'accord de partenariat à conclure avec la Commune de Chenôve et autorisant le Président du Conseil Départemental en exercice à signer le présent accord.

ENTRE :

Le Département de la Côte-d'Or, domicilié Hôtel du Département - 53 bis rue de la Préfecture – CS 13501 Dijon Cedex, représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice, agissant en vertu de la délibération du Conseil Départemental du 14 décembre 2020 précitée,

Ci-après désigné le Département,

ET :

La Commune de Chenôve domiciliée 2 Place P. Meunier – BP130 – 21300 Chenôve, représentée par le Maire en exercice, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du précitée,

Ci-après désignée la Commune,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRé) a donné lieu à une nouvelle répartition des compétences entre les collectivités territoriales. Les Départements sont désormais plus que jamais les garants de l'équilibre des territoires.

Cette loi a en effet confirmé le Département dans ses compétences en matière de promotion des solidarités, tant humaines que territoriales.

Le Département participe ainsi à l'aménagement et à l'animation des territoires et soutient les projets portés pour le développement et le rayonnement de la Côte-d'Or.

Il assure également l'accompagnement social global de l'ensemble des Côte-d'Oriens par les services du Département, traduction concrète et directe des solidarités humaines dont chacun des habitants peut éprouver le besoin à une étape de sa vie.

Depuis de nombreuses années, le Département de la Côte-d'Or organise, avec les Communes et les Communautés de communes, un partenariat fondé sur la complémentarité, sur le respect des missions et des responsabilités de chacun, et s'inscrivant dans une action sociale préventive et participative.

Le Département de la Côte-d'Or, la Commune de Chenôve et son Centre Communal d'Action Sociale ont, à ce titre, signé le 7 janvier 2015, une convention territoriale de partenariat déclinant les actions menées ou à développer au titre des solidarités humaines, sur le territoire communal concerné, par le Département, par la Commune et celles conduites conjointement.

Dans un contexte de mobilité importante des familles entre les Communes de la Métropole et l'espace péri-urbain, et d'inter-actions des différentes échelles des territoires, l'action du Département, tant directement, qu'en lien avec les Communes, est donc essentielle et participe à un juste équilibre des territoires.

Le présent partenariat a pour objectif de répondre aux enjeux spécifiques pesant sur les pôles urbains de la Métropole dijonnaise, dont fait partie la Commune de Chenôve.

Article 1 - Objet du contrat de partenariat

Le présent contrat constitue un cadre de référence afin d'améliorer la connaissance réciproque des missions et des interventions du Département, de la Commune de Chenôve et de formaliser les principes de collaboration et d'accompagnement, de développer les échanges d'information, d'optimiser les articulations entre les signataires.

Il a aussi pour objet, sur l'aspect des solidarités territoriales, d'identifier les axes de partenariats techniques et financiers, mis en œuvre ou à développer, dans les domaines de compétences respectifs du Département et de la Commune.

Article 2 - Les axes de partenariat

Au titre des Solidarités Humaines

Conformément aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles et du code général des collectivités territoriales, le Département définit, met en œuvre et coordonne la politique sociale en tenant compte des compétences confiées par la loi à l'Etat, aux autres collectivités et à leurs établissements.

Afin d'optimiser le maillage territorial, l'organisation de l'action sociale de proximité s'exerce par la territorialisation des professionnels sur les cinq Agences Solidarités Côte-d'Or, et les vingt-cinq Espaces Solidarités Côte-d'Or répartis sur le territoire Côte-d'Or. La Commune de Chenôve relève de l'Espace Solidarités Côte-d'Or Chenôve.

Les relations avec le Département, la ville de Chenôve et son CCAS sont actuellement régies par une convention signée le 7 janvier 2015 qu'il convient d'actualiser.

Les collectivités s'engagent donc à réviser avant la fin de l'année 2021 l'accord partenarial précité afin de :

- s'inscrire dans une dynamique d'adaptation continue sur la nature des besoins des habitants, les pratiques institutionnelles et professionnelles, les modalités d'articulation et de collaboration,
- renforcer les pratiques solidaires, les initiatives innovantes, l'implication des personnes accompagnées dans des processus d'inclusion sociale.

Au titre des Solidarités Territoriales

Axe 1 - Contribuer à l'attractivité et à l'aménagement du territoire :

Le Département :

Au cours des dernières années, le Département a accompagné financièrement la réalisation des projets menés par la commune de Chenôve visant à la création d'équipements et à la préservation du patrimoine communal.

Ainsi, depuis 2015, ce sont plus 117 700 € d'aides qui ont été attribuées à la Commune de Chenôve permettant ainsi, entre autre, la construction de la salle associative et des vestiaires au stade Léo Lagrange et la rénovation de l'hôtel de ville.

La Commune :

La Commune souhaite procéder à deux opérations liées :

- la reconstruction complète du Gymnase du Mail dans une démarche d'un coût estimé de 3 406 440 € HT ;
- le réaménagement complet de l'espace urbain créé par la démolition de l'ancien gymnase pour un coût estimé de 349 048,30 € HT.

Partenariat :

Le Département s'engage à soutenir la réalisation de ces opérations dans les conditions ci-dessous :

- reconstruction complète du Gymnase du Mail : le Département apportera son soutien financier à hauteur de 50 % d'une assiette subventionnable plafonnée à 1 000 000 € hors taxes, dans la limite d'un montant de 500 000 €.
- réaménagement complet de l'espace urbain attenant : le Département apportera son soutien financier à hauteur de 31,51 % d'une assiette subventionnable plafonnée à 349 048 € hors taxes, dans la limite d'un montant de 110 000 €.

L'enveloppe financière départementale globale dédiée à la mise en œuvre du présent contrat, dans les conditions prévues à l'article 3, est ainsi plafonnée à 610 000 euros.

Axe 2 – Accompagner les actions en faveur de la biodiversité

Le Département :

Le Conseil Départemental a adopté, par délibération du 26 mars 2018, son deuxième Schéma des Espaces Naturels Sensibles et de la Biodiversité 2018-2025 (SDENSB) pour une période de huit ans.

Le Plan d'actions s'articule autour de sept grands objectifs déclinés à travers vingt-deux sous-objectifs et vingt-sept fiches actions. Il affirme, par ce document stratégique, les ambitions de la collectivité en termes de préservation de la Biodiversité :

- objectif 1 : soutenir l'expertise naturaliste et sa diffusion pour conforter la protection de la biodiversité du Département,
- objectif 2 : favoriser et promouvoir une agriculture et une gestion forestière respectueuses des milieux naturels,
- objectif 3 : protéger, acquérir et gérer les réservoirs de biodiversité de Côte-d'Or,
- objectif 4 : valoriser et promouvoir la politique ENS,
- objectif 5 : maintenir et restaurer les fonctionnalités et les continuités écologiques,
- objectif 6 : coordonner la politique ENS avec les autres actions du Département.

Le septième objectif porte sur l'évaluation et le suivi de la politique ENS menée par le Département sur son territoire.

Par ailleurs, le Conseil Départemental a adopté, par délibération du 17 novembre 2020, son nouveau Plan Départemental de l'Arbre et de la Forêt 2021-2027 (PDAF) pour une période de 6 ans et dont le plan d'actions propose le soutien au type de projet porté par la Commune.

Ainsi, le Conseil Départemental de la Côte-d'Or propose aux Collectivités intéressées de développer des projets favorisant la prise en compte de la biodiversité et du milieu forestier, en les accompagnant financièrement et techniquement.

La Commune :

Suite à un incendie, le Plateau de Chenôve a perdu 80 hectares de forêt et de pelouse en 2015. Afin d'aider à la renaturation du site, la ville s'est associée au Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne pour la mise en place de troupeaux de chevaux et de vaches sur ces espaces. Leur présence permet de lutter contre l'embroussaillage et l'envahissement des ronces sur le site, et ainsi de préserver les pelouses calcaires. Cette action contribuera à restaurer des réservoirs de biodiversité.

Le jardin du Clos du Roy fait l'objet, outre l'accueil de ruches, de plantation de variétés d'arbres fruitiers dit anciens : pommiers, poiriers, pruniers, cognassiers, cerisiers, néfliers, noisetiers et noyers. L'objectif étant de planter une quinzaine d'arbres. La ville s'est associée à l'association les Croqueurs de Pommes du Val de Saône, spécialiste des variétés anciennes de fruitiers, afin d'assurer l'entretien du verger avec les agents des espaces verts de la commune.

Le quartier Herriot est aménagé depuis juin 2019, afin de transformer la plaine en une forêt comestible. En plus d'offrir un îlot de fraîcheur, cette action favorise le développement de la biodiversité en ville.

Enfin, la ville mène une réflexion sur la création d'un « permis de végétaliser » afin de donner aux habitants la possibilité de semer des fleurs et de planter des herbes aromatiques aux pieds des arbres, des immeubles, des maisons et dans l'espace public.

Partenariat :

Plusieurs actions du SDENSB et du PDAF peuvent être mises en place en partenariat avec la Commune sur son territoire, et notamment :

- acquérir ou aider à l'acquisition de sites labellisés Espaces Naturels Sensibles permettant ainsi la préservation de milieux riches et à haute valeur écologique et/ou patrimoniale,
- accompagner techniquement et financièrement les actions à mettre en œuvre sur le site afin de lui rendre ses qualités fonctionnelles mais aussi de garantir son ouverture au public,
- soutenir le réseau mares en Côte-d'Or en proposant des diagnostics mais aussi une aide à la restauration et à la valorisation de mares,
- soutenir les démarches locales de trames vertes et bleues en restaurant les continuités écologiques fragmentées (effacement d'ouvrages, création de passage à faune) ou en recréant des corridors entre des réservoirs de biodiversité (plantation de haies).
- soutenir les projets de plantations urbaines, voir de micro-forêts, véritables puits de carbone.

Axe 3 – Accompagner les actions innovantes en faveur de la transition énergétique

Le Département :

Lors de sa réunion du 27 juin 2016, le Conseil Départemental de la Côte-d'Or a adopté la mise en œuvre du Plan Climat Énergie Territorial (PCET), composé de trente-cinq fiches action.

Le Plan Climat Énergie Territorial de la Côte-d'Or constitue une volonté politique d'accompagner ses acteurs dans la transition énergétique et de fournir tous les éléments opérationnels, techniques et partenariaux pour atteindre les objectifs préalablement cités. Il s'agit d'une démarche volontaire soulignant le souhait du Département de s'engager dans la transition énergétique.

Il détermine alors, via des axes stratégiques et des actions opérationnelles, que souhaite voir se développer le Département sur son territoire pour les six années qui suivent son adoption.

Ce plan d'actions structuré, opérationnel et cohérent permet de répondre aux obligations de la loi Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV), qui renforce les objectifs de la loi Grenelle 2, en imposant une réduction des émissions de Gaz à Effets de Serre de 40 %, une augmentation de 30 % de l'efficacité énergétique et une augmentation de 32 % de la part des énergies renouvelables en 2030.

Nonobstant l'évolution législative introduite par la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat, le PCET permet au Département de poursuivre ses objectifs de lutte contre le réchauffement climatique et d'adaptation du territoire à ce dernier en poursuivant son accompagnement technico-financier dévolues aux Collectivités territoriales et aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) qui le sollicitent.

Ainsi, le Conseil Départemental de la Côte-d'Or propose aux Collectivités intéressées de développer une démarche territoriale globale, innovante et durable pour valoriser les ressources énergétiques potentielles et orienter les acteurs locaux vers plus de sobriété et d'efficacité énergétique, grâce à la mise en œuvre de partenariats technico-financiers soit avec les acteurs énergétiques du territoire soit avec les collectivités porteuses de projets.

La Commune :

La ville a lancé un plan de rénovation énergétique de ses bâtiments publics. Les travaux ont démarré à l'Hôtel de Ville, et sont programmés à l'école maternelle Ferry ainsi qu'à la bibliothèque François Mitterrand. Le groupe scolaire des Violettes sera quant à lui reconstruit, afin d'offrir un bâtiment éco exemplaire et basse consommation énergétique.

Par ailleurs, la ville rend obligatoire l'utilisation d'une énergie renouvelable dans toute nouvelle construction communale. C'est le cas du futur Gymnase du Mail qui développera une surface d'environ 250m² de panneaux photovoltaïques en toiture.

La création de nouveaux îlots de fraîcheur est recherchée, dans tous les quartiers, afin d'adapter la ville au changement climatique.

L'espace dit « La Cabane », aménagé en 2020 en lieu et place de l'ancienne tour Renan n°12 de 16 étages, constitue un îlot de fraîcheur au cœur du quartier du Mail, avec sa forêt urbaine de 600 arbres et son aménagement paysager regroupant de nombreuses espèces végétales florifères et fructifères.

Le futur grand parc urbain, d'une surface de 4 ha, dont l'aménagement commencera à l'automne 2021 et remplacera les bâtiments de l'ancien centre commercial, est l'opportunité de créer un cœur vert en pleine centralité de la ville de Chenôve.

Un îlot de fraîcheur sera également réalisé en 2021 sur l'Esplanade de la République, avec la plantation d'arbres en pleine terre et d'arbres en bacs.

Enfin, la ville lance un plan pluriannuel de végétalisation des cours des écoles. La première école à en bénéficier sera l'école des Bourdonnières.

Partenariat :

Le Conseil Départemental de la Côte-d'Or, dans le cadre de la fiche 11 et 22 de son Plan Climat Énergie Territorial, propose aux Collectivités intéressées de développer une démarche territoriale globale, innovante et durable pour valoriser les ressources énergétiques potentielles et orienter les acteurs locaux vers plus de sobriété et d'efficacité énergétique.

A ce titre, le Conseil Départemental soutient les collectivités intéressées à chaufferies bois avec réseau de chaleur et à élaborer une démarche « air énergie climat » sur leur Territoire.

Pour les chaufferies bois, le soutien est de 20 % du coût total de l'investissement plafonné à 300 000 € hors taxes, soit une subvention maximale de 60 000 €. Pour la démarche énergétique, un accompagnement est proposé par le Conseil Départemental à la collectivité en partenariat avec des acteurs énergétiques (DIRECT-ENERGIE, ENGIE, SICECO, ...) dans le cadre d'une convention tripartite et grâce à une subvention de 50 % des dépenses plafonnées à un montant de 15 000 € soit 7 500 €.

Axe 4 –Contribuer au développement des filières alimentaires locales

Le Département participe activement au développement des filières locales et à la promotion des produits 100 % Côte-d'Or. Ces thématiques constituent l'un des axes forts de la politique agricole départementale.

Ainsi, depuis 2011, le Conseil Départemental mène des actions multi-partenariales visant à structurer et à développer les filières locales sur le département. Ces actions ont été proposées sous diverses formes : visites d'exploitations, opérations événementielles, cafés-débats, actions de formation à destination des personnels de restauration collective, visites de fermes proposées aux collégiens et salons.

Depuis 2013, les collèges Edouard Herriot et Le Chapitre participent régulièrement aux événements organisés par le Département, que ce soient des actions de formation (marchés publics, affichage des menus) ou des actions de mise en valeur des produits du territoire (Boeuf Bourguignon en 2013, Burger Cœur de Côte-d'Or en 2015, Fraise en 2016, Porc local en 2017, Agneau Côte-d'Or en 2018).

Accroître la part des produits locaux en restauration collective est un enjeu majeur tant en termes de qualité des produits proposés aux consommateurs, que de débouchés pour les exploitations agricoles. La massification de l'achat de produits locaux reste difficile à atteindre. Les freins qui perdurent concernent notamment la logistique. Aussi, le Conseil Départemental souhaite mettre en place en 2019 et 2020 un Projet Alimentaire Territorial (PAT) départemental sur les logistiques alimentaires.

Le Département pilote le PAT en tant qu'acteur clé de la promotion des solidarités et de la cohésion territoriale sur le territoire départemental. Si l'organisation des logistiques alimentaires est nécessaire pour développer l'alimentation de proximité, il s'agit aussi d'un enjeu de poids au niveau environnemental, et en particulier pour l'atténuation du changement climatique.

La Commune :

La Commune s'est fixé comme objectif de passer au 100% bio produit majoritairement en circuit court pour la restauration scolaire et municipale en lien avec le projet de culture et de maraîchage biologique sur la zone Europa et la mise en place d'un « projet alimentaire de territoire ».

Partenariat :

Dans le cadre du présent partenariat, le Département s'engage à accompagner les restaurants collectifs du territoire, en gestion directe (produisant des repas), pour améliorer l'approvisionnement local de qualité par :

- la mise à disposition d'outils facilitant la commande publique et l'accompagnement individuel associé,
- l'accès aux formations et opérations événementielles,
- la mise en relation avec des fournisseurs locaux,
- l'accompagnement à toute démarche concourant au développement des produits locaux et circuits de proximité.

La Commune s'engage à signifier au Département tout projet de développement de l'approvisionnement local sur son territoire, porté par elle-même ou par un tiers.

Article 3 – Mise en œuvre du soutien départemental alloué à la commune de Chenôve au titre de l'article 2, axe 1 du présent accord de partenariat.

3.1 Modalités financières et conditions d'octroi du soutien départemental :

Il est précisé que le financement mentionné à l'article 2 – Axe 1, constitue un plafond d'aide et n'est en aucun cas forfaitaire. La somme *in fine* attribuée et versée au maître d'ouvrage sera calculée par application du taux d'intervention contractualisé au montant de la dépense éligible hors taxes effective et pourra être ajustée au regard d'autres cofinancements obtenus.

Le différentiel éventuel entre l'enveloppe financière départementale globale contractualisée et le montant de la subvention effectivement attribuée et mandatée, résultant d'un montant de réalisation inférieur au coût global prévisionnel, ne pourra faire l'objet d'aucune attribution complémentaire ni revalorisation de l'aide départementale allouée dans le cadre du présent contrat. Il ne sera pas non plus susceptible d'être reporté sur tout autre dispositif départemental de financement, contractuel ou non.

En outre, la subvention allouée au titre du contrat de partenariat est exclusive de toute autre source de financement départemental.

Le concours financier du Département interviendra sous réserve :

- a) de la constitution par la Commune d'un dossier complet de demande de subvention (la liste des pièces sera communiquée par le Département) et de son dépôt auprès du Département, préalablement à tout commencement d'exécution (formalisé par la signature des ordres de service de lancement des travaux),
- b) que l'opération soumise à la consultation des entreprises dans le cadre des marchés de travaux soit conforme à celle présentée dans le présent contrat,
- c) du respect du règlement d'intervention applicable aux aides départementales.

L'attribution effective de la subvention départementale devra faire l'objet d'une approbation de l'Assemblée Départementale, une fois le dossier administratif de demande de subvention *ad hoc* réputé complet.

Les Services Départementaux se tiennent par ailleurs à disposition de la Commune pour l'accompagner dans l'élaboration de ses projets, dans la limite des compétences départementales.

3.2 Engagements de la commune :

La Commune s'engage à :

- a) déployer les moyens d'ingénierie, financiers, administratifs et techniques nécessaires à la réalisation effective des projets sus-visés,
- b) faire connaître à chaque cofinanceur sollicité l'origine et le montant des aides publiques demandées et perçues pour chaque projet contractualisé,

- c) travailler en étroite collaboration avec les services du Conseil Départemental en charge de la mise en œuvre des contrats de partenariat,
- d) déposer le dossier complet de demande de subvention afférent aux projets faisant l'objet de la présente contractualisation dans des délais permettant aux Services Départementaux de le soumettre à l'approbation de l'Assemblée Départementale pour attribution effective des subventions avant le terme du contrat, fixé en son article 3.

La Commune s'engage à valoriser son partenariat avec le Conseil Départemental dans l'ensemble de ses actions de communication, notamment en faisant apparaître le logo et, le cas échéant, le niveau de participation financière du Département sur tout document de communication quelle que soit sa forme (magazine, support de communication, panneau d'information, carton d'invitation pour une inauguration...), toute signalétique de chantier et, plus généralement, sur toute publication.

Une indication du concours financier du Conseil Départemental devra également figurer sur les équipements et aménagements, dont la réalisation ou la réhabilitation est subventionnée dans le cadre du contrat de partenariat, durant tous les travaux.

Une plaque indiquant la participation financière du Conseil Départemental devra, de plus, être installée sur les équipements financés à l'issue de la réalisation des travaux.

A ce titre, la Commune dispose du droit d'utilisation et de reproduction de la signalétique (logo, etc) du Conseil Départemental de la Côte-d'Or, dans le respect de la charte graphique définie par ce dernier.

Article 4 - Modalités d'animation de la convention

Un comité de pilotage composé du Maire de Chenôve ou son représentant, du Président du Conseil Départemental ou son représentant et des directions générales des deux collectivités se réunira une fois par an afin de partager une vue d'ensemble sur l'avancée de l'accord de partenariat.

L'avancement des projets et la constitution éventuelle de groupes de travail seront assurés :

- sur le volet Solidarités Humaines : par deux coordinateurs techniques : le Chef de l'Agence Solidarités Côte-d'Or Talant – Chenôve et le Responsable des interventions sociales de proximité de la ville de Chenôve. Ils se rencontreront a minima tous les deux mois ;
- sur le volet Solidarités Territoriales : par la Direction Agriculture, Environnement, Partenariat local (DAEPI) en lien avec les services techniques de la ville de Chenôve.

Article 5 - Durée de contractualisation

La durée du présent partenariat est de trois ans. Il entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties. Les attributions de subvention des projets contractualisés devront être effectuées avant l'échéance du contrat.

Article 6 - Révision du contrat

Durant la période de validité de la convention, et à la demande de l'une ou l'autre des parties, des aménagements nécessaires aux dispositions de la convention seront examinés conjointement par les parties et pourront faire l'objet d'avenants à la présente convention.

Article 7 - Résiliation du contrat

En cas d'inexécution des engagements de l'une ou l'autre des parties, le présent contrat de partenariat peut être résilié, par l'un ou l'autre des cocontractants, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de deux mois.

Article 8 - Règlement des litiges

En cas de contentieux portant sur l'application ou l'interprétation du présent contrat de partenariat, et seulement après avoir épuisé toutes les possibilités de règlement à l'amiable, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à Dijon, le

En trois exemplaires originaux

Le Président du Conseil Départemental
de la Côte-d'Or

Le Maire de la Commune
de Chenôte

Thierry FALCONNET

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_041

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ ARRÊTÉ AU 30 DÉCEMBRE 2020

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD), par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement signée le 16 décembre 2009, l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Centre-Ville ».

Par délibération du 6 novembre 2017, la Ville de Chenôve a décidé d'intégrer le secteur Saint-Exupéry à la concession d'aménagement ZAC « Centre-Ville », devenant ainsi une opération d'aménagement globale dite « Centralité ».

En date du 17 décembre 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD a décidé de changer les dates d'ouverture et de clôture de son exercice comptable. Initialement ouvert du 1^{er} juillet de l'année N au 30 juin de l'année N+1, l'exercice comptable est désormais calé sur l'année civile, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année, à compter du 1^{er} janvier 2021. En conséquence, l'exercice comptable ouvert le 1^{er} juillet 2020 porte, exceptionnellement, sur une période de 6 mois, du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020.

Il est précisé que cette modification des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable de la SPLAAD a été prise en compte par voie d'avenant n°10 à la convention de prestations intégrées relative à l'opération d'aménagement « Centralité ».

En application de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et conformément à l'article 17 de la convention de prestations intégrées, la SPLAAD a adressé à la collectivité le compte-rendu annuel de l'opération « Centralité » arrêté au 31 décembre 2020 pour examen et approbation.

Approuvé par le Comité de Contrôle et Stratégique de la SPLAAD du 27 mai 2021, le compte-rendu annuel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- le programme physique de l'opération,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé,
- l'état des dépenses et recettes prévisionnelles,
- l'état prévisionnel de trésorerie,
- en annexe, l'état des acquisitions et des cessions réalisées.

Au 31 décembre 2020, le montant global de l'opération « Centralité » s'élève à 27 465 875 € HT sans changement par rapport à l'exercice précédent.

L'évolution de la répartition des dépenses s'explique notamment par :

- une actualisation, à la baisse, du coût des études générales, des acquisitions foncières, des honoraires techniques et de la rémunération de la SPLAAD,
- une actualisation, à la hausse, du montant des frais financiers.

La répartition des recettes est, quant à elle, inchangée par rapport à l'exercice précédent.

L'examen du compte-rendu annuel montre que le montant global de l'opération est stable et que la participation prévisionnelle de la collectivité à l'équilibre de l'opération d'un montant de 12 363 666 € HT reste inchangée par rapport à l'exercice précédent.

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu la convention de prestations intégrées fixant les conditions particulières d'intervention de la SPLAAD pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement « Centralité »,

Vu le compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération « Centralité » arrêté au 31 décembre 2020,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération « Centralité » arrêté au 31 décembre 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

Mme OUARTI

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**

Date : 29/06/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

OPERATION CENTRALITE

VILLE DE CHENOVE

**Compte rendu annuel à la collectivité
au 31 décembre 2020**

SOMMAIRE

- I. Présentation et programme physique de l'opération**
- II. Note de conjoncture**
- III. Bilan prévisionnel actualisé**
- IV. Annexes**

I. PRESENTATION ET PROGRAMME PHYSIQUE DE L'OPERATION

1.1. Présentation de l'opération :

Le quartier du Mail de Chenôve fait l'objet depuis plus de dix ans d'un Projet de Rénovation Urbaine (PRU) au titre de la politique de la ville. Il a d'ailleurs été reconnu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Ce projet a pour principaux objectifs de rééquilibrer et diversifier l'offre de logements, de désenclaver le quartier, de réussir son intégration urbaine ainsi que son ouverture visuelle et fonctionnelle.

L'ambition de la rénovation urbaine a été traduite par la Ville qui a mis en place un plan guide, déclinant ses objectifs sur le plan de la forme urbaine en déterminant les éléments fondamentaux retenus pour l'image et le cadre de vie du quartier.

Le plan guide de rénovation urbaine a défini à l'échelle du quartier deux espaces publics structurants dont le plus important en superficie s'étend des abords de la mairie jusqu'au cours du Général de Gaulle, venant composer la nouvelle « Centralité ».

C'est à l'intérieur de ce périmètre que se situent le nouveau Centre-Ville et le secteur Saint Exupéry qui laissera place au futur projet du « Parc ». L'ambition de la Municipalité est de transformer profondément et durablement le cadre de vie des habitants en dotant Chenôve d'un centre-ville et en transformant le quartier du Mail.

Ainsi, le 22 septembre 2008, le Conseil Municipal a décidé de créer la ZAC « Centre-Ville » et a approuvé dans le même temps, le bilan de la concertation publique préalable qui s'est tenue du 18 février au 25 juillet 2008 inclus.

Concernant le « secteur St Exupéry », après arbitrages de la collectivité, le Centre Commercial Saint Exupéry a pu être démoli au 1^{er} semestre de l'année 2019.

LA SPLAAD intervient sur ces deux secteurs depuis plusieurs années suivant différentes conventions.

→ Une Convention de Prestations Intégrées fixant les conditions de portage immobilier, de gestion et d'exploitation du Centre Commercial « Saint Exupéry » ainsi que les prestations de services en matière d'études prospectives a été confiée par la Ville de Chenôve à la SPLAAD, **par notification en date du 26 août 2013 et ce pour une durée de 5 années.**

Cette Convention est échue depuis août 2018. Un bilan de liquidation a été approuvé par le Conseil Municipal du mois de février 2020.

→ **Par délibération du 28 septembre 2009**, le Conseil Municipal a confié à la SPLAAD, par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement, l'aménagement de la ZAC « Centre-Ville » pour une durée de 10 ans.

Par délibération du 24 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°1 à la convention de prestations intégrées de la ZAC « Centre-Ville », portant modification des modalités d'imputation des charges de l'aménageur, de la transformation de la SPLAAD en Société Publique Locale et intégrant les nouvelles dispositions relatives à la gouvernance de la société.

Par délibération du 17 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°2 à la convention de prestations intégrées, prenant en compte l'évolution de la participation financière de la collectivité à l'opération d'aménagement suite à l'approbation du compte-rendu financier annuel présenté par l'Aménageur à la Collectivité concédante dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2013, et modifiant les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD en séance du 19/12/2012.

Suite à l'approbation du compte-rendu financier annuel présenté par l'Aménageur à la Collectivité concédante dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°3 **par délibération du 16 février 2015**, actant l'évolution de la participation de la Collectivité à l'opération d'aménagement.

Par délibération du 2 mai 2016, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°4 à la convention de prestations intégrées, complétant les missions et la nature de tâches confiées à l'Aménageur
Cet avenant a également prolongé de 5 années la durée de la concession portant son terme au 23 décembre 2024.

Par délibération du 3 avril 2017, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°5 modifiant les modalités de détermination du forfait annuel de gestion mises en place par voie d'avenant à la convention de prestations intégrées.

Pour atteindre ses objectifs de mutation de son espace urbain au titre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine, la Ville de Chenôve a décidé par **délibération de son Conseil Municipal du 6 novembre 2017**, d'intégrer le secteur « Saint Exupéry » à la Concession d'Aménagement « ZAC Centre-Ville », devenant ainsi une opération d'aménagement globale dite « Centralité ». Cette intégration a été contractualisée suivant l'avenant n°6.

Le bilan consolidé de cette nouvelle opération d'aménagement globale dite « Centralité » a été validé par la Collectivité lors de la présentation du Compte-rendu annuel sur l'exercice comptable clos au 30/06/2019.

Par délibération du 5 février 2018, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé un avenant n°7, ayant pour objet d'entériner la décision du Conseil d'Administration de la SPLAAD visant à simplifier l'organisation des instances de la Société pour la mise en œuvre du contrôle analogue exercé par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires. Un « Comité de Contrôle et Stratégique » a ainsi été créé, fusionnant le Comité de contrôle et le Comité stratégique existants.

Suite à l'approbation du compte-rendu financier annuel présenté par l'Aménageur à la Collectivité concédante dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2018, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°8 **par délibération du 4 février 2019**, actant l'évolution de la participation de la Collectivité à l'opération d'aménagement.

Par délibération en date du 03 février 2020, le Conseil Municipal de la Ville de Chenôve a approuvé l'avenant n°9 à la convention de concession d'aménagement. Cet avenant découle de l'avenant n°6 : un bilan consolidé a été présenté à la validation de la Collectivité dans le cadre du Compte-rendu annuel à la Collectivité au 30/06/2019. Cet avenant détermine la nouvelle participation de la collectivité à l'opération consolidée dite « Centralité ».

Par délibération de son Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 décembre 2020, la SPLAAD a décidé de modifier ses dates d'ouverture et de clôture de son exercice comptable, désormais calées sur l'année civile.

Ainsi, par exception, l'exercice comptable ouvert au 1^{er} juillet 2020 sera clôturé au 31 décembre 2020, avec une durée de 6 mois.

Par délibération du 29 mars 2021, le Conseil Municipal de la Ville de Chenôve a autorisé la signature de l'avenant n°10 à la Convention de Prestations Intégrées prenant en compte les nouvelles dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable de la SPLAAD.

En conséquence, le présent compte rendu à la Collectivité porte exceptionnellement sur une période de 6 mois, du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020.

1.3. Actes réglementaires

La concertation préalable à la création de la ZAC a été organisée du 18 février au 25 juillet 2008. Le bilan de la concertation a été tiré par délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2008. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2008.

Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibération du Conseil Municipal en date du 11 avril 2011.

La modification du dossier de création de la ZAC avec la réduction de son périmètre, passant de 4,5 à 3 hectares a été approuvée lors du Conseil Municipal du 17 décembre 2012.

La ZAC « Centre-Ville » a été déclarée d'utilité publique par l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014, qui approuvait également la mise en compatibilité du PLU de CHENOVE.

L'évolution de la ZAC « Centre-Ville » en opération « Centralité » a été actée par le Conseil Municipal le 6 novembre 2017. L'opération « Centralité » intègre la ZAC « Centre-Ville », un nouvel îlot appelé « Parc Changenet » et le secteur « Saint Exupéry » avec le centre commercial et ses abords allant jusqu'à l'ancienne propriété « MORIN », située rue Gambetta.

II. NOTE DE CONJONCTURE

2.1. Réalisation - DEPENSES

- Etudes

Pour le secteur « Centre-Ville »

Les études réalisées sont les suivantes :

- Etude géomètre (plan topographique)
- Etudes de sols
- Etude d'impact
- Plan Guide / études urbaines
- Dossier Loi sur l'Eau
- Dossier DUP
- Reprographie et divers

Les études réglementaires et relatives aux espaces publics sont achevées pour ce secteur.

Pour le secteur « Saint Exupéry »

Les démolitions des cellules commerciales se sont déroulées en 2019 et sont achevées à ce jour.

Les études réalisées sur ce secteur consistent essentiellement en des diagnostics techniques préalable aux démolitions et travaux d'aménagement, des interventions du géomètre (plan topographique, mise à jour, DMPC, etc...) et les indemnités des candidats lors de la consultation de maîtrise d'œuvre.

Pour cet exercice, les dépenses sont composées exclusivement de diagnostics techniques et d'intervention du géomètre-expert.

Les deux sous-secteurs confondus, les dépenses constatées pour ce poste au 31/12/2020 s'élèvent à 529 584 € TTC.

Perspectives au 31/12/2021 :

Les frais d'étude porteront sur les interventions du géomètre sur le secteur « Saint Exupéry » avec notamment la rédaction de l'Etat de Division en Volumes, des DMPC pour des régularisations foncières et des diagnostics complémentaires pour la finalisation du projet du « Parc ».

• Foncier

Pour le secteur « Centre-Ville »

Sur cet exercice, la SPLAAD n'a procédé à aucune acquisition, seuls des frais complémentaires à l'acquisition des locaux de la Poste ont été régularisés.

Pour le secteur « Saint Exupéry »

Durant l'exercice, aucune acquisition n'a été faite.

Les deux sous-secteurs confondus, les dépenses constatées pour ce poste, et ce compris les frais d'acquisitions et indemnités, au 31/12/2020 s'élèvent à 7 317 119€ TTC.

Perspectives au 31/12/2021 :

Compte-tenu du projet de démolition partielle du parking en copropriété, l'acquisition de garages et locaux annexes sera nécessaire à la fois sur des propriétaires privés et des propriétés Ville de Chenôve.

• Aménagement des sols

Pour le secteur « Centre-Ville »

Au 31/12/2020, les travaux suivants ont été réalisés :

Démolition des bâtiments suivants :

- les affaires scolaires,
- le CCAS,
- le centre social Armand Thibault,
- la maison individuelle située au 11 rue Changenet
- la maison de la Danse (boulevard Branly – rue Claude Chappe)
- L'ancien Bureau de Poste

Pour le secteur « Saint Exupéry »

Démolition des cellules commerciales du centre commercial.

L'étanchéité provisoire de la dalle, réalisée dans le cadre des travaux de démolition a été défectueuse presque immédiatement, dès l'automne 2019, suite à d'importantes dégradations. Des passages de deux roues motorisés ont endommagé le dispositif en place, d'importantes infiltrations en sous-sol ont été constatées dès les premiers épisodes pluvieux. Un nouveau procédé d'étanchéité a donc été réalisé à l'été 2020 par une entreprise spécialisée.

Les deux sous-secteurs confondus, les dépenses constatées pour ce poste au 31/12/2020 s'élèvent à 2 165 981€ TTC.

Perspectives au 31/12/2021 :

Les premières démolitions partielles du parking de la copropriété doivent démarrer à l'automne.

- **Travaux et honoraires**

Pour le secteur « Centre-Ville »

Au 31/12/2020, les travaux suivants ont été réalisés :

- Dévoiement du réseau gaz situé sous le Boulevard BRANLY,
- Dévoiement du réseau de chaleur qui était sur l'emprise du futur équipement culturel (le Cèdre),
- Premiers travaux d'espaces publics (terrassment de la place et mise en œuvre du bassin d'eaux pluviales, aménagement carrefour Changenet/ Tassigny),
- Travaux de dévoiements ou de raccordements de réseaux de moindre importance (financièrement)
- Travaux d'aménagement des espaces publics avec la place du Cèdre et sa fontaine, la rue Changenet, la viabilisation des îlots A à D avec l'aménagement de la cour urbaine,
- Réaménagement du boulevard Tassigny et de la rue Armand Thibault,
- Réalisation des deux premiers gradins et de l'escalier reliant la ZAC au Centre Commercial St Exupéry,
- Réalisation des plantations, des prairies fleuries pour les îlots C & D et des espaces verts (îlot K et les premiers gradins)
- Réalisation de la rampe PMR provisoire le long de l'équipement culturel du Cèdre
- Entretien des espaces verts
- Travaux d'aménagement des cellules commerciales de la Cour Margot
- Travaux de finitions des espaces publics, pose du mobilier urbain et de l'éclairage public
- Travaux d'entretien des espaces verts
- Travaux de remise en état de la cellule commercial n°5 : nouveau locataire
- Travaux de sécurisation et nettoyage des locaux annexes (ancien local vélo squatté)

Pour le secteur « Saint Exupéry »

Sur cet exercice, les travaux ont porté sur la réalisation d'une étanchéité bitumineuse sur un secteur non étanchéifié initialement et subissant des infiltrations. Ces travaux ont été décidés suite à une visite avec le conseil syndical à l'automne.

Les dépenses constatées au 31/12/2020 pour le poste travaux et honoraires s'élèvent à 8 849 502€ TTC.

Perspectives au 31/12/2021 :

Secteur Centre-Ville :

- Travaux d'entretien et de reprises sur les espaces publics
- Travaux d'entretien et de sécurisation dans les cellules commerciales de la Cour Margot et de leurs annexes

Secteur Saint-Exupéry :

- Poursuite des reprises d'étanchéité provisoire
- Démarrage à l'automne des travaux d'aménagement du « Parc »

Le montant total des dépenses constatées au 31/12/20, les deux sous-secteurs confondus s'élève à 20 734 110€ TTC.

2.2. Réalisation - RECETTES

• Gestion locative des commerces de la Cour Margot

A ce jour, 8 des 9 cellules commerciales sont occupées suivant un bail commercial.

Au regard des mesures gouvernementales liées à la lutte contre la pandémie de COVID-19 avec la fermeture obligatoire temporaire de certains commerces (Salon de thé, pole dance, salon de coiffure), des annulations de loyers pendant les périodes de non activité ont été octroyés aux commerçants.

Tous commerces confondus, les loyers perçus au cours de l'exercice s'élèvent à 71 320,40 € HT, soit un montant total perçu de 308.446 € HT au 31/12/2020.

Contentieux entre la copropriété « Cour Margot » et la SPLAAD

A noter que 4 procédures contentieuses sont actuellement engagées entre le syndic de copropriété ORALIA et la SPLAAD concernant l'imputation des charges de chauffages sur les commerces.

Une médiation a été décidée par le Juge judiciaire, elle est actuellement en cours. Le litige étant basé sur la modification du règlement de copropriété, nous n'avons aucune visibilité sur son aboutissement.

Le dénouement de ce contentieux étant totalement incertain, aucune provision n'a été enregistrée dans le bilan prévisionnel.

• Commercialisation

La commercialisation de l'opération « Centralité » ne porte que sur le sous-secteur « Centre-Ville ». L'aménagement du sous-secteur « Saint Exupéry » consiste en une transformation de l'ancien espace commercial en de nouveaux espaces publics paysagers, végétalisés et requalification de ses abords.

Avancement de la commercialisation au 31/12/2020 :

- Aucune vente n'est intervenue au cours de l'exercice.
- Au cours de cet exercice, un compromis de ventes a été signé :
 - Ilot C : Kaufman & Broad – le 11 septembre 2020

Perspectives au 31/12/2021 :

Bouygues Immobilier va acquérir l'îlot B au mois de mai 2021 pour la somme de 986 339,80€.

Conformément à la convention de renouvellement urbain de Dijon Métropole, l'îlot D sera alloué à Action Logement, qui a d'ailleurs lancé son concours de maîtrise d'œuvre.

• Subventions

Pour le secteur « Centre-Ville »

La ZAC « Centre-Ville » bénéficie, au titre de sa localisation dans un périmètre ANRU, de subventions de l'ANRU, de la Région BFC et de Dijon Métropole pour un montant total de 3 946 324€

Pour le secteur « Saint Exupéry »

Dans le cadre de la Convention de renouvellement urbain de Dijon Métropole, dont l'avenant portant sur le quartier de Mail signé le 4 décembre 2020, prévoit le versement d'une subvention de la part de l'ANRU pour le secteur « Saint Exupéry » (montant estimé à environ 2M € environ) et de Dijon Métropole (montant estimé à environ 1,1M €).

Les subventions perçues au 31/12/2020 s'élèvent à 3 431 083,35 €.

Perspectives au 31/12/2021 :

Perception du solde de la subvention de l'ANRU pour le secteur « Centre-Ville », soit la somme de 515 240€.

II. BILAN PREVISIONNEL ACTUALISE

3.1. Etat des dépenses et des recettes prévisionnelles

3.1.1. Compte de résultat prévisionnel

ETAT DES DEPENSES ET DES RECETTES

DEPENSES	%	Euros HT	TVA	TTC
ETUDES GENERALES	2%	602 663	119 803	722 466
Centre Ville		327 663		
Secteur Saint Exupéry		275 000		
FONCIER	25%	6 976 333	628 962	7 605 295
Centre Ville		4 865 239		
Secteur Saint Exupéry		40 000		
AMENAGEMENT DES SOLS	8%	2 248 600	448 933	2 697 533
Centre Ville		367 500		
Secteur Saint Exupéry		1 881 100		
TRAVAUX	46%	12 646 165	2 518 813	15 164 978
Centre Ville		6 656 165		
Secteur Saint Exupéry		5 990 000		
HONORAIRES TECHNIQUES	5%	1 320 146	262 057	1 582 203
Centre Ville		726 210		
Secteur Saint Exupéry		593 936		
FRAIS FINANCIERS	3%	846 929	61 007	907 936
REMUNERATION SPL	7%	1 820 746	0	1 820 746
FRAIS ANNEXES	3%	764 293	85 417	849 709
Centre Ville		429 293		
Secteur Saint Exupéry		335 000		
FRAIS DE COMMERCIALISATION Centre-Ville	1%	150 000	29 471	179 471
FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANCE	0%	90 000	18 000	108 000
Centre Ville		0		
Secteur Saint Exupéry		25 000		
TOTAL DES DEPENSES	0%	27 465 875	4 172 462	31 638 337
SOLDE TVA	0%		-1 785 691	-1 785 691

RECETTES	%	Euros HT	TVA	TTC
CESSIONS Centre-Ville	26%	7 025 815	1 229 996	8 255 811
Locatif Social		-	-	0
Accession Sociale		-	-	
Accession Libre		4 589 505	756 054	5 345 559
Autre		-	-	0
Sous - Total Habitat Centre-Ville		4 589 505	756 054	5 345 559
Commerces		2 436 310	473 942	2 910 252
Equipement culturel		-	0	0
Autres activités Économiques		-	-	0
Sous - Total Activités Économiques		2 436 310	473 942	2 910 252
Stationnement en surface		-	-	0,00
Stationnement en ouvrage		-	-	0,00
Sous - Total Stationnement		-	-	0,00
SUBVENTIONS	26%	7 046 324	-	7 046 324
ZAC Centre-Ville				
Région		1 990 960	0	1 990 960
Grand Dijon		423 937	0	423 937
ANRU		1 531 427	0	1 531 427
Autres		0	0	0
Saint Exupéry				
Région		0	0	0
Dijon Métropole		1 100 000	0	1 100 000
ANRU		2 000 000	0	2 000 000
Autres		0	0	0
PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS	4%	1 030 070	156 775	1 186 845
Centre Ville				
Secteur Saint Exupéry				
RECETTES ISSUES DU CONCEDANT	45%	12 363 666	1 000 000	13 363 666
Subvention globale		7 363 666	0	7 363 666
Cession équipements généraux		5 000 000	1 000 000	6 000 000
Participation complément de prix		0	0	0
Participation acquisition foncière		0	0	0
TOTAL DES RECETTES	101%	27 465 875	2 386 771	29 852 646
SOLDE RECETTES - DEPENSES		0	0	0

3.1.2. Commentaires sur le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel consolidé arrêté au 31/12/2020 subit une très légère évolution, avec des ajustements entre les postes de dépenses, son montant global, quant à lui, n'évolue pas comparativement à celui approuvé au 30/06/2020.

Dépenses

Le compte de résultat prévisionnel fait apparaître un montant total prévisionnel de dépenses de 27 465 875€ HT, soit aucune évolution depuis le dernier CRAC au 30/06/2020.

Le cumul des dépenses au 31/12/2020 est de 20 734 110€ TTC.

La répartition des dépenses a toutefois un peu évolué par rapport à l'exercice précédent :

- Etudes Générales : les dépenses sont en diminution de 15K € HT environ, compte-tenu de la quasi finalisation de celles de l'opération « Centre-Ville »
- Foncier : Diminution des dépenses pour un montant de 51,5K € HT. Cela s'explique par l'avancement de l'opération « Centre-Ville » où l'ensemble des acquisitions a été réalisé.
- Travaux et honoraires
 - o Centre-Ville : actualisation des honoraires de 2,482K € HT avec l'avancement de l'opération
- Frais financiers : Augmentation de 70,295K € environ compte-tenu du financement global de l'opération
- Rémunération SPLAAD : Diminution de 1 313€ découlant de la variation sur les différents postes de dépenses et de recettes.

Globalement, les dépenses n'ont pas évolué depuis le dernier compte de résultat au 30/06/2020.

Recettes

Le compte de résultat prévisionnel fait apparaître un montant total prévisionnel de recettes de 27 465 875€ HT, soit aucune évolution depuis le CRAC au 30/06/2020.

Le cumul des recettes au 31/12/2020 est de 7 525 975€ TTC

Participation de la collectivité

La participation de la collectivité reste inchangée par rapport à l'exercice précédent.

3.2. Etat prévisionnel de trésorerie

OPERATION CENTRALITE – VILLE DE CHENOVE
Compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020

Envoyé en préfecture le 29/06/2021
Reçu en préfecture le 29/06/2021
Affiché le 30/06/2021
ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_041-DE

Plan de trésorerie

INTITULE	réalisé TTC au 31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	Années ult.	TOTAL du BILAN REVISE EN €/TTC
DEPENSES EN TTC						
ETUDES	529 584	75 000	65 438	20 388	32 056	722 466
Etudes générales	529 584	75 000	65 438	20 388	32 056	722 466
FONCIER	7 317 119	3	0	0	288 172	7 605 295
Acquisitions	7 239 797	3	0	0	174 452	7 414 252
Frais annexes	77 323	0	0	0	113 720	191 043
Indemnités	0	0	0	0	0	0
LIBERATION DES SOLS	2 165 982	230 955	276 195	21 120	3 281	2 697 533
Libération des sols	2 165 982	230 955	276 195	21 120	3 281	2 697 533
TRAVAUX	8 849 502	833 710	2 075 009	3 735 234	1 253 726	16 747 181
Travaux	7 801 570	667 021	1 853 364	3 642 165	1 200 857	15 164 978
Honoraires	1 047 931	166 689	221 645	93 069	52 869	1 582 203
FRAIS FINANCIERS	542 124	89 970	63 724	54 000	158 118	907 936
Intérêts sur emprunts à L. T.	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur avances à C. T.	542 124	89 970	63 724	54 000	158 118	907 936
REMUNERATION SPL	900 647	139 996	185 648	199 309	395 146	1 820 746
rémunération SPL	900 647	139 996	185 648	199 309	395 146	1 820 746
FRAIS ANNEXES	286 547	143 000	107 000	91 400	221 762	849 709
Impôts et taxes	39 406	15 000	15 000	15 000	15 170	99 576
Autres frais non taxables	41 620	30 000	20 000	20 000	41 304	152 924
Autres frais taxables	205 522	98 000	72 000	56 400	165 288	597 210
FRAIS DE COMMERCIALISATION	103 420	12 000	12 000	12 000	40 051	179 471
GOVERNANCE PARTICIPATIVE	39 186	50 400	13 134	0	5 280	108 000
TOTAL DES DEPENSES ANNUEL	20 734 110	1 575 033	2 798 149	4 133 451	2 397 593	31 638 337
TOTAL DES DEPENSES CUMUL	20 734 110	22 309 143	25 107 292	29 240 743	31 638 337	
RECETTES EN TTC						
CESSIONS	1 598 400	986 340	1 475 518	567 101	3 628 452	8 255 811
Locatif Social	0	0	0	0	0	0
Accession Sociale	0	0	0	0	0	0
Accession Libre	1 248 000	919 740	1 475 518	567 101	1 135 200	5 345 559
Autre	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Habitat Centre-Ville	1 248 000	919 740	1 475 518	567 101	1 135 200	5 345 559
Commerces	350 400	66 600	0	0	2 493 252	2 910 252
Equipement culturel	0	0	0	0	0	0
Autres activités Économiques	0	0	0	0	0	0
0,00	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Activités Économiques	350 400	66 600	0	0	2 493 252	2 910 252
Stationnement en surface	0	0	0	0	0	0
Stationnement en ouvrage	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Stationnement	0	0	0	0	0	0
PRODUITS FINANCIERS & DIVERS	573 491	144 000	180 000	215 491	73 863	1 186 845
Produits financiers	0	0	0	0	0	0
Produits divers	573 491	144 000	180 000	215 491	73 863	1 186 845
SUBVENTIONS	3 431 084	515 240	1 000 000	1 500 000	600 000	7 046 324
Région	1 990 960	0	0	0	0	1 990 960
Grand Dijon	423 937	0	250 000	750 000	100 000	1 523 937
ANRU	1 016 187	515 240	750 000	750 000	500 000	3 531 427
RECETTES ISSUES DU CONCEDEANT	1 923 000	0	0	0	11 440 666	13 363 666
Subvention globale	1 923 000	0	0	0	5 440 666	7 363 666
Cession équipements généraux	0	0	0	0	6 000 000	6 000 000
Participation complément de prix	0	0	0	0	0	0
Participation acquisition foncière	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES RECETTES ANNUEL	7 525 975	1 645 580	2 655 518	2 282 592	15 742 981	29 852 646
TOTAL DES RECETTES CUMUL	7 525 975	9 171 555	11 827 073	14 109 665	29 852 646	
SOLDES ANNUELS avant financement	-13 208 135	70 547	-142 631	-1 850 859	13 345 388	-1 785 691
SOLDES CUMULES avant financement	-13 208 135	-13 137 589	-13 280 219	-15 131 079	-1 785 691	

Bilan prévisionnel et plan de trésorerie actualisés

INTITULE	réalisé TTC au 31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	Années ultérieures	TOTAL du BILAN REVISE EN €/HT
MOYENS DE FINANCEMENT	11 075 635	-150 348	50 000	1 100 000	-12 075 287	0
Mobilisation d'emprunts	0	0	0	0	0	0
Amortissement d'emprunts		0	0	0	0	0
Ouverture de Crédit en Compte Courant (OCCC autorisé 4 500 000€)	3 030 196	0	0	1 100 000	0	4 130 196
Remboursement OCCC		-500 000	-450 000	0	-3 180 196	-4 130 196
Avances collectivités	6 895 091	1 500 000	500 000	0	0	8 895 091
Remboursement avances collectivités		0			-8 895 091	-8 895 091
Financement programmes	1 150 348	0	0	0	0	1 150 348
Remboursement des programmes	0	-1 150 348	0	0	0	-1 150 348
T.V.A.						
T.V.A.sur les dépenses	2 541 707	233 339	429 583	649 857	317 975	4 172 462
T.V.A.sur les recettes	320 950	147 250	223 503	78 016	1 617 052	2 386 770
T.V.A. réglée à l'Etat						0
T.V.A. remboursée par l'Etat						0
Solde de T.V.A.	2 220 757	86 089	206 080	571 841	-1 299 075	1 785 691
SOLDE DE TRESORERIE ANNUEL	88 256	6 288	113 450	-179 018	-28 974	
SOLDE DE TRESORERIE CUMULE	88 256	94 544	207 994	28 976	0	0

Etat de la trésorerie :

La trésorerie de l'opération est assurée par :

- Une Ouverture de crédit en compte courant de 4,5M € autorisés, contractée auprès du Crédit Agricole et dont 3 030 196 € sont mobilisés au 31/12/2020 ;
- Le versement de 1 923 000 € sur la subvention globale d'équilibre de la ville de CHENOVE d'un montant total de 7 363 665 €
- Des avances de trésorerie de la collectivité à hauteur de 6 895 091 €
- Un apport de fonds via la SPL, comme le prévoit l'article 16 de la CPI, à hauteur de 1 150 348€ €.

Perspectives :

- Il est prévu des avances de trésorerie complémentaires de la collectivité à hauteur de 1,5 M€, qui se répartira de la façon suivante :
 - 1,5M € pour l'exercice 2021
 - 0,5M € pour l'exercice 2022

IV. ANNEXES

Annexe 1 : Etat des acquisitions réalisées au 31/12/2020

Annexe 2 : Etat des ventes au 31/12/2020

Annexe 3 : Plan de l'opération « Centralité »

Annexe n°4 : Plan de commercialisation Secteur « Centre-Ville »

ANNEXE 1 : ETAT DES ACQUISITIONS REALISEES AU 31/12/2020

PROPRIETAIRES	COMMUNES	CADASTRE		SURFACE			PRIX GLOBAL D'ACQUISITION	DATE ACTE	OBSERVATIONS
		Sect.	N°	ha	a	ca			
ACQUISITIONS									
BENALLA	Chenove	AA	83	00	03	82	246 840,00 €	27/09/2010	
BAILLY	Chenove	AB	118	00	06	56	240 000,00 €	22/12/2011	
SCIC Habitat	Chenove	AA	142	00	00	58	1 740,00 €	11/01/2012	
OPAC	Chenove	AI	146- 148- 150 228- 230 -233 166- 170 -171 -172	00	31	84	96 057,68 €	07/08/2012	
Terrains Ville	Chenove	AA	84 - 85 - 143 -144 - 145 - 146 - 147 23 - 114 - 168 - 221 - 222 - 223 - 225 - 226 - 227 - 229 - 231 - 232 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 241 - 242 - 243 - 244 - 246 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 241		64	20			
Terrains Ville		AI		01	67	72	1,00 €	11/01/2013	valeur : 1 075 040 €
Terrains Ville		AB	119			44			
Terrains Ville		AB	120		05	91	1,00 €	05/02/2015	
SCCV Les Pressoirs	Chenôve		Lots 112, 113 + 101 à 110				2 468 400,00 €	17/11/2016	plateau brut en rdc (1461,13 m² + 10 places de stationnements
Acquisition Cour Margot 3 places parking			Lots 50 à 52				21 000,00 €	21/12/2018	
La Poste - SCI BPI Mixte	Chenôve	AB	117	00	34	04	240 000,00 €	30/09/2019	
Indemnités La Poste							339 000,00 €		Indemnité éviction et divers
EPFL - Ilot Changenet	Chenôve	AB	112, 113, 115, 114, 450, 451	00 00	42 10	19 59	1 509 509,00 €	28/11/2019	
							5 141 548,68 €		
TOTAL ACQUISITIONS ET INDEMNITES							5 141 548,68 €		

SOUS-SECTEUR SAINT-EXUPERY

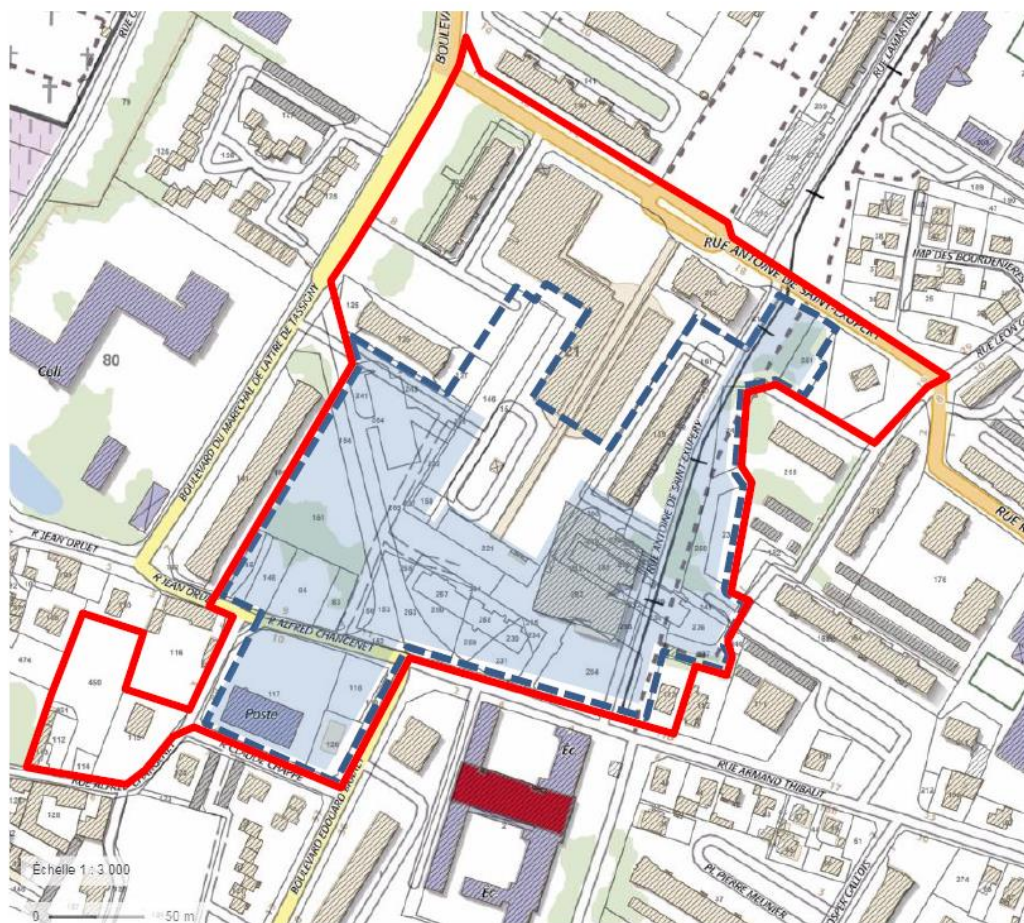
PROPRIETAIRES	COMMUNES	CADASTRE		SURFACE			PRIX GLOBAL D'ACQUISITION	DATE ACTE	OBSERVATIONS
		Sect.	N°	ha	a	ca			
ACQUISITIONS 1ère PHASE									
EPARECA	CHENOVE	AI	21	01	33	47	1 800 000,00	09/08/2012 09/08/2012	
		AI	15		06	70			
EPFL - Propriété "Morin"		AI	30	00	10	59	271 091,00 €		
				1	40	17	2 071 091,00 €		
TOTAL ACQUISITIONS ET INDEMNITES							2 071 091,00 €		

ANNEXE 2 : ETAT DES VENTES AU 31/12/2020

COMMERCIALISATION DE L'OPERATION « CENTRALITE »

numéro lot	surface plancher globale (logements/commerces) en m ²	surface vendue	reste à vendre
Ilot A	5 620	5 620	0
Ilot B	3 188	0	3 188
Ilot C	3 840	0	3 840
Ilot D	2 975	0	2 975
Ilot E – « Branly »	5 700	0	5 700
Ilot « Parc Changenet »	1 676	0	1 676
Ilot F	1 330	0	1 330
Ilot G	1 400	0	1 400
Ilot H	1 330	0	1 330
Ilot K	5 249	0	5 249
Cellules commerciales – îlot A	1 385	0	1 385

ANNEXE 3 : PLAN DE L'OPERATION « CENTRALITE »



LEGENDE



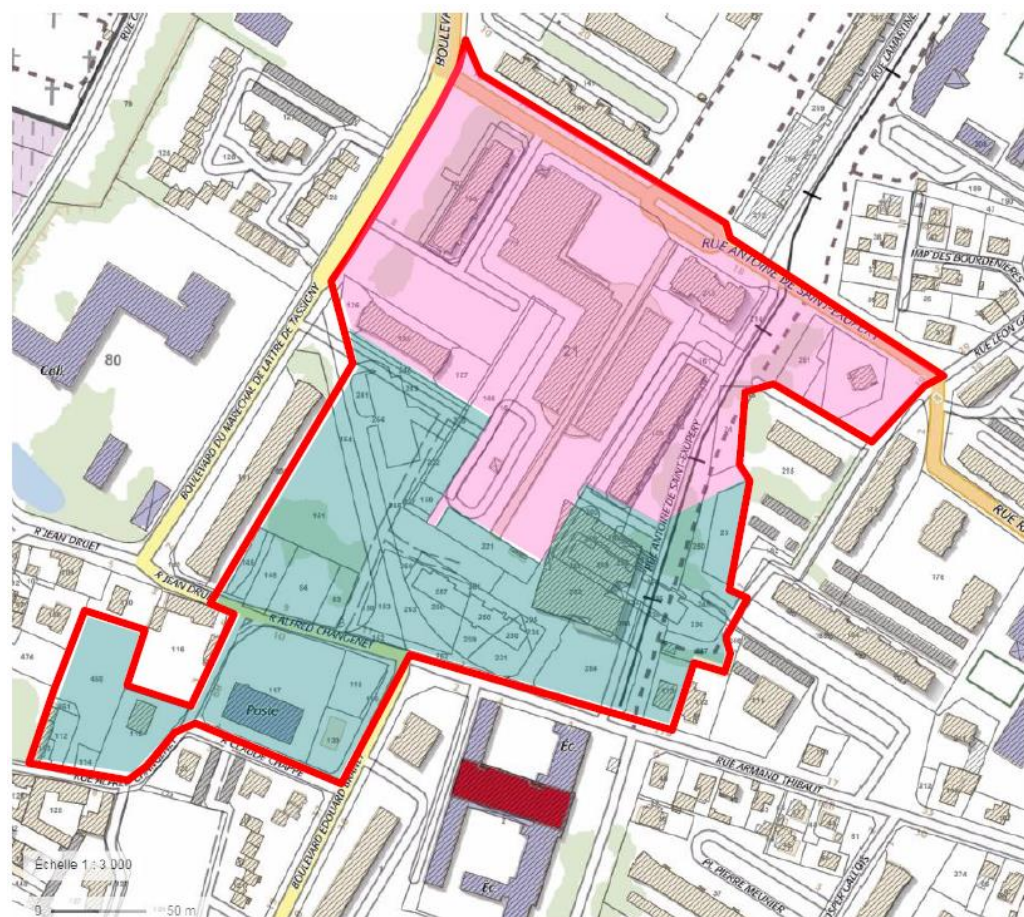
Périmètre initial de la concession



Nouveau périmètre de la concession



Périmètre de la ZAC « Centre-Ville »



LEGENDE



Nouveau périmètre de la concession



Secteur Saint Exupéry



Secteur Centre-Ville

ANNEXE 4 : PLAN DE COMMERCIALISATION - SECTEUR « CENTRE-VILLE »



Plan masse du quartier « Centre-Ville »

PROGRAMMATION

ILOT B – SDP lgts: 2 800m² (40 lgts) +
SDP Commerces: 388 m²

ILOT C – SDP lgts: 3 500 m² (50 lgts)

ILOT D – SDP lgts : 3 500 m² (50 lgts)

ILOT E – SDP LGTS: 3 935 m² (53 lgts)
+ SDP Commerces: 695 m²

ILOT CHANGENET – SDP lgts: 1 675
m² (25 lgts)

ILOT F – SDP lgts: 1 330 m² (20 lgts)

ILOT G – SDP lgts: 1 400 m² (21 lgts)

ILOT H – SDP lgts: 1 330 m² (20 lgts)

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE
« AMÉNAGEMENT DE
L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE »
40 avenue du Drapeau
CS 77 418
21074 Dijon Cedex
Tél. 03 45 83 90 13
Fax 03 45 83 90 21
www.splaad.com



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_042

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

PLATEAU DU SUD DIJONNAIS – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LE CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DE BOURGOGNE POUR LE PÂTURAGE

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a signé, le 9 octobre 2020 et pour une durée de 10 ans, une convention avec le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne (CENB) relative à la gestion des pelouses calcaires dont la protection est un enjeu prioritaire du plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais.

Cette convention prévoit notamment la mise en place, par le CENB, d'opérations de restauration par pâturage des pelouses calcaires situées sur la zone incendiée en 2015.

Il est précisé que le coût de ces opérations de restauration par pâturage est à la charge du CENB. Afin d'assurer leur financement, le CENB bénéficie du soutien de l'Office Français de la Biodiversité et du Conseil Départemental de la Côte-d'Or dans le cadre de l'appel à projets « MobBiodiv' 2020 » dont l'objet est la valorisation des programmes de reconquête de la biodiversité.

Le projet de convention, annexé à la présente délibération, précise les modalités de mise en œuvre des opérations de pâturage, jusqu'au 31 décembre 2022, sur les deux parcelles entrant dans le cadre de l'appel à projets « MobBiodiv' 2020 » :

- parcelle A22, dite « La Montagne »,
- parcelle A66, dite « Combe Vincent Morizot ».

Les activités de pastoralisme concernent une vingtaine de bêtes en troupeau mixte (équin, asin, bovin). L'emplacement des parcs de pâturage sera défini chaque année, avec l'accord de la collectivité, en conformité avec le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais. Les dates de pâturage seront déterminées en fonction de la météorologie et des enjeux écologiques (protection des espèces végétales ou animales...). Le CENB assurera la pose

et l'entretien des clôtures ainsi que la surveillance et le soin des animaux.

Vu le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais,

Vu la convention entre la Ville de Chenôve et le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne pour la protection des pelouses calcaires signée le 9 octobre 2020,

Vu le projet de convention entre la Ville de Chenôve et le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne pour la pâture joint en annexe,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre la Ville de Chenôve et le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Convention de pâturage MobBiodiv'2020

ENTRE

LA COMMUNE DE CHENOVE

ET

LE CEN BOURGOGNE



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

PREAMBULE

Suite aux incendies de 2015 sur le Plateau du Sud Dijonnais, qui ont touché les communes de Chenôve et de Marsannay-la-Côte, un plan de gestion du Plateau a été défini pour ce site naturel protégé, traversé par deux zones Natura 2000.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais, la Ville de Chenôve a adopté une convention avec le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne (CENB) afin de bénéficier de son accompagnement pour la gestion et la protection des pelouses calcaires, notamment sur la zone incendiée.

Le Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne (CENB) est une association loi 1901 dont l'objet porte sur la conservation de la biodiversité. Il est adhérent à la Fédération des Conservatoire d'Espaces Naturels et est agréé par l'Etat et la Région au titre de l'article L414-11 du code de l'environnement.

Le CENB déploie dans l'ex-région Bourgogne différentes actions visant à la conservation du patrimoine naturel. Il s'attache, entre autre, à la conservation d'un réseau de pelouses calcaires fonctionnel sur le territoire bourguignon dans le cadre du programme régional pelouses, landes et milieux associés. Les Conservatoires d'espaces naturels de Bourgogne-Franche-Comté œuvrent depuis de nombreuses années sur cette thématique sur leur territoire d'agrément respectif. Les programmes ont été lancés en 2009 pour la Bourgogne et en 2017 pour la Franche-Comté. À partir de 2019, les deux Conservatoires ont décidé de mettre en commun leurs expériences au sein de la construction d'un programme « Pelouses, landes et milieux associés » à l'échelle de la Bourgogne-Franche-Comté. Ce programme vise à reconquérir ces espaces qui offraient auparavant des paysages « ouverts » patrimonialement très riches en matière de biodiversité. Les conservatoires portent ainsi des actions en régie, mobilisant leurs compétences de gestion, de connaissance, de sensibilisation, et incitent et accompagnent la mobilisation des acteurs locaux par un soutien technique, scientifique et une aide au développement de projets

En effet, les pelouses calcaires figurent parmi les habitats naturels les plus emblématiques et les plus représentatifs de la région Bourgogne-Franche Comté. Ces espaces semi-naturels, étendus et gérés souffrent un peu partout de l'abandon des pratiques agropastorales extensives et des usages traditionnels encore pratiqués au XIXème siècle. Sans entretien, ils évoluent naturellement vers des friches où dominent le genévrier, les alisiers, les viornes, les épines noires ou le buis puis des boisements. Or la Bourgogne Franche Comté a une responsabilité nationale dans la continuité de ces milieux car elle constitue une bifurcation des pelouses venant du nord-est de l'Europe vers deux directions : le couloir rhodanien et la ligne de cuestas au nord. C'est un carrefour géographique et climatique à la fois sous l'influence des remontées d'air méditerranéen, atlantique et continental qui permet l'expression et le maintien d'une faune et d'une flore exceptionnelle. Plusieurs causes sont identifiées comme étant, à priori, responsables de la régression des surfaces de pelouses calcaires ; outre l'embroussaillage, lié aux changements des pratiques agricoles et notamment à l'abandon du pastoralisme, il s'agit de la mise en culture, notamment en vignes, de l'enrésinement et de l'urbanisation.

Dans le cadre du projet de restauration des pelouses de la zone incendiée défini dans le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais, les deux parties conviennent de mettre en place des actions de pâturage sur certaines des pelouses calcaires appartenant à la commune de Chenôve selon les modalités décrites dans la présente délibération.

Il est convenu entre,

La commune de Chenôve, représentée par son maire en exercice, Monsieur Thierry FALCONNET, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 28 juin 2021 (cf. Extrait de délibération en annexe),

Sise Mairie de Chenôve, Place Pierre Meunier - 21300 Chenôve

Ci-dessous désignée « la commune »,

D'une part,

Et,

Le Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne, représenté par son président, monsieur Daniel SIRUGUE,

Sis Chemin du Moulin des Etangs - 21 600 FENAY,

Ci-dessous désigné « le CENB »,

D'autre part, ce qui suit :

ART.1 – OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention vise à la gestion par pastoralisme des terrains de la commune de Chenôve, aux lieux-dits «LA MONTAGNE» et « COMBE VINCENT MORIZOT », dans un but de préservation des pelouses calcicoles.

ART. 2 – DESIGNATION DES BIENS

Les parcelles objet des présentes sont désignées comme suit sur la commune de Chenôve (21300) (cf. Extrait cadastral en annexe) :

- Lieu-dit «LA MONTAGNE», section A, parcelle numéro 22, d'une superficie de 25.6105 hectares,
- Lieu-dit «COMBE VINCENT MORIZOT », section A, parcelle numéro 66, d'une superficie de 17.9863 hectares.

ART.3 – ENGAGEMENT DES PARTIES

La commune s'engage à mettre gratuitement à disposition du CENB les parcelles référencées à l'article 2 afin d'y déployer une action de pastoralisme pour la durée de la présente convention (cf. Plan de localisation des actions de pâturage en annexe).

Le CENB s'engage à intégrer lesdites parcelles à son programme de pastoralisme régional pour la durée de la convention.

ART.4 – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

L'activité de pastoralisme s'effectue sous la responsabilité du CENB.

Elle s'effectuera selon les modalités logistiques suivantes :

- Date de pâturage à définir selon la météorologie et les enjeux écologiques ;
- L'emplacement des parcs de pâturage devra être conforme au zonage défini dans le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais et faire l'objet d'une validation par la commune ;
- Nombre et types d'animaux (valeur indicatives) : une vingtaine de bêtes en troupeau mixte équin, asin et bovin ;
- Activités déployées : délimitage de clôture, montage de ladite clôture en matériel mobile, démontage et maintenance, création de parcs de pâturage, abreuvements, surveillance et suivi régulier.

ART.5 – MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT

Le CENB préviendra au préalable la commune de l'arrivée et du retrait du troupeau sur le site.

L'équipe du CENB et celle de la commune collaboreront ensemble pour faciliter le déploiement de l'action.

ART.6 – PROMOTION

Les deux parties s'engagent réciproquement à valoriser la présente convention et les projets qui en découlent en toute circonstance et par les moyens les plus adaptés (diffusion d'article, référencement au logo,...).

ART.7 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention de partenariat prend effet à la date de signature pour **se terminer le 31.12.2022.**

A cette date, la convention prendra fin de plein droit et ne donnera pas lieu à une tacite reconduction.

ART.8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION, REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention pourra être modifiée à la demande d'une des parties et d'un commun accord pour une meilleure adaptation aux circonstances.

En cas de litiges portant sur l'application de ladite convention, il est expressément convenu que les parties se rapprocheront pour chercher une solution amiable, et ce avant tout recours contentieux.

ANNEXES

Extrait de délibération de la commune

Extrait cadastral

Plan de localisation des actions de pâturage

Cette convention, comprenant 8 articles et 5 pages sans les annexes, est établie en deux exemplaires originaux destinés à chacune des parties signataires.

Fait à Chenôve, le

Pour la Ville de Chenôve,
Le Maire

Pour le CEN Bourgogne,
Le Président

**DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES**
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département :
COTE D'OR
Commune :
CHENOVE

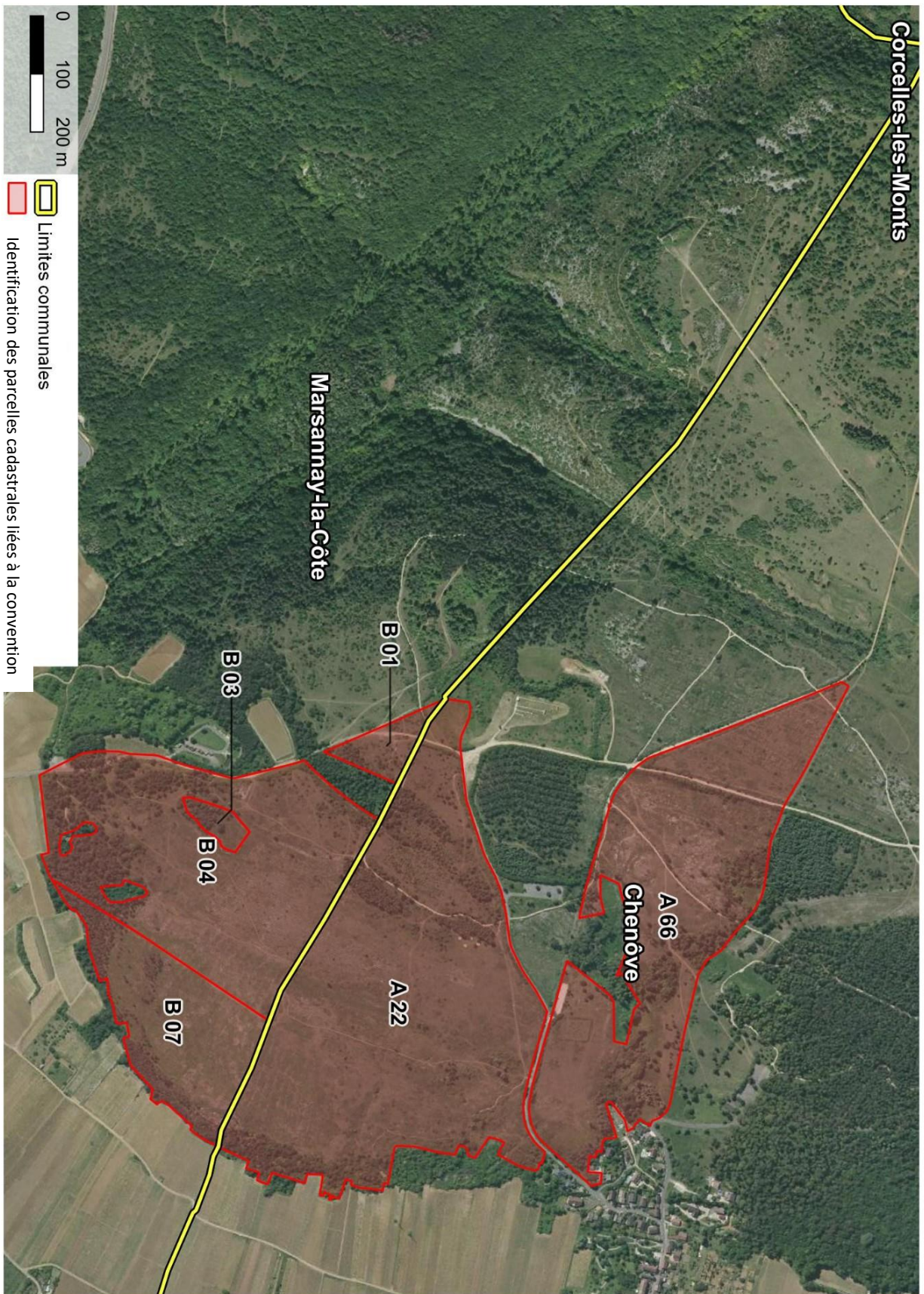
Section : A
Feuille : 000 A 02
Échelle d'origine : 1:2000
Échelle d'édition : 1:5000
Date d'édition : 04/03/2021
(l'usage horsaire de Paris)
Coordonnées en projection : RGF93CC47

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre
des impôts foncier suivant :
DIJON
25 Rue de la Boudronnée B.P. 1549 21047
21047 DIJON CEDEX
tél. 03 80 28 66 48 - fax 03 80 28 88 25
sef.dijon@cgfp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics





VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_043

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE – RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN 2020

La Ville de Chenôve perçoit la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS), issue de la loi n° 91-429 du 13 mai 1991, modifiée par la loi de finances n° 2004-1484 du 30 décembre 2004, la loi de programmation pour la cohésion sociale n° 2005-32 du 18 janvier 2005, ainsi que la loi de finances n° 2017-1837 du 30 décembre 2017.

La DSUCS est attribuée aux communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. Elle se concentre plus particulièrement sur les communes disposant de populations résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) et/ou en zone franche urbaine (ZFU).

Un classement des communes de plus de 10 000 habitants est effectué chaque année. Les critères pris en compte pour ce classement sont les suivants :

- le potentiel financier,
- le nombre de logements sociaux,
- le nombre de personnes bénéficiant des allocations logement,
- le revenu par habitant.

La loi de finances pour 2017 a modifié les conditions de répartition de la DSUCS. La pondération du critère « revenu par habitant » a augmenté et la pondération du critère « potentiel financier » a diminué. Cette réforme favorise le classement de la Ville de Chenôve parmi les communes éligibles, puisque la richesse potentielle de la ville est plus élevée que la moyenne des villes de plus de 10 000 habitants, tandis que le niveau de vie moyen des habitants est plus faible que la moyenne des villes de plus de 10 000 habitants.

En 2020, les données de la commune, comparées aux moyennes nationales, ont positionné

la Ville de Chenôve au 145^e rang sur 855 communes éligibles.

L'attribution de la DSUCS, en 2020, s'élevait à 4 099 609 €, en progression de 3,45 % par rapport à 2019, soit une augmentation de 137 076 €. Le taux de progressivité aurait, toutefois, tendance à diminuer, puisque la progression était supérieure à 7 % de 2015 à 2017, puis est descendue à 4 % en 2018.

Conformément à l'article L.1111-2 du Code général des collectivités territoriales, la Ville doit présenter chaque année un rapport sur les actions de développement social urbain et les conditions de leur financement.

La loi précise que la dotation doit contribuer à améliorer les conditions de vie dans les communes urbaines, notamment par le développement de « services collectifs de proximité » et par des aides ciblées. Dans un contexte de contraction de recettes, cette dotation constitue un levier financier significatif sans lequel la commune ne pourrait poursuivre, développer ou accompagner des actions destinées à apporter des réponses adaptées aux besoins spécifiques de sa population la plus fragilisée et d'atténuer les inégalités.

L'intervention de la commune se décline selon plusieurs axes :

- actions de coordination.
- développement de la citoyenneté et prévention de la délinquance,
- soutien à la scolarité et développement des activités en faveur de la jeunesse,
- promotion de l'insertion sociale et professionnelle,
- sensibilisation à la culture et à l'éducation artistique,
- adaptation de l'accueil ou des services au public,
- soutien apporté à des organismes sociaux et à des associations accompagnant les publics fragilisés ou contribuant à leur faciliter l'accès à des activités de loisirs,
- amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants avec des travaux d'aménagement et des travaux importants réalisés dans le cadre de l'opération de centralité qui contribuent au renouvellement urbain du quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Le détail et le coût de ces actions, organisées par la Ville ou en partenariat, sont présentés dans l'annexe jointe.

Vu l'article L.1111-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau annexé,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du rapport qui retrace les actions de développement social urbain entreprises au cours de l'exercice 2020 et les conditions de leur financement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

A handwritten signature in black ink, which appears to be "Thierry Falconnet", written over a horizontal line.

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_043-DE

ACTIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN - ANNEE 2020

Actions	Coût	Cofinancement	Participation Ville
<u>Actions gérées par la commune (Ville et CCAS) :</u>			
<u>Actions de coordination et amélioration cadre de vie</u>			
Gestion urbaine et sociale de proximité	81 566,00 €	8 000,00 €	73 566,00 €
Coordination du projet de renouvellement urbain	50 940,25 €		50 940,25 €
<u>Développement de la citoyenneté et prévention de la délinquance:</u>			
Prévention Médiation	244 404,00 €		244 404,00 €
Police Municipale (50 %)	198 562,00 €		198 562,00 €
<u>Soutien à la scolarité et développement des activités en faveur de la Jeunesse</u>			
Accompagnement à la scolarité	46 822,58 €	15 010,20 €	31 812,38 €
Réussite éducative	147 017,00 €	86 000,00 €	61 017,00 €
Revenu minimum étudiant-Accompagnement projet professionnel jeunes (31%)	26 984,00 €		26 984,00 €
Aide municipale exceptionnelle CCAS (59%)	17 700,00 €		17 700,00 €
Point Information Jeunesse (50%)	17 486,00 €		17 486,00 €
Service Jeunesse (La Fabrique)	305 045,00 €	25 651,00 €	279 394,00 €
Cité éducative	448 611,00 €	215 000,00 €	233 611,00 €
<u>Insertion sociale et professionnelle :</u>			
Service accompagnement social et professionnel + Espace public numérique (70%)	155 429,00 €		155 429,00 €
Inser'social SDAT	65 000,00 €		65 000,00 €
<u>Sensibilisation à la culture et à l'éducation artistique</u>			
Conservatoire (Orchestre à l'école - Musique à l'école)	29 584,00 €		29 584,00 €
Spectacles : thème Egalité hommes-femmes	16 386,00 €		16 386,00 €
Danses avec elles	2 500,00 €		2 500,00 €
Festival BOMB HIP HOP	31 148,73 €		31 148,73 €
Collectif Carnaval	3 469,00 €		3 469,00 €
<u>Accueil ou services adaptés au public :</u>			
Enseignement - régie unique (30% du personnel chargé de l'accueil)	31 946,00 €		31 946,00 €
Structure multi accueil - Maison de la petite enfance (70,2%)	606 070,00 €	339 420,00 €	266 650,00 €
Relais assistante maternelle (70%)	51 729,00 €	21 264,00 €	30 465,00 €
Structure multi accueil - Multi Accueil du Mail (71,9 %)	321 173,00 €	189 240,00 €	131 933,00 €
GS Gambetta (30 %)	108 171,00 €		108 171,00 €
GS Bourdenières (30 %)	132 279,00 €		132 279,00 €
GS En St-Jacques (30 %)	103 570,00 €		103 570,00 €
GS Violettes (30 %)	117 946,00 €		117 946,00 €
Piscine (30 %)	311 197,00 €	10 641,00 €	300 556,00 €
Bibliothèque (30 %)	163 509,00 €	5 936,00 €	157 573,00 €
Accueil de loisirs (30 %)	703 325,00 €	196 353,00 €	506 972,00 €
Propreté ZUS	112 905,00 €		112 905,00 €
Accueil maison du projet (80%)	40 633,00 €		40 633,00 €
Accueil CCAS (50%)	33 370,00 €		33 370,00 €
<u>Aides apportées aux partenaires :</u>			
PIROUETTE CACAHUETE (Développement Durable) (75%)	30 000,00 €		30 000,00 €
Maison des Jeunes et de la Culture (30%)	104 482,00 €		104 482,00 €
CESAM Ateliers socio linguistiques	10 220,00 €		10 220,00 €
CREATIV'21 (57%)	27 930,00 €		27 930,00 €
Mission Locale (52%)	3 819,00 €		3 819,00 €
ALACEP (lieu d'accueil parents enfants)	67 692,28 €	22 522,25 €	45 170,03 €
FIGURE 2 STYLE (Développement activités artistiques/animations)	49 000,00 €		49 000,00 €
Secours catholique	6 880,00 €		6 880,00 €
Secours populaire	11 700,00 €		11 700,00 €
Restaurants du cœur	10 000,00 €		10 000,00 €
<u>Amélioration du cadre de vie - projet urbain (investissement)</u>			
Rénovation et sécurisation maison du lien social	59 549,43 €	15 000,00 €	44 549,43 €
Travaux accessibilité PMR et création d'une classe : école maternelle les violettes	33 258,95 €	4 600,56 €	28 658,39 €
Mise aux normes et sécurisations des équipements publics (parc urbain)	84 829,27 €	45 500,00 €	39 329,27 €
Rénovation sanitaires : école maternelle gambetta	99 028,98 €		99 028,98 €
Rénovation sanitaires + travaux accessibilité PMR : école maternelle Saint-Jacques	20 118,73 €	610,12 €	19 508,61 €
Création d'une classe : Ecole maternelle Bourdenières	11 025,13 €		11 025,13 €
Restructuration du Gymnase du Mail (phase étude)	612 396,86 €		612 396,86 €
Aménagement secteur Renan (projet la cabane)	32 824,58 €		32 824,58 €
Aménagement de la plaine Herriot (2ème tranche)	52 201,61 €	6 174,00 €	46 027,61 €
Participation à l'aménagement du cœur de ville dans de l'opération de centralité qui contribue au renouvellement urbain du QPV le Mail (PNRU - NPNRU) - versement à la SPLAAD (30%)	450 000,00 €		450 000,00 €
TOTAL	6 503 434,38	1 206 922,13	5 296 512,25

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_044

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ENGAGEMENT DE LA VILLE DE CHENÔVE DANS LA PROGRAMMATION ET LE CO-FINANCEMENT DES ACTIONS CITÉ ÉDUCATIVE

La ville de Chenôve fait partie des 80 sites labellisés « Cité éducative » par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et le ministère de la Ville et du Logement le 5 septembre 2019, sur la base de délibération de la ou des collectivités candidate(s) et d'avant-projets répondant à un référentiel national, encourageant un pilotage resserré et des actions renforcées dans trois directions :

- **Conforter le rôle de l'école** : structurer les réseaux éducatifs, prise en charge précoce, développer l'innovation pédagogique, renforcer l'attractivité des établissements, ...

- **Promouvoir la continuité éducative** : implication des parents, prises en charge éducatives prolongées et coordonnées, prévention santé, décrochage scolaire, citoyenneté, ...

- **Ouvrir le champ des possibles** : insertion professionnelle et entreprises, mobilité, ouverture culturelle, numérique, « droit à la ville », lutte contre les discriminations, ...

Trois enjeux transversaux doivent faire l'objet d'une mobilisation particulière : la relation des parents avec l'école et les institutions ; le vivre-ensemble et les valeurs de la République, dont la laïcité et l'égalité entre les sexes ; la poursuite d'études et l'insertion professionnelle, à travers l'orientation, la découverte du monde du travail, l'emploi des jeunes sortis précocement du système scolaire et la formation, avec une attention accrue pour les 16-18 ans.

Tout au long du déploiement de ce programme, les partenaires s'engagent à participer à

son évaluation, pour en tirer tous les enseignements locaux et nationaux, afin notamment de structurer davantage le levier éducatif dans les sites en renouvellement urbain et en contrat de ville, en lien avec le comité national d'orientation et d'évaluation (CNOE) des Cités éducatives, installé par les deux ministres le 26 novembre 2019.

La ville de Chenôve et ses partenaires ont co-construit un projet local de renforcement des coopérations entre les acteurs, un plan d'action et un plan de financement partagé sur avis du préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté et de la rectrice de l'académie de Dijon, dans des formes jugées recevables par la coordination nationale.

Après analyse de ces documents (ampleur du défi éducatif, implication du territoire, ambition et caractère innovant du projet), la coordination nationale a émis un avis favorable au projet de plan d'actions de la Cité éducative.

La ville de Chenôve, à la suite de la délibération n° DEL_2019_048 du 24 juin 2019, confirmant sa candidature pour le label d'excellence Cité Éducative, s'engage à participer au cofinancement dans le cadre du déploiement et de l'enrichissement du plan d'action triennal 2020-2022 transmis, en mobilisant les moyens humains et financiers nécessaires, dans le cadre d'un partenariat équilibré avec l'État, et sous réserve du vote de leur budget annuel.

Les engagements spécifiques de la commune de Chenôve sont les suivants :

- Renforcement ou création de postes de coordination afin de créer une véritable alliance entre les acteurs éducatifs et de favoriser les synergies sur le territoire.
- Plan d'actions couvrant toutes les tranches d'âge de la petite enfance aux jeunes adultes en favorisant l'ambition, la valorisation des parcours éducatifs et des problématiques spécifiques.
- Mise en place d'actions fortes à destination des jeunes de 16 à 29 ans autour des questions de santé, de prévention, d'insertion sociale et professionnelle, ou encore de formation.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à engager les co-financements nécessaires inscrits au plan d'actions du label d'excellence Cité Éducative,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_045

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

MISE EN ŒUVRE DES PETITS-DÉJEUNERS DANS LES ÉCOLES DE CHENÔVE

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, l'État s'est engagé à soutenir les collectivités pour la mise en place des petits déjeuners dans les écoles pour les territoires prioritaires.

La ville de Chenôve souhaite proposer des petits-déjeuners gratuits à tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires du territoire et ainsi favoriser le bien-être des élèves, leur développement et leur capacité d'apprentissage.

L'objectif est de renforcer l'éducation à l'alimentation dans un cadre favorisant un climat de confiance et de réussite pour tous les élèves, et pour certains de répondre à des difficultés liées à des inégalités sociales.

La mise en place de ces petits déjeuners devra suivre les principes suivants :

- les petits-déjeuners doivent être équilibrés et de qualité,
- servis dans le respect des règles de sécurité et d'hygiène alimentaire,
- ouverts à tous les enfants sur inscription,
- accompagnés d'une action d'éducation à l'alimentation et d'une sensibilisation des parents au rôle du petit-déjeuner.

Après une phase d'expérimentation du 13 septembre au 23 octobre 2021, un comité de pilotage, après les vacances d'automne, permettra d'évaluer le dispositif et de l'adapter en fonction des remontées du terrain. Par la suite, les petits-déjeuners seront servis aux élèves inscrits, trois semaines filées pour chaque école tout au long de l'année : 1^{er} trimestre, 2^e trimestre et 3^e trimestre.

Les personnels municipaux auront en charge l'acheminement et l'entreposage des denrées

alimentaires, ainsi que la distribution du petit-déjeuner aux élèves dans le respect des dispositions réglementaires relatives à la sécurité et à l'hygiène alimentaires définies par l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSES) et au niveau local par l'Agence Régionale de la Santé (ARS).

Pour garantir la bonne mise en œuvre de ce dispositif, la ville de Chenôve va procéder à l'achat de matériel électroménager et un ensemble de pièces et accessoires destinés au service de table, pour un montant de 8 800,00 €.

Pour le service aux 110 élèves en moyenne par jour, nous avons besoin, dans le respect des taux réglementaires, de 7 personnes pour assurer l'encadrement et la sécurité des convives : 1 coordinateur, 2 agents de restauration, 2 animateurs et 2 services civiques mis à disposition par l'association Unis Cité. Pour un coût en charges de personnel de 96 €/jour.

Parce que l'environnement est au cœur des préoccupations de la collectivité, la ville de Chenôve souhaite limiter l'empreinte carbone dans la mise en œuvre de ce dispositif : ingrédient bio en partenariat avec des producteurs locaux, logistique, emballages, compostage. Le coût moyen d'un petit-déjeuner s'élève à 1,86 €/élève/jour.

Le rectorat s'engage à contribuer, sur la base d'un forfait de 1,30 €/élève du REP +/petit déjeuner, à l'achat des denrées alimentaires consommées par les élèves. Un arrêté attributif de subvention à la commune fixera la contribution du rectorat à la mise en œuvre du ce dispositif.

Pour la collectivité, le coût moyen par jour dans les écoles du REP+ est de 173,60 €. Dans les écoles hors REP+, le coût s'élève à 316,60 €.

Autour de la distribution des petits-déjeuners, les personnels enseignants des écoles concernées conduiront, durant le temps scolaire, un projet pédagogique d'éducation à l'alimentation.

L'équipe éducative communiquera avec les familles sur le dispositif (denrées alimentaires distribuées, modalités d'organisation, projet pédagogique associé) afin de les associer et d'éviter le risque d'une double prise de petit-déjeuner.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à engager les co-financements nécessaires à la mise en place du dispositif « Petit-déjeuner » dans les écoles primaires de la ville de Chenôve,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**

Date : 29/06/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_046

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE : PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) DE CÔTE-D'OR

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a des champs d'intervention multiples (petite-enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, logement et amélioration de cadre de vie, accès aux droits, accessibilité aux services...), qu'elle décline dans une approche territoriale globale, et qui croisent ceux de la ville de Chenôve.

La CAF de la Côte-d'Or contribue sur le territoire de la commune à l'offre de service en matière d'Enfance et de Jeunesse au travers du versement des prestations légales, du financement des services et structures ainsi que de l'accompagnement des familles.

Le Contrat Enfance et Jeunesse actuel conclu entre la CAF de Côte-d'Or et la collectivité arrivera à échéance au 31 décembre 2022. Conformément aux orientations de la CAF, ce contrat ne sera pas renouvelé dans sa forme actuelle mais sous la forme d'une Convention Territoriale Globale (CTG) qui englobera toutes les missions et champs d'activité de la Caisse d'Allocation Familiales.

La CTG est une démarche fondée sur le partenariat avec la CAF pour renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des services mis en place pour les habitants du territoire. Ces services, définis d'après le diagnostic des besoins réalisé conjointement avec la CAF, couvrent la petite enfance, la jeunesse, le soutien à la parentalité, l'animation de la vie sociale, l'accès aux droits et l'inclusion numérique, le logement, la prise en compte du handicap, ... Elle constitue un cadre d'action d'une durée de 5 ans maximum.

Cette démarche s'inscrit dans les schémas départementaux des services aux familles et

d'animation de la vie sociale. Elle permet de décliner, au plus près des besoins du territoire, la mise en œuvre des champs d'intervention partagés par la CAF et la ville de Chenôve.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à engager la ville de Chenôve dans cette démarche et de signer une convention de partenariat avec la CAF de la Côte-d'Or, qui sera présentée en Conseil municipal en 2022,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_047

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION POUR UN LIEU D'ACCUEIL À CHENÔVE ENFANTS PARENTS (ALACEP) P'TIT BLEU P'TIT JAUNE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Depuis sa création en 1997 et l'ouverture du lieu d'accueil enfants-parents en octobre 1998, l'association ALACEP (Association pour un Lieu d'Accueil à Chenôve Enfants Parents) P'tit bleu P'tit jaune soutient les premiers actes de socialisation et favorise le passage de la cellule familiale au monde extérieur, donne aux parents et/ou aux adultes familiers l'occasion de tisser des liens, de vivre des moments de communication privilégiés avec leur(s) enfant(s) et de reconnaître l'importance de leur place auprès d'eux. C'est un lieu qui favorise le plaisir d'être ensemble dans les jeux et les échanges et qui permet d'échanger sur les questions que tout parent se pose.

En plus d'une subvention versée chaque année, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, la ville de Chenôve a mis successivement plusieurs locaux à la disposition de l'association, dont un tout nouveau local totalement rénové, au 1 allée du Mail.

La Ville prend à sa charge la totalité des frais de structure et met également et régulièrement à disposition un agent d'entretien. Ces aides, qualifiées d'indirectes, représentent des avantages en nature au bénéfice de l'association.

Afin de mettre en avant cette coopération qui répond pleinement aux enjeux de la parentalité dans lesquels s'inscrit la municipalité, il convient aujourd'hui de conclure un cadre partenarial entre la Ville de Chenôve et l'association ALACEP P'tit bleu P'tit jaune, à travers une convention d'objectifs pluriannuelle, dont le projet est joint en annexe à la présente délibération.

Les attributions de subvention pour l'association feront l'objet de délibérations spécifiques du

Conseil municipal.

Vu le projet de convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens, joint en annexe,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention susvisée conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens

entre la Ville de Chenôve
et ALACEP P'tit bleu P'tit Jaune

Version du 28 juin 2021

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre

La Ville de Chenôve

2, place Pierre Meunier

21300 CHENÔVE

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, et conformément à la délibération n° XXX du Conseil municipal en date du 28 juin 2021.

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

*Ci-après dénommée **la Ville de Chenôve**,*

Et

ALACEP (Association pour un Lieu d'Accueil à Chenôve Enfants Parents) – P'tit bleu P'tit jaune

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,

1, allée du Mail

21300 CHENÔVE

Représentée par sa présidente Mme Dominique KANKA,

N° S.I.R.E.T. : 418 380 721 000 39

*Ci-après dénommée **ALACEP**.*

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QU'IL SUIT :

Préambule

L'association ALACEP gère le Lieu d'Accueil Enfants-Parents (LAEP) « P'tit Bleu P'tit Jaune » situé allée du Mail, à Chenôve.

L'activité du LAEP s'attache à l'accueil de l'enfant de moins de 4 ans dans la réalité du lien qu'il construit avec son (ses) parent(s) ou adulte référent. « P'tit Bleu P'tit Jaune » contribue à deux axes principaux, l'éducation du jeune enfant et le soutien de la parentalité. Il est, en cela partie intégrante du projet éducatif global de la collectivité pour la petite enfance.

Le LAEP est inscrit au développement du contrat enfance jeunesse signé entre la Ville de Chenôve et la CAF, et donc partie prenante des engagements de ce contrat pour ce qui concerne la réalisation des heures d'ouverture du service ayant fait l'objet de la contractualisation et qui conditionnent le versement par la CAF, de la prestation de service enfance jeunesse.

L'association ALACEP s'engage à mettre en œuvre tous moyens d'assurer un accueil visant les objectifs du CEJ (1 188 heures annuelles d'activité, dont 792 heures d'accueil, soit 264 séances d'accueil par an).

Références aux objectifs généraux de politiques publiques dans lesquels s'inscrit la convention

À travers l'élaboration du Projet Éducatif Global et l'obtention du label « Cité éducative », les élus de la ville de Chenôve se sont fortement engagés à soutenir les parents du territoire dans l'éducation de leurs enfants en agissant avec eux.

Enjeu prioritaire, la mise en place d'actions et d'espaces dédiés aux familles vise à améliorer l'accompagnement des parents en difficultés dans leur rôle éducatif et d'encourager la coéducation en les impliquant sur tous les temps de l'enfant dès la petite enfance, donc ALACEP s'inscrit pleinement dans cette dynamique territoriale.

La Ville de Chenôve accompagne également les parents à différents niveaux à travers son service de réussite éducative piloté par le C.C.A.S. : cours de français, accompagnement sur le territoire de Chenôve pour des familles primo-arrivantes.

La parentalité est un axe fort et transversal du programme de réussite éducative. Les thèmes abordés sont tous issus de constats de terrain et mobilisent fortement les agents du service, conscients de l'enjeu de la parentalité sur le territoire chenevelier.

Article 1^{er}

Objet de la convention

Le projet associatif d'ALACEP précise la spécificité de son engagement dans la gestion d'un LAEP sur la commune de Chenôve.

Le projet et le fonctionnement de PBPJ validés par la CAF pour une durée de 4 ans (échéance au 31.12.2022) se réfèrent aux objectifs et principes d'intervention définis par la lettre circulaire CNAF 2015 -011 et par le référentiel des LAEP :

« Le LAEP est un espace convivial qui accueille, de manière libre et sans inscription, de jeunes enfants accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent.

Cette structure, adaptée à l'accueil de jeunes enfants, constitue un espace d'équilibre pour les enfants et un lieu de parole pour les parents. Elle est ouverte sur des temps déterminés par des accueillants (professionnels et/ou bénévoles) formés à l'écoute et garants des règles de vie spécifiques à ce lieu.

Les LAEP référés à la psychanalyse sont conçus essentiellement comme un lieu de parole dans lesquels les accueillants laissent l'initiative aux interactions entre les parents et leurs enfants et entre les parents et les accueillants ; Des jeux sont mis à la disposition des enfants qui les découvrent à leur rythme, la parole est privilégiée comme support à la relation [...]

[...] Le projet du LAEP doit répondre aux principes suivants :

- l'accueil de l'enfant s'effectue en présence d'au moins un de ses parents ou d'un adulte référent.
- les jeux et les activités constituent des supports destinés à favoriser la relation entre adultes et enfants
- la participation est basée sur le volontariat, l'anonymat et la confidentialité
- la gratuité ou une participation modique est retenue.
- les accueillants ne sont pas positionnés dans des fonctions d'expertise ou de conseils. »

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de partenariat entre la commune et l'association.

Article 2

Durée de la convention

Les termes de cette convention de partenariat sont accordés jusqu'à échéance du contrat enfance jeunesse, soit jusqu'au **31 décembre 2022**, et conditionnés par la réalisation de celui-ci.

Article 3

Conditions financières

Les ressources d'ALACEP proviennent exclusivement des prestations de service (CAF) et des subventions publiques (Ville de Chenôve, Conseil départemental, Conseil régional, FAVA, FDVA).

La participation financière des familles utilisatrices reste minime ainsi que les dons des adhérents.

Sur recommandation concertée de ses partenaires Ville de Chenôve – CAF – services de l'État, ALACEP renonce à solliciter annuellement les subventions « Politique de la ville ».

Des aides qualifiées d'indirectes sont accordées à ALACEP :

- mise à disposition d'un agent technique (13 h hebdomadaires).
- mise à disposition à titre gracieux d'un local au rez-de-chaussée bas du centre multi-accueil du Mail, avec entretien et travaux de maintenance du bâtiment assurés par la Ville de Chenôve. Les détails de cette mise à disposition font l'objet d'une convention distincte, annexée à la présente convention.

Ces deux aides constituent un avantage en nature.

En complément, la Ville de Chenôve verse tous les ans une subvention à ALACEP, pour soutenir l'association dans son activité.

Celle-ci est conditionnée par l'engagement de l'association de fournir un budget prévisionnel au préalable. Ainsi, il sera procédé à deux versements : un acompte en fin de 1^{er} trimestre et le solde en fin de 3^e trimestre de l'année.

Une attestation qui valorise la participation financière de la Ville de Chenôve à ALACEP.

Article 4

Suivi de la convention

ALACEP tiendra informée la Ville de Chenôve de la réalisation de ses objectifs à chaque fin d'exercice.

Un technicien de la Ville de Chenôve sera désigné par l'autorité territoriale dans le cadre du suivi de la convention d'objectifs et de moyens en qualité de personnalité qualifiée compétente. Il pourra prendre tout contact qu'il jugera utile avec la présidente d'ALACEP et pourra être amené à associer tout autre directeur en lien avec les objectifs de la convention.

Article 5

Autres engagements

ALACEP soit communique sans délai à la Ville de Chenôve la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

ALACEP s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de la Ville de Chenôve dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par ALACEP, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Ville de Chenôve sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 6

Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par ALACEP sans l'accord écrit de la Ville de Chenôve, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par ALACEP et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Chenôve en informe ALACEP par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7

Évaluation

ALACEP s'engage à fournir, au moins trois mois avant l'échéance annuelle de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des programmes d'actions.

Conformément au cadre de référence précisé à l'article 1^{er} de la présente convention, le projet et l'activité d'ALACEP font l'objet d'un bilan évaluation annuel, lequel rend compte de la réalité quantitative de l'activité du lieu et de l'évaluation qualitative des objectifs particuliers.

Copie de ce bilan évaluation, transmis à la Caisse d'Allocations Familiales, sera remise à la ville de Chenôve.

Il sera également demandé à ALACEP, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, de participer au comité de pilotage de ce dispositif et de l'action en direction de la petite enfance.

Article 8

Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Toute modification des termes de contractualisation entre la Caisse d'Allocations Familiales et la Ville de Chenôve conduira à la révision de la présente convention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er} ou plus globalement, l'économie générale de la présente convention. En particulier, tout avenant formalisera les accords intervenus entre les parties à cette convention et précisera l'objet de la (des) modification(s), la (les) cause(s) et toutes les conséquences, notamment en termes de contributions financières, qu'elles emportent.

Article 9

Résiliation de la convention

En cas de non respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 10

Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal compétent de Dijon.

Fait en deux exemplaires originaux,
À Chenôve, le

La Ville de Chenôve
Le maire,

ALACEP
La présidente,

Thierry FALCONNET

Dominique KANKA



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX

Entre

La commune de Chenôve

2, place Pierre Meunier
21300 CHENÔVE

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération n° XXX du Conseil Municipal en date du 28 juin 2021.

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Ci-après dénommée « Le propriétaire »,

Et

L'association ALACEP P'tit bleu P'tit jaune,

1, allée du Mail
21300 CHENÔVE

Représentée par Madame Dominique KANKA, agissant en qualité de Présidente.

N° S.I.R.E.T. : 418 380 721 000 39

Ci-après dénommée « Le preneur »,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Mise à disposition des locaux

Le propriétaire met à disposition du **preneur** un local situé 1 allée du Mail 21300 CHENÔVE, comprenant deux salles d'activités, deux bureaux, une salle de jeux, une cuisine, des sanitaires, un sanitaire PMR, et un local poussettes (*plan joint à la présente convention*).

Il est convenu que **le propriétaire** confiera une clé au **preneur** et celui-ci engage sa responsabilité s'il doit en établir des doubles.

Le bien est mis à disposition dans son état actuel que **le preneur** déclare bien connaître.

Article 2 : Conditions d'utilisation des locaux mis à disposition

Le preneur utilisera le bien conformément à sa destination à savoir la gestion d'une association qui permet de faire fonctionner un Lieu d'Accueil Enfants-Parents sur territoire de la commune. Ce lieu permettra d'accueillir des enfants accompagnés de leurs parents ou d'un adulte responsable de l'enfant.

Le preneur répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit du fait d'un tiers. **Le preneur** supportera toutes les réparations qui deviendraient nécessaires par suite des dégradations résultant de son fait ou de celui d'un tiers.

Le preneur s'engage à respecter la tranquillité et la sécurité de son voisinage.

Le propriétaire assure le nettoyage et l'entretien des locaux.

Le propriétaire est tenu de délivrer le local en bon état d'usage et de réparation de toute sorte. Il s'engage à effectuer les grosses réparations du bien conformément aux dispositions prévues par le code civil.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 18 mois, soit jusqu'à échéance du Contrat Enfance Jeunesse le 31 décembre 2022.

Article 4 : Conditions financières

Les locaux susvisés sont mis à disposition **du preneur** à titre gracieux.

Article 5 : Frais de structure

Le propriétaire prend à sa charge les frais de consommation d'eau, d'électricité, de chauffage, les assurances du propriétaire et contributions, taxes et impôts de toutes natures, y compris la taxe foncière afférents aux lieux loués, les dépenses de protection contre l'incendie et les installations du dispositif de sécurité.

Article 6 : Cession, sous-location

Il est interdit au **preneur** :

- De concéder la jouissance du bien à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement, à titre gratuit ou onéreux, notamment par sous-location ou mise à disposition,
- De céder le bénéfice de la présente convention, en tout ou partie.

Article 7 : Assurances – Conditions d’occupation

Le preneur s’engage à tenir les locaux en bon état, à souscrire toutes assurances utiles liées à l’occupation du bien. Il produira dès la signature de la présente convention ainsi que, le cas échéant, tous les ans, au **propriétaire** les attestations correspondantes, sans que ce dernier ait besoin d’en faire la demande. Le contrat d’assurance souscrit par **le preneur** est global et porte notamment sur les risques locatifs (incendie, explosions, dégâts des eaux), le risque « recours des voisins » et la responsabilité civile suite à dommages corporels et matériels et les dommages aux biens.

Le propriétaire déclare avoir souscrit un contrat d’assurance garantissant les responsabilités pouvant lui incomber en sa qualité de propriétaire non occupant.

Article 8 : État des lieux

Les parties conviennent de se dispenser d’un état des lieux, **le preneur** déclarant connaître et avoir visité le local qui accueille l’activité.

Article 9 : Résiliation – Fin anticipée de la convention

Si l’une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l’un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée pourra mettre fin de plein droit à la présente convention après l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure restée sans effet.

La résiliation de la convention par l’une ou l’autre des parties est possible quel qu’en soit le motif dans le respect d’un préavis d’un mois.

En cas d’accord amiable, les parties peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Toute résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de nécessité absolue, et pour motifs d’intérêt général, la ville de Chenôve pourra être contrainte à mettre fin à la présente convention. Pour autant, aucune indemnité ne sera demandée par **le preneur** et **le propriétaire** ne sera aucunement tenu de trouver un nouveau local au **preneur**.

Article 10 : Règlement des litiges

Les contestations qui pourraient s’élever au sujet de la validité, de l’exécution, de l’interprétation ou de la résiliation de la présente convention relèveront du tribunal compétent de Dijon.

Fait à Chenôve, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Ville de Chenôve

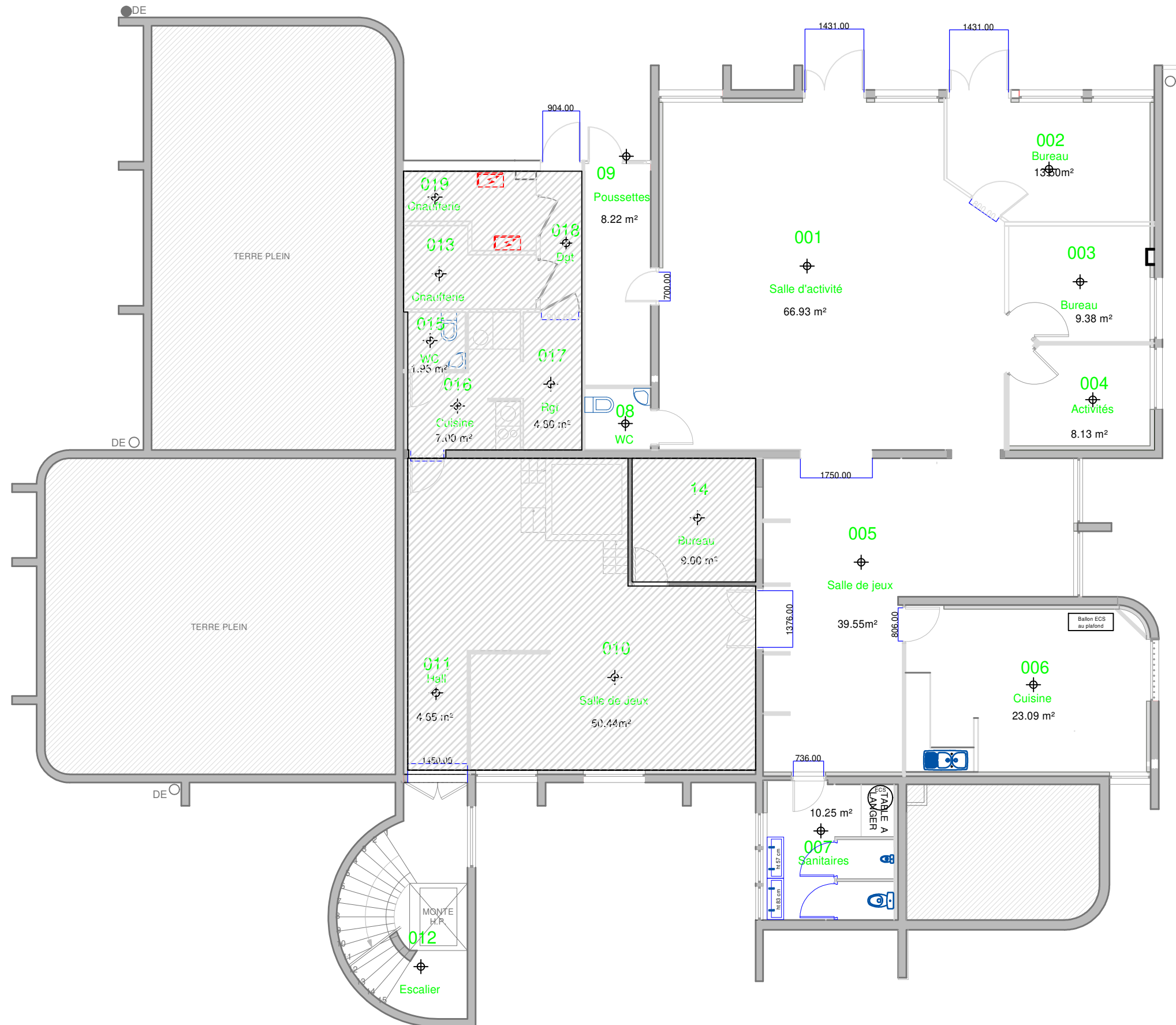
Le Maire,

**Pour l'association ALACEP P'tit bleu
P'tit jaune
La Présidente,**

Monsieur Thierry FALCONNET

Madame Dominique KANKA

Centre Multi-accueil de Mail
Rez-de-chaussée bas



Local	Surface
01 Salle d'activités	66.04 m²
02 Bureau	13.5 m²
03 Bureau	9.38 m²
04 Activités	8.13 m²
05 Salle de jeux	39.55 m²
06 Cuisine	23.09 m²
07 Sanitaires	10.25 m²
08 Sanitaire PMR	2.39 m²
09 Local poussettes	8.22 m²
TOTAL	180.55 m²

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_048

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

CARTE AVANTAGES JEUNES – RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION JEUNESSE (C.R.I.J.) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Le dispositif « Carte Avantages Jeunes » est une action du Centre Régional d'information Jeunesse (C.R.I.J.) de Bourgogne-Franche-Comté. Il est destiné à tous les jeunes âgés de moins de 30 ans le jour de l'acquisition de ladite carte.

Celle-ci est vendue au prix de 8 € par le C.R.I.J. et elle est valable du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante. Ce dispositif permet aux jeunes d'obtenir des réductions et des gratuités dans les domaines de la culture, des loisirs, des sorties et de la vie pratique. Il participe activement au développement de la prise d'initiative et de la responsabilité des jeunes. Il permet d'impulser des pratiques culturelles et sportives en favorisant leur accès et en cherchant à les rendre habituelles.

Par délibération n° DEL_2018_056, la ville de Chenôve a adhéré à ce dispositif dès son lancement en Bourgogne, en septembre 2018, car il permet notamment d'augmenter la visibilité du Cèdre et de son offre culturelle. L'adhésion à ce dispositif est gratuite. Le partenariat est convenu du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022 sans tacite reconduction

Pour poursuivre l'intégration du Cèdre au sein du paysage culturel régional et soutenir l'accès à la culture des jeunes en complémentarité avec la Carte Culture Étudiant portée par la Métropole, il est proposé au Conseil municipal que la ville de Chenôve renouvelle son adhésion au dispositif « Avantages Jeunes » porté par le C.R.I.J. Bourgogne-Franche-Comté.

Vu le projet de convention mentionné ci-dessus,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture du 16 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la signature des conventions de partenariat entre la ville de Chenôve et le C.R.I.J. dans le cadre du dispositif « Avantages Jeunes » porté par le C.R.I.J. Bourgogne-Franche-Comté aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Convention de partenariat

Avantage valable à chaque présentation de la e-Carte
Avantages Jeunes
du 01/09/2021 au 31/08/2022

ENTRE

Par délégation de Info Jeunes Bourgogne-Franche-Comté

Info Jeunes Bourgogne-Franche-Comté
Site Dijon - Maison des Associations - Boîte LL1 - 2 rue des Corroyeurs
21000 Dijon
03 80 44 18 31
www.avantagesjeunes.com

Contact :
Pascale Lanaud
pascale.lanaud@avantagesjeunes.com

ET

Le Cèdre - Ville de Chenôve
9 Esplanade de la République
21300 Chenôve
03 80 51 56 25
culture@mairie-chenove.fr

Contact :
Leïla Vitalien
culture@mairie-chenove.fr

Vos identifiants de connexion à votre espace partenaire
e-Carte Avantages Jeunes sur www.avantagesjeunes.com :

LOGIN : cajcedre

Article 1. La e-Carte Avantages Jeunes

Le dispositif "e-Carte Avantages Jeunes" est une action du réseau Info Jeunes Bourgogne-Franche-Comté. Il est destiné à tout jeune âgé de moins de 30 ans le jour d'acquisition de la e-Carte. Il est valable du 1er septembre au 31 août de l'année suivante.

Ce dispositif permet aux jeunes d'obtenir des réductions et des gratuités dans les domaines de la culture, des loisirs, des sorties et de la vie pratique en Bourgogne-Franche-Comté. Il participe activement au développement de l'autonomie, de la prise d'initiative et de la responsabilité du jeune. Il permet d'impulser des pratiques culturelles et sportives en favorisant leur accès et en cherchant à les rendre habituelles. Il est décliné en 7 éditions :

- Besançon Haut-Doubs
- Côte d'Or, Saône-et-Loire, Yonne
- Haute-Saône
- Jura
- Montbéliard
- Nièvre
- Territoire de Belfort

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

SLO

Article 2. Les engagements réciproques

Info Jeunes Bourgogne-Franche-Comté ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_048-DE

- Inscrire gratuitement le nom du partenaire Le Cèdre - Ville de Chenôve sur www.avantagesjeunes.com et dans le livret de l'édition « Côte d'Or, Saône-et-Loire, Yonne » à laquelle est rattachée l'organisme.
- Celui-ci pourra également paraître dans le livret des éditions en fonction de la pertinence de l'offre et de la place disponible dans les livrets concernés.
- Créer un lien vers le site « <http://www.cedre.ville-chenove.fr/> » depuis la page de www.avantagesjeunes.com présentant l'avantage proposé.
- Effectuer une campagne de communication régionale sur le dispositif e-Carte Avantages Jeunes.
- Fournir gratuitement les supports de communication (affiches, flyers, autocollants...) au partenaire Le Cèdre - Ville de Chenôve.
- Mettre à disposition du partenaire Le Cèdre - Ville de Chenôve un login et un mot de passe lui permettant d'accéder à son espace partenaire sur internet pour gérer en ligne sa convention de partenariat et analyser l'impact de l'avantage proposé.

Le partenaire Le Cèdre - Ville de Chenôve s'engage à :

- Appliquer l'avantage suivant valable à chaque présentation de la e-Carte Avantages Jeunes quelle que soit l'édition, du 01/09/2021 au 31/08/2022 :
- Tarif réduit sur les spectacles produits par la Ville de Chenôve pour le porteur de la carte.
- Sur présentation du justificatif au guichet lors de l'achat des places.

L'avantage ci-dessus est valable pour les titulaires de e-Carte Avantages Jeunes des éditions suivantes : Côte d'Or, Saône-et-Loire, Yonne.

L'avantage proposé n'est pas cumulable avec les soldes, les promotions ou d'autres réductions (carte de fidélité...).

- Consentir l'avantage ci-dessus à tous les titulaires de la e-Carte Avantages Jeunes qui présentent leur e-Carte Avantages Jeunes (en version physique ou numérique).

- Ne pas proposer un avantage supérieur dans le cadre d'autres partenariats.

- Apposer de façon visible, et pendant toute la durée de la convention, l'autocollant "e-Carte Avantages Jeunes" sur la porte d'entrée ou la caisse ou en vitrine.

- Apposer différents supports de communication au choix (adhésif, affiche, flyer...) dans son (ses) établissement(s) afin que les jeunes visualisent le partenariat.

- Créer un lien vers www.avantagesjeunes.com et mentionner le partenariat e-Carte Avantages Jeunes sur son site internet « <http://www.cedre.ville-chenove.fr/> »

- Mentionner le partenariat conclu dans le cadre de la présente convention sur les supports de promotion de la prestation pour laquelle l'avantage est consenti.

- Fournir un visuel (photo et logo) pour la mise en évidence de l'avantage proposé dans les supports décrits précédemment.

- Communiquer avant le « 01/10/2022 » au service e-Carte Avantages Jeunes, le nombre d'avantages consentis aux titulaires de e-Carte Avantages Jeunes dans le cadre de la présente convention.

Article 3. Durée de l'engagement

Sauf accord des parties ou cas de force majeure :

- les avantages consentis ne peuvent être modifiés et restent en vigueur durant la période définie par la présente convention.
- en cas de cession de l'activité ou du commerce au cours de la saison, le partenaire s'engage à en avertir Info Jeunes Bourgogne-Franche-Comté dans les meilleurs délais. En cas de transfert, le partenaire veillera à informer son successeur de l'engagement pris dans le cadre de la présente convention de partenariat.

Article 4. Clause de résolution de plein droit et compétences juridictionnelles

En cas d'inexécution ou de non-respect de ses obligations, l'organisme sera mis en demeure de rembourser au titulaire de la e-Carte Avantages Jeunes le montant de l'avantage non consenti. Si dans un délai de 15 jours, cette mise en demeure reste infructueuse, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront être réclamés. En cas de manquement avéré, Info Jeunes Bourgogne-Franche-Comté pourra exclure le partenaire pour les années suivantes. En outre le Info Jeunes Bourgogne-Franche-Comté se réserve le droit de demander :

- le retrait des supports de communication,
- la publication de cette perte de qualité dans les différents supports de communication du dispositif "e-Carte Avantages Jeunes" diffusé par Info Jeunes Bourgogne-Franche-Comté.

Fait le 04/05/2021

Sébastien Maillard, Directeur, Info Jeunes Bourgogne-Franche-Comté

Thierry Falconnet, Maire de Chenôve

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_049

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PASS CULTURE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Le dispositif Pass Culture, porté par le Ministère de la Culture a été déployé dans 14 départements test depuis le mois de juin 2019. Si sa mise en œuvre fut retardée par la crise sanitaire, le déploiement national s'opère depuis mai 2021.

Ce dispositif permet aux jeunes de 18 ans de bénéficier de 300 € pendant 24 mois pour découvrir différentes propositions culturelles de proximité et offres numériques (livres, concerts, théâtres, musées, cours de musique, abonnements numériques, etc.). Il s'adresse avant tout aux 825 000 jeunes de 18 ans pour leur offrir, sur une application dédiée et géolocalisée, l'accès à toutes les offres culturelles situées autour de chez eux en ouvrant à chacun d'entre eux un crédit. Il s'agit donc à la fois de lever le frein financier entre de nombreux jeunes et l'offre culturelle et de permettre à chacun de construire son propre parcours à travers une plateforme éditorialisée qui recense les propositions d'acteurs culturels de tous les secteurs (cinéma, livre, spectacle vivant, musique, musées et expositions, cours et pratiques artistiques les plus variées, etc). L'application sans crédit est ouverte à tous et permet à l'ensemble des utilisateurs de découvrir l'offre culturelle présente sur le Pass Culture et notamment celle du partenaire.

Soucieuse de promouvoir les activités culturelles auprès des jeunes et de les inciter à souscrire à ce dispositif, la ville de Chenôve souhaite s'engager dans la mise en œuvre du Pass Culture. La ville souhaite également promouvoir ce dispositif auprès de l'ensemble des acteurs associatifs culturels du territoire.

La ville s'engagera à :

- relayer le dispositif Pass Culture à travers les canaux de communication dont elle dispose afin de garantir la bonne information à destination des utilisateurs du Pass

Culture.

- proposer via le Pass Culture des offres qui devront respecter le périmètre des domaines d'activités éligibles indiquées dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels (CGU) ;
- désigner un responsable financier, seule personne habilitée à renseigner et à modifier le RIB du partenaire et de ses établissements pour le suivi des remboursements ;

Pour permettre la mise en œuvre de ce dispositif au bénéfice de l'offre culturelle communale dont la programmation du Cèdre et les droits d'inscriptions au Conservatoire à rayonnement communal de Chenôve, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec la société Pass Culture et d'approuver les conditions générales d'utilisation par les partenaires professionnels.

Vu le projet de convention et les conditions générales d'utilisations joints à la présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les Conditions générales d'utilisations par les partenaires professionnels et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec la société Pass Culture,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. NEYRAUD

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre,

[Nom du partenaire] _____, [Forme juridique] _____,
immatriculé sous le numéro SIRET _____,
dont le siège social est situé _____,
représenté(e) par _____,
dûment mandaté(e) en qualité de _____.

Ci-après dénommée le « Partenaire »

ET

La société PASS CULTURE, société par actions simplifiées, immatriculée sous le numéro SIRET 853 318 459 000xx, dont le siège social est situé 16 rue Oberkampf 75011 Paris, représentée par monsieur Damien CUIER dûment mandaté, président de la société,

Ci-après dénommée « SAS pass Culture »,

IL EST AINSI CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

Le Pass Culture est un dispositif mis en place par le ministère de la Culture, porté par la SAS Pass Culture, créée à cet effet. Il s'adresse avant tout aux quelques 825 000 jeunes de 18 ans pour leur offrir, sur une application dédiée et géolocalisée, l'accès à toutes les offres culturelles situées autour de chez eux en ouvrant à chacun d'entre eux un crédit. Il s'agit donc à la fois de lever le frein financier entre de nombreux jeunes et l'offre culturelle et de permettre à chacun de construire son propre parcours à travers une plateforme éditorialisée qui recense les propositions de plus d'acteurs culturels de tous les secteurs (cinéma, livre, spectacle vivant, musique, musées et expositions, cours et pratiques artistiques les plus variées, etc). L'application sans crédit est également ouverte à tous et permet à l'ensemble des utilisateurs de découvrir l'offre culturelle présente sur le pass Culture et notamment celle du Partenaire.

La présente convention entre la SAS pass Culture et le Partenaire a pour objet d'établir les termes de leur partenariat. Celui-ci doit permettre aux détenteurs du pass Culture d'accéder aux offres culturelles relevant de la compétence du Partenaire.

Article 2 - Engagements des parties

1) Les engagements du Partenaire

Le Partenaire relaie le dispositif pass Culture à travers les canaux de communication dont il dispose afin de garantir la bonne information à destination des utilisateurs du pass Culture. Il promeut également le dispositif auprès de ses structures partenaires susceptibles de proposer des offres culturelles éligibles sur le pass Culture.

Les offres culturelles du Partenaire seront proposées sur le pass Culture dans le but d'y faciliter l'accès aux utilisateurs. Ces offres devront respecter le périmètre des domaines d'activités éligibles indiquées dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels (CGU) disponibles sur le site internet du pass Culture (<https://pass.culture.fr/cgu-professionnels/>). Pour proposer ces offres sur le pass Culture, le Partenaire ou l'acteur culturel sous la responsabilité du Partenaire devra créer un compte sur la plateforme pass Culture.

Afin de garantir le remboursement par la SAS pass Culture des offres réservées, le Partenaire désigne un responsable financier, seule personne habilitée à renseigner et à modifier le RIB du Partenaire et de ses établissements. Le responsable financier est identifié à l'aide de la fiche délégation de gestion financière remplie et signée par le représentant du Partenaire et transmise à la SAS pass Culture ou par un document interne justifiant de cette délégation.

Les informations bancaires et la délégation de gestion financière seront transmises à la SAS pass Culture lors de la création du compte pass Culture par le Partenaire ou l'acteur culturel sous sa responsabilité. D'autres documents complémentaires pourront également être demandés à cette occasion.

Le Partenaire s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation du pass Culture applicables aux acteurs culturels.

2) Les engagements de la SAS pass Culture

La SAS pass Culture référence les offres culturelles proposées par le Partenaire sur l'application pass Culture. Les offres culturelles du Partenaire pourront également être intégrées à des campagnes de communication menées par la SAS pass Culture.

Les offres culturelles de la commune réservées à travers le pass Culture feront l'objet d'un remboursement par la SAS pass Culture selon les modalités prévues par les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels. Ainsi, le montant des réservations sera reversé au Partenaire par la SAS pass Culture selon le barème de remboursement figurant dans les conditions générales d'utilisation disponibles sur le site internet du pass Culture. Ce barème s'applique au niveau de chaque établissement du Partenaire.

Le remboursement des offres validées par le Partenaire se fait par virement bancaire sur le ou les comptes renseignés par le responsable financier. Ces paiements sont à considérer en tant que redevances des services à caractère culturel et à traiter en tant que tel.

Article 3 - Application des conditions générales d'utilisation

La présente convention n'a pas vocation à se substituer aux dispositions inscrites dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels.

Les conditions générales d'utilisation sont susceptibles d'évoluer au cours de la convention. En cas de modification des CGU, les nouvelles dispositions s'appliqueront de plein droit à la présente convention à compter de leur entrée en vigueur.

Toute modification des CGU est communiquée aux acteurs culturels par courrier électronique 7 jours avant leur entrée en vigueur. En cas de désaccord sur ces modifications, le Partenaire pourra fermer son compte dans un délai d'un mois à compter de la publication de ces modifications sur le site pass.culture.fr, et après la clôture des derniers remboursements. A défaut, le Partenaire sera réputé avoir accepté les CGU modifiées.

Article 4 – Protection des données personnelles

Dans le cadre de ce contrat, le Partenaire peut être amené à utiliser des données personnelles des utilisateurs du pass Culture.

Ces données personnelles sont transmises au Partenaire par la SAS pass Culture dans le seul but de garantir aux utilisateurs du pass Culture l'accès à l'offre culturelle qui aura fait l'objet d'une réservation. Elles ne pourront en aucun cas être utilisées à d'autres fins, notamment de communications commerciales ou promotionnelles.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent au respect strict du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD », et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - « Loi informatique et libertés ».

Les parties ne pourront être tenues responsables du manquement aux dispositions exposées ci-dessus par l'une ou l'autre partie.

Article 5 - Durée du partenariat

La convention est valable pour un an à compter de la date de signature et est renouvelable par tacite reconduction.

Les Parties peuvent convenir de mettre fin à la convention, d'un commun accord. Elles peuvent également y mettre un terme dans les conditions prévues dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels. La résiliation de la convention entraîne de plein droit la résiliation des services associés.

Article 6 - Litiges

Les litiges relatifs à l'exécution, la non-exécution ou l'interprétation des présentes seront régis par la loi française.

En cas de différend portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution du contrat, les Parties s'engagent, préalablement à toute procédure judiciaire, à tenter de résoudre ce différend à l'amiable.

En cas d'échec de la tentative de solution amiable, les parties se référeront aux tribunaux compétents pour statuer sur tout litige à propos du contrat, notamment de la formation, de l'exécution, de l'interprétation, de la résiliation ou de la résolution du contrat.

PARTENAIRE :
(Signature du représentant)
Nom du représentant
Titre du représentant :
Date :

SAS pass Culture
(Signature du représentant)
Nom du représentant
Titre du représentant :
Date :

Conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (ci-après « CGU ») régissent les relations entre la structure gestionnaire du pass Culture, la SAS Pass Culture (Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000.000€ dont le siège social est situé au 16 rue Oberkampf, 75011 Paris , immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 853 318 459) (ci-après « l'Editeur ») et les professionnels (ci-après « les Offreurs ») dans le cadre de leur utilisation du site Pass Culture Pro (ci-après « l'Application »). L'Éditeur et les Offreurs sont ci-après désignés collectivement les « Parties ».

Les présentes CGU s'appliquent à l'utilisation par l'Offreur des services pass Culture proposés sur l'Application et lors de l'inscription sur l'Application, l'Offreur a expressément et sans réserve accepté les présentes CGU. Sauf convention spéciale avec l'Éditeur, les présentes CGU s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions et se substituent à tous les autres accords ou conventions antérieurs conclus entre les Parties se rapportant au même objet, étant précisé que les présentes CGU peuvent être modifiées à tout moment par l'Éditeur, les modifications étant portées à la connaissance des Offreurs par l'envoi d'un courrier électronique, au moins sept jours avant leur entrée en vigueur.

En cas de désaccord sur ces modifications, l'Offreur pourra fermer son compte dans ce délai de sept jours dans les conditions ci-après décrites, et après la clôture des derniers remboursements. A défaut, l'Offreur sera réputé avoir accepté les CGU modifiées.

La manière dont sont collectées et utilisées des données à caractère personnel en lien avec l'utilisation de l'Application est décrite dans la [Charte de protection des données à caractère personnel](#).

1. Définitions

Les termes débutant par une majuscule au sein des présentes CGU, qu'ils soient utilisés indifféremment au singulier ou au pluriel, auront, la signification qui leur est donnée ci-après :

« **Editeur** » désigne la structure de gestion du pass Culture dont l'identité et les coordonnées sont détaillés au préambule.

« **Offreurs** » désignent les acteurs culturels inclus dans le périmètre d'éligibilité et inscrits sur le portail professionnel « pass Culture pro » susceptibles de faire des propositions artistiques et culturelles sur l'Application.

« **Application** » désigne l'application logicielle « pass Culture » éditée et fournie par l'Éditeur pour être consultée et utilisée par l'Utilisateur et qui intègre le « pass Culture pro » et l'interface Utilisateur de présentation et Réservation des Offres.

« **Utilisateur** » désigne indifféremment l'Utilisateur non-Bénéficiaire et/ou l'Utilisateur-Bénéficiaire.

« **Utilisateur - Non bénéficiaire** » désigne une personne physique ayant créé un compte sur l'Application sans être éligible au crédit visé à l'article 3 du décret **de généralisation du pass Culture**.

« **Utilisateur - Bénéficiaire** » désigne les Utilisateurs disposant du crédit visé à l'article 3 du décret **de généralisation du pass Culture**.

« **Contenu** » désigne, sans que cette liste soit limitative, la structure de l'Application et du Site, le contenu éditorial, les notes et commentaires, les contenus visuels, auditifs, ainsi que tout autre contenu présent au sein de l'Application et/ou tout autre élément composant l'Application et le Site.

« **Site** » désigne le site web officiel accessible à l'adresse pass.culture.fr qui donne accès à l'Application.

« **Structure** » désigne une entité juridique disposant d'un SIREN.

« **Établissements** » désignent une entité juridique disposant d'un SIRET ou un établissement en régie d'une collectivité territoriale.

« **Lieu** » désigne une adresse physique dans laquelle un événement culturel a lieu sans que cette adresse ne corresponde nécessairement à un Etablissement doté d'un SIRET.

« **Réservation** » désigne une transaction relative à une Offre payante ou gratuite, passée entre un Offreur et un Utilisateur via l'Application.

« **Offre** » désigne une proposition artistique et culturelle gratuite ou payante au moyen du crédit visé à l'article 3 du décret **de généralisation du pass Culture**. C'est une unité de contenu éditorial créée par un Offreur et présente sur l'Application. Elle se distingue entre les offres donnant lieu à un événement physique, un bien matériel dont l'Offreur est propriétaire et vendu en magasin uniquement ou les offres donnant lieu à une consultation ou consommation immatérielle, appelées « Offres numériques ».

« **Offre duo** » désigne la fonctionnalité délivrée par l'Editeur permettant de proposer à un Utilisateur Bénéficiaire de réserver deux places pour un événement physique afin qu'il soit accompagné du tiers de son choix.

« **pass Culture pro** » désigne le portail professionnel accessible via l'Application à destination des Offreurs.

2. Eligibilité au « pass Culture Pro »

2.1 Conditions d'inscription sur l'Application

L'inscription sur l'Application est gratuite et se fait conformément aux règles fixées à l'arrêté **de généralisation du pass Culture**.

L'inscription est réservée :

- aux personnes détentrices d'un numéro SIREN qui proposent des biens ou des services culturels relevant des domaines définis en annexe de l'arrêté **de généralisation du pass Culture** ;
- aux collectivités territoriales et à leurs groupements ainsi qu'aux établissements publics locaux exerçant une ou plusieurs activités relevant des domaines définis à l'annexe de l'arrêté **de généralisation du pass Culture**.

Pour s'inscrire, l'Offreur doit fournir l'ensemble des documents demandés par l'Editeur. Son compte ne pourra être créé et validé qu'une fois ces documents fournis et contrôlés par l'Editeur.

L'Editeur se réserve le droit de refuser la création de tout compte professionnel qui ne remplirait pas les conditions d'inscription à l'Application. Cela est notamment le cas si le professionnel n'est pas éligible au dispositif. Conformément et dans les limites de la réglementation applicable, l'Editeur peut également refuser toute inscription notamment en raison de la typologie d'offre proposée ne satisfaisant pas aux objectifs définis à l'article 1er du décret du **de généralisation du pass Culture** ou du comportement fautif ou abusif du professionnel.

2.2 Rattachement d'Etablissements et de Lieux

Conformément à l'arrêté du **de généralisation du pass Culture**, pour affilier un Etablissement à un compte « pass Culture Pro », l'Offreur doit disposer de la capacité juridique pour représenter et engager cet Etablissement. L'Etablissement est rattaché au compte « pass Culture Pro » au moyen de son numéro SIRET lorsqu'il est établi en France ou d'autres moyens équivalents au niveau européen lorsqu'il est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans l'un des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.

Un Lieu physique peut être rattaché à un compte « pass Culture Pro », sans qu'un numéro de SIRET soit nécessaire. Dans ce cas, le détenteur du compte « pass Culture Pro » s'engage à détenir les autorisations pour utiliser le Lieu en question aux fins proposées dans son Offre et conformément à la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité et d'accessibilité des établissements recevant du public.

2.3 Condition de publication d'une Offre sur l'Application

Les conditions d'éligibilité de l'Offre sont précisées à l'arrêté du **de généralisation du pass Culture**.

Peuvent être publiées sur l'Application uniquement les Offres qui correspondent aux catégories définies à l'arrêté du **de généralisation du pass Culture**, à savoir :

- Musées, patrimoine culturel et centres d'art
- Spectacle vivant
- Cours, ateliers ou activités de pratique artistique et culturelle
- Cinéma
- Audiovisuel

- Musique
- Instruments de musique
- Livre
- Presse
- Jeux vidéo
- Dédicaces, rencontres, conférences culturelles et ateliers de médiation culturelle
- Matériels Arts créatifs
- Beaux-arts

Les Offres doivent être proposées à un tarif inférieur ou égal au tarif public de l'offre équivalente proposée par l'Offreur. Ce tarif peut être payé partiellement ou en totalité via l'Application pour les biens entrant dans les catégories instruments de musique, ou les cours de pratique artistique. Dans le cas où l'Utilisateur-Bénéficiaire ne paie le bien ou service que partiellement via l'Application, il règle la différence directement à l'Offreur avec l'un des moyens de paiement accepté par celui-ci.

L'Offreur a la possibilité de mettre en place des Offres duo qui permettent à l'Utilisateur-Bénéficiaire de venir accompagné par un tiers de son choix. Les Offres duo ne concernent que des Offres pour des événements (cinéma, spectacles, concerts, etc). Le tarif de l'Offre correspond à la somme de deux places au tarif applicable pour les personnes de 18 ans, quel que soit l'âge de l'accompagnateur.

Pour que son Offre soit complète, l'Offreur doit remplir l'ensemble des champs obligatoires sur l'Application et notamment le champ « Image ». Ce champ doit être rempli avec une image de qualité suffisante pour que l'affichage ne soit pas pixélisé.

Les Offres publiées sont visibles par l'ensemble des visiteurs et Utilisateurs de l'Application.

L'Offreur est seul responsable du contenu de l'Offre et garantit que sa description est conforme à la réglementation applicable et comporte en particulier l'ensemble des informations pré-contractuelles imposées en lien avec les produits ou services en cause avant Réservation par un Utilisateur.

3. Propriété intellectuelle

I. – L'Application incluant l'Application et le « pass Culture pro » et le Site sont construits à partir d'un logiciel libre et open source. L'intégralité du code source de l'Application et du code source du « pass Culture pro » et du Site seront librement accessibles à tout Offreur, sur toutes les parties pour lesquelles les enjeux de sécurité le permettent, sans que cet accès ne confère aucun droit de propriété à ce dernier et à charge pour l'Offreur d'être seul responsable de l'utilisation qu'il fera de ce(s) code(s) source(s), dans le respect des termes de la licence du logiciel libre accessible à l'adresse <https://github.com/pass-culture/pass-culture-main/blob/master/LICENSE> dont l'Offreur s'engage à prendre connaissance au préalable

Tout Offreur s'engage expressément à ne pas perturber le fonctionnement de l'Application et du Site, à ne pas interférer dans son fonctionnement, à ne pas

contourner ni désactiver ni interagir de quelque manière que ce soit avec l'Application et le Site et leurs fonctionnalités sans y être expressément autorisé par l'Editeur, à ne pas accéder à l'Application ni le Site par tout moyen automatisé excepté dans le cas de moteurs de recherches publics.

Les Offreurs s'engagent expressément à ne porter en aucun cas atteinte aux droits de l'Editeur, et notamment à s'abstenir de tout acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou parasitaire de l'Application, du Site et de ses Contenus.

II. – A l'exception de ce qui est exposé au §I ci-dessus, aucune des dispositions des CGU ne peut être interprétée comme une cession, un transfert, une vente, une concession, une licence, un prêt, une location, une autorisation d'exploitation consentie directement ou indirectement par l'Éditeur au profit des Offreurs sur l'Application, le Site et les Contenus L'Application (qui inclut le « Pass culture pro »), le Site, les textes, images, contenus audio-visuels et autres contenus exploités par l'Editeur sur l'Application et le Site, les marques, les logos, la charte graphique, l'agencement, les informations, la présentation, les noms commerciaux, les logiciels, structures, infrastructures et bases de données et tout autre contenu figurant sur l'Application et le Site, sont des contenus protégés qui sont la propriété exclusive de l'Editeur ou sont reproduits avec l'accord des titulaires de droits. Tout acte d'exploitation des éléments précités, notamment par reproduction et/ou représentation, est expressément interdit.

Les Utilisateurs et les Offreurs conservent les droits de propriété intellectuelle éventuellement attachés aux contenus (texte, image, publication, etc.) qu'ils mettent en ligne sur l'Application ou le Site. Tout Utilisateur et/ou Offreur mettant en ligne du contenu sur l'Application garantit expressément disposer de tous les droits et autorisations nécessaires et concède sur ce contenu à l'Editeur une licence non exclusive, transférable, sous-licenciable, gratuite et mondiale pour héberger, utiliser, distribuer, modifier, exécuter, copier, représenter publiquement ou afficher publiquement, traduire ces contenus, jusqu'à suppression desdits contenus.

Les Offreurs autorisent l'Editeur à reproduire et à représenter leur(s) marque(s) sur l'Application ainsi que pour des opérations de communication notamment sur les réseaux sociaux ou lors d'envoi de newsletters à titre gracieux, et ce jusqu'à la suppression du Compte et au-delà pendant une période d'un an.

III. – Tout acte contraire aux présentes CGU et notamment tout acte de reproduction et/ou de représentation des textes, images, contenus audio-visuels et d'une manière générale des Contenus exploités par l'Editeur sur l'Application et le Site sans l'autorisation préalable et expresse de l'Editeur, est interdit et pourra faire l'objet de poursuites judiciaires.

4. Validation, annulation ou modification de la Réservation

4.1 Dispositions générales

Seuls les Utilisateurs-Bénéficiaires sont en mesure d'effectuer une réservation d'Offre sur l'Application en utilisant le crédit pendant une durée de 24 mois à compter de la création de leur compte sur l'Application. Les Utilisateurs Bénéficiaires dont le

crédit est arrivé à expiration conservent le droit de réserver l'ensemble des Offres gratuites proposées

L'Offreur s'engage à ce que chaque Offre soit conforme aux présentes CGU ainsi qu'aux conditions spécifiques émises par les Offreurs et dont l'Offreur garantit que l'Utilisateur aura connaissance sur l'Application avant sa Réservation (descriptif du produit ou service, prix, conditions de retrait, application ou non du droit de rétractation, etc.). Ces conditions spécifiques devront être mentionnées par l'Offreur dans le descriptif de l'Offre. En cas de contradiction entre les présentes CGU et les conditions des Offreurs, les CGU prévaudront (sauf lorsque les CGU prévoient expressément une possibilité pour les Offreurs d'y déroger sur certains points spécifiques).

Chaque Réservation effectuée via l'Application génère une contremarque (code alphanumérique unique à 6 caractères).

Un Offreur dont le compte a été validé sur l'Application a l'obligation d'accepter la contremarque pass Culture comme preuve de réservation.

Lors de la présentation d'une contremarque valide, l'Offreur a l'obligation de donner accès à l'Offre dans les conditions, notamment de prix, applicables lors de la Réservation de l'Offre.

La validation de la contremarque prouve la réalisation du service proposé et engendre un remboursement à l'Offreur aux conditions prévues au paragraphe « 5. Modalités de remboursements » des présentes CGU.

Chaque Offreur pourra déterminer ses propres modalités d'accès à l'Offre une fois la contremarque générée ; si ces modalités entraînent des frais supplémentaires, ils sont à la charge de l'Offreur. A cet effet, l'Editeur peut être amené à transmettre à l'Offreur les données personnelles de l'Utilisateur de l'Application strictement nécessaires à l'accès à l'Offre : le nom, le prénom, l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone de l'Utilisateur (cf. Charte de protection des données personnelles).

En cas d'Offre dont le bénéfice nécessite un retrait sur place, seul l'Utilisateur peut effectuer ce retrait à l'exclusion de tout tiers. Pour justifier de son identité, l'Offreur devra solliciter de l'Utilisateur Bénéficiaire la présentation d'une pièce d'identité en cours de validité et son code de validation au moment de retirer l'Offre réservée. Les Utilisateurs Bénéficiaires en situation de handicap peuvent mandater un tiers pour retirer les Offres réservées grâce à l'application pass Culture. Elles en informent au préalable la SAS pass Culture à l'adresse support@passculture.app.

En cas d'annulation ou de modification de la Réservation, l'Offreur s'engage à ne facturer aucun frais à l'Utilisateur-Bénéficiaire.

4.2 Dispositif relatif aux événements

4.2.1. Dispositions générales

On entend par « événement » au sens des présentes CGU, les manifestations culturelles se déroulant à une date précise et organisées à destination d'un public tels que les spectacles, les concerts, les cours de pratique artistique et culturelle ou encore les rencontres.

Toute contremarque générée pour la Réservation d'un événement est transmise automatiquement à l'Offreur.

L'Offreur s'engage à contrôler l'identité de l'Utilisateur avant de lui donner accès à l'évènement réservé, en demandant à l'Utilisateur de présenter sa contremarque et sa pièce d'identité

4.2.2. Dispositions relatives aux annulations d'évènements

L'Utilisateur peut annuler sa Réservation d'évènement dans les 48 heures qui suivent sa Réservation. La contremarque est alors réputée annulée et l'Offre est de nouveau disponible à la réservation sur l'Application pour les autres Utilisateurs. Une réservation ne peut être annulée par l'Utilisateur dans les 48 heures qui précèdent l'évènement. Par exception au délai d'annulation prévu ci-dessus, l'Offreur peut définir un délai d'annulation dérogatoire lors de la création de l'Offre ; il constitue une condition particulière de l'Offre portée à la connaissance de l'Utilisateur avant la Réservation.

Lorsqu'un Offreur décide de modifier ou annuler un événement ou une Réservation, celui-ci a l'obligation d'en informer directement, par tous moyens, les Utilisateurs ayant déjà réservé et l'Editeur sous 48 heures, et de notifier ce changement sur l'Application. En cas de modification de la date, de l'horaire ou du lieu de l'évènement, l'Utilisateur peut annuler sa commande jusqu'à 48 heures à compter de la transmission de l'information.

Si l'Offreur annule un événement sans en informer l'Editeur, il s'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à la suppression de son compte et des poursuites judiciaires.

4.2.3 Dispositif relatif aux cartes d'abonnement donnant accès à des événements

L'Utilisateur dispose de trente (30) jours après émission de la contremarque pour retirer la carte d'abonnement auprès de l'Offreur. Au-delà de cette période, l'Offreur n'est pas tenu de remettre la carte d'abonnement. Aucune contremarque n'est envoyée directement à l'Offreur.

Dans le cas d'une carte d'abonnement matérielle, c'est l'Utilisateur-Bénéficiaire qui présente sa contremarque au moment du retrait, selon les modalités choisies par l'Offreur.

4.3 Dispositif relatif aux biens culturels matériels

4.3.1. Dispositions générales

On entend par biens culturels matériels, tous les objets matériels disponibles via l'Application

Aucune contremarque n'est envoyée directement à l'Offreur. C'est l'Utilisateur qui présente sa contremarque au moment du retrait du bien. Cette présentation se fait selon les modalités choisies par l'Offreur.

L'Offreur s'engage à contrôler l'identité de l'Utilisateur avant de lui donner accès au bien culturel réservé, en demandant à l'Utilisateur de présenter sa contremarque et sa pièce d'identité.

L'Utilisateur dispose de trente (30) jours après émission de la contremarque pour retirer le bien culturel. Le retrait du bien culturel doit être effectué par l'Utilisateur dans un Lieu physique proposant des activités culturelles éligibles au sens de la réglementation applicable au pass Culture. Au-delà de cette période, la Réservation est annulée automatiquement et l'Utilisateur-Bénéficiaire est recredité de la somme débitée de son crédit pour l'Offre.

L'Offreur a le choix d'accepter ou refuser les échanges sur les biens culturels matériels acquis par l'Utilisateur-Bénéficiaire via l'Application. Il doit faire connaître à l'Utilisateur-Bénéficiaire si les biens culturels sont échangeables. Dans le cas où l'Offreur choisit d'accepter les échanges, il ne peut les accepter que pour des biens culturels matériels de même catégorie et sans remboursement possible d'une différence de prix éventuelle.

4.3.2. Dispositions spécifiques relatives aux bons d'achat pour des instruments de musique

Si l'Offre propose aux Utilisateurs-Bénéficiaires des bons d'achat en magasin, ceux-ci sont valables uniquement pour l'achat ou la location d'un seul instrument de musique à l'exclusion de tout autre bien.

4.4 Dispositif relatif aux Offres numériques

On entend par Offre numérique, les contenus numériques fournis sur un support immatériel à l'exclusion des offres numériques proposées en direct.

Conformément à l'article L221-28 du Code de la consommation, le droit de rétractation de l'Utilisateur applicable aux contrats conclus à distance ou hors établissement, ne peut être exercé pour certaines Offres numériques. L'Offreur s'engage à en informer clairement l'Utilisateur avant la validation de la Réservation par l'Utilisateur et à respecter l'ensemble de la réglementation applicable à ce titre.

5. Modalités de remboursements

5.1 Conditions de détermination des remboursements

Conformément à l'arrêté du **de généralisation du pass Culture**, à l'exception des Offres en ligne telles que définies par l'arrêté **de généralisation du pass Culture** et de la presse, seules les Offres dont la Réservation aura été validée par l'Editeur ouvrent

droit à un remboursement total ou partiel de l'Offreur par l'Editeur. Par exception, pour les événements, le remboursement de l'Offreur ne pourra intervenir qu'après la réalisation effective de l'événement.

Ce remboursement s'effectue en fonction du barème suivant :

- Jusqu'à 20 000 € TTC par an, 100 % du tarif de l'Offre réservée ;
- De 20 000 € TTC à 40 000 € TTC par an, 95 % du tarif de l'Offre réservée ;
- De 40 000 € TTC à 150 000 € TTC par an, 85 % du tarif de l'Offre réservée, sauf pour les livres qui sont remboursés à 95 % du tarif ;
- Au-delà de 150 000 € TTC par an, 70 % du tarif de l'Offre réservée, sauf pour les livres qui sont remboursés à 95 % du tarif.

Les montants des seuils s'entendent en montant cumulés par année civile et par Etablissement.

Au regard de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les remboursements s'entendent toutes taxes comprises (TTC). L'Offreur s'engage à s'acquitter de la TVA résultant de l'application de son régime fiscal et selon le taux applicable à ses Offres.

Il est considéré que la contribution offreur relative à l'application du barème constitue une réduction de prix, au sens de l'article 267 du code général des impôts, et qu'à ce titre, les offreurs pourront ainsi régulariser leur base imposable.

5.2 Modalités de versement des remboursements

Pour bénéficier d'un remboursement, l'Offreur devra obligatoirement enregistrer ses coordonnées bancaires via la procédure indiquée, dans les deux mois suivants la mise en ligne d'une Offre. L'Editeur se réserve le droit de demander des informations complémentaires à l'Offreur avant d'accepter l'enregistrement de celles-ci. Seuls sont autorisés les comptes bancaires domiciliés en France ou dans l'un des Etats membres de l'Union européenne ou dans l'un des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.

Pour remplir les coordonnées bancaires, l'Offreur doit désigner un seul référent financier. Ce référent peut seul renseigner les coordonnées bancaires de l'Offreur mais également des Etablissements rattachés à l'Offreur.

Un seul compte bancaire peut être associé à un Offreur (correspondant à un SIREN) et un seul compte par Etablissement rattaché (correspondant à un SIRET ou à une régie de collectivité territoriale). Les comptes bancaires PCS ne sont pas acceptés.

Le remboursement est crédité par virement au compte de l'Etablissement sur la base de la validation des contremarques (procédures définies supra) ayant valeur de réalisation du service proposé.

6. Obligations et responsabilités des Parties

6.1 Obligations et responsabilités de l'Offreur

Sans préjudice des autres obligations prévues aux présentes, l'Offreur s'engage à respecter les obligations qui suivent.

L'Offreur s'engage à respecter l'ensemble des lois et règlements en vigueur qui s'appliquent à lui et à son activité et à ne pas porter atteinte aux droits de tiers, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. Il est en outre seul responsable du bon accomplissement de toutes les formalités notamment administratives, fiscales et/ou sociales et de tous les paiements de cotisations, taxes ou impôts de toutes natures qui lui incombent le cas échéant en relation directs ou indirecte avec l'utilisation de l'Application.

L'Offreur reconnaît avoir pris connaissance des caractéristiques et contraintes, notamment techniques, des services proposés par l'Editeur.

L'Offreur s'engage à faire un usage strictement personnel de l'Application. Il s'interdit en conséquence de céder, concéder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre des présentes à un tiers, de quelque manière que ce soit.

L'Offreur a l'obligation d'informer l'Editeur, sous 30 jours, de tout changement de situation pendant la durée d'utilisation de l'Application : changement de coordonnées bancaires, de siège social, de données d'identification administrative, etc. et notifie à l'Editeur toute opération non autorisée ou mal exécutée (versement erroné ou sur un mauvais compte bancaire par exemple) au plus tard 30 jours ouvrables après la réalisation de celle-ci.

L'Offreur s'engage à signaler à l'Editeur tout soupçon ou doute relatif à l'utilisation du crédit ou du produit ou service objet de l'Offre par un Utilisateur.

L'Offreur s'engage à fournir à l'Editeur tous les documents, éléments, données et informations nécessaires à la bonne exécution des services proposés par l'Application et à la justification du respect de ses obligations et des présentes CGU. A cette fin, l'Offreur s'engage à communiquer à l'Editeur tout élément utile dans les cinq (5) jours de la demande écrite adressée par l'Editeur.

L'Offreur s'interdit de proposer des prestations aux Utilisateurs, par quelque moyen que ce soit autrement que par la publication d'Offres, et notamment par l'intermédiaire de l'adresse de courrier électronique proposée sur l'Application et/ou l'Application si l'Utilisateur n'a pas donné son consentement explicite à recevoir de telles prospections.

L'Offreur est seul responsable de son utilisation de l'Application et notamment des relations qu'il pourra nouer avec les Utilisateurs et des informations qu'il leur communiquera. Il lui appartient d'avoir la prudence et le discernement appropriés dans ces relations et communications. L'Offreur s'engage à proposer des Offres réelles pour lesquelles il fournira à l'Utilisateur la contrepartie convenue et décrite sur la Plateforme.

L'Offreur peut refuser l'entrée d'un Utilisateur à l'événement dans le cadre de ses propres Conditions générales applicables.

L'Offreur garantit à l'Éditeur qu'il dispose de tous les droits et autorisations nécessaires sur les contenus de toute nature (rédactionnels, graphiques, audio, audiovisuels ou autre) qu'il diffuse sur l'Application. Il s'engage à ce que ces contenus soient licites, n'enfreignent aucune disposition législative ou réglementaire et plus généralement, ne soient aucunement susceptibles de mettre en jeu la responsabilité civile ou pénale de l'Éditeur.

L'Offreur s'interdit de diffuser via l'Application, notamment et sans que cette liste soit exhaustive : des Offres présentant des risques d'atteinte à l'ordre public, des offres pénalement répréhensibles et de nature à mettre en cause la cohésion nationale, des Offres portant atteintes au respect des valeurs et principes, notamment de la dignité de la personne humaine, des Offres portant atteintes au droit des tiers et notamment aux droits de propriété intellectuelle.

L'Offreur reconnaît être seul responsable des Offres et de leur exécution et garantit l'Éditeur contre toute action, réclamation ou revendication quelle qu'elle soit d'un Utilisateur en lien avec les Offres dont l'Offreur reste seul responsable.

6.2 Obligations et responsabilités de l'Éditeur

L'Éditeur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable de la disponibilité technique de sites internet ou d'applications mobiles exploités par des tiers auxquels l'Offreur accèderait par l'intermédiaire de l'Application.

L'Éditeur n'endosse aucune responsabilité au titre des contenus, publicités, produits et/ou services disponibles sur de tels sites tiers dont il est rappelé qu'ils sont régis par leurs propres conditions d'utilisation.

L'Éditeur n'est pas responsable des transactions intervenues entre l'Offreur et un Utilisateur et ne saurait en aucun cas être partie à quelques litiges éventuels que ce soit avec ces Utilisateurs en lien avec la Réservation d'un Offre et son exécution.

L'Offreur reconnaît et accepte par ailleurs que l'Éditeur pourra proposer à ses partenaires techniques l'intégration d'une API à ses services.

Dans l'hypothèse où la responsabilité de l'Éditeur serait engagée, elle serait en tout état de cause limitée aux seuls dommages directs et, sauf faute lourde ou dolosive, au montant des remboursements réalisés au bénéfice de l'Offreur dans les douze (12) mois précédent le fait générateur.

7. Durée, Résiliation et Suspension d'un compte pass Culture Pro

7.1 La résiliation d'un compte sur l'Application peut être à tout moment demandée par l'Offreur en adressant une demande à l'adresse suivante : support@passculture.app

La fermeture d'un compte prendra effet après examen des activités de l'Offreur enregistrées sur l'Application et après remboursement complet de toutes les réalisations du service proposé. Dans le cas où le compte de l'Offreur afficherait des Réservations en cours pour des dates ultérieures à la fermeture du compte, l'Offreur

garantit l'accès des Utilisateurs à ces Réservations qui lui seront remboursées dans les conditions prévues à l'article 5.

7.2 (i) En cas de manquement réparable par l'Offreur à ses obligations l'Editeur en informera l'Offreur en sollicitant que les mesures correctives soient prises dans les meilleurs délais. L'Editeur se réserve le droit de suspendre le compte, les Offres disponibles sur l'Application et le remboursement des Réservations validées prévu à l'article 5 des présentes CGU jusqu'à ce que les mesures de correction soient prises. Si l'Offreur ne met pas en œuvre de telles mesures correctives, alors l'Editeur procédera à la fermeture du compte de l'Offreur et ne procédera pas au remboursement des Offres validées affectées par le manquement.

(ii) Tout manquement grave et/ou non réparable à ses obligations par l'Offreur, comme la fraude, la communication de fausses informations sur sa situation, la publication d'une Offre non éligible ou non conforme à la réglementation applicable ou aux objectifs de politiques publiques décrites dans l'article 1 du décret **de généralisation du pass Culture** ou ne respectant pas les conditions prévues au dernier paragraphe de l'article 6-1 pourra entraîner la fermeture du compte de l'Offreur, la suppression de toute affiliation d'un Etablissement ou d'une Structure, d'un Lieu ou d'une Offre, ou le non remboursement des Offres affectées par ce manquement, du seul fait de cette inexécution, 8 jours après réception d'une mise en demeure restée infructueuse.

(iii) En cas de suspicion de fraude ou d'activité anormale sur le compte de l'Offreur, l'Editeur suspendra immédiatement le compte et le remboursement des Réservations validées prévu à l'article 5 des présentes CGU, et en informera l'Offreur dans les plus brefs délais. L'Offreur s'engage à apporter tous les éléments nécessaires pour assister l'Editeur et notamment à fournir les informations utiles et les éléments justificatifs en sa possession dans les délais précisés par l'Editeur.

En cas de réponse incomplète de l'Offreur, l'Editeur sollicitera les compléments d'information nécessaires en accordant un nouveau délai à l'Offreur. Si la réponse de l'Offreur permet de démontrer l'absence de fraude ou d'activité illicite, le compte de l'Offreur sera rétabli par l'Editeur.

En cas d'absence de réponse de l'Offreur et d'activité anormale persistante sur son compte ou si les éléments établissent une fraude avérée imputable à l'Offreur, l'Editeur se réserve le droit de supprimer ledit compte après en avoir informé l'Offreur.

7.3 Toute suppression du compte de l'Offreur pour manquement à ses obligations, entraînera (i) l'annulation des Réservations non validées sur l'Application et le recrédit des Utilisateurs concernés, (ii) le non-versement par l'Editeur des remboursements pour les Réservations qui ont donné lieu à la réalisation du service proposé et (iii) l'obligation pour l'Offreur de reverser à l'Editeur les sommes indûment remboursées.

Après suppression, l'adresse de courrier électronique, le SIREN ou le SIRET respectivement associé au compte, à l'Etablissement, à la Structure ou au Lieu ne seront plus autorisés sur l'Application.

L'Editeur peut entreprendre une action en justice contre l'Utilisateur, comprenant une procédure en vue du remboursement de tous les coûts (dont, de manière non exhaustive, les coûts administratifs et les frais de justice raisonnables) ainsi que la réparation du préjudice, entraînés par le manquement.

8. Stipulations générales

8.1 Dans le cas où l'une des clauses des CGU serait déclarée nulle, non écrite, inopposable ou sans objet, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les Parties conviennent de se concerter pour trouver une solution acceptable dans l'esprit des CGU. Toutes les autres stipulations conservent toute leur force et leur portée, à moins que l'objet même des CGU disparaisse de ce fait.

8.2 Le fait pour l'une des Parties de tolérer un manquement par l'autre Partie à l'une quelconque de ses obligations ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause. Pour être effective, toute renonciation doit faire l'objet d'un avenant écrit.

8.3 L'Editeur dispose d'un droit d'audit sur tout document ou élément relatif à l'exécution des CGU ou en lien avec l'Application, les Offres et les Réservations. A ce titre, l'Offreur s'engage à communiquer à l'Editeur l'ensemble de ces éléments dans les trois jours de la demande de l'Editeur et à laisser l'Editeur ou tout auditeur désigné par ce dernier, l'accès à ses locaux dans lesquels il pourra se faire remettre tout élément en lien avec la vérification de la bonne exécution des CGU.

8.4 Sauf stipulation contraire des CGU, les fichiers, données, messages et registres informatisés conservés dans les systèmes informatiques des Parties seront admis comme preuve des communications intervenues entre les Parties, à condition que la Partie dont ils émanent puisse être identifiée et qu'ils soient établis et conservés dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité.

9. Loi applicable et litige

Les présentes CGU sont soumises au droit français.

Tout litige ou contestation relatif ou en lien avec les présentes CGU qui n'aura pu être réglé à l'amiable entre les Parties sera soumis aux tribunaux compétents de Paris, y compris en cas de pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence, de référé ou les procédures conservatoires.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_050

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT COMMUNAL DE CHENÔVE – MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR : MISE EN ŒUVRE DU PAIEMENT TRIMESTRIEL

Le Conseil municipal de Chenôve a adopté le 10 juillet 2020 la mise en œuvre du paiement trimestriel des frais de scolarité au Conservatoire à Rayonnement Communal de Chenôve.

Après une année de fonctionnement, l'évaluation est positive et le retour des usagers satisfaisant.

Toutefois, il apparaît nécessaire d'effectuer une adaptation du règlement intérieur vers un paiement sur la facture unique, régie unique, de manière trimestrielle. Il est donc nécessaire de modifier le règlement intérieur du C.R.C et d'y intégrer les modifications suivantes :

À partir de la rentrée de septembre 2021, tout élève fréquentant le C.R.C devra acquitter des droits d'inscriptions, au premier trimestre, et une cotisation forfaitaire, correspondant aux frais de scolarité, payable par trimestre, au début de chaque trimestre :

- **Premier trimestre et droits d'inscription** : facturation la première semaine de novembre ;
- **Deuxième trimestre** : facturation la première semaine de février ;
- **Troisième trimestre** : facturation la première semaine de mai ;

Tout trimestre non réglé entraînera l'exclusion des enseignements.

Les frais de locations d'instruments restent inchangés, ils sont payables mensuellement.

Tout trimestre non réglé dans les délais stipulés ci-dessus entraînera l'exclusion des enseignements. Les tarifs seront fixés, chaque année, par délibération du Conseil municipal

et conditionnés aux tranches de quotients familiaux, au nombre de cours prodigués par famille, au domicile et à l'appartenance à un ensemble validé.

Tout désistement donnera lieu à un courrier de l'élève concerné ou de ses parents, adressé au directeur de l'établissement. Si le désistement intervient dans le courant d'un trimestre, la cotisation du trimestre en cours reste acquise à la collectivité, sauf en cas de force majeure.

Les tarifs restent les mêmes pour l'année scolaire 2021-2022.

Vu le projet de règlement intérieur joint en annexe,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De modifier le règlement intérieur du Conservatoire à Rayonnement Communal de Chenôve en ce sens,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

La musique est une discipline qui exige, outre quelques aptitudes spécifiques, de la volonté, du travail, de la rigueur, beaucoup de patience et une grande motivation.

Ces valeurs sont indispensables pour parvenir à cette maîtrise qui permettra à l'élève de s'exprimer avec sa voix, son instrument, découvrant ainsi les joies de la pratique musicale.



Le Conservatoire Municipal de Musique de Chenôve est un établissement d'enseignement spécialisé qui a pour but l'accès à la pratique musicale, la diffusion et la création. L'enseignement qui y est dispensé va de l'initiation à une formation plus importante permettant d'acquérir techniques, connaissances et moyens d'expression en vue d'une pratique amateur.

Le Conservatoire Municipal de Musique est agréé par le Ministère de la Culture et placé sous l'autorité administrative de la Ville de Chenôve.

Nous demandons aux parents et aux élèves de s'informer avant de s'engager, d'une part en lisant le règlement, d'autre part auprès du Secrétariat et du corps professoral.

Pour qu'un jeune élève ne se décourage pas lors des premières années d'apprentissage musical, il a besoin d'être encadré et encouragé dans son travail à la maison (qui doit être quotidien), d'être stimulé en allant à des concerts proposés par le Conservatoire, Associations Musicales de Chenôve ou autres.

L'intérêt des parents pour les études musicales de leurs enfants est donc très important pour entretenir l'enthousiasme et assurer la réussite de ces études.



CONDITIONS D'ADMISSION

INSCRIPTIONS

Anciens élèves : A condition d'avoir acquitté leur droit d'inscription et les trimestres de cotisation forfaitaire de l'année scolaire précédente, les anciens élèves peuvent prétendre à une réinscription prioritaire selon les délais communiqués par le secrétariat du Conservatoire. La réinscription des anciens élèves n'est pas automatique ; l'élève non réinscrit dans les délais, est considéré comme démissionnaire et sa place rendue disponible.

Nouveaux élèves : L'inscription se déroule selon le planning communiqué par le Conservatoire. Elle s'accompagne du paiement des droits d'inscription de l'année scolaire et du premier trimestre de la cotisation forfaitaire première semaine de novembre.

Age minimum : - 5 ans pour les enfants dont les parents sont domiciliés à CHENOVE.
- 6 ans pour tous les autres élèves.

Tout élève inscrit au C.R.C de Chenôve s'engage à respecter le Règlement intérieur du Cèdre et du Conservatoire et à observer un comportement compatible avec la bonne marche de l'établissement, en particulier en matière de discipline, et de respect des enseignants, de la direction, ainsi que des locaux, du matériel et du mobilier.

ADMISSION

Formation Musicale :

La Formation Musicale est obligatoire pour tous les élèves inscrits dans les classes instrumentales.

L'admission des élèves débutants se fait en fonction des places disponibles.

Les candidats ayant des notions de Formation Musicale sont soumis à un test, et sont admis, suivant les places disponibles, dans les classes auxquelles ils doivent appartenir.

Pour les élèves inscrits, début septembre et avant les nouvelles inscriptions, des journées sont organisées afin qu'ils choisissent leur horaire parmi celles proposés. L'horaire choisi reste définitif et, en cas de changement, pour éviter la surcharge des classes, un permutant devra être trouvé.

INSTRUMENTS

Les admissions dépendent du nombre des places disponibles après la réinscription, dans les dates données, des élèves de chaque classe.

Certaines classes sont réservées en priorité aux élèves dont les parents sont domiciliés à CHENOVE. En cas de places disponibles, des élèves habitant hors de la localité, pourront être admis à condition qu'ils aient fréquenté les cours de Formation Musicale au moins une année et suivant le résultat acquis pendant cette scolarité.

L'admission en cours instrumental des débutants ou nouveaux élèves est prononcée après une période d'essai avec le professeur.

Les élèves inscrits ne peuvent étudier qu'un seul instrument. Un élève peut être pris en charge, sauf dans le cas où l'élève désirerait participer à un concert de la Ville avec cet instrument.

En fonction des places disponibles, des limites d'âges sont imposées pour débiter dans certaines classes.

Les professeurs reçoivent tous les élèves la première semaine de la rentrée du Conservatoire afin de fixer les horaires des cours. Les dates et heures de ces réunions sont communiquées au moment du choix des horaires de Formation Musicale et des nouvelles inscriptions.

PRATIQUE COLLECTIVE

C'est le complément indispensable à la culture et à la pratique musicale. Chaque élève inscrit (Formation musicale ou Instrument) est tenu de participer aux ensembles correspondant à son niveau et où il est désigné.

ABSENCES

* Toute absence à un cours doit être justifiée par écrit auprès de l'administration par la personne responsable de l'élève, même si elle a été annoncée oralement. UN CARNET DE LIAISON est donné à cet effet à chaque élève qui doit le présenter au Secrétariat et au Professeur.

* L'élève qui, sans autorisation ou excuse légitime, manque le cours 3 fois dans le mois ou s'abstient de venir soit aux examens, soit aux cours de pratique collective, soit aux exercices publics de l'Ecole, encourt le renvoi.

* Après 2 semaines consécutives non excusées auprès du Secrétariat, un avis sera envoyé.

5 semaines d'absences successives non justifiées impliquent le renvoi de l'élève.

* Sauf raison majeure, durant l'année scolaire, l'élève sera passible d'un avertissement suite à ses absences justifiées ou non :

- 8 absences pour la Formation Musicale, classe Instrumentale ou Ensemble.
- 16 absences pour la Formation Musicale + classe Instrumentale + Ensemble.

2 avertissements cumulés sur 2 ans verront soit :

- Le renvoi de l'élève, si la sanction intervient au cours du 1er ou 2ème trimestre de l'année scolaire.
- Le refus de réinscription, si la sanction intervient au cours du 3ème trimestre de l'année scolaire.

CONTROLES - EXAMENS

Calendrier :

Septembre :	Test de Formation Musicale
Janvier - Février :	Formation Musicale 1er semestre
Mars ou Avril :	Fin d'année = Instruments
Mai - Juin :	Formation Musicale 2ème semestre

Les dates des examens, les morceaux imposés et les résultats sont affichés dans le hall SLO.
L'élève absent pour un motif légitime et excusé par écrit à un directeur de Grande Section sera admis à se présenter au concours d'admission dans le niveau supérieur à la rentrée suivante.

L'élève ayant atteint le nombre d'années dans son cycle sans obtenir de récompense ascendante ou qui est absent à l'examen sans motif valable, est exclu des études instrumentales ou de formation musicale.

CONGE

Un congé peut être accordé aux élèves qui le souhaiteraient, à condition qu'ils aient acquitté leur droit d'inscription. La période ne doit pas dépasser l'année scolaire.

Toute demande doit être adressée au Directeur avant le 15 février. Passé cette date, malgré le congé accordé, l'année sera comptée pleinement.

DROITS D'INSCRIPTION

Tout élève fréquentant le Conservatoire devra acquitter des droits d'inscription et une cotisation forfaitaire, correspondant aux frais de scolarité, payable par trimestre :

- Premier trimestre : paiement la première semaine de novembre;
- Deuxième trimestre : paiement au plus tard la première semaine de février;
- Troisième trimestre : paiement au plus tard la première semaine de mai

Tout trimestre non réglé dans les délais stipulés ci-dessus entraînera l'exclusion des enseignements.

Cette cotisation inclura une grille de tarifs enseignement et des droits d'inscription différenciés en fonction du domicile.

La participation d'élèves aux ensembles suivants, entraînera un tarif dérogatoire.

- Académie d'Accordéons et Musique Municipale.
- Chorale du Conservatoire
- Chorale du Conservatoire et Cours
- Activités Musicales sans Formation Musicale

Les tarifs seront fixés, chaque année, par délibération du Conseil Municipal et conditionnés aux tranches de quotients familiaux, au nombre de cours prodigués par famille, au domicile et à l'appartenance à un ensemble validé.

Conditions de désistement des élèves en cours d'année scolaire :

- Tout désistement donnera lieu à un courrier de l'élève concerné ou de ses parents, adressé au Directeur de l'Établissement.
- En cas de désistement d'un élève, sa cotisation annuelle reste due, sauf cas de force majeure.

PRET D'INSTRUMENT

Selon les disponibilités, des instruments peuvent être mis à la disposition des élèves débutants, pour la durée du 1er cycle instrumental.

Les instruments prêtés, ne sont pas assurés : les parents sont tenus de fournir une attestation d'assurance au bénéfice de l'établissement.

MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

Les élèves, notamment ceux de la classe de percussion, peuvent avoir une salle mise à leur disposition afin de pouvoir travailler leur instrument. Pour établir un planning, ces élèves doivent se faire connaître au Secrétariat qui établira un roulement en fonction de la disponibilité des salles.

En cas de vol, de perte d'objet ou de matériel dans l'une ou l'autre des salles, la Ville de CHENOVE ne peut être tenue responsable.

SCOLARITE

La rentrée des classes a lieu dans la 2ème quinzaine de septembre.

Les dates d'arrêt des cours, Formation Musicale, Instrument et Ensembles, sont fixées par la Direction.

Le calendrier des vacances scolaires est le même que celui de l'Éducation Nationale, il est affiché dans le hall : toutefois la mention "après la classe" n'est valable qu'après nos cours.

SUIVI DE LA SCOLARITE

Pour chaque élève, il est établi et tenu à jour, une fiche individuelle sur laquelle sont portés tous les résultats obtenus ainsi que divers renseignements et remarques faites durant sa scolarité. Cette fiche ne sort pas de l'établissement.

Une réunion parents/professeurs est organisée pour chaque discipline dans le courant du 2ème trimestre de l'année scolaire.

PHOTOCOPIE

En application du code de la propriété intellectuelle, aucun élève ne devra se présenter au conservatoire en possession d'une reproduction de musique imprimée. Toute infraction à cette règle sera placée sous la responsabilité de son auteur.

ASSOCIATIONS MUSICALES

Les élèves désirant participer aux activités d'une Association Musicale de la Ville (Académie d'Accordéon, Musique Municipale) doivent, si leur niveau leur permet, le faire savoir au Secrétariat au moment de l'inscription ou de la réinscription : dans ce cas, ils ne sont plus tenus de suivre les ensembles du Conservatoire (sauf un trimestre par an minimum)

Tous les élèves (sauf cordes et pianistes) fréquentant un cours instrumental à partir du 2ème cycle 3ème année incluse, sont tenus de suivre régulièrement les activités d'une Association Musicale de la Ville.

Dans les 2 cas, ils bénéficient du tarif correspondant.

PRESENCES

Les élèves doivent assurer un minimum de 80% de présence sur l'ensemble des prestations de l'Association (répétitions, services, concerts).

Au cas où ce chiffre ne serait pas atteint, une régularisation de la cotisation normalement due, sera demandée et la réinscription remise en cause.

PARENTS D'ELEVES

Un élève extérieur dont l'un des parents (père ou mère) fréquente une Association Musicale de la Ville, bénéficie du tarif de CHENOVE correspondant.

Un minimum de 80% de présence sur l'ensemble des prestations de l'Association (répétitions, services, concerts) doit être assuré ; au cas où ce chiffre ne serait pas atteint, une régularisation de la cotisation normalement due, sera adressée.

L'année scolaire suivante, le tarif normal sera appliqué pour la réinscription ou nouvelle inscription.

ENSEIGNEMENT MUSICAL

Le Conservatoire Municipal de Musique accueille les enfants à partir de 5 ans au sein du Jardin Musical. A partir de 7 ans, ils intègrent un cours de formation musicale pour pouvoir un an plus tard commencer un instrument.

L'enseignement s'articule autour de 3 disciplines fondamentales et complémentaires l'une de l'autre :

- La Formation Musicale
- La Pratique instrumentale
- la Pratique collective

Le cursus des études comporte 3 cycles pour la Formation Musicale, 3 pour la pratique instrumentale et 3 pour la pratique collective. Chaque cycle possède sa propre cohérence ; ils marquent les grandes étapes de la formation des élèves et sont définis par des objectifs qui s'expriment en termes de compétence et de capacité de l'élève dans sa pratique individuelle et dans le cadre des pratiques collectives. Cette organisation en cycle doit permettre à chacun de progresser selon ses aptitudes.

La pratique collective est un complément indispensable nécessaire à un bon apprentissage musical. Elle doit apporter l'épanouissement et la progression dans sa formation musicale générale c'est pourquoi :

la participation à une classe d'ensemble est obligatoire.

L'importance du concert dans la formation globale et son rôle pédagogique sont essentiels. Le plaisir qu'il suscite, l'échange, la connaissance de l'autre, le partage sont des éléments stimulants pour l'épanouissement de l'élève et la vie du Conservatoire. Des manifestations, gratuites pour les élèves, sont organisées et font partie intégrante de la formation. Les élèves sont tenus de participer aux concerts pour lesquels ils sont programmés.

EVEIL MUSICAL

DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DES CLASSES D'EVEIL

Les enfants sont accueillis à partir de 5 ans (s'ils habitent Chenôve) jusqu'à l'âge de 6 ans. L'âge est pris dans l'année civile en cours.

Les groupes sont constitués en fonction de l'âge de l'enfant et de son vécu musical.

Deux catégories se dégagent :

- les anciens regroupent les enfants ayant déjà effectué une année au sein de l'école mais aussi les enfants ayant déjà suivi une expérience musicale à l'extérieur (association par exemple).
- les nouveaux n'ayant aucune base.

Les cours se déroulent le soir après l'école, le mercredi ou le samedi, leur durée est de 45 minutes pour chaque catégorie d'âge. Le nombre d'enfants est limité à 12 par groupe. Ils sont répartis de la manière suivante :

5 ans	nouveaux	jardin
6 ans	anciens	éveil
	nouveaux	éveil

L'évaluation

Elle est particulièrement délicate avec les jeunes enfants car il ne faut pas les enfermer dans une certaine image ; il ne s'agit pas non plus de le juger apte ou inapte à la pratique du langage musical.

Le plaisir et la facilité d'être dans un groupe pour organiser et manipuler les sons, une meilleure connaissance de sa voix sont les objectifs de l'éveil.

Il n'y a pas de contrainte de niveau d'acquisitions, de connaissances particulières ainsi le passage d'une année à l'autre se fait naturellement.

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021



ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_050-DE

FORMATION MUSICALE

CURSUS DE FORMATION MUSICALE

NIVEAU	DURÉE HEBDOMADAIRE	DURÉE DU CYCLE	EXAMENS
1er Cycle			
Débutant 1 * (D1)	1h15 + Activité collective (30')	3 à 4 ans (+ 1 redoublement possible)	Contrôle
Débutant 2 * (D2)	1h15 + Activité collective (30')		Contrôle
Débutant 3 * (D3)	1h15 + Activité collective (30')		Contrôle
Fin de 1er Cycle (F1C)	1h30		Examen d'entrée en 2è Cycle
2ème Cycle			
Préparatoire (P)	1h30	3 ans (+ 1 redoublement possible)	Contrôle
Élémentaire (E)	1h30		Contrôle
Fin de 2è Cycle (F2C)	1h45		Examen d'entrée en 3è cycle
3ème Cycle – Fin d'études			
Moyen	2h	2 ans (+ 1 redoublement possible)	Contrôle
Fin d'Études (FE)	2h		U.V de Formation Musicale

* Les élèves âgés de 9 ans et plus, étudient le programme des 3 degrés en 2 ans.

A partir du niveau Fin de 1er cycle, la participation à un ensemble est obligatoire.

FORMATION MUSICALE

Étude des éléments composant une phrase musicale (cellules mélodiques, harmoniques, rythmiques) et des divers signes d'écriture conduisant à la lecture aisée et à une bonne compréhension de la musique.

OBJECTIFS PAR CYCLE

FIN DE 1ER CYCLE

- L'élève doit avoir intégré les principes de base de l'écriture musicale.

Rythme

La pulsation doit être comprise dans l'écrit = mesure binaires et ternaires.
 Formules rythmiques intégrant la syncope, la noire pointée, le triolet la double croche

Chant

L'élève doit avoir acquis une certaine aisance vocale avec un souci d'expression et de qualité de voix dans les intervalles simples.

Lecture

Avec deux lignes supplémentaires inférieures et supérieures

Théorie-Analyse

Mode et Tonalité
 Notion de modulation dans une mélodie
 Structure de l'accord parfait
 Nuances et mouvements.

Formation de l'oreille

Abordée de la manière la plus diversifiée possible.

L'élève doit reproduire soit en chantant, soit en écrivant des séries de notes, des intervalles, des mélodies simples.

Il doit reconnaître les timbres des différentes familles d'instruments et avoir acquis certaines notions de styles à travers les formes musicales classiques.

Changement de niveau (contrôles)

- moyenne générale minimum 10/20 sans moyenne annuelle par matière inférieure à 6/20.
- avis du professeur.

Passage en 2e Cycle (examen)

- moyenne générale minimum 12/20 sans moyenne annuelle par matière inférieure à 6/20.
- avis du professeur.

Récompenses de Fin de 1er Cycle

Mention Très Bien (18 – 20)	}	
Bien (16 – 18)	}	
Assez Bien (14 – 16)	}	Passage dans le 2è Cycle
	}	
Mention (12 – 14)	}	

FIN DE 2è CYCLE

Rythme

L'élève doit avoir abordé la plupart des formules rythmiques

Chant

Travail sur textes d'auteurs
 Préparation au déchiffre chanté

Lecture

Théorie - Analyse

Les cadences
 Accords parfaits et renversements
 Signes contemporains
 Étude des formes principales

Formation de l'oreille

Reconnaissance de rythmes, d'accords
 Audition intérieure et analyse avec partitions

Changement de niveaux (contrôles)

- moyenne générale minimum 10/20 sans moyenne annuelle par matière inférieure à 6/20
 - avis du professeur

Passage en 3è Cycle (examen)

- moyenne générale minimum 12/20 sans moyenne annuelle par matière inférieure à 6/20
 - avis du professeur

Récompenses de Fin de 2è Cycle

- Mention Très Bien (18 – 20)	}	
Bien (16 – 18)	}	
Assez Bien (14 – 16)	}	Passage dans le 3è Cycle
	}	(Fin d'études)
Mention (12 – 14)	}	

FIN D'ETUDES

Rythme

L'élève doit avoir abordé la plupart des formules rythmiques dans toutes sortes de mesures y compris les mesures irrégulières.

Chant

Abordé également hors du système tonal
Notions d'improvisation sur grille d'accords.

Lecture

Théorie- Analyse

Toutes les tonalités
Transposition
Accords de 7^e de dominante et renversement

Formation de l'oreille

Écoute et analyse sans partition.
Reconnaissance des différents styles de l'histoire de la musique.

Obtention de l'Unité de Valeur de Formation Musicale (examen fin de cycle)

- moyenne générale minimum 12/20 sans moyenne annuelle par matière inférieure à 6/20.

- avis du professeur.

- Mention Très Bien (18 – 20) }
- “ Bien (16 – 18) }
- “ Assez Bien (14 – 16) } arrêt des études de Formation Musicale }
- Mention. (12 – 14) }

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021



ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_050-DE


ENSEIGNEMENT INSTRUMENTAL

CURSUS INSTRUMENTAL

Cycle	Durée du Cycle	Durée minimum du cursus	Disciplines complémentaires obligatoires	Évaluation
Initiation *	Facultatif	Par groupe 10 minutes/élève	Formation Musicale	
1er Cycle	4 à 6 ans	30 minutes	Formation Musicale Pratique collective	contrôle annuel examen d'admission en 2è cycle
2è Cycle	4 à 6 ans	30 minutes (3 premières années) 45 minutes (à partir de la 4è année)	Formation Musicale Pratique collective	contrôle annuel examen d'admission en Fin d'Études
Fin d'Études	2 à 3 ans	45 minutes	Formation Musicale Pratique collective	contrôle annuel U.V de pratique instrumentale

* pour les élèves 'cordes' de 6 ans à 8 ans

EVALUATIONS

Envoyé en préfecture le 29/06/2021
 Reçu en préfecture le 29/06/2021
 Affiché le 30/06/2021 
 ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_050-DE

<i>CYCLES</i>	<i>NIVEAUX</i>	<i>CONTROLES</i>	<i>EXAMENS DE CHANGEMENT DE CYCLE</i>
<i>Initiation</i>			
1er CYCLE (modulable sur 6 ans)	1ère année 2ème année 3ème année 4ème année 5ème année 6ème année	Passage automatique au niveau suivant (Sauf au delà de la 6ème année	Obtention d'une mention de Pratique Instrumentale 1er Cycle. Peut être acquise à partir de la 4e année. Obligation en 6e année - Très Bien Bien Assez Bien ou Mention seule
2ème CYCLE (modulable sur 6 ans)	1ère année 2ème année 3ème année 4ème année 5ème année 6ème année	1er et 2ème Cycle et 3ème année de Fin Études). <u>Appréciations :</u> Très Bien Bien Assez Bien	Obtention d'une mention de Pratique Instrumentale 2ème Cycle. Peut être acquise à partir de la 4e année. Obligation en 6e année - Très Bien Bien Assez Bien ou Mention seule
FIN D'ETUDES (modulable sur 3 ans)	1ère année 2ème année 3ème année	Moyen Insuffisant	Obtention d'une mention de Pratique Instrumentale Fin d'études. Peut être acquise à partir de la 2e année. Obligation en 3e année - Très Bien Bien Assez Bien ou Mention seule

ADMISSION

- * avoir 7 ans minimum.
- * suivre régulièrement un cours de Formation Musicale
- * suivant la place disponible
- * après avis du professeur

DUREE

La durée de l'initiation instrumentale est fixée à 1 an.

Dès que l'élève arrive en Formation Musicale, niveau Débutant 2, il intégrera le 1er Cycle instrumental.

Les cours sont donnés en groupe (maximum 3 élèves) à raison de 10 minutes par élève.

EVALUATION

Dans tous les cas, l'initiation Instrumentale est une année préparatoire.

A l'issue d'une période d'essai d'un trimestre (avant les vacances de Noël) ou de la 1ère année, le professeur décide :

- * soit de le garder dans sa classe
- * soit de le réorienter vers un autre instrument en cas de difficulté

Deux fois dans l'année (février et juin), l'élève reçoit une fiche d'appréciation établie par son professeur.

1ER CYCLE

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_050-DE

ADMISSION

Pour les élèves de l'Ecole

- être au minimum en Formation Musicale niveau Débutant 2

Pour les nouveaux élèves

- avoir passé le test de Formation Musicale et être classé au minimum niveau Débutant 2.
- suivant la place disponible dans la classe instrumentale choisie.

Certaines classes sont réservées en priorité aux élèves dont les parents sont domiciliés à CHENÔVE. En cas de place disponible, les élèves pourront être admis à condition qu'ils aient fréquenté les cours de Formation Musicale au moins une année et suivant le résultat acquis pendant cette scolarité.

Classe de Piano

Pour débiter à la classe de Piano, les élèves ne devront pas être âgés de plus de 10 ans.

L'admission des débutants et des nouveaux élèves est prononcée après une période d'essai d'un trimestre (avant les vacances de Noël).

Sur avis du professeur, le directeur décide :

- de l'admission définitive dans le 1er cycle
- ou
- de la prolongation de cette période d'essai
- ou
- d'une réorientation.

DURÉE

La durée de ce cycle est fixée à 6 ans. Il n'y a pas d'année supplémentaire.

* Cas particuliers

Les élèves venant de l'extérieur seront classés par le professeur et informés du nombre d'années accordé pour terminer le cycle.

DISCIPLINES COMPLÉMENTAIRES OBLIGATOIRES

Formation Musicale

Tous les élèves ont l'obligation de suivre les cours de Formation Musicale où il est recommandé de ne pas prendre de retard par rapport au cursus instrumental.

Pratiques collectives

La pratique collective de la musique fait partie intégrante du cursus des études.

Les élèves ont donc l'obligation de participer à l'ensemble vocal ou aux divers ensembles instrumentaux pour lesquels ils sont désignés (sauf s'ils sont adhérents d'une Association Musicale de Chenôve)

Deux fois par an (février et juin) l'élève reçoit une fiche d'appréciation établie par ses différents professeurs.

Lors des contrôles annuels et de l'examen de fin de cycle, le jury tient compte de ces fiches d'appréciations.

Contrôles annuels

Chaque année, un contrôle permet de suivre la progression de l'élève.

Tous les élèves doivent se présenter aux contrôles annuels.

Le jury évalue les capacités et les résultats de l'élève en fonction du morceau qu'il a joué et soumis par le professeur, de son nombre d'années dans le cycle et de ses fiches d'appréciations. Il établit l'évaluation selon la notation suivante :

Très Bien, Bien, Assez Bien, Moyen, Insuffisant.

Le cas des élèves ayant obtenu la mention Insuffisant à un contrôle annuel est soumis au conseil pédagogique qui décidera après consultation du dossier de l'élève :

d'un avertissement

ou

d'une réorientation

ou

d'un renvoi

Les élèves qui, de façon régulière, ne se rendraient pas au cours de Pratique collective, ne seront pas autorisés à se présenter soit au contrôle, soit à l'examen instrumental de fin d'année.

Examens de fin de 1er Cycle

L'examen de fin de 1er Cycle a pour but de vérifier si les objectifs ont été atteints.

Les élèves peuvent être présentés, sur proposition du professeur, à partir de la 4ème année et obligatoirement la 6ème, dernière année du cycle.

Le jury évalue l'examen d'après un morceau imposé pour le changement de cycle. Il décerne une mention de pratique instrumentale 1er cycle avec: Très Bien, Bien, Assez Bien ou seule.

Les élèves n'ayant pas obtenu la notation suffisante sont classés dans les contrôles annuels.

Le cas des élèves ayant échoué à l'examen de fin de 1er cycle et ayant effectué le temps maximum

6 ans dans ce cycle est soumis au conseil pédagogique qui décidera, après consultation du dossier des élèves:

d'une réorientation

ou

d'un renvoi.

OBJECTIFS 1ER CYCLE

- Équilibre Corps/Instrument
- Acquisition des différents éléments de la technique de base
- Prise de conscience de l'importance de la tenue et du rapport équilibre/qualité de son
- Apprentissage d'une méthode de travail - l'élève doit être capable d'évaluer sa prestation en vue de l'acquisition d'une autonomie.
- Acquisition d'une certaine maîtrise du langage musical : compréhension d'un texte, sens de la phrase musicale (appui, phrasé,...)
- Connaissance et applications des termes musicaux.
- Connaissance des principes élémentaires et fonctionnement de son instrument.

2ème CYCLE

Envoyé en préfecture le 29/06/2021
Reçu en préfecture le 29/06/2021
Affiché le 30/06/2021
ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_050-DE

ADMISSION

Pour les élèves de l'Ecole :

- Avoir obtenu une mention de Pratique Instrumentale de fin de 1er Cycle.

Pour les nouveaux élèves :

- * avoir passé le test de Formation Musicale,
 - * suivant la place disponible dans la classe instrumentale,
 - * après une période d'essai d'un trimestre après consultation du professeur,
- le Directeur décide :
- de l'admission définitive dans le 2ème Cycle
 - ou
 - de la prolongation de cette période d'essai
 - ou
 - d'une réorientation

DUREE

La durée de ce cycle est fixée à 6 ans. Il n'y a pas d'année supplémentaire.

* Cas particuliers

Les élèves venant de l'extérieur seront classés par le professeur et informés du nombre d'années pour terminer le cycle.

DISCIPLINES COMPLEMENTAIRES OBLIGATOIRES

Formation Musicale

Tous les élèves ont l'obligation de suivre les cours de Formation Musicale où il est recommandé de ne pas prendre de retard par rapport au cursus instrumental.

Pratiques collectives

La pratique régulière de musique collective est nécessaire au cours du 2ème Cycle. Elle est partie intégrante du cursus des études.

Les élèves ont donc l'obligation de participer aux divers ensembles instrumentaux pour lesquels ils sont désignés (sauf s'ils sont adhérents à une Association Musicale de Chenôve).

EVALUATION

Deux fois par an (février - juin) l'élève reçoit une fiche d'appréciation établie par ses différents professeurs.

Lors des contrôles annuels et des examens de fin de cycle, le jury tient compte des fiches d'appréciation.

Contrôles annuels

Chaque année, un contrôle permet de suivre la progression de l'élève.

Tous les élèves doivent se présenter aux contrôles annuels.

Le jury évalue les capacités et les résultats de l'élève en fonction d'un morceau qu'il a joué et soumis par le professeur, de son nombre d'années dans le cycle et de ses fiches d'appréciations. Il établit l'évaluation selon la notation suivante : Très Bien - Bien - Assez Bien - Moyen - Insuffisant.

Le cas des élèves ayant la mention *Insuffisant* à un contrôle annuel est soumis au conseil pédagogique qui décidera, après consultation du dossier de l'élève :

d'un avertissement
ou
d'une réorientation
ou
d'un renvoi

Examen de fin de 2ème Cycle

L'examen de fin de cycle a pour but de vérifier si les objectifs ont été atteints.

Les élèves peuvent être présentés, sur proposition du professeur, à partir de la 4ème année et obligatoirement la 6ème qui est la dernière année du cycle.

Le jury évalue l'examen d'après un morceau imposé pour le changement de cycle.

Il décerne une mention de pratique instrumentale - 2ème cycle avec Très Bien, Bien, Assez-Bien ou seule.

Les élèves n'ayant pas obtenu la notation suffisante sont classés dans les contrôles annuels.

Le cas des élèves ayant échoué à l'examen de fin de 2ème cycle et ayant effectué le temps maximum (6 ans) dans ce cycle est soumis au conseil pédagogique qui décidera, après consultation du dossier des élèves :

d'une réorientation
ou
d'un renvoi

OBJECTIFS 2è CYCLE

- * - Approfondissement des éléments de base acquis au 1er Cycle en développant la musicalité, la technique et l'endurance.
- * - L'autonomie dans le travail technique doit être acquise. Il ne s'agit plus d'appliquer mais de trouver seul(e) comment résoudre les problèmes et effectuer des choix musicaux.
- * - Diversification du répertoire.
- * - L'élève doit :
 - * être capable de construire l'interprétation d'une œuvre.
 - * pouvoir déchiffrer à vue des pièces de niveau début 2ème cycle.
 - * connaître l'historique de son instrument et avoir un aperçu de son répertoire.
 - * avoir une certaine pratique de la musique d'ensemble.
- * - Savoir régler les problèmes matériels de l'instrument.

CYCLE FIN D'ETUDES

ADMISSION

Pour les élèves de l'Ecole

Avoir réussi l'examen instrumental de Fin de 2ème cycle.

Pour les nouveaux élèves

Avoir passé le test de Formation Musicale et être classé en Fin de 2ème cycle, suivant la place disponible dans la classe instrumentale.

Après une période d'essai d'un trimestre après consultation du professeur, le Directeur décide :

- * de l'admission définitive dans le cycle Fin d'Études
- ou
- * de l'admission définitive dans le 2ème cycle.

DUREE

La durée de ce cycle est fixée à 3 ans.

DISCIPLINES COMPLEMENTAIRES OBLIGATOIRES

Formation Musicale

S'ils n'ont pas encore obtenu leur Certificat, les élèves sont dans l'obligation de suivre les cours de Formation Musicale.

Pratiques collectives

Tous les élèves ont l'obligation de participer aux divers ensembles instrumentaux pour lesquels ils sont désignés (sauf s'ils sont adhérents à une Association Musicale de Chenôve).

EVALUATION

Deux fois par an (février - juin) l'élève reçoit une fiche d'appréciation établie par ses différents professeurs.

Lors des contrôles annuels et des examens de fin de cycle, le jury tient compte des fiches d'appréciation.

Contrôles annuels

Chaque année, un contrôle permet de suivre la progression de l'élève.

Tous les élèves doivent se présenter aux contrôles annuels.

Le jury évalue les capacités et les résultats de l'élève en fonction d'un morceau qu'il a joué et soumis par le professeur, de son nombre d'années dans le cycle et de ses fiches d'appréciations. Il établit l'évaluation selon la notation suivante : Très Bien - Bien - Assez Bien - Moyen - Insuffisant.

Examen de Fin d'Études

L'examen de fin de cycle a pour but de vérifier si les objectifs ont été atteints.

Les élèves peuvent être présentés, sur proposition du professeur, à partir de la 1^{ère} année si l'élève a obtenu son Certificat de Formation Musicale ou la 2^{ème} année et obligatoirement la 3^{ème} qui est la dernière année du cycle.

Le jury évalue l'examen d'après un morceau imposé. Il décerne une mention de pratique instrumentale - Fin d' Études avec Très Bien, Bien, Assez-Bien ou seule.

Les élèves n'ayant pas obtenu la notation suffisante sont classés dans les contrôles annuels.

Les élèves n'ayant pas obtenu leur mention en 3^{ème} année ne bénéficient pas d'une année supplémentaire.

OBJECTIFS FIN D'ÉTUDES

- * Acquisition des principaux éléments techniques de l'instrument.
- * Avoir une méthode de travail permettant à l'élève de maintenir son niveau, et si possible, de progresser.
- * Avoir, grâce à la pratique d'un répertoire varié, des références afin d'aborder seul(e) de nouvelles œuvres.
- * Acquisition d'une expérience de pratiques collectives suffisante pour être capable :
 - * de constituer un ensemble de musique de chambre et d'en gérer le travail.
 - * de tenir sa place de façon satisfaisante dans un ensemble et pouvoir y jouer en soliste.
- * Lui permettre, grâce à une bonne capacité au déchiffrage, d'interpréter à première vue, un texte de bon niveau.

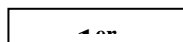


PRATIQUE COLLECTIVE

La pratique d'un ensemble instrumental ou vocal est obligatoire dès la fin du niveau Débutant 3 de Formation Musicale.

Envoyé en préfecture le 29/06/2021
Reçu en préfecture le 29/06/2021
Affiché le 30/06/2021
ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_050-DE

Organisation :



Les ensembles sont répartis par trimestre sur toute l'année scolaire. Chaque élève doit choisir une ou plusieurs activités dans une liste qui sera communiquée en début d'année.

Un ensemble par trimestre est demandé (3 minimum pour l'année)

La durée de l'activité varie entre 45 minutes et 1 heure hebdomadaire.

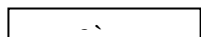
Les élèves sont considérés dans le 1^{er} cycle dès qu'ils ont terminé le niveau Débutant 3 de Formation Musicale, jusqu'à l'obtention de la mention nécessaire pour accéder cycle suivant.

Les élèves des 5^{ème} et 6^{ème} années pourront, suivant l'avis du professeur instrumental, suivre les ensembles du 2^{ème} cycle.

EVALUATION

- Participation avec la classe d'ensemble à une audition publique (au moins) dans l'année.
- Audition d'évaluation devant un jury.
- Avis du professeur.
- Prise en compte de l'assiduité, du travail et de la participation des élèves.

Les élèves ayant obtenu leur mention de Fin de 1^{er} cycle de Pratique Collective se verront remettre, à condition des mentions de Formation Musicale et Instrumentale, le Diplôme de Fin de 1^{er} Cycle.



Les ensembles sont répartis en 2 périodes de 15 à 16 semaines chacune.

Chaque élève devra choisir une ou plusieurs activités dans une liste qui sera communiquée en début d'année.

Le choix d'un ensemble par période est demandé (2 minimum) pour l'année.

La durée de l'activité varie entre 45 minutes et 1 heure hebdomadaire.

Les élèves sont considérés dans le 2^{ème} cycle dès qu'ils ont obtenu leur mention de Pratique Collective 1^{er} Cycle jusqu'à l'obtention de la mention nécessaire pour accéder au cycle suivant.

EVALUATION

- Participation avec la classe d'ensemble à une audition publique (au moins) dans l'année.
- Audition d'évaluation devant jury.
- Avis du professeur.

- Prise en compte de l'assiduité, du travail et de la participation des élèves.

Les élèves ayant obtenu leur mention de Fin de 2^{ème} cycle de Pratique Collective se verront remettre, à condition des mentions de Formation Musicale et Instrumentale, le Brevet de Fin de 2^{ème} Cycle.

Envoyé en préfecture le 29/06/2021
Reçu en préfecture le 29/06/2021
Affiché le 30/06/2021
ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_050-DE

ETN

Identique au 2nd cycle

Être en possession du Brevet de Fin de 2^{ème} cycle

Les élèves ayant obtenu leur mention de Fin d'Études de Pratique Collective se verront remettre, à condition des mentions de Formation Musicale et Instrumentale, le **Certificat de Fin d'Études Musicales**.

ELEVES

Les élèves fréquentant une Association musicale de la Ville et suivant le cursus traditionnel des études devront participer à un ensemble de pratique collective (duo, trio ou quatuor) sur l'**une** des périodes annuelles proposées jusqu'à l'obtention de la mention nécessaire pour le Brevet de Fin de 2nd cycle.

Pour obtenir la mention exigée par le Certificat de Fin d'Études Musicales, les élèves devront être en possession du Brevet de Fin de 2^{ème} Cycle et participer à un ensemble de pratique collective (duo, trio ou quatuor) sur l'**une** des périodes annuelles proposées jusqu'à l'obtention de la récompense nécessaire.

RECOMPENSES DE FIN DE CYCLES

Chaque fin de cycle est marquée par une récompense globale décernée aux élèves ayant obtenu leur mention (Unité de Valeur) dans chacune des disciplines suivantes :

- Formation musicale
- Pratique Instrumentale
- Pratique Collective

Les 3 mentions peuvent être acquises la même année ou sur un temps plus long. Suivant le cycle fréquenté, l'élève se verra remettre :

- **1^{er} Cycle** : Diplôme de Fin de 1^{er} Cycle
- **2^{ème} Cycle** : Brevet de Fin de 2^{ème} Cycle
- **Fin d'Études** : Certificat de Fin d'Études Musicales (CFEM)

Sauf pour le 1^{er} cycle, les récompenses et mentions (U.V) ne sont données qu'aux élèves du cycle « *Traditionnel* ».

DECOUVERTES MUSICALES

Permettre, aux élèves qui le souhaitent, de continuer une pratique musicale instrumentale et collective avec possibilité d'arrêt du cursus de Formation Musicale.

- . Être inscrit au Conservatoire depuis au moins une année scolaire et avoir obtenu le Diplôme de Fin de 1^{er} cycle **ou** avoir effectué 6 ans dans le 1^{er} cycle instrumental (temps maximum)
- . Droits d'inscriptions et tarifs identiques au cursus «*Traditionnel*»
- . Aucun critère d'âge
- . Durée maximum 6 ans ou suivant le niveau d'arrêt du cursus traditionnel.
- . Pratique collective obligatoire
- . Durée de fréquentation du cycle suivant le niveau d'arrêt dans le cursus «*Traditionnel*». Limitée à 5 années maximum.

3 disciplines :

- 1) Approche musicale
- 2) Cours instrumental
- 3) Pratique collective

1) APPROCHE MUSICALE

Organisation d'une session de 10 semaines à raison de 1 heure hebdo. Elle est obligatoire pour tous les élèves ayant terminé le 1^{er} Cycle de Formation Musicale et entrant en Préparatoire, Élémentaire ou Fin de 2^{ème} Cycle.

Elle se déroule pendant le 1^{er} trimestre de l'année scolaire (base 10 semaines) et comprend 2 périodes de 5 semaines :

- l'une avec ***Déchiffrage instrumental*** (*cordes, bois, cuivres, claviers et percussions*) réparti suivant l'instrument joué par l'élève. Si les conditions le permettent, il doit être fait par famille instrumentale, en ensemble (3 semaines) et individuel (2 semaines)

- l'autre suivant le choix des élèves parmi :

écoutes d'œuvres avec analyse de la partition

pratique rythmique active

direction d'un petit ensemble instrumental

Pour ces deux dernières disciplines, suivant le nombre des inscrits, deux groupes pourront être constitués :

- a) élèves venant des cours FM Préparatoire et Élémentaire
- b) élèves venant des cours FM Fin de 2^{ème} cycle

La liste des activités est envoyée en juin au moment des réinscriptions horaires. Les élèves devront indiquer leur choix, en plus du déchiffrage, plusieurs disciplines.

Lorsqu'un élève fréquente Approche Musicale le 1^{er} trimestre, il n'a pas l'obligation de l'ensemble instrumental ; cependant, la pratique collective lui reste vivement conseillée pendant cette période.

Pour les élèves qui devaient entrer en Formation Musicale cycle Fin d'Études, la fréquentation d'Approche Musicale étant facultative, un ensemble instrumental la remplace.

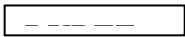
2) COURS INSTRUMENTAUX

Le temps instrumental est fixé à 30 minutes par semaine. Le cours peut être individuel ou collectif suivant l'organisation pédagogique du professeur.

Les élèves doivent se présenter aux contrôles annuels et participer au moins à une prestation publique dans l'année.

3) PRATIQUE COLLECTIVE

- . obligatoire pour tous les élèves
- . elle est organisée par périodes
- . les ensembles sont communs avec ceux du cursus «*Traditionnel* »
- . les élèves peuvent participer à plusieurs ensembles chaque trimestre.



Le niveau acquis par l'élève en Formation Musicale détermine la durée du cycle :

- élèves qui devaient entrer en Formation Musicale cours Préparatoire :
6 ans dont les 3 premières années avec fréquentation d'Approche musicale
- élèves qui devaient entrer en Formation Musicale cours Élémentaire :
5 ans dont les 2 premières années avec fréquentation d'Approche musicale
- élèves qui devaient entrer en Formation Musicale Fin de 2^{ème} Cycle :
4 ans dont la première année avec fréquentation d'Approche musicale
- élèves qui devaient entrer en Formation Musicale cours Moyen et Fin d'Études :
3 ans sans fréquentation d'Approche musicale

-O-O-

Les élèves fréquentant le cycle « *Découvertes Musicales* » ont la possibilité de réintégrer le cursus « *Traditionnel* » après avoir passé le test au mois de septembre.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_051

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ACTIVITÉS ET SÉJOURS SPORTIFS MUNICIPAUX : MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES ACTIVITÉS ET ADAPTATION DES CONDITIONS FINANCIÈRES

Par délibération n° 61 en date du 14 mai 2012, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur relatif aux activités sportives municipales qu'il a ensuite modifié, par les délibérations en date du 11 mai 2015, du 22 mai 2017 et du 24 juin 2019 afin d'intégrer des nouvelles activités.

Compte tenu de l'évolution des activités proposées par la direction des Sports de la ville de Chenôve, il apparaît nécessaire de modifier ledit règlement, concernant plus particulièrement :

- la dénomination des activités,
- les modalités d'inscription, notamment en période d'inscription pour l'été et pour la rentrée,
- les modalités de paiement, avec la possibilité de régler les inscriptions en ligne via l'espace citoyen et/ou par carte bancaire,
- le règlement de certaines activités au moment de l'inscription,
- la possibilité de régler les séjours et centre de vacances en plusieurs fois.

Par ailleurs, en raison du contexte sanitaire, deux adaptations sont nécessaires :

- la prolongation du dispositif « carte Pass'Sport Culture » jusqu'au 31 août 2022,
- l'attribution d'un avoir aux personnes ayant payé un droit d'inscription aux activités sportives de la saison 2020-2021. Cet avoir sera à déduire des frais d'inscription aux activités sportives de la saison 2021-2022. En cas de non réinscription, un remboursement sera à titre exceptionnel effectué.

Vu le projet de règlement intérieur des activités et séjours sportifs municipaux joint à la

présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les modifications du règlement intérieur des activités et séjours sportifs municipaux conformément aux conditions ci-dessus exposées,

ARTICLE 2 : D'approuver la prolongation du dispositif « carte Pass'Sport Culture » et l'attribution d'un avoir selon les conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Activités et séjours sportifs municipaux

Règlement intérieur

Présentation

La Direction des sports ~~loisirs et jeunesse~~ de la commune de Chenôve propose différentes activités et séjours sportifs destinés et adaptés au public, du plus jeune à la personne âgée. Ils visent comme objectifs :

- Permettre au plus grand nombre de pratiquer une activité sportive de loisirs quels que soient son âge, ses capacités et sa condition sociale.
- Développer son bien-être ainsi que son épanouissement physique et intellectuel.
- S'éveiller à la vie collective et développer l'autonomie.

Modalités d'inscription et de paiement

Pour tous les types d'activités, **l'inscription est définitive**. Aucune inscription par téléphone, par courrier ou par mail ne sera prise en compte.

Les inscriptions se font au guichet de la Maison des Sports située 15 rue de Marsannay à Chenôve ou en ligne via l'espace citoyen ~~(sauf séjours et centres de vacances)~~ ou tout autre lieu précisé dans les documents d'information.

Pour chaque activité ou centre de vacances, des catégories d'âge sont précisément fixées et doivent être respectées. L'équipe d'encadrement se réserve le droit de changer les personnes de groupe si le niveau et/ou l'âge demandé n'est pas requis.

Pour l'inscription d'un enfant, le livret de famille et le carnet de santé devront être présentés (ou copie des vaccins). A noter que pour ~~les~~ certaines activités nautiques, un test de natation de 25 m pourra être exigé.

Pour les habitants de Chenôve, la présentation d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile correspondant à la résidence principale (*avis d'imposition à la taxe d'habitation – quittance de loyer – facture de gaz, d'eau ou de téléphone de moins de 3 mois*) sont exigés à l'inscription pour bénéficier du tarif « Habitants Chenôve ».

Moyens de paiement acceptés : chèques bancaires à l'ordre de « régie unique ville de Chenôve », espèces, cartes bancaires ou en ligne en cas d'inscription via l'espace citoyen.

Les tarifs des activités sportives sont votés par le Conseil Municipal ou fixés par le Maire, le Conseil Municipal lui ayant délégué cette compétence. Ils figurent dans les plaquettes de présentation des activités.

En cas d'annulation des activités du fait de la collectivité dû à un cas de force majeure, un dédommagement pourra être envisagé.

En cas d'annulation des activités du fait de l'utilisateur, les sommes versées restent acquises à la collectivité, sauf en cas de présentation d'un certificat médical ou ~~en cas de force majeure~~ pour motif impérieux.

VACANCES SPORTIVES A LA CARTE POUR TOUS – SPORTS A LA CARTE

Les participants s'inscrivent pour les activités à la séance, à la journée ou à la semaine, tout au long de l'année, suivant les programmes proposés. Pour le descriptif des activités, les tarifs et les périodes d'inscription, il convient de consulter les dépliants édités et mis à disposition du public.

Les activités devront être réglées à l'inscription.

SPORTS A L'ANNÉE

Les participants s'inscrivent pour une année scolaire (de septembre à juin). Il n'y a pas d'activités (sauf pour la natation prénatale) pendant les vacances scolaires. Une inscription est égale à un forfait (pas de prorata). Un usager bénéficie donc d'environ 35 séances tout au long de l'année scolaire, nombre amené à varier en fonction de l'organisation des activités par la commune de Chenôve.

~~Les inscriptions se déroulent à la Maison des sports suivant les périodes indiquées dans la brochure de présentation des activités. Voir paragraphe modalités d'inscription~~

Les activités devront être réglées à l'inscription.

Pour les adultes, un certificat médical datant de moins d'un an est obligatoire.

Pour les mineurs, un questionnaire de santé devra être rempli par les parents tous les ans.

Assiduité

Il est fortement conseillé de suivre les séances le plus régulièrement possible.

En cas d'absence répétée non justifiée, le service s'autorise à donner la place à une autre personne inscrite sur liste d'attente, après en avoir informé au préalable l'intéressé. La commune de Chenôve se donne la possibilité de refuser l'inscription d'une personne n'ayant pas fréquenté l'activité pour laquelle elle était inscrite l'année précédente.

SÉJOURS SPORTIFS ET CENTRES DE VACANCES

~~Les inscriptions aux séjours ou centres de vacances se font à la Maison des Sports située 15 rue de Marsannay à Chenôve aux périodes précisées dans le programme. Voir paragraphe modalités d'inscription.~~

~~Concernant les centres de vacances proposés aux enfants, un certificat médical datant de moins de 3 mois est obligatoire.~~

Mode de règlement

Le paiement échelonné pourra être demandé selon les modalités suivantes :

Pour les séjours adultes

Première échéance : paiement de 30 % à la réservation,

Seconde échéance : paiement de 70 % une semaine avant le début du séjour.

Pour les séjours jeunes :

Première échéance : paiement de 30 % à la réservation,

Seconde échéance : paiement de 35 % un mois avant le début du séjour.

Troisième échéance : paiement de 35 % une semaine avant le début du séjour.

En cas d'annulation des séjours du fait de la collectivité, l'intégralité des sommes versées sera restituée.

En cas d'annulation par l'utilisateur, les sommes versées restent acquises à la collectivité sauf en cas de présentation d'un certificat médical ou en cas de force majeure. Dans ces deux hypothèses, si l'annulation intervient avant le paiement intégral du solde, l'intégralité des sommes versées reste acquise à la collectivité. L'annulation intervient après le paiement intégral du solde, le paiement de la première échéance reste acquis à la collectivité.

Cette modalité de paiement échelonné donnera lieu à la signature d'un acte engageant juridiquement l'utilisateur, précisant l'échéancier et portant acceptation des modalités de paiement de la prestation. L'absence de paiement d'une échéance dans les délais rend caduque la réservation et entraîne la non restitution des sommes versées.

Par dérogation au principe de paiement avant la prestation, les familles bénéficiaires d'aide peuvent fournir une attestation de prise en charge du ou des organismes payeurs. Selon les séjours, il est possible de déduire l'aide aux temps libre de la C.A.F. (sous réserve de la validité du forfait).

MOTIFS D'EXCLUSION

La commune de Chenôve peut refuser l'accès aux activités précitées en cas de non-respect du présent règlement et en particulier pour les motifs suivants :

- Dossier d'inscription incomplet
- ~~Non-paiement dans les délais impartis des sommes dues~~
- Indiscipline notoire insolence grave impolitesse vis-à-vis du personnel,
- Absences répétées et non justifiées.

Pour les personnes mineures, en cas de problème, l'équipe pédagogique prendra contact avec les familles.

ASSURANCE ET RESPONSABILITÉS

La commune de Chenôve décline toute responsabilité en cas d'accident survenu avant ou après les horaires de l'activité.

Les mineurs sont sous la responsabilité du personnel d'encadrement dans les temps des horaires prévus et annoncés sur les documents d'informations. Avant et après les horaires fixés, sous réserve de retards imputables au fonctionnement du service, les mineurs sont sous la responsabilité des parents.

Sans autorisation parentale dûment **et** remplie au préalable et avec l'accord du service, aucun mineur ne pourra rejoindre son domicile sans être accompagné de la personne responsable de l'enfant.

La commune de Chenôve ne saurait être tenue pour responsable des accidents survenus indépendamment de toute faute de sa part.

De façon générale, le contrat d'assurance souscrit par la commune de Chenôve n'assure pas la couverture en première ligne en cas d'accident.

Les participants devront vérifier que leur assurance « responsabilité civile » couvre bien les activités choisies par eux même ou par leurs enfants. Le cas échéant, ils devront souscrire en complément une assurance individuelle accident.

La commune de Chenôve ne peut être reconnue responsable en cas de perte, vol, bris d'objet ou de vêtements apportés ou portés.

PROGRAMMES D'ACTIVITÉS

La Direction des Sports ~~des Loisirs et de la Jeunesse~~ de la commune de Chenôve s'attache à suivre le contenu des programmes proposés. Cependant, ils peuvent être modifiés, sans information préalable, compte tenu de facteurs indépendants de la volonté du service.

La Direction des Sports ~~Loisirs Jeunesse~~ tient à la disposition du public

- Une fiche d'inscription par famille
- Le présent règlement
- Les programmes des activités
- Les tarifs
- Le projet éducatif de la Municipalité en ce qui concerne le sport ~~et les loisirs~~.

DROIT A L'IMAGE

Lors de l'inscription, l'utilisateur devra donner ou non son autorisation de publier, exposer, diffuser la (ou le) photographie(s) ou vidéo(s) prise(s) par la Ville de Chenôve des membres de sa famille dans le cadre des activités proposées par ses services.

Cette autorisation concerne les usages suivants : publication dans les supports de communication et d'informations municipales, exposition, campagnes d'affichage sur le mobilier urbain, site internet de la ville et ses réseaux sociaux.

L'autorisation est consentie à titre gratuit et ne donnera en conséquence lieu à aucune rémunération quelle qu'elle soit.

LITIGE

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige. A défaut, tout contentieux afférent à l'interprétation ou à l'application du présent règlement sera soumis au Tribunal administratif de Dijon conformément aux articles R.312-1 et suivants du code de justice administrative.

**L'inscription à une ou plusieurs activités ou séjours
est conditionnée à l'acceptation du présent règlement.**

Utilisation de vos données personnelles: les données personnelles recueillies dans le cadre de ce formulaire font l'objet d'un traitement informatisé et sont destinées aux services de la Ville de Chenôve en charge de traiter votre demande. Elles ne sont en aucun cas transmises à des tiers ou réutilisées à d'autres fins.

Conformément à la loi « informatique et liberté » du n° du 20 juin 1978 N°2018-493, et au règlement général sur la protection des données 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à rgpd@ville-chenove.fr. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_052

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

PROMOTION ET PROGRESSION DU SPORT : RÉPARTITION DE L'ENVELOPPE 2021

Le dispositif « Promotion et Progression du Sport » a pour but principal d'aider les clubs sportifs de Chenôve à promouvoir le développement du sport individuel et collectif au niveau national.

La démarche engendrée par l'enveloppe PPS est, de ce fait, triple :

- promouvoir le haut niveau et aider à y accéder,
- le soutenir de façon à la pérenniser,
- régler au mieux les situations d'accession s'approchant de l'élite nationale. C'est pour cette raison qu'une partie de l'enveloppe est versée directement à l'Office Municipal des Sports en cas de besoin, en cours d'année.

La répartition des subventions versées au titre de ce dispositif est proposée par le Bureau de l'Office Municipal des Sports qui s'est réuni le 10 avril 2021.

Les crédits correspondants à un montant de 102 000 € sont inscrits au budget primitif 2021.

Vu la proposition du bureau de l' Office Municipal des Sports,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'attribuer les subventions telles que proposées dans le tableau ci-dessous :

ASSOCIATION TIR A L'ARC	3 000 €
ATHLETIC CLUB	12 000 €
A.D.O.C. (orientation)	4 000 €
BASKET CLUB	22 000 €
ENTENTE BOULISTE SPORTIVE	5 500 €
INDEPENDANTE (gym)	14 000 €
LUTTE CLUB	10 500 €
CHENOVE NATATION	10 500 €
VOLLEY CLUB	2 500 €
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	18 000 €

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. HABERKORN

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_053

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR 2021 – COMPLÉMENT

En complément de la délibération n° DEL_2021_016 du 29 mars 2021, portant sur les subventions aux associations et autres organismes pour l'année 2021, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement à **ADAPEI 21**, à hauteur de 500 €.

Cette association a notamment pour mission de représenter les personnes en situation de handicap et leurs familles auprès des pouvoirs publics, des collectivités locales, des organismes sociaux ou encore des administrations.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2021.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accorder une subvention de 500 € à ADAPEI 21,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions

par :

VOTES
33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_054

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN LOCAL À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PIONNIERS DE FRANCE : AUTORISATION DE SIGNATURE

L'association « Les Pionniers de France » est un mouvement d'éducation populaire, dont le but est d'agir dans les quartiers pour améliorer le quotidien des enfants et contribuer à améliorer leur vie dans toute la société.

À compter du 1^{er} septembre 2021, la Ville de Chenôve souhaite mettre à disposition de l'association départementale « Les Pionniers de France » un local, à titre gracieux, à l'école élémentaire Jules Ferry pour assurer l'accueil d'enfants pour des activités pédagogiques ainsi que pour l'activité administrative de l'association.

L'association mettra également à disposition la salle de manière ponctuelle aux enseignants et aux élèves de l'école élémentaire Jules Ferry dans le cadre de l'Orchestre à l'école.

Considérant qu'un contrat de prêt à usage ne peut être conclu ou révisé par le maire qu'après délibération du conseil municipal.

L'ensemble des modalités relatives à la mise à disposition du local est détaillé dans le projet de convention joint en annexe.

Vu les articles 1875 et 1876 du Code civil,

Vu le projet de convention de mise à disposition de locaux, joint en annexe,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux ci-annexée,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX

Entre

La commune de Chenôve

2, place Pierre Meunier
21300 Chenôve

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération n° XXX du Conseil Municipal en date du 28 juin 2021.

N° SIRET : 212 101 661 000 16

Ci-après dénommée Le propriétaire,

Et

L'association départementale des Pionniers de France

12 boulevard Henri Bazin
21300 Chenôve

Représentée par Monsieur Jean-Louis BOISSON.

N° SIREN : 400 150 512

Ci-après dénommée Le preneur,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Mise à disposition des locaux

Le propriétaire met à disposition du **preneur** une annexe dans le bâtiment extérieur de l'aile gauche de l'école élémentaire Jules Ferry, 32 rue Jules Ferry 21300 CHENÔVE.

Il est convenu que **le propriétaire** confie une clé au **preneur** et celui-ci s'engage à ne pas établir de doubles.

Le bien est mis à disposition dans son état actuel que **le preneur** déclare bien connaître.

Article 2 : Conditions d'utilisation des locaux mis à disposition

Le preneur utilisera le bien conformément à sa destination, à savoir l'accueil d'enfants pour des activités pédagogiques ainsi que pour l'activité administrative de l'association et diverses initiatives en vue de faire vivre la culture au sein du quartier.

Le preneur répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit du fait d'un tiers. **Le preneur** supportera toutes les réparations qui deviendraient nécessaires par suite des dégradations résultant de son fait ou de celui d'un tiers.

Le preneur s'engage à respecter la tranquillité et la sécurité de son voisinage.

Le preneur assure le nettoyage et l'entretien des locaux.

Le propriétaire est tenu de délivrer le local en bon état d'usage et de réparation de toute sorte. Il s'engage à effectuer les grosses réparations du bien conformément aux dispositions prévues par le code civil.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, soit du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2024.

Article 4 : Conditions financières

Les locaux susvisés sont mis à disposition **du preneur** à titre gracieux.

Article 5 : Frais de structure

Le propriétaire prend à sa charge tous les frais de structure liés à la mise à disposition du local.

Article 6 : Cession, sous-location

Il est interdit au **preneur** :

- De concéder la jouissance du bien à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement, à titre gratuit ou onéreux. **Le propriétaire** peut toutefois, à titre exceptionnel et d'un commun accord avec **le preneur**, mettre à disposition le local aux élèves et enseignants de l'école élémentaire Jules Ferry (*exemple : dans le cadre de l'Orchestre à l'École*),
- De céder le bénéfice de la présente convention, en tout ou partie.

Article 7 : Assurances – Conditions d’occupation

Le preneur s’engage à tenir les locaux en bon état, à souscrire toutes assurances utiles liées à l’occupation du bien. Il produira dès la signature de la présente convention ainsi que, le cas échéant, tous les ans, au **propriétaire** les attestations correspondantes, sans que ce dernier ait besoin d’en faire la demande. Le contrat d’assurance souscrit par **le preneur** est global et porte notamment sur les risques locatifs (incendie, explosions, dégâts des eaux), le risque « recours des voisins » et la responsabilité civile suite à dommages corporels et matériels et les dommages aux biens.

Le propriétaire déclare avoir souscrit un contrat d’assurance garantissant les responsabilités pouvant lui incomber en sa qualité de propriétaire non occupant.

Article 8 : État des lieux

Les parties conviennent de se dispenser d’un état des lieux, l’association déclarant connaître et avoir visité le local qui accueille l’activité.

Article 9 : Résiliation – Fin anticipée de la convention

Si l’une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l’un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée pourra mettre fin de plein droit à la présente convention après l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure restée sans effet.

La résiliation de la convention par l’une ou l’autre des parties est possible quel qu’en soit le motif dans le respect d’un préavis d’un mois.

En cas d’accord amiable, les parties peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Toute résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de nécessité absolue, et pour motifs d’intérêt général, la ville de Chenôve pourra être contrainte à mettre fin à la présente convention. Pour autant, aucune indemnité ne sera demandée par **le preneur** et **le propriétaire** ne sera aucunement tenu de trouver un nouveau local au **preneur**.

Article 10 : Règlement des litiges

Les contestations qui pourraient s’élever au sujet de la validité, de l’exécution, de l’interprétation ou de la résiliation de la présente convention relèveront du tribunal compétent de Dijon.

Fait à Chenôve, le
En deux exemplaires originaux

**Pour la commune de Chenôve
Le Maire,**

**Pour l'association départementale
Les Pionniers de France
Le Représentant,**

Monsieur Thierry FALCONNET

Monsieur Jean-Louis BOISSON

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_055

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN LOCAL À L'ASSOCIATION CULTURELLE DE RENCONTRE ET DE DIALOGUE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Créée en 2019, l'association Culturelle de Rencontre et de Dialogue a pour objet :

- la rencontre et le dialogue entre les habitants de Chenôve,
- faciliter l'intégration et l'échanges d'idées,
- assurer la médiation entre les habitants.

À compter du 1^{er} septembre 2021, la Ville de Chenôve souhaite mettre à disposition de l'association Culturelle de Rencontre et de Dialogue un local, à titre gracieux, dans la salle d'activité n° 3 située au Centre social, afin que celle-ci puisse assurer ses missions.

Considérant qu'un contrat de prêt à usage ne peut être conclu ou révisé par le maire qu'après délibération du conseil municipal.

L'ensemble des modalités relatives à la mise à disposition du local est détaillé dans le projet de convention joint en annexe.

Vu les articles 1875 et 1876 du Code civil,

Vu le projet de convention de mise à disposition de locaux, joint en annexe,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux ci-annexée,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX

Entre

La commune de Chenôve

2, place Pierre Meunier
21300 Chenôve

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération n° XXX du Conseil Municipal en date du 28 juin 2021.

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Et

L'association Culturelle de Rencontre et de Dialogue,

7, rue Édouard Herriot
21300 Chenôve

Représentée par Monsieur Mohamed EL HAJAJI agissant en qualité de Président, en vertu des statuts adoptés par l'assemblée constitutive de l'association en date du 4 avril 2019.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Mise à disposition des locaux

La Ville met à disposition de l'association Culturelle de Rencontre et de Dialogue la salle d'activité n°3 située au Centre social, sis 2 place Pierre Meunier à Chenôve, pour le déroulement d'activités de lien social.

Article 2 : Conditions d'utilisation des locaux mis à disposition

L'association Culturelle de Rencontre et de Dialogue s'engage à utiliser la salle mise à disposition afin de :

- Proposer des rencontres entre habitants de Chenôve,
- Faciliter l'intégration et l'échange d'idées,
- Faire de la médiation entre les habitants.

Trois jeux de clés de la salle n°3 sont mis à disposition de l'association, ainsi qu'un jeu de clés de l'entrée principale du Centre Social pour accéder au point d'eau et aux sanitaires. Toute reproduction des jeux de clés est strictement interdite.

L'association pourra bénéficier de trois mises à disposition gratuite de la « grande salle » du Tremplin, par demande écrite au Maire de Chenôve.

Le Président de l'association sera l'interlocuteur du directeur général adjoint de la Ville de Chenôve.

Article 2.1 : Horaires

Les locaux sont mis à disposition de l'association tous les jours de la semaine, de 8H00 à 22H00.

Exceptionnellement, une autorisation jusqu'à minuit peut être sollicitée par demande écrite au Maire de Chenôve.

En cas de non-respect des horaires, la Ville de Chenôve se réserve le droit de résilier la présente convention.

Article 2.2 : Hygiène/Propreté

L'association s'engage à maintenir les lieux en bon état et à en assurer l'entretien. Elle prend à sa charge toute réparation nécessaire suite à dégradation résultant de son fait ou du fait des personnes qu'elle accueille dans le cadre de ses activités. Elle ne pourra procéder sans accord de la Ville de Chenôve à des travaux d'aménagement.

Le cas échéant, la Ville de Chenôve se réserve le droit de réclamer, au terme de la convention, le rétablissement aux frais de l'occupant de tout ou partie des lieux dans leur état initial.

Article 2.3 : Sécurité des biens et des personnes

En cas d'incident (bagarre, vandalisme, bris d'objets ...), l'association doit immédiatement appeler la police nationale ainsi que le personnel d'astreinte de la commune aux numéros de téléphone qui lui ont été remis.

L'utilisateur doit :

- respecter et faire respecter les consignes de sécurité propres à chaque salle communale,

- éteindre les lumières, fermer toutes fenêtres et portes,
- s'assurer que les issues de secours de la salle utilisée ne sont pas obstruées.

Il est formellement interdit :

- de réaliser des aménagements,
- d'utiliser les installations à d'autres fins que celles pour lesquelles elles sont prévues,
- d'accueillir un nombre supérieur à 30 personnes,
- d'occuper le domaine public à proximité des salles sans autorisation préalable,
- de se livrer à des jeux ou actes pouvant porter atteinte à la sécurité du public,
- de faire usage de feux d'artifice, pétards ou fumigènes,
- de fumer et vapoter dans tous les lieux fermés et couverts accueillant du public,
- de jeter ou laisser ses déchets dans les espaces verts et/ou aux abords des salles,
- d'introduire des animaux (sauf chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap),
- d'utiliser des barbecues, bouteilles de gaz ou tout autre produit inflammable à l'intérieur et à l'extérieur des salles,
- de stationner devant les issues de secours.

Par ailleurs, la Ville de Chenôve ne saurait être tenue pour responsable des éventuels dommages causés par une utilisation inadéquate de la salle attribuée.

Article 2.4 : Nuisances sonores

L'association veillera à ce que le voisinage ne soit pas perturbé par des nuisances liées à une sonorisation excessive, à des comportements individuels ou collectifs bruyants.

Toute mise à disposition du bien au profit d'un tiers est interdite.

Article 3 : Assurances

L'association Culturelle de Rencontre et de Dialogue s'engage à tenir les locaux en bon état, à souscrire toutes assurances pour ses adhérents et toute personne présente dans les locaux, pour les risques encourus en sa qualité d'occupante ainsi qu'en sa qualité d'entité organisatrice. Elle produira sur demande de la Ville de Chenôve les attestations correspondantes. Le contrat d'assurance souscrit par l'association est global et porte notamment sur les garanties suivantes :

- Responsabilité civile suite à dommages corporels et matériels,
- Dommages aux biens,
- Défense et recours,
- Indemnités des dommages corporels,
- Manifestations spécifiques.

Article 4 : État des lieux

Les parties conviennent de se dispenser d'un état des lieux, l'association déclarant connaître et avoir visité le local qui accueille l'activité.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans, soit du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2023.

Article 6 : Condition financière

La mise à disposition de la salle visée à l'article 1 se fait à titre gracieux.

Article 7 : Résiliation – Fin anticipée de la convention

En cas d'inexécution par l'association des obligations contractuelles résultant de la présente convention, la Ville de Chenôve se réserve le droit, après concertation avec l'intéressé, de résilier la convention passé un délai d'un mois après l'envoi d'une lettre de mise en demeure restée sans effet. Plus généralement, si l'une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée pourra mettre fin de plein droit à la présente convention passé un délai d'un mois après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet.

En cas d'accord amiable, les parties pourront mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Article 8 : Règlement des litiges

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention relèveront du tribunal compétent de Dijon.

Fait à Chenôve, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Ville de Chenôve
Le Maire,

Pour l'association Culturelle de Rencontre et de Dialogue
Le Président,

Monsieur Thierry FALCONNET

Monsieur Mohamed EL HAJAJI

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_056

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

CESSION À LA SPLAAD DE 17 GARAGES, 13 BOXES ET DES ANCIENNES RÉSERVES D'ECOMARKET ET SES ANNEXES

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) l'opération d'aménagement dite « Centralité » par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement.

Dans le cadre de l'opération « Centralité », l'aménagement d'un parc sur le site libéré par la démolition de l'ancien centre commercial Saint-Exupéry permettra d'engager une véritable métamorphose du secteur en laissant la place, sur une dalle de parking en ouvrage, à la nature, aux déplacements doux, aux espaces de jeux pour les enfants, aux promenades et à la convivialité.

Afin de réduire l'emprise de la dalle et retrouver des espaces de pleine terre nécessaires à l'aménagement du parc, il est prévu de démolir partiellement le parking en ouvrage sur les deux secteurs suivants appartenant à la collectivité (voir plan annexé) :

- un premier secteur composé de 17 garages et 13 boxes,
- un second secteur, d'une superficie de 1 200 m², composé de l'ancienne réserve du magasin EcoMarket et ses annexes.

Afin de permettre la réalisation de ces démolitions, il convient préalablement de céder les emprises concernées à la SPLAAD. Cette cession pourrait être consentie pour un montant de 1 € symbolique qui sera en contrepartie des aménagements effectués par la SPLAAD.

Il est précisé que les frais liés à l'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.

Vu l'avis de France Domaine,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique,

Travaux en date du 15 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de 17 garages, 13 boxes ainsi qu'une réserve et ses annexes pour un montant de 1 € symbolique,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant dont les frais seront à la charge de l'acquéreur,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

31 POUR

2 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. RAILLARD - M. AMODEO

Pour extrait certifié conforme,

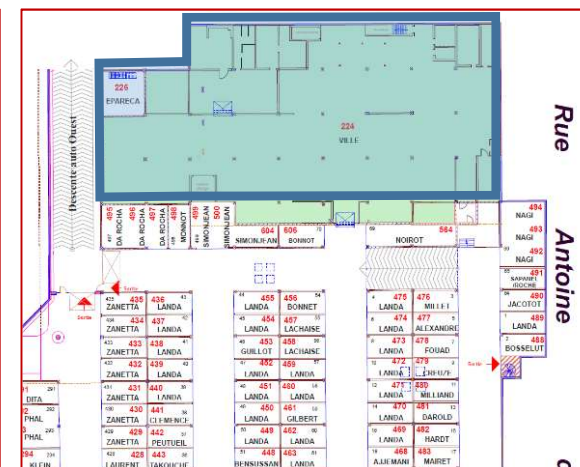


Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Cession des garages à la SPLAAD

Envoyé en préfecture le 29/06/2021
Reçu en préfecture le 29/06/2021
Affiché le 30/06/2021
ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_056-DE



Les garages et boxes concernés par la cession sont les suivants:

- 17 garages (227, 250, 228, 229, 637, 231, 232, 639, 659, 236, 237, 605, 655, 238, 239, 645, 247)
- 13 boxes (613, 614, 615, 616, 619, 622, 608, 623, 624, 625, 626, 627)
- Réserve + annexes (ancienne réserve d'ECOMARKET) – 1 200m²

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_057

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA RAMPE D'ACCÈS AU PARKING SAINT-EXUPÉRY DEPUIS LA RUE SAINT-EXUPÉRY AINSI QU'UNE PARTIE SUR LA DALLE SUPÉRIEURE À CE PARKING

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) l'opération d'aménagement dite « Centralité » par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement.

Dans le cadre de l'opération « Centralité », l'aménagement d'un parc sur le site libéré par la démolition de l'ancien centre commercial Saint-Exupéry permettra d'engager une véritable métamorphose du secteur en laissant la place, sur une dalle de parking en ouvrage, à la nature, aux déplacements doux, aux espaces de jeux pour les enfants, aux promenades et à la convivialité.

La réalisation de cet aménagement nécessite de modifier le périmètre et l'assiette de la copropriété « Saint-Exupéry » constituée des garages en ouvrage et ses annexes afin de réduire son emprise aux seuls lots et parties conservés.

Dans ce cadre, il convient de régulariser la situation foncière des emprises suivantes (cf. plan joint) aujourd'hui situées sur le domaine public :

- rampe d'accès au parking souterrain côté Est dont l'usage est exclusivement réservé aux occupants des garages,
- partie supérieure de la dalle permettant l'accès piéton, côté Sud, à la copropriété « Les Vignes Blanches ».

Il est précisé qu'à l'issue de cette régularisation foncière :

- la rampe d'accès au parking sera intégrée dans l'emprise de la copropriété « Saint-

- Exupéry »,
- la partie supérieure de la dalle sera intégrée, quant à elle, à la copropriété « Les Vignes Blanches ».

Préalablement, il convient donc de prendre acte de la désaffectation de ces emprises et de prononcer leur déclassement afin qu'elles ne soient plus rattachées au domaine public communal.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 juin 2021.

Vu le plan joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De prendre acte de la désaffectation des emprises foncières dépendant du domaine public de la collectivité, conformément au plan annexé

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à procéder au déclassement des emprises susmentionnées,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

4 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. RAILLARD - Mme DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. AMODEO - M. MOURTADA


Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



 Emprise à déclasser : rampe d'accès au parking souterrain, côté tramway, ainsi qu'une partie de l'accès à la copropriété « les Vignes Blanches ».

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_058

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

MODIFICATIF DE L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES DE LA COPROPRIÉTÉ SAINT-EXUPÉRY

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) l'opération d'aménagement dite « Centralité » par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement.

Dans le cadre de l'opération « Centralité », l'aménagement d'un parc sur le site libéré par la démolition de l'ancien centre commercial Saint-Exupéry permettra d'engager une véritable métamorphose du secteur en laissant la place, sur une dalle de parking en ouvrage, à la nature, aux déplacements doux, aux espaces de jeux pour les enfants, aux promenades et à la convivialité.

La réalisation de cet aménagement nécessite de :

- modifier le périmètre et l'assiette de la copropriété « Saint-Exupéry » constituée des garages en ouvrage et ses annexes afin de réduire son emprise aux seuls lots et parties conservés,
- créer un volume correspondant aux aménagements qui seront réalisés en surface incluant l'étanchéité de la dalle et les fosses d'arbres conservées.

Préalable à la réalisation du projet d'aménagement du parc, la démarche de régularisation des assiettes foncières nécessite d'établir :

- un document modificatif du parcellaire cadastral en vue de créer l'ensemble des parcelles nécessaires aux modifications prévues,
- un modificatif de l'état descriptif de division en volumes des volumes existants en vue de créer les volumes nécessaires aux modifications prévues,
- un nouvel état descriptif de division en volumes permettant de créer les volumes correspondant à la rampe d'accès au parking souterrain et à l'accès piéton de la copropriété « Les Vignes Blanches »,

- un état descriptif de division modificatif de la copropriété existante en vue de réduire la copropriété « Saint-Exupéry » aux seuls lots et parties conservés et créer les servitudes induites notamment pour le passage des réseaux d'eaux pluviales dans le parking souterrain.

Il est précisé qu'à l'issue de cette démarche de régularisation des assiettes foncières, la commune deviendra propriétaire du volume 6 correspondant aux aménagements réalisés en surface incluant l'étanchéité de la dalle et les fosses d'arbres conservées.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les documents « état descriptif de division en volumes modificatif n°1 », « état descriptif de division en volumes » et « projet d'état descriptif de division modificatif n°13 scission » annexés à la présente délibération,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

3 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. RAILLARD - Mme DE LA TOUR D'Auvergne - M. AMODEO

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

DÉCRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT RÉFORME DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Article 7 (partie) - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité dans un service chargé de la publicité foncière doit indiquer, pour chacun des immeubles qu’il concerne, la nature, la situation, la contenance et la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DÉCRET N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955 RELATIF À LA RÉNOVATION ET À LA CONSERVATION DU CADASTRE

Article 25 (partie) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, doit être constaté par un document d’arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et certifié par elles, qui est soumis au Service du Cadastre préalablement à la rédaction de l’acte réalisant le changement de limite, pour vérification et numérotage des nouveaux ilots de propriété.

L’établissement des documents portant modification du parcellaire cadastral relève de personnes agréées par l’Administration, dont la liste est rendue publique et consultable dans les bureaux du Cadastre. L’arrêté du 22 décembre 1992 relatif à l’information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l’exécution des travaux, le professionnel remet un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, arpentage, etc.). Cette obligation s’applique également à la note d’honoraires. L’arrêté précise aussi l’obligation d’affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES. – Elles interviennent à la demande ou avec l’accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard du fichier immobilier (parcelles toutes non publiées ou toutes publiées au service de la publicité foncière et, en principe, non grevées de droits différents).

DIVISIONS DE PARCELLES. – Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D’UN PROCÈS-VERBAL D’ARPENTAGE OU DE BORNAGE. – Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée dès lors que cette opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (signe conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Nous soussigné(e)s Commune de CHENOVE

(1) demandons

☐ la modification du parcellaire cadastral selon les énonciations d’un acte à publier.

☒ la modification du parcellaire cadastral selon les indications du présent document d’arpentage.

☐ l’application d’un procès-verbal

d’arpentage ☐ (1)

de bornage ☐ (1)

conformément aux indications du présent document d’arpentage.

À _____, le _____ *Signature(s) du (ou des) propriétaire(s)*

Aucune suite n’a pu être donnée à la demande ci-dessus pour le motif suivant : _____

Cachet du service

À _____, le _____

L _____

(1) Cocher les cases correspondantes.

département COTE-D'OR		
commune Chenôve		
préfixe 000	section AI	feuille

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

PUBLICITÉ FONCIÈRE ET CONSERVATION CADASTRALE

MODIFICATION
DU PARCELLAIRE CADASTRAL

Document d’arpentage établi en application de
l’article 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

ESQUISSE (1)

Document établi pour (2)

☐ Changement de limite(s) de propriété

☐ Rectification de limites figurées au plan cadastral

☒ Nouvel agencement de la propriété

☐ Application d’un plan d’arpentage ou d’un procès-verbal de bornage sans modifications des limites parcellaires figurées au plan cadastral (3)

☐ Lotissement

☐ Expropriation

☒ Document d'arpentage numérique

Libellé du fichier numérique associé : 21-166-000-AI-0161_DA.txt

DÉSIGNATION DES PARTIES
propriétaire(s) avant modification <u>Commune de CHENOVE</u>
propriétaire(s) après modification <u>Commune de CHENOVE</u>

PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT
Cabinet GIEN PNOT
Mme GIEN Géraldine
41 rue de Mulhouse
21000 DIJON
Tel : 03.80.38.02.00
Mél. : contact@gp-geometres.com

Procès-verbal 6493 N exp joint
oui <input type="checkbox"/> (2) numéro : _____
non <input type="checkbox"/> (2)

Date de réception du document	Date de l'application sur PCI
	Respect du format DA numérique <input type="checkbox"/>

N° 6493 N – (SDNC-DGFIP) – Mai 2017

(1) Rayer la mention inutile; préciser, le cas échéant, s’il s’agit d’une esquisse provisoire.

(2) Cocher la case correspondante.

(3) Remplir obligatoirement une demande en dernière page lorsque l’opération ne donne pas lieu aux formalités de publicité foncière prescrites par l’article 28-4° du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

CHANGEMENTS CONSTATÉS, ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_058-DE

(colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

SITUATION ANCIENNE						SITUATION NOUVELLE																			
PRÉFIXE : 000						PRÉFIXE : 000																			
SECTION	N° DE PLAN	CONTENANCE			arpentage	SECTION	N° DE PLAN	Désignation provisoire (1)	NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE	N° DE LOT DE LOTISSEMENT	CONTENANCE			CALCULS AUXILIAIRES ET COMPENSATIONS DES RÉSULTATS		arpentage	MISE AU POINT FISCALE								
1	2	ha	3	a	ca	4	5	6	7	8	9	ha	10	a	ca	11	12	LET. INDIC. 13	NATURE DE CULTURE 14	CLASSE 15	CONTENANCE				
																					ha	16	a	ca	
																S. graphique	Compensation								
AI	161		2	43				a	Commune de CHENOVE					24		24									règle 1/10° => 0
								b	Commune de CHENOVE				2	19		213									S>90% => 6
																Total : 237								Total : 6	
																S. graphique	Compensation								
AI	DP		2	29				c	Commune de CHENOVE					80		80									0
								d	Commune de CHENOVE				1	49		149									0
																Total : 229								Total : 0	
																	</								

À _____, le _____

(1) La personne habilitée à établir le document doit identifier chaque parcelle nouvelle, sur l'extrait de plan, par une désignation provisoire sous la forme A, B, C...

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Commune : 021166
Ch. d'Avy
N° de l'acte :
Date de l'acte :
Reçu en préfecture le 29/06/2021
Affiché le 30/06/2021
ID 021-212101661-20210629-DEL 2021_058-DE

021166	ordre du document d'arpentage
Document certifié et numéroté le	Document certifié et numéroté le
AI	01
Plan	: P4
Figure	: 1/1000
Édition	: 1/1000
Édition	: 26/06/2002

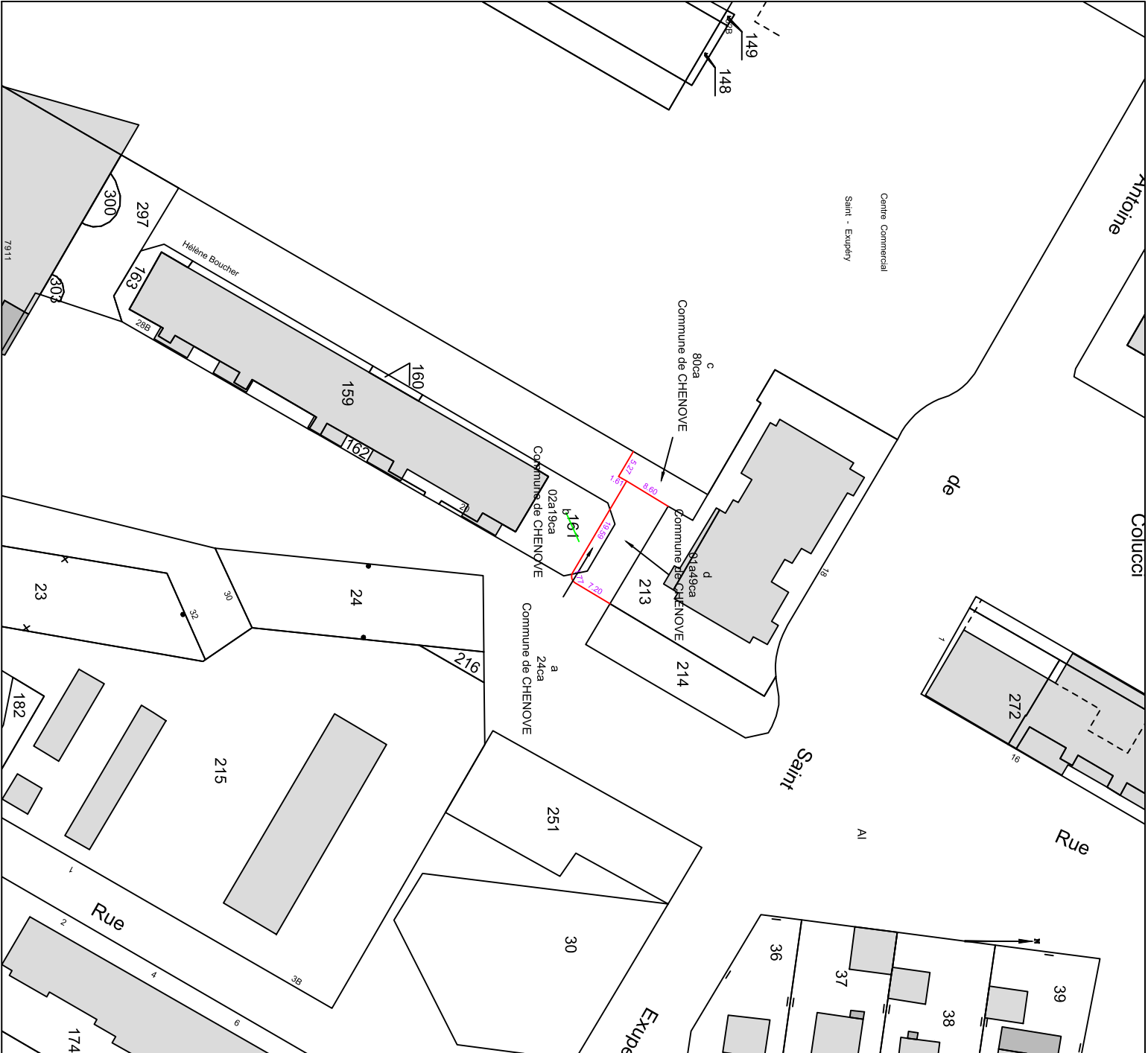
MODIFICATION DU PARCELLEIRE CADASTRAL
D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFIP)

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)
Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : 26/05/2021, effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le par M géomètre à
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.
A , le

Document dressé par
Mme. GLEN, Géraldine
à DIJON
Date 26/05/2021
Signature :

Cachet du rédacteur du document :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan révisé par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualité ou l'autorité compétente).



DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR
COMMUNE DE CHENOVE

Rue Antoine de Saint-Exupéry

Section AI n° 15 & 21

**ETAT DESCRIPTIF DE
DIVISION EN VOLUMES
MODIFICATIF n° 1**

D17.255C – GG/SM

26 mai 2021

LIMINAIRE

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_058-DE

L'ensemble immobilier faisant l'objet du présent état descriptif de division est situé à CHENOVE, rue Antoine de Saint-Exupéry. Il est cadastré Section AI n° 15 pour une contenance cadastrale de 06a 70ca et Section AI n° 21 pour une contenance cadastrale de 01ha 33a 47ca, soit une contenance cadastrale totale de 01ha 40a 17ca.

Cet ensemble immobilier a fait l'objet :

- d'un **Etat Descriptif de Division en Volumes** reçu le 30-06-1995 par Me Jean-Paul DOMY, notaire à CHENOVE (21), publié au service de la publicité foncière de Dijon le 26-07-1995, volume 95P n° 7658 ;
- d'une **attestation rectificative** le 12-09-1995 par Me Jean-Paul DOMY, publiée le 15-09-1995, volume 1995P n° 9401.

Le présent modificatif de l'état descriptif de division en volumes consiste à :

- 1 - Diviser le Volume 1 pour créer les Volumes 3 à 12 ;
- 2 - Diviser le Volume 2 pour créer les Volumes 13 à 17.

Le tout en vue de modifier l'assiette foncière de la copropriété actuellement établie sur le Volume 1, préalablement aux travaux d'aménagement prévus en surplomb du parking souterrain.

MODIFICATIF

1 – DIVISION DU VOLUME 1

Le Volume 1 dont la désignation, telle qu'elle figure à l'acte du 30-06-1995, suit :

« VOLUME numéro UN (1)

Un volume immobilier de forme irrégulière composée de différentes fractions communiquant entre elles comprenant :

- *Une fraction d'une section de 135 m², sans limite de profondeur et située en dessous de la cote N.G.F. 260,00.*
- *Une fraction d'une section de 200 m², sans limite de profondeur et située en dessous de la cote N.G.F. 260,56.*
- *Une fraction d'une section de 118 m², sans limite de profondeur et située en dessous de la cote N.G.F. 260,69.*
- *Une fraction d'une section de 1700 m², sans limite de profondeur et située en dessous de la cote N.G.F. 261,41.*
- *Neuf fractions d'une section totale de 19 m² (aérations), sans limite de profondeur et situées en dessous de la cote N.G.F. 261,85.*
- *Une fraction d'une section et d'une base de 11845 m², sans limite de profondeur et sans limite en élévation. »*

Est supprimé et divisé en Volumes 3 à 12 dont la désignation suit :

Volume n° 3

Il est constitué par un volume de forme complexe composé de dix-sept polygones désignés 3-1 à 3-17 et définis comme suit :

- Polygone 3-1

Une surface de projection au sol de 212 m² environ.

Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-2**

Une surface de projection au sol de 3 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-3**

Une surface de projection au sol de 1 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-4**

Une surface de projection au sol de 4 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-5**

Une surface de projection au sol de 4 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-6**

Une surface de projection au sol de 30 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-7**

Une surface de projection au sol de 4 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-8**

Une surface de projection au sol de 4 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-9**

Une surface de projection au sol de 4 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-10**

Une surface de projection au sol de 4 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-11**

Une surface de projection au sol de 11 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-12**

Une surface de projection au sol de 8 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 3-13**

Une surface de projection au sol de 5 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone a pour limite supérieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,41 m environ.

- **Polygone 3-14**

Une surface de projection au sol de 8 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone a pour limite supérieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,41 m environ.

- **Polygone 3-15**

Une surface de projection au sol de 7 453 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone a pour limite supérieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,35 m environ.

- **Polygone 3-16**

Une surface de projection au sol de 149 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone a pour limite supérieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 260,69 m environ.

- **Polygone 3-17**

Une surface de projection au sol de 1 675 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone a pour limite supérieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,41 m environ.

Ledit Volume 3 figure sous teinte bleue claire aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 4

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 4**

Une surface de projection au sol de 1 273 m² environ.
Ce volume n'a pas de limite inférieure.
Ce volume n'a pas de limite supérieure.

Ledit Volume 4 figure sous teinte orange aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 5

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 5**

Une surface de projection au sol de 1 769 m² environ.
Ce volume n'a pas de limite inférieure.
Ce volume n'a pas de limite supérieure.

Ledit Volume 5 figure sous teinte orange aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 6

Il est constitué par un volume de forme complexe composé de huit polygones désignés 6-1 à 6-8 et définis comme suit :

- **Polygone 6-1**

Une surface de projection au sol de 10 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 6-2**

Une surface de projection au sol de 14 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 6-3**

Une surface de projection au sol de 14 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 6-4**

Une surface de projection au sol de 10 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 6-5**

Une surface de projection au sol de 10 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 6-6**

Une surface de projection au sol de 10 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 6-7**

Une surface de projection au sol de 7 423 m² environ.
Ce polygone a pour limite inférieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,35 m environ.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 6-8**

Une surface de projection au sol de 30 m² environ.
Ce polygone a pour limite inférieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,35 m environ.
Ce polygone a pour limite supérieure la face supérieure de l'étanchéité de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,50 m environ.

Ce polygone comprend la partie supérieure de la dalle mitoyenne à

Ledit Volume 6 figure sous teinte jaune aux documents graphiques ci-

Volume n° 7

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 7**

Une surface de projection au sol de 62 m² environ.

Ce volume n'a pas de limite inférieure.

Ce volume n'a pas de limite supérieure.

Ledit Volume 7 figure sous teinte jaune aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 8

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 8**

Une surface de projection au sol de 138 m² environ.

Ce volume n'a pas de limite inférieure.

Ce volume a pour limite supérieure la cote NGF de 260,00 m.

Ledit Volume 8 figure sous teinte verte aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 9

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 9**

Une surface de projection au sol de 199 m² environ.

Ce volume n'a pas de limite inférieure.

Ce volume a pour limite supérieure la cote NGF de 260,56 m.

Ledit Volume 9 figure sous teinte verte aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 10

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 10**

Une surface de projection au sol de 30 m² environ.

Ce volume a pour limite inférieure la face supérieure de l'étanchéité de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,50 m environ.

Ce volume n'a pas de limite supérieure.

Ce volume ne comprend ni la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, ni son étanchéité.

Ledit Volume 10 figure sous teinte rose aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 11

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- Volume 11

Une surface de projection au sol de 131 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

Ledit Volume 11 figure sous teinte violette aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 12

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- Volume 12

Une surface de projection au sol de 877 m² environ.
Ce polygone n'a pas de limite inférieure.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

Ledit Volume 12 figure sous teinte verte aux documents graphiques ci-annexés.

2 – DIVISION DU VOLUME 2

Le Volume 2 dont la désignation, telle qu'elle figure à l'acte du 30-06-1995, suit :

« VOLUME numéro DEUX (2)

Un volume immobilier de forme irrégulière composée de différentes fractions communiquant entre elles comprenant :

- *Une fraction d'une base de 135 m², sans limite en élévation et située au-dessus de la cote N.G.F. 260,00.*
- *Une fraction d'une base de 239 m², sans limite en élévation et située au-dessus de la cote N.G.F. 260,56.*
- *Une fraction d'une base de 118 m², sans limite en élévation et située au-dessus de la cote N.G.F. 260,69.*
- *Une fraction d'une base de 1700 m², sans limite en élévation et située au-dessus de la cote N.G.F. 261,41.*
- *Neuf fractions d'une base totale de 19 m², sans limite en élévation et situées au dessus de la cote N.G.F. 261,85.*
- *Et le droit d'y réaliser tous aménagements dans les conditions des règles et servitudes ci-après.*

Est supprimé et divisé en Volumes 13 à 17 dont la désignation suit :

Volume n° 13

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- Volume 13

Une surface de projection au sol de 199 m² environ.
Ce polygone a pour limite inférieure la cote NGF de 260,56 m.

Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_058-DE

Ledit Volume 13 figure sous teinte verte aux documents graphiques ci-

Volume n° 14

Il est constitué par un volume de forme complexe composé de deux polygones désignés 14-1 à 14-2 et définis comme suit :

- **Polygone 14-1**

Une surface de projection au sol de 1 675 m² environ.

Ce polygone a pour limite inférieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,41 m environ.

Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

- **Polygone 14-2**

Une surface de projection au sol de 149 m² environ.

Ce polygone a pour limite inférieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 260,69 m environ.

Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

Ledit Volume 14 figure sous teinte jaune aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 15

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 15**

Une surface de projection au sol de 138 m² environ.

Ce polygone a pour limite inférieure la cote NGF de 260,00 m.

Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

Ledit Volume 15 figure sous teinte verte aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 16

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 16**

Une surface de projection au sol de 5 m² environ.

Ce polygone a pour limite inférieure la cote NGF de 261,41 m.

Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

Ledit Volume 16 figure sous teinte bleue claire aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 17

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 17**

Une surface de projection au sol de 8 m² environ.
Ce polygone a pour limite inférieure la cote NGF de 261,41 m.
Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

Ledit Volume 17 figure sous teinte bleue claire aux documents graphiques ci-annexés.

TABLEAU RECAPITULATIF						
N° de Volume	N° de polygone	Niveau(x)	Limite Inférieure (cote NGF)	Limite Supérieure (cote NGF)	Surface de projection au sol (en m²)	Observations
3	3-1	Tous	Aucune	Aucune	212 m²	Issu de la division du Volume 1
	3-2	Tous	Aucune	Aucune	3 m²	
	3-3	Tous	Aucune	Aucune	1 m²	
	3-4	Tous	Aucune	Aucune	4 m²	
	3-5	Tous	Aucune	Aucune	4 m²	
	3-6	Tous	Aucune	Aucune	30 m²	
	3-7	Tous	Aucune	Aucune	4 m²	
	3-8	Tous	Aucune	Aucune	4 m²	
	3-9	Tous	Aucune	Aucune	4 m²	
	3-10	Tous	Aucune	Aucune	4 m²	
	3-11	Tous	Aucune	Aucune	11 m²	
	3-12	Tous	Aucune	Aucune	8 m²	
	3-13	Sous-sol	Aucune	261,41 m	5 m²	
	3-14	Sous-sol	Aucune	261,41 m	8 m²	
	3-15	Sous-sol	Aucune	261,35 m	7 453 m²	
	3-16	Sous-sol	Aucune	260,69 m	149 m²	
	3-17	Sous-sol	Aucune	261,41 m	1 675 m²	
4	-	Tous	Aucune	Aucune	1 273 m²	Issu de la division du Volume 1
5	-	Tous	Aucune	Aucune	1 769 m²	Issu de la division du Volume 1
6	6-1	Tous	Aucune	Aucune	10 m²	Issu de la division du Volume 1
	6-2	Tous	Aucune	Aucune	14 m²	
	6-3	Tous	Aucune	Aucune	14 m²	
	6-4	Tous	Aucune	Aucune	10 m²	
	6-5	Tous	Aucune	Aucune	10 m²	
	6-6	Tous	Aucune	Aucune	10 m²	
	6-7	RdC	261,35 m	Aucune	7 423 m²	
	6-8	RdC	261,35 m	261,50 m	30 m²	
7	-	Tous	Aucune	Aucune	62 m²	Issu de la division du Volume 1
8	-	Sous-sol	Aucune	260,00 m	138 m²	Issu de la division du Volume 1
9	-	Sous-sol	Aucune	260,56 m	199 m²	Issu de la division du Volume 1
10	-	RdC	261,50 m	Aucune	30 m²	Issu de la division du Volume 1
11	-	Tous	Aucune	Aucune	131 m²	Issu de la division du Volume 1
12	-	Tous	Aucune	Aucune	877 m²	Issu de la division du Volume 1
13	-	RdC	260,56 m	Aucune	199 m²	Issu de la division du Volume 2
14	14-1	RdC	261,41 m	Aucune	1 675 m²	Issu de la division du Volume 2
	14-2	RdC	260,69 m	Aucune	149 m²	
15	-	RdC	260,00 m	Aucune	138 m²	Issu de la division du Volume 2
16	-	RdC	261,41 m	Aucune	5 m²	Issu de la division du Volume 2
17	-	RdC	261,41 m	Aucune	8 m²	Issu de la division du Volume 2

Précisions concernant les superficies et les altitudes

Les superficies indiquées sont celles résultant de l'état descriptif de division en volumes initial et de l'état des lieux après démolition du centre commercial.

Les cotes altimétriques mentionnées au présent Etat Descriptif de Division en Volumes sont rattachées au système NGF.

En cas de différences, tant en planimétrie qu'en altimétrie, **on s'en tiendra aux éléments de maçonnerie existants (dalles, murs, etc.) après aménagement.**

Précisions concernant les limites entre les volumes

L'ensemble des définitions métriques des volumes (altitudes et superficies) est donné avec la tolérance d'usage en matière de construction de bâtiments.

De plus, des contraintes techniques sont susceptibles d'apporter des modifications en cours de réalisation des ouvrages (épaisseurs de dalles par exemple). Les éléments définitifs ne pourront être connus avec exactitude qu'après récolement des constructions à l'achèvement des travaux.

En cas de différences dans la définition métrique des volumes, on s'en tiendra, selon le cas, au nu du mur, à l'axe du mur mitoyen, au joint de dilatation entre deux murs, au dessous, au dessus ou au milieu de la dalle, selon la définition desdits volumes.

Aucun propriétaire ne pourra se prévaloir de légères différences d'exécution des murs ou des dalles du fait, notamment, pour les dalles, des pentes nécessaires à l'écoulement des eaux et des contraintes techniques de réalisation, ce, dans la mesure où ces différences ne porteront pas gêne et préjudice aux autres volumes.

Les mêmes règles s'appliqueront en cas de reconstruction.

SERVITUDES

Le CHAPITRE IV – SERVITUDES de l'Etat Descriptif de Division en Volumes du 30-06-1995 est inchangé, à l'exception des points suivants :

- Dans le paragraphe *OUVRAGES / 1°– Ouvrages de base / Entretien – reconstruction*, les phrases :
« L'intégralité des éléments de structure (piliers, poutres, dalle de couverture des parkings et de leur voie de desserte située sous la voie piétonne ou sous un local individuel, étanchéité de la dalle de couverture) appartiendra aux propriétaires des volumes dans lesquels ils sont situés.
Etant précisé que l'application de cette règle conduit aux solutions suivantes dans deux cas particuliers :
 - a) le "plancher" d'un local construit au-dessus d'un parking fait partie du volume supérieur constitué par le local,*
 - b) quand la "dalle de couverture" constitue le support de la voie piétonne et charretière, elle appartiendra avec son étanchéité au volume supérieur ; la protection de l'étanchéité et le revêtement proprement dit appartiendront au même volume »*

Sont supprimées et remplacées par l'alinéa **h)** tel que modifié ci-après.

- Dans le paragraphe *OUVRAGES / 1°– Ouvrages de base / Entretien – reconstruction*, l'alinéa :
« a) Entretien
La charge d'entretien incombe aux propriétaires des volumes dans lesquels sont situés ces éléments de structure. »

Est remplacé comme suit :

a) Entretien

La charge d'entretien des éléments de structure incombe aux propriétaires des volumes auxquels ils appartiennent.

- Dans le paragraphe *OUVRAGES / 1°– Ouvrages de base / Entretien – reconstruction*, l'alinéa :

« h) *Mitoyenneté*

** dalle – outre ce qui est dit ci-dessus relativement à l'appartenance des différents éléments de celle-ci, il est précisé qu'aucune mitoyenneté n'existera entre eux ;*

** murs verticaux – piliers – ces éléments appartiendront au propriétaire du lot sur lequel ils sont édifiés. Toutes cloisons verticales séparant deux lots et non expressément comprises dans un de ces lots seront réputées mitoyennes. »*

Est supprimé et remplacé comme suit :

h) Propriété des ouvrages

Lorsque deux volumes sont séparés par une dalle horizontale, cette dalle, y compris ses poutres, est mitoyenne ; en particulier la dalle de couverture du parking souterrain. Le complexe d'étanchéité de la dalle de couverture du parking souterrain, ainsi que sa protection, appartiendra aux volumes supérieurs.

Lorsqu'un mur vertical sépare un volume construit d'un volume non construit, ce mur séparatif appartient au volume construit ; toutefois par exception à cette règle, les murs verticaux des aérations du parking souterrain et des fosses de plantation des arbres seront mitoyens.

Lorsque deux volumes construits sont séparés par un mur vertical, celui-ci est mitoyen.

Lorsque deux volumes sont séparés par un joint de dilatation, la limite est située à l'axe de ce joint. Chacun des murs verticaux situés de part et d'autre du joint de dilatation appartiendront respectivement au volume du côté duquel ils sont situés.

L'ensemble des éléments de structure (dalles horizontales, piliers, murs verticaux, etc.) qui ne servent pas de séparation entre volumes, mais entièrement compris à l'intérieur d'un volume, appartiendront au volume dans lequel ils sont situés.

L'ensemble des revêtements superficiels appartiendront au volume du côté duquel ils sont situés, et ce quand bien même lesdits éléments de structure seraient mitoyens.

- Le titre du paragraphe « 1/ *Servitudes supportées par le VOLUME DEUX* »
Est remplacé par « Servitudes supportées par les VOLUMES SIX et QUATORZE »
- Le titre du paragraphe « 2/ *Servitudes supportées par le VOLUME UN* »
Est remplacé par « Servitudes supportées par les VOLUMES TROIS, SEIZE et DIX-SEPT »

DOCUMENTS ANNEXÉS

Sont annexés au présent État Descriptif de Division en Volumes Modificatif :

- Un listing des polygones constituant les volumes 3 à 17 ;
- Deux coupes horizontales des volumes au niveau du sous-sol et du rez-de-chaussée, à l'échelle du 1/500 – Format A3.

LISTING DE POLYGONES

Volume – Polygone : 3-1
Section : 212 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m ²)
32	1851674.67	6234874.14				
			33.346	7.32		
33	1851678.33	6234880.48				
			333.829	4.73		
34	1851674.25	6234882.88				
			333.829	23.72		
35	1851653.80	6234894.90				
			233.466	7.54		
36	1851650.02	6234888.38				
			133.348	28.47		
32	1851674.67	6234874.14				

Volume – Polygone : 3-2
Section : 3 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m ²)
26	1851681.98	6234868.87				
			183.405	1.04		
27	1851682.25	6234867.86				
			134.505	2.81		
28	1851684.66	6234866.41				
			233.536	2.76		
29	1851683.28	6234864.03				
			183.405	0.17		
30	1851683.32	6234863.87				
			33.269	3.59		
31	1851685.11	6234866.98				
			334.634	3.65		
26	1851681.98	6234868.87				

Volume – Polygone : 3-3
Section : 1 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m ²)
22	1851682.81	6234863.22				
			132.863	0.26		
23	1851683.03	6234863.09				
			234.048	5.38		
24	1851680.29	6234858.46				
			334.110	0.22		
25	1851680.10	6234858.58				
			33.536	5.37		
22	1851682.81	6234863.22				

Volume – Polygone : 3-4
Section : 4 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m ²)
65	1851669.24	6234806.14				
			133.462	1.67		
66	1851670.69	6234805.30				
			34.224	2.47		
67	1851671.96	6234807.42				

			333.607	1		
68	1851670.51	6234808.27				
			234.201	2.48		
65	1851669.24	6234806.14				

Volume – Polygone : 3-5
Section : 4 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
61	1851660.06	6234790.33				
			133.885	1.67		
62	1851661.50	6234789.48				
			33.271	2.55		
63	1851662.78	6234791.69				
			333.793	1.67		
64	1851661.33	6234792.54				
			233.240	2.55		
61	1851660.06	6234790.33				

Volume – Polygone : 3-6
Section : 30 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
57	1851652.22	6234784.48				
			133.410	5.27		
58	1851656.78	6234781.84				
			33.560	5.70		
59	1851659.65	6234786.76				
			333.485	5.25		
60	1851655.11	6234789.40				
			233.816	5.71		
57	1851652.22	6234784.48				

Volume – Polygone : 3-7
Section : 4 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
116	1851668.64	6234757.28				
			234.658	2.51		
115	1851667.34	6234755.13				
			133.122	1.66		
81	1851668.78	6234754.31				
			34.658	2.50		
84	1851670.08	6234756.45				
			333.636	1.66		
116	1851668.64	6234757.28				

Volume – Polygone : 3-8
Section : 4 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
114	1851682.18	6234780.66				
			232.775	2.56		
113	1851680.92	6234778.44				
			133.368	1.64		
93	1851682.34	6234777.61				
			32.775	2.55		
96	1851683.60	6234779.83				
			333.527	1.64		
114	1851682.18	6234780.66				

Volume – Polygone : 3-9
Section : 4 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m ²)
112	1851686.74	6234788.41				
			233.474	2.58		
111	1851685.44	6234786.18				
			133.565	1.62		
97	1851686.84	6234785.37				
			33.474	2.58		
100	1851688.13	6234787.60				
			333.628	1.62		
112	1851686.74	6234788.41				

Volume – Polygone : 3-10
Section : 4 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m ²)
110	1851691.21	6234796.24				
			232.504	2.57		
109	1851689.96	6234794.00				
			133.539	1.64		
101	1851691.38	6234793.17				
			32.504	2.59		
104	1851692.64	6234795.43				
			332.934	1.64		
110	1851691.21	6234796.24				

Volume – Polygone : 3-11
Section : 11 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m ²)
42	1851711.43	6234803.02				
			133.858	4.64		
43	1851715.44	6234800.66				
			34.181	2.32		
44	1851716.62	6234802.65				
			333.540	4.67		
45	1851712.59	6234805.00				
			233.520	2.29		
42	1851711.43	6234803.02				

Volume – Polygone : 3-12
Section : 8 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m ²)
38	1851736.32	6234880.09				
			233.428	1.76		
39	1851735.44	6234878.58				
			133.188	4.34		
40	1851739.21	6234876.41				
			33.762	1.74		
41	1851740.09	6234877.92				
			333.375	4.35		
38	1851736.32	6234880.09				

Volume – Polygone : 3-13
Section : 5 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
--------------------------	--	--	--	--	---------------	--

Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
14	1851721.17	6234920.20				
			233.735	2.20		
15	1851720.06	6234918.30				
			133.314	2.30		
16	1851722.05	6234917.15				
			33.657	0.29		
17	1851722.20	6234917.41				
			33.657	1.90		
37	1851723.16	6234919.04				
			333.739	2.30		
14	1851721.17	6234920.20				

Volume – Polygone : 3-14

Section : 8 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
4	1851691.66	6234896.33				
			133.544	2.73		
5	1851694.02	6234894.96				
			34.568	2.74		
6	1851695.43	6234897.30				
			333.787	2.80		
7	1851693.01	6234898.72				
			232.848	2.75		
4	1851691.66	6234896.33				

Volume – Polygone : 3-15

Section : 7453 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
33	1851678.33	6234880.48				
			233.346	7.32		
32	1851674.67	6234874.14				
			133.340	8.07		
69	1851681.66	6234870.10				
			183.405	1.28		
26	1851681.98	6234868.87				
			134.634	3.65		
31	1851685.11	6234866.98				
			233.269	3.59		
30	1851683.32	6234863.87				
			383.405	0.17		
29	1851683.28	6234864.03				
			233.536	0.94		
22	1851682.81	6234863.22				
			132.863	0.26		
23	1851683.03	6234863.09				
			234.048	5.38		
24	1851680.29	6234858.46				
			334.110	0.22		
25	1851680.10	6234858.58				
			233.536	36.12		
70	1851661.95	6234827.35				
			133.541	19.11		
71	1851678.46	6234817.75				
			233.546	12.19		
72	1851672.33	6234807.21				
			333.607	0.43		
67	1851671.96	6234807.42				

			234.224	2		
66	1851670.69	6234805.30				
			133.462	0.46		
73	1851671.09	6234805.07				
			233.546	15.74		
74	1851663.17	6234791.46				
			333.793	0.46		
63	1851662.78	6234791.69				
			233.271	2.55		
62	1851661.50	6234789.48				
			133.885	0.44		
75	1851661.89	6234789.26				
			233.546	3.28		
76	1851660.24	6234786.42				
			333.485	0.68		
59	1851659.65	6234786.76				
			233.560	5.70		
58	1851656.78	6234781.84				
			133.410	0.68		
77	1851657.37	6234781.49				
			233.546	30.22		
78	1851642.17	6234755.37				
			133.692	26.00		
79	1851664.61	6234742.25				
			133.762	9.24		
80	1851672.58	6234737.57				
			133.645	0.71		
56	1851673.19	6234737.22				
			383.928	17.65		
81	1851668.78	6234754.31				
			333.122	5.50		
82	1851664.01	6234757.04				
			35.434	2.55		
83	1851665.36	6234759.20				
			133.636	5.47		
84	1851670.08	6234756.45				
			32.936	6.46		
85	1851673.27	6234762.06				
			333.300	5.43		
86	1851668.57	6234764.77				
			33.367	2.58		
87	1851669.86	6234767.00				
			133.495	5.40		
88	1851674.53	6234764.29				
			34.021	6.40		
89	1851677.79	6234769.80				
			334.205	5.44		
90	1851673.11	6234772.59				
			32.990	2.57		
91	1851674.38	6234774.82				
			134.054	5.45		
92	1851679.07	6234772.05				
			33.847	6.46		
93	1851682.34	6234777.61				
			333.368	5.44		
94	1851677.64	6234780.34				
			33.159	2.56		
95	1851678.91	6234782.56				
			133.527	5.42		
96	1851683.60	6234779.83				

			33.715	6		
97	1851686.84	6234785.37				
			333.565	5.43		
98	1851682.15	6234788.10				
			33.250	2.58		
99	1851683.44	6234790.34				
			133.628	5.44		
100	1851688.13	6234787.60				
			33.567	6.45		
101	1851691.38	6234793.17				
			333.539	5.39		
102	1851686.72	6234795.88				
			32.530	2.53		
103	1851687.96	6234798.09				
			132.934	5.38		
104	1851692.64	6234795.43				
			232.504	2.59		
101	1851691.38	6234793.17				
			233.567	6.45		
100	1851688.13	6234787.60				
			233.474	2.58		
97	1851686.84	6234785.37				
			233.715	6.41		
96	1851683.60	6234779.83				
			232.775	2.55		
93	1851682.34	6234777.61				
			233.847	6.46		
92	1851679.07	6234772.05				
			233.075	2.59		
89	1851677.79	6234769.80				
			234.021	6.40		
88	1851674.53	6234764.29				
			232.592	2.57		
85	1851673.27	6234762.06				
			232.936	6.46		
84	1851670.08	6234756.45				
			234.658	2.50		
81	1851668.78	6234754.31				
			183.928	17.65		
56	1851673.19	6234737.22				
			33.520	76.11		
42	1851711.43	6234803.02				
			33.520	2.29		
45	1851712.59	6234805.00				
			33.520	59.73		
55	1851742.60	6234856.64				
			133.491	4.05		
54	1851746.11	6234854.60				
			33.016	4.64		
53	1851748.41	6234858.63				
			133.726	2.78		
52	1851750.80	6234857.23				
			33.525	13.62		
105	1851757.64	6234869.00				
			332.349	5.98		
106	1851752.42	6234871.91				
			332.055	13.13		
107	1851740.92	6234878.25				
			234.823	0.70		
108	1851740.55	6234877.65				

			333.375	0.34		
41	1851740.09	6234877.92				
			233.762	1.74		
40	1851739.21	6234876.41				
			333.188	4.34		
39	1851735.44	6234878.58				
			33.428	1.76		
38	1851736.32	6234880.09				
			333.375	0.76		
1	1851735.67	6234880.47				
			233.435	10.34		
2	1851730.48	6234871.53				
			333.647	47.95		
3	1851689.07	6234895.71				
			33.559	35.37		
8	1851706.87	6234926.28				
			333.443	6.39		
10	1851701.34	6234929.49				
			233.519	53.91		
34	1851674.25	6234882.88				
			133.829	4.73		
33	1851678.33	6234880.48				

Volume – Polygone : 3-16

Section : 149 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
18	1851727.49	6234914.34				
			233.525	6.18		
19	1851724.38	6234908.99				
			133.525	24.06		
20	1851745.19	6234896.90				
			33.435	6.21		
21	1851748.30	6234902.27				
			333.459	24.06		
18	1851727.49	6234914.34				

Volume – Polygone : 3-17

Section : 1675 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
1	1851735.67	6234880.47				
			233.435	10.34		
2	1851730.48	6234871.53				
			333.647	47.95		
3	1851689.07	6234895.71				
			85.045	2.65		
4	1851691.66	6234896.33				
			133.544	2.73		
5	1851694.02	6234894.96				
			34.568	2.74		
6	1851695.43	6234897.30				
			333.787	2.80		
7	1851693.01	6234898.72				
			232.848	2.75		
4	1851691.66	6234896.33				
			285.045	2.65		
3	1851689.07	6234895.71				
			33.559	35.37		
8	1851706.87	6234926.28				

			333.443	3		
9	1851704.10	6234927.89				
			333.443	3.19		
10	1851701.34	6234929.49				
			33.519	6.20		
11	1851704.46	6234934.85				
			133.491	21.54		
12	1851723.08	6234924.03				
			233.932	4.27		
13	1851720.91	6234920.36				
			133.739	0.30		
14	1851721.17	6234920.20				
			233.735	2.20		
15	1851720.06	6234918.30				
			133.314	2.30		
16	1851722.05	6234917.15				
			33.657	0.29		
17	1851722.20	6234917.41				
			133.459	6.11		
18	1851727.49	6234914.34				
			233.525	6.18		
19	1851724.38	6234908.99				
			133.525	24.06		
20	1851745.19	6234896.90				
			233.435	18.98		
1	1851735.67	6234880.47				

Volume : 4
Section : 1273 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
76	1851660.24	6234786.42				
			333.485	5.93		
60	1851655.11	6234789.40				
			233.816	5.71		
57	1851652.22	6234784.48				
			133.410	5.95		
77	1851657.37	6234781.49				
			233.546	30.22		
78	1851642.17	6234755.37				
			333.645	13.38		
138	1851630.62	6234762.12				
			233.572	8.99		
131	1851626.10	6234754.35				
			322.889	2.12		
132	1851624.11	6234755.09				
			28.012	15.20		
133	1851630.58	6234768.84				
			33.521	30.10		
134	1851645.71	6234794.87				
			333.521	2.30		
135	1851643.72	6234796.02				
			33.536	36.25		
70	1851661.95	6234827.35				
			133.541	19.11		
71	1851678.46	6234817.75				
			233.546	12.19		
72	1851672.33	6234807.21				
			333.607	0.43		
67	1851671.96	6234807.42				

			333.607	1		
68	1851670.51	6234808.27				
			234.201	2.48		
65	1851669.24	6234806.14				
			133.462	1.67		
66	1851670.69	6234805.30				
			133.462	0.46		
73	1851671.09	6234805.07				
			233.546	15.74		
74	1851663.17	6234791.46				
			333.793	0.46		
63	1851662.78	6234791.69				
			333.793	1.67		
64	1851661.33	6234792.54				
			233.240	2.55		
61	1851660.06	6234790.33				
			133.885	1.67		
62	1851661.50	6234789.48				
			133.885	0.44		
75	1851661.89	6234789.26				
			233.546	3.28		
76	1851660.24	6234786.42				

Volume : 5
Section : 1769 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
27	1851682.25	6234867.86				
			334.505	9.46		
126	1851674.15	6234872.75				
			334.505	1.56		
127	1851672.81	6234873.55				
			233.636	1.48		
128	1851672.06	6234872.27				
			333.843	30.72		
129	1851645.58	6234887.84				
			383.694	4.28		
130	1851644.49	6234891.98				
			33.568	58.55		
123	1851673.95	6234942.58				
			133.460	6.22		
124	1851679.34	6234939.46				
			33.858	2.41		
125	1851680.56	6234941.53				
			133.443	24.02		
10	1851701.34	6234929.49				
			233.519	53.91		
34	1851674.25	6234882.88				
			333.829	23.72		
35	1851653.80	6234894.90				
			233.466	7.54		
36	1851650.02	6234888.38				
			133.346	36.54		
69	1851681.66	6234870.10				
			183.405	2.32		
27	1851682.25	6234867.86				

Volume – Polygone : 6-1
Section : 10 m²

Implantation des sommets	Raccordements
--------------------------	---------------

Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
115	1851667.34	6234755.13				
			333.122	3.83		
82	1851664.01	6234757.04				
			35.434	2.55		
83	1851665.36	6234759.20				
			133.636	3.80		
116	1851668.64	6234757.28				
			234.658	2.51		
115	1851667.34	6234755.13				

Volume – Polygone : 6-2

Section : 14 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
86	1851668.57	6234764.77				
			133.300	5.43		
85	1851673.27	6234762.06				
			32.592	2.57		
88	1851674.53	6234764.29				
			333.495	5.40		
87	1851669.86	6234767.00				
			233.367	2.58		
86	1851668.57	6234764.77				

Volume – Polygone : 6-3

Section : 14 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
90	1851673.11	6234772.59				
			134.205	5.44		
89	1851677.79	6234769.80				
			33.075	2.59		
92	1851679.07	6234772.05				
			334.054	5.45		
91	1851674.38	6234774.82				
			232.990	2.57		
90	1851673.11	6234772.59				

Volume – Polygone : 6-4

Section : 10 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
113	1851680.92	6234778.44				
			32.775	2.56		
114	1851682.18	6234780.66				
			333.527	3.78		
95	1851678.91	6234782.56				
			233.159	2.56		
94	1851677.64	6234780.34				
			133.368	3.80		
113	1851680.92	6234778.44				

Volume – Polygone : 6-5

Section : 10 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
98	1851682.15	6234788.10				
			133.565	3.81		

111	1851685.44	6234786.18				
			33.474	2		
112	1851686.74	6234788.41				
			333.628	3.82		
99	1851683.44	6234790.34				
			233.250	2.58		
98	1851682.15	6234788.10				

Volume – Polygone : 6-6

Section : 10 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
102	1851686.72	6234795.88				
			133.539	3.74		
109	1851689.96	6234794.00				
			32.504	2.57		
110	1851691.21	6234796.24				
			332.934	3.74		
103	1851687.96	6234798.09				
			232.530	2.53		
102	1851686.72	6234795.88				

Volume – Polygone : 6-7

Section : 7423 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
33	1851678.33	6234880.48				
			233.346	7.32		
32	1851674.67	6234874.14				
			133.340	8.07		
69	1851681.66	6234870.10				
			183.405	1.28		
26	1851681.98	6234868.87				
			134.634	3.65		
31	1851685.11	6234866.98				
			233.269	3.59		
30	1851683.32	6234863.87				
			383.405	0.17		
29	1851683.28	6234864.03				
			233.536	0.94		
22	1851682.81	6234863.22				
			132.863	0.26		
23	1851683.03	6234863.09				
			234.048	5.38		
24	1851680.29	6234858.46				
			334.110	0.22		
25	1851680.10	6234858.58				
			233.536	36.12		
70	1851661.95	6234827.35				
			133.541	19.11		
71	1851678.46	6234817.75				
			233.546	12.19		
72	1851672.33	6234807.21				
			333.607	0.43		
67	1851671.96	6234807.42				
			234.224	2.47		
66	1851670.69	6234805.30				
			133.462	0.46		
73	1851671.09	6234805.07				
			233.546	15.74		

74	1851663.17	6234791.46			
			333.793	0	
63	1851662.78	6234791.69			
			233.271	2.55	
62	1851661.50	6234789.48			
			133.885	0.44	
75	1851661.89	6234789.26			
			233.546	3.28	
76	1851660.24	6234786.42			
			333.485	0.68	
59	1851659.65	6234786.76			
			233.560	5.70	
58	1851656.78	6234781.84			
			133.410	0.68	
77	1851657.37	6234781.49			
			233.546	30.22	
78	1851642.17	6234755.37			
			133.692	26.00	
79	1851664.61	6234742.25			
			133.762	9.24	
80	1851672.58	6234737.57			
			133.645	0.71	
56	1851673.19	6234737.22			
			383.928	17.65	
81	1851668.78	6234754.31			
			333.122	5.50	
82	1851664.01	6234757.04			
			35.434	2.55	
83	1851665.36	6234759.20			
			133.636	5.47	
84	1851670.08	6234756.45			
			32.936	6.46	
85	1851673.27	6234762.06			
			333.300	5.43	
86	1851668.57	6234764.77			
			33.367	2.58	
87	1851669.86	6234767.00			
			133.495	5.40	
88	1851674.53	6234764.29			
			34.021	6.40	
89	1851677.79	6234769.80			
			334.205	5.44	
90	1851673.11	6234772.59			
			32.990	2.57	
91	1851674.38	6234774.82			
			134.054	5.45	
92	1851679.07	6234772.05			
			33.847	6.46	
93	1851682.34	6234777.61			
			333.368	5.44	
94	1851677.64	6234780.34			
			33.159	2.56	
95	1851678.91	6234782.56			
			133.527	5.42	
96	1851683.60	6234779.83			
			33.715	6.41	
97	1851686.84	6234785.37			
			333.565	5.43	
98	1851682.15	6234788.10			
			33.250	2.58	

99	1851683.44	6234790.34			
			133.628	5	
100	1851688.13	6234787.60			
			33.567	6.45	
101	1851691.38	6234793.17			
			333.539	5.39	
102	1851686.72	6234795.88			
			32.530	2.53	
103	1851687.96	6234798.09			
			132.934	5.38	
104	1851692.64	6234795.43			
			232.504	2.59	
101	1851691.38	6234793.17			
			233.567	6.45	
100	1851688.13	6234787.60			
			233.474	2.58	
97	1851686.84	6234785.37			
			233.715	6.41	
96	1851683.60	6234779.83			
			232.775	2.55	
93	1851682.34	6234777.61			
			233.847	6.46	
92	1851679.07	6234772.05			
			233.075	2.59	
89	1851677.79	6234769.80			
			234.021	6.40	
88	1851674.53	6234764.29			
			232.592	2.57	
85	1851673.27	6234762.06			
			232.936	6.46	
84	1851670.08	6234756.45			
			234.658	2.50	
81	1851668.78	6234754.31			
			183.928	17.65	
56	1851673.19	6234737.22			
			33.520	76.11	
42	1851711.43	6234803.02			
			33.520	2.29	
45	1851712.59	6234805.00			
			33.520	59.73	
55	1851742.60	6234856.64			
			133.491	4.05	
54	1851746.11	6234854.60			
			33.016	4.64	
53	1851748.41	6234858.63			
			133.726	2.78	
52	1851750.80	6234857.23			
			33.525	8.47	
139	1851755.06	6234864.56			
			333.525	5.98	
140	1851749.89	6234867.56			
			33.491	5.03	
106	1851752.42	6234871.91			
			332.055	13.13	
107	1851740.92	6234878.25			
			234.823	0.70	
108	1851740.55	6234877.65			
			333.375	0.54	
41	1851740.09	6234877.92			
			233.762	1.74	

40	1851739.21	6234876.41				
			333.188	4		
39	1851735.44	6234878.58				
			33.428	1.76		
38	1851736.32	6234880.09				
			333.375	0.76		
1	1851735.67	6234880.47				
			233.435	10.34		
2	1851730.48	6234871.53				
			333.647	47.95		
3	1851689.07	6234895.71				
			33.559	35.37		
8	1851706.87	6234926.28				
			333.443	6.39		
10	1851701.34	6234929.49				
			233.519	53.91		
34	1851674.25	6234882.88				
			133.829	4.73		
33	1851678.33	6234880.48				

Volume – Polygone : 6-8

Section : 30 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
141	1851752.29	6234871.70				
			233.525	4.78		
140	1851749.89	6234867.56				
			133.525	5.98		
139	1851755.06	6234864.56				
			33.525	5.14		
105	1851757.64	6234869.00				
			332.349	5.98		
106	1851752.42	6234871.91				
			232.829	0.25		
141	1851752.29	6234871.70				

Volume : 7

Section : 62 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
50	1851692.23	6234767.70				
			217.514	12.96		
49	1851688.71	6234755.23				
			319.425	0.10		
48	1851688.62	6234755.26				
			217.250	9.91		
47	1851685.96	6234745.71				
			33.525	22.04		
51	1851697.04	6234764.76				
			334.895	5.64		
50	1851692.23	6234767.70				

Volume : 8

Section : 138 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
21	1851748.30	6234902.27				
			355.592	12.02	17.64	-9
118	1851740.57	6234911.48				
			355.592	6.08	8.93	2

120	1851736.67	6234916.14				
			333.491	15		
12	1851723.08	6234924.03				
			233.932	4.27		
13	1851720.91	6234920.36				
			133.739	2.60		
37	1851723.16	6234919.04				
			233.657	1.90		
17	1851722.20	6234917.41				
			133.459	30.17		
21	1851748.30	6234902.27				

Volume : 9
Section : 199 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
10	1851701.34	6234929.49				
			33.519	6.20		
11	1851704.46	6234934.85				
			333.491	27.29		
121	1851680.85	6234948.55				
			283.531	4.18		
122	1851676.81	6234947.48				
			233.568	5.68		
123	1851673.95	6234942.58				
			133.460	6.22		
124	1851679.34	6234939.46				
			33.858	2.41		
125	1851680.56	6234941.53				
			133.443	24.02		
10	1851701.34	6234929.49				

Volume : 10
Section : 30 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
141	1851752.29	6234871.70				
			233.525	4.78		
140	1851749.89	6234867.56				
			133.525	5.98		
139	1851755.06	6234864.56				
			33.525	5.14		
105	1851757.64	6234869.00				
			332.349	5.98		
106	1851752.42	6234871.91				
			232.829	0.25		
141	1851752.29	6234871.70				

Volume : 11
Section : 131 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
131	1851626.10	6234754.35				
			322.889	2.12		
132	1851624.11	6234755.09				
			28.012	15.20		
133	1851630.58	6234768.84				
			33.521	30.10		
134	1851645.71	6234794.87				
			333.521	2.30		

135	1851643.72	6234796.02				
			233.536	48		
136	1851619.50	6234754.38				
			133.626	5.71		
137	1851624.44	6234751.50				
			33.572	3.30		
131	1851626.10	6234754.35				

Volume : 12
Section : 877 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
46	1851679.04	6234733.80				
			33.525	13.77		
47	1851685.96	6234745.71				
			17.250	9.91		
48	1851688.62	6234755.26				
			119.425	0.10		
49	1851688.71	6234755.23				
			17.514	12.96		
50	1851692.23	6234767.70				
			134.895	5.64		
51	1851697.04	6234764.76				
			33.525	106.96		
52	1851750.80	6234857.23				
			333.726	2.78		
53	1851748.41	6234858.63				
			233.016	4.64		
54	1851746.11	6234854.60				
			333.491	4.05		
55	1851742.60	6234856.64				
			233.520	59.73		
45	1851712.59	6234805.00				
			133.540	4.67		
44	1851716.62	6234802.65				
			234.181	2.32		
43	1851715.44	6234800.66				
			333.858	4.64		
42	1851711.43	6234803.02				
			233.520	76.11		
56	1851673.19	6234737.22				
			133.645	6.78		
46	1851679.04	6234733.80				

Volume : 13
Section : 199 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
	1851701.34	6234929.49				
			333.443	24.02		
125	1851680.56	6234941.53				
			233.858	2.41		
124	1851679.34	6234939.46				
			333.460	6.22		
123	1851673.95	6234942.58				
			33.568	5.68		
122	1851676.81	6234947.48				
			83.531	4.18		
121	1851680.85	6234948.55				
			133.491	27.29		

11	1851704.46	6234934.85			
			233.519	6	
	1851701.34	6234929.49			

Volume – Polygone : 14-1

Section : 1675 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
142	1851690.41	6234894.93				
			133.647	46.41		
2	1851730.48	6234871.53				
			33.435	10.34		
1	1851735.67	6234880.47				
			33.435	18.98		
20	1851745.19	6234896.90				
			333.525	24.06		
19	1851724.38	6234908.99				
			33.525	6.18		
18	1851727.49	6234914.34				
			333.459	6.11		
17	1851722.20	6234917.41				
			233.657	0.29		
16	1851722.05	6234917.15				
			333.314	2.30		
15	1851720.06	6234918.30				
			33.735	2.20		
14	1851721.17	6234920.20				
			333.739	0.30		
13	1851720.91	6234920.36				
			33.932	4.27		
12	1851723.08	6234924.03				
			333.491	21.54		
11	1851704.46	6234934.85				
			233.519	6.20		
10	1851701.34	6234929.49				
			133.443	3.19		
9	1851704.10	6234927.89				
			133.443	3.21		
8	1851706.87	6234926.28				
			233.559	33.83		
143	1851689.85	6234897.04				
			233.559	1.54		
3	1851689.07	6234895.71				
			85.045	2.65		
4	1851691.66	6234896.33				
			32.848	2.75		
7	1851693.01	6234898.72				
			133.787	2.80		
6	1851695.43	6234897.30				
			234.568	2.74		
5	1851694.02	6234894.96				
			333.544	2.73		
4	1851691.66	6234896.33				
			285.045	2.65		
3	1851689.07	6234895.71				
			133.647	1.54		
142	1851690.41	6234894.93				

Volume – Polygone : 14-2

Section : 149 m²

Implantation des sommets						
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)		
18	1851727.49	6234914.34				
			233.525	6.18		
19	1851724.38	6234908.99				
			133.525	24.06		
20	1851745.19	6234896.90				
			33.435	6.21		
21	1851748.30	6234902.27				
			333.459	24.06		
18	1851727.49	6234914.34				

Volume – Polygone : 15

Section : 138 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
21	1851748.30	6234902.27				
			355.592	12.02	17.64	-9
118	1851740.57	6234911.48				
			355.592	6.08	8.93	2
120	1851736.67	6234916.14				
			333.491	15.71		
12	1851723.08	6234924.03				
			233.932	4.27		
13	1851720.91	6234920.36				
			133.739	2.60		
37	1851723.16	6234919.04				
			233.657	1.90		
17	1851722.20	6234917.41				
			133.459	30.17		
21	1851748.30	6234902.27				

Volume – Polygone : 16

Section : 5 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
14	1851721.17	6234920.20				
			233.735	2.20		
15	1851720.06	6234918.30				
			133.314	2.30		
16	1851722.05	6234917.15				
			33.657	2.19		
37	1851723.16	6234919.04				
			333.739	2.30		
14	1851721.17	6234920.20				

Volume – Polygone : 17

Section : 8 m²

Implantation des sommets					Raccordements	
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)	Rayon (m)	Section (m²)
4	1851691.66	6234896.33				
			32.848	2.75		
7	1851693.01	6234898.72				
			133.787	2.80		
6	1851695.43	6234897.30				
			234.568	2.74		
5	1851694.02	6234894.96				
			333.544	2.73		
4	1851691.66	6234896.33				

Coupe Horizontale des Volumes

Echelle : 1/500 - A3
SELARL Cabinet GIEN PINOT
Géomètres-Experts Associés
41, rue de Mulhouse - 21000 DIJON
contact@gp-geometres.com



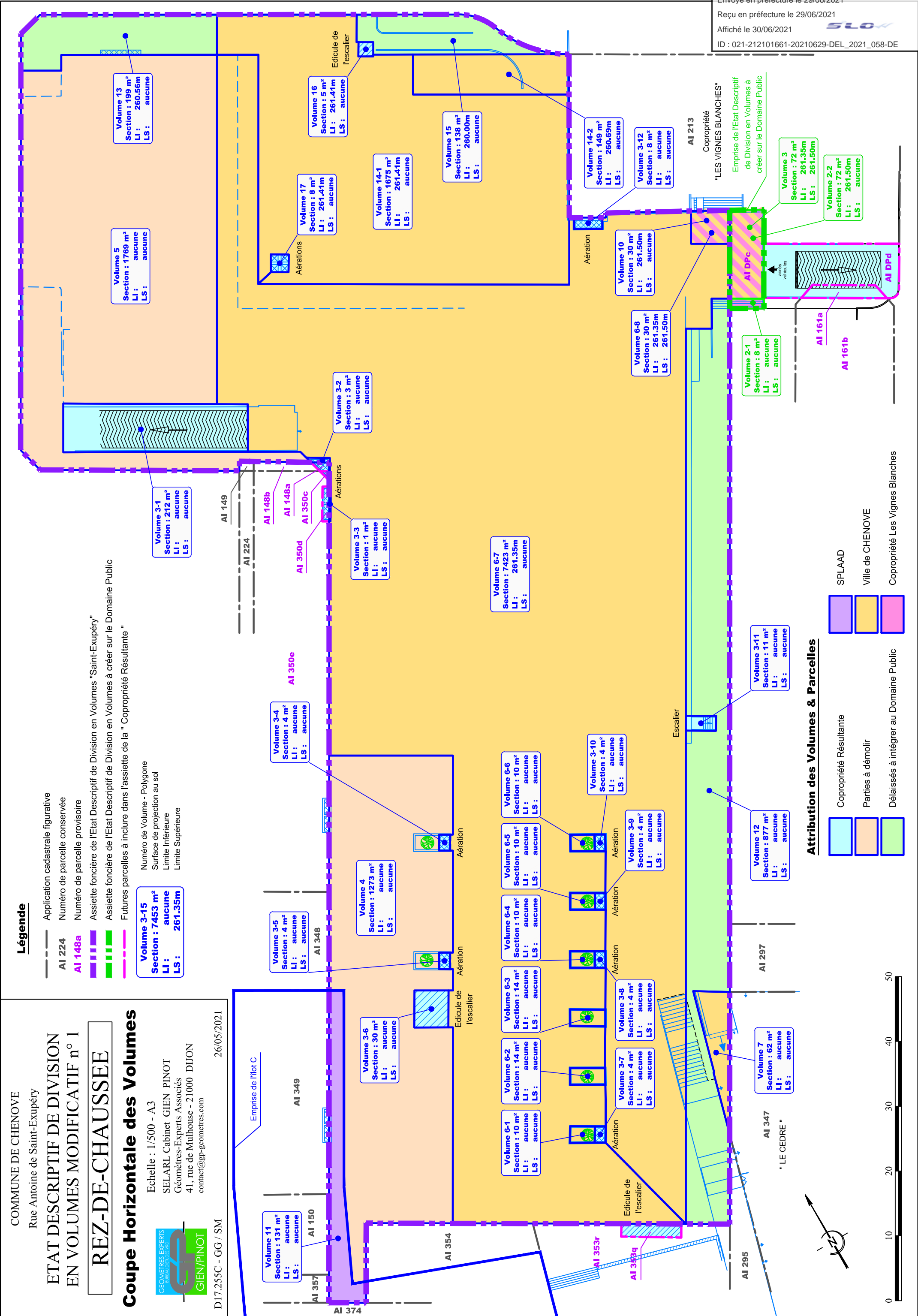
D17.255C - GG / SM 26/05/2021

Légende

- Application cadastrale figurative
- AI 224 Numéro de parcelle conservée
- AI 148a Numéro de parcelle provisoire
- Assiette foncière de l'Etat Descriptif de Division en Volumes "Saint-Exupéry"
- Assiette foncière de l'Etat Descriptif de Division en Volumes à créer sur le Domaine Public
- Futures parcelles à inclure dans l'assiette de la " Copropriété Résultante "

Volume 3-15
Section : 7453 m²
LI : aucune
LS : 261.35m

Numéro de Volume - Polygone
Surface de projection au sol
Limite Inférieure
Limite Supérieure



Attribution des Volumes & Parcelles

- Copropriété Résultante
- Parties à démolir
- Délaiés à intégrer au Domaine Public
- SPLAAD
- Ville de CHENOVE
- Copropriété Les Vignes Blanches

SELARL Cabinet GIEN PINOT

GÉOMÈTRES EXPERTS ASSOCIES

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_058-DE



DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR
COMMUNE DE CHENOVE

Rue Antoine de Saint-Exupéry

**ETAT DESCRIPTIF DE
DIVISION EN VOLUMES**

D17.255C – GG/SM

26 mai 2021

CHAPITRE I – OBJET

LIMINAIRE

En vue de régulariser l'occupation du Domaine Public par les copropriétés « Saint-Exupéry » et « Les Vignes Blanches », il est établi un Etat Descriptif de Division en Volumes sur une parcelle à créer, issue du Domaine Public.

En effet, une partie du sous-sol de la copropriété « *Saint-Exupéry* », au bas de la rampe d'accès côté tram, est surplombée par une dalle par laquelle on accède à la copropriété « *Les Vignes Blanches* ».

Article 1 : OBJET

Le présent état descriptif de division en volumes est dressé dans le but :

- d'établir l'identification exacte des volumes, par rapport à l'assiette foncière du terrain,
- de diviser le terrain en plusieurs volumes,
- de fixer les délimitations matérielles des volumes ainsi créés entre eux de façon tridimensionnelle,
- et d'assurer leur coexistence grâce à l'établissement d'un réseau de règles et de servitudes.

Les dispositions de cet état descriptif de division et les modifications qui pourraient lui être apportées seront obligatoires pour tous les propriétaires et occupants d'une partie quelconque de l'ensemble immobilier, leurs ayants droit et leurs ayants cause.

Elles feront la loi commune à laquelle devront se conformer les propriétaires des volumes ainsi que tous les ayant droits desdits volumes.

CHAPITRE II – DESIGNATION

Article 2 : ASSIETTE FONCIERE

Le présent état descriptif de division en volumes s'applique à un ensemble immobilier sis rue Antoine de Saint-Exupéry à CHENOVE, sur une parcelle à créer, issue du Domaine Public, provisoirement désignée Section AI **DPc**, d'une contenance cadastrale de 80ca.

Il est ici précisé que la désignation et la contenance de cette parcelle sont provisoires et seront mises à jour à réception du Document Modificatif du Parcellaire Cadastral (DMPC) numéroté.

Cet ensemble est desservi au sud par la rue Antoine de Saint-Exupéry. Il joint :

- au sud : une voie publique ;
- à l'ouest : la parcelle AI 21, constituant la copropriété « *Saint-Exupéry* » ;
- au nord : la parcelle AI 213, constituant la copropriété « *Les Vignes Blanches* » ;
- à l'est : la parcelle AI **DPd**, constituant la rampe d'accès au sous-sol de la copropriété « *Saint-Exupéry* ».

Cet ensemble immobilier est divisé en trois volumes :

- **Volume 1** : constituant une partie du sous-sol de la copropriété « *Saint-Exupéry* » ;
- **Volume 2** : constituant l'accès à la copropriété « *Les Vignes Blanches* », au-dessus du parking souterrain ;
- **Volume 3** : constituant la partie supérieure de la dalle supérieure du parking, y compris son étanchéité.

CHAPITRE III – DESCRIPTION DES VOLUMES

Article 3 : DESCRIPTION DES VOLUMES

L'ensemble immobilier sus désigné est divisé en **trois volumes** représentés sur les plans ci-annexés, dressés à partir de l'état des lieux et du projet d'aménagement, et sur lesquels les volumes ont été définis par le Cabinet GIEN PINOT, Géomètres-Experts associés, 41 rue de Mulhouse à DIJON.

La description des volumes est ainsi établie comme suit, chaque propriétaire de volume conservant ultérieurement la faculté de diviser librement son volume, soit en plusieurs nouveaux volumes, soit par tout système juridique y compris l'établissement d'un règlement de copropriété, le tout, sans autorisation des propriétaires des autres volumes.

Chaque propriétaire a le droit de construire, à l'intérieur de son volume, tous ouvrages autorisés par la législation et les règlements en vigueur.

Le présent état descriptif de division est résumé dans le Tableau Récapitulatif ci-annexé.

Volume n° 1

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

Volume 1

Une surface de projection au sol de 72 m² environ.

Ce polygone n'a pas de limite inférieure.

Ce polygone a pour limite supérieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,35 m environ.

Ledit Volume 1 figure sous teinte bleue claire aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 2

Il est constitué par un volume de forme complexe composé de deux polygones définis comme ci-après et désignés 2-1 et 2-2.

Polygone 2-1

Une surface de projection au sol de 8 m² environ.

Ce polygone n'a pas de limite inférieure.

Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

Polygone 2-2

Une surface de projection au sol de 72 m² environ.

Ce polygone a pour limite inférieure la face supérieure de l'étanchéité de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,50 m environ.

Ce polygone n'a pas de limite supérieure.

Ce polygone ne comprend ni la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, ni son étanchéité.

Ledit Volume 2 figure sous teinte rose aux documents graphiques ci-annexés.

Volume n° 3

Il est constitué par un volume de forme complexe défini comme suit :

- **Volume 3**

Une surface de projection au sol de 72 m² environ.

Ce polygone a pour limite inférieure l'axe de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,35 m environ.

Ce polygone a pour limite supérieure la face supérieure de l'étanchéité de la dalle mitoyenne séparant le sous-sol du rez-de-chaussée, soit la cote NGF de 261,50 m environ.

Ce polygone comprend la partie supérieure de la dalle mitoyenne ainsi que son étanchéité.

Ledit Volume 3 figure sous teinte jaune aux documents graphiques ci-annexés.

Précisions concernant les superficies et les altitudes

Les superficies et cotes altimétriques indiquées sont celles résultant de l'état des lieux et du projet d'aménagement.

Les cotes altimétriques mentionnées au présent Etat Descriptif de Division en Volumes sont rattachées au système NGF.

En cas de différences, tant en planimétrie qu'en altimétrie, on s'en tiendra aux éléments de maçonnerie existants (dalles, murs, etc.) après aménagement.

Précisions concernant les limites entre les volumes

L'ensemble des définitions métriques des volumes (altitudes et superficies) est donné avec la tolérance d'usage en matière de construction de bâtiments.

En cas de différences dans la définition métrique des volumes, on s'en tiendra, selon le cas, au nu du mur, à l'axe du mur mitoyen, au joint de dilatation entre deux murs, au dessous, au dessus ou au milieu de la dalle, selon la définition desdits volumes.

Aucun propriétaire ne pourra se prévaloir de légères différences d'exécution des murs ou des dalles du fait, notamment, pour les dalles, des pentes nécessaires à l'écoulement des eaux et des contraintes techniques de réalisation, ce, dans la mesure où ces différences ne porteront pas gêne et préjudice aux autres volumes.

Les mêmes règles s'appliqueront en cas de reconstruction.

Les limites entre volumes et la propriété des ouvrages sont ainsi définies comme suit :

- Lorsque deux volumes sont séparés par une dalle horizontale, cette dalle, y compris ses poutres, est mitoyenne ; en particulier la dalle de couverture du parking souterrain. Le complexe d'étanchéité de la dalle de couverture du parking souterrain, ainsi que sa protection, appartiendra aux volumes supérieurs.
- Lorsqu'un mur vertical sépare un volume construit d'un volume non construit, ce mur séparatif appartient au volume construit.
- Lorsque deux volumes construits sont séparés par un mur vertical, celui-ci est mitoyen.
- Lorsque deux volumes sont séparés par un joint de dilatation, la limite est située à l'axe de ce joint. Chacun des murs verticaux situés de part et d'autre du joint de dilatation appartiendront respectivement au volume du côté duquel ils sont situés.

- L'ensemble des éléments de structure (dalles horizontales, piliers, murs verticaux, etc.) qui ne servent pas de séparation entre volumes, mais entièrement compris à l'intérieur d'un volume, appartiendront au volume dans lequel ils sont situés.
- L'ensemble des revêtements superficiels appartiendront au volume du côté duquel ils sont situés, et ce quand bien même lesdits éléments de structure seraient mitoyens.

CHAPITRE IV – SERVITUDES

Les propriétaires et occupants seront tenus de se conformer aux clauses, conditions et stipulations suivantes et ils auront droit de jouir de chaque volume comme bon leur semblera, à la condition de ne pas nuire aux droits des autres propriétaires et voisins, et sous les réserves qui vont être ci-après formulées :

Article 4 : REGIME JURIDIQUE DE LA DIVISION

Sous le bénéfice des précisions qui seront ci-après apportées, le principe est que les ouvrages quels qu'ils soient (gros et menus) ainsi que les éléments d'équipement de toute nature situés dans les limites d'un volume seront la propriété du ou des propriétaires de ce volume.

Il n'existe pas de parties communes objet d'une propriété indivise entre les propriétaires des différents volumes ci-dessus définis, à l'exception des éléments mitoyens, de sorte que chacun de ces volumes comporte uniquement des parties privatives qui seront la propriété du propriétaire du volume considéré.

Les différents volumes définis ci-dessus sont grevés des charges et servitudes résultant des présentes. En cas de division d'un volume, ces charges et servitudes grèveront ou profiteront à chaque partie du volume.

En cas de reconstruction par suite de destruction totale ou partielle de l'ensemble immobilier, le droit de reconstruire se répartira entre les différents volumes, au prorata des surfaces de plancher actuelles ou celles résultant des droits conférés dans le cadre des présentes.

La réfection des réseaux, canalisations, éléments d'équipement assurant exclusivement la desserte d'un volume mais situés à titre de servitude dans un autre volume sera assumée aux frais du ou des propriétaires du volume dont ils assurent la desserte, sauf faute démontrée du propriétaire du volume grevé, de ses ayants cause ou préposés.

L'exercice général des servitudes ci-après stipulées, de passage, d'appui, d'accrochage et de surplomb, etc., ne devra pas compromettre la solidité et la stabilité de l'immeuble, ainsi que la sécurité publique. Conformément aux règlements administratifs, les règles d'hygiène et de sécurité devront toujours être respectées.

Article 5 : SERVITUDES GENERALES

Charges et servitudes générales imposées aux propriétaires des différents volumes dépendant de l'ensemble immobilier

En raison de la structure particulière de l'ensemble immobilier, les propriétaires des différents volumes qui le composent se devront toutes les servitudes nécessaires au bon fonctionnement dudit ensemble immobilier, ci-après précisées.

Au regard des obligations réelles qui découleront de ces servitudes, chacun des volumes de l'ensemble immobilier sera considéré à l'égard des autres comme fonds dominant et servant et réciproquement. Par le seul fait de l'acquisition de ces volumes, leurs propriétaires seront réputés accepter et consentir les servitudes en cause, sans indemnité quelconque.

L'ensemble des volumes est grevé des servitudes générales ci-après. Les dites servitudes pourront être modifiées dans l'intérêt d'un volume fonds dominant, sans avoir à recueillir l'autorisation des propriétaires des autres volumes, dans la mesure où la dite modification ne porte pas gêne et préjudice à l'utilisation du volume fonds servant.

- a) Servitudes de passage des canalisations ou branchements d'eau, d'électricité, de téléphone, d'éclairage public, d'égouts et autres réseaux, telles qu'elles sont ou seront réalisées par les différents propriétaires des volumes ou par les services concessionnaires. Il en sera de même pour l'implantation des coffrets, regards et chambres de tirage des dits réseaux.
- b) Servitudes de passage nécessaires à l'entretien, la réparation ou le remplacement des réseaux précédemment énoncés. Ces servitudes s'exerceront aux endroits les moins dommageables. L'entretien des réseaux et canalisations est à la charge des bénéficiaires des servitudes. Ceux-ci auront également la charge de l'entretien des ouvrages accessoires tels que trappes de visite, supports de canalisations, etc. ...
- c) Servitudes de passage de gaines de ventilation, climatisation, de désenfumage, tout type de gaines techniques ou issues de secours au profit des autres volumes environnants.
- d) Servitudes de libre accès, en tout temps, du personnel d'entretien et de sécurité des ouvrages.
- e) Servitudes de support de construction et d'exploitation, y compris passage des canalisations pour drainage et assainissement des surfaces.
- f) Les constructions et aménagements qui seront réalisés à l'intérieur des volumes ci-dessus créés dans l'état descriptif de division devront l'être conformément aux prescriptions administratives et réglementaires en matière de construction, et, en particulier, en ce qui concerne l'obligation des issues de secours et de défense contre l'incendie que chaque volume devra supporter.
- g) Servitudes de libre accès, d'échafaudage, de stockage provisoire de matériaux pendant les périodes d'exécution des travaux.
- h) Servitudes de surplomb résultant de la division en volumes.
- i) Création, extension, déplacement des servitudes existantes
Les propriétaires des volumes pourront, d'un commun accord entre eux, créer de nouvelles servitudes, étendre et déplacer celles existantes, ledit accord étant de plein droit dans la mesure où la création ou le déplacement de ladite servitude ne crée aucune gêne et aucun préjudice au volume fonds servant.
- j) Servitudes d'accrochage, éclairage, revêtements (droit de surface), etc. ... sur les parois et les dalles
Ces servitudes sont de plein droit dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à la solidité de l'immeuble et n'apportent pas de gêne ni préjudice au volume fonds servant.
- k) Servitudes de vue directe et oblique résultant de la division en volumes
- l) Servitudes d'appui
Les volumes supérieurs bénéficieront à l'encontre des volumes inférieurs d'une servitude d'appui à titre perpétuel.
Cette servitude d'appui sera celle nécessaire à la reconstruction. Toute modification des éléments du support situés dans le volume inférieur nécessitée par une augmentation de la servitude d'appui ou par une dégradation du support naturel serait à la charge du bénéficiaire de la servitude.
- m) Ecoulements d'eau
Les volumes supérieurs bénéficieront à l'encontre des volumes inférieurs de toutes servitudes d'écoulement des eaux de pluie et de nettoyage. Les équipements nécessaires (tuyauteries, caniveaux, canalisations, etc.) à l'exercice de cette servitude, seront entretenus et remplacés par le ou les propriétaires du ou des volumes supérieurs qui, à cet effet, profitera de toutes servitudes nécessaires (accès, passage, etc.) sur le ou les volumes inférieurs. De plus, les volumes

inférieurs ne pourront empêcher les eaux superficielles de ruissellement et les eaux d'infiltration de s'écouler naturellement dans son réseau.

DOCUMENTS ANNEXÉS :

Sont annexés au présent état descriptif :

- un Tableau Récapitulatif (ci-après) ;
- un listing des polygones ;
- deux coupes horizontales des volumes au 1/500^e – A3 : sous-sol et rez-de-chaussée (étant précisé que sur ces deux coupes horizontales figurent également les volumes de l'Etat Descriptif de Division en Volumes établi sur les parcelles AI 15 et AI 21).

TABLEAU RECAPITULATIF

Lot de volume	Polygone	Niveau	Surface de projection au sol	Altitudes	
				Limite Inférieure (NGF)	Limite Supérieure (NGF)
1	–	Tréfonds et Sous-sol	72 m ²	aucune	261,35 m
2	2-1	Tous	8 m ²	aucune	aucune
	2-2	Rez-de-chaussée et surfonds	72 m ²	261,50 m	aucune
3	-	Rez-de-chaussée	72 m ²	261,35 m	261,50 m

LISTING DE POLYGONES

Volume : 1
Section : 72 m²

Implantation des sommets				
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)
144	1851755.33	6234854.58		
			32.458	0.09
145	1851755.37	6234854.66		
			33.625	8.40
146	1851759.61	6234861.92		
			33.625	5.23
147	1851762.24	6234866.43		
			332.576	3.22
148	1851759.44	6234868.00		
			332.349	2.05
105	1851757.64	6234869.00		
			233.525	13.62
52	1851750.80	6234857.23		
			133.726	5.25
144	1851755.33	6234854.58		

Volume – Polygone : 2-1
Section : 8 m²

Implantation des sommets				
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)
149	1851754.59	6234853.26		
			32.458	1.52
144	1851755.33	6234854.58		
			333.726	5.25
52	1851750.80	6234857.23		
			233.525	1.54
150	1851750.03	6234855.90		
			133.496	5.27
149	1851754.59	6234853.26		

Volume – Polygone : 2-2
Surface : 72 m²

Implantation des sommets				
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)
144	1851755.33	6234854.58		
			32.458	0.09
145	1851755.37	6234854.66		
			33.625	8.40
146	1851759.61	6234861.92		
			33.625	5.23
147	1851762.24	6234866.43		
			332.576	3.22
148	1851759.44	6234868.00		
			332.349	2.05
105	1851757.64	6234869.00		
			233.525	13.62
52	1851750.80	6234857.23		
			133.726	5.25
144	1851755.33	6234854.58		

Volume :	3
Surface :	72 m²

Implantation des sommets				
Point	X (m)	Y (m)	Gisement (gr)	Distance (m)
144	1851755.33	6234854.58		
			32.458	0.09
145	1851755.37	6234854.66		
			33.625	8.40
146	1851759.61	6234861.92		
			33.625	5.23
147	1851762.24	6234866.43		
			332.576	3.22
148	1851759.44	6234868.00		
			332.349	2.05
105	1851757.64	6234869.00		
			233.525	13.62
52	1851750.80	6234857.23		
			133.726	5.25
144	1851755.33	6234854.58		

Coupe Horizontale des Volumes

Echelle : 1/500 - A3
SELARL Cabinet GIEN PINOT
Géomètres-Experts Associés
41, rue de Mulhouse - 21000 DIJON
contact@gp-geometres.com



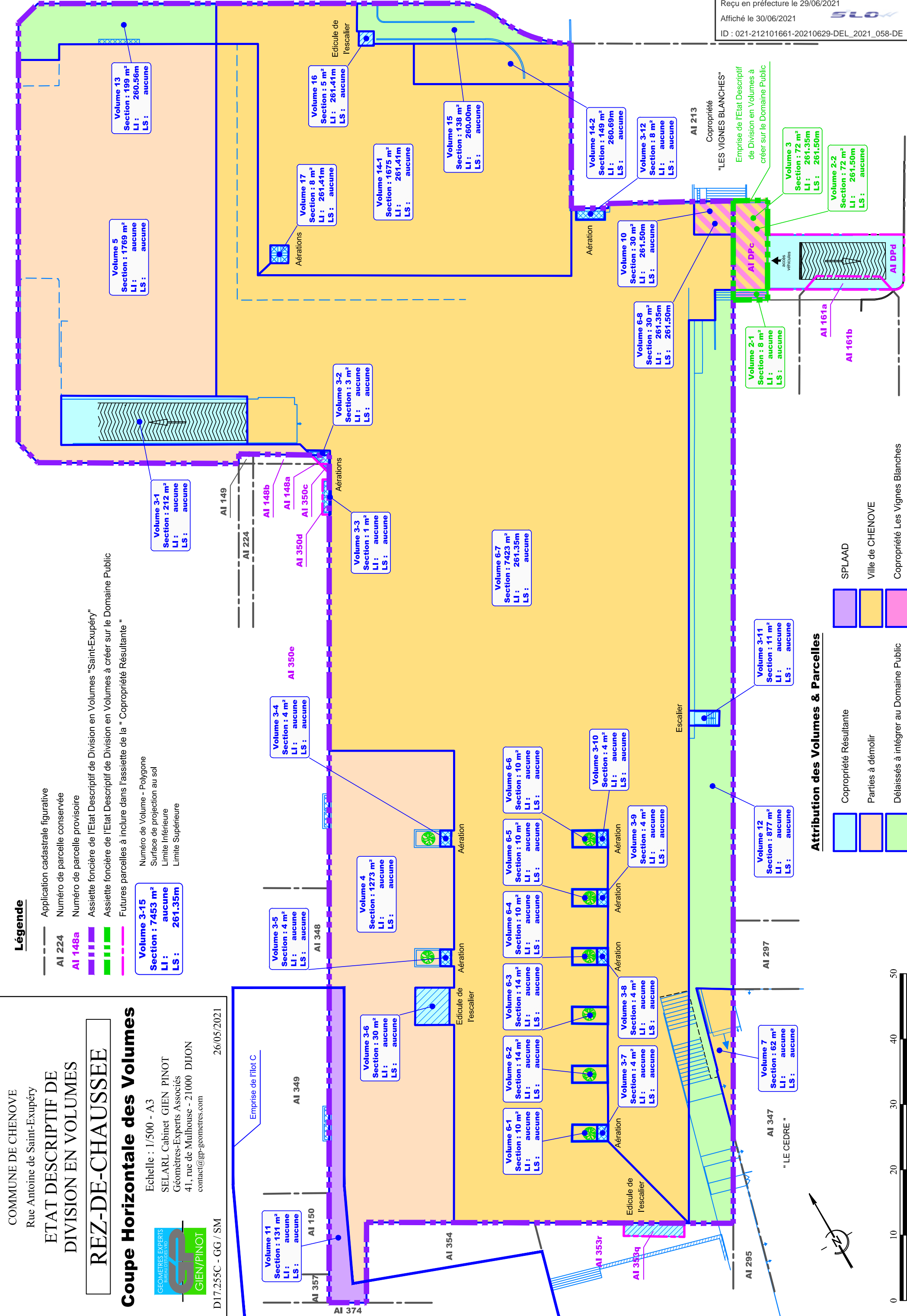
D17.255C - GG / SM 26/05/2021

Légende

- Application cadastrale figurative
- AI 224 Numéro de parcelle conservée
- AI 148a Numéro de parcelle provisoire
- Assiette foncière de l'Etat Descriptif de Division en Volumes "Saint-Exupéry"
- Assiette foncière de l'Etat Descriptif de Division en Volumes à créer sur le Domaine Public
- Futures parcelles à inclure dans l'assiette de la " Copropriété Résultante "

Volume 3-15
Section : 7453 m²
LI : aucune
LS : 261.35m

Numéro de Volume - Polygone
Surface de projection au sol
Limite Inférieure
Limite Supérieure



Attribution des Volumes & Parcelles

- Copropropriété Résultante
- Parties à démolir
- Délaiésés à intégrer au Domaine Public
- SPLAAD
- Ville de CHENOVE
- Copropropriété Les Vignes Blanches

DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR
COMMUNE DE CHENOVE

Rue Antoine de Saint-Exupéry

COPROPRIETE

**PROJET D'ETAT DESCRIPTIF
DE DIVISION MODIFICATIF n° 13
SCISSION**

- 1 – Scission de copropriété**
- 2 – Modification de l'assiette foncière de la copropriété**

LIMINAIRE

L'immeuble faisant l'objet du présent état descriptif de division modificatif est situé à CHENOVE, rue Antoine de Saint-Exupéry. Il est cadastré sous les références suivantes :

Section AI n° 15 pour une contenance de 00ha 06a 70ca

Section AI n° 21 pour une contenance de 01ha 33a 47ca

Soit une contenance cadastrale totale de 01ha 40a 17ca

Cet ensemble immobilier a fait l'objet d'un **Etat Descriptif de Division en Volumes** reçu le 30-06-1995 par Maître Jean-Paul DOMY, notaire à CHENOVE, publié au service de la publicité foncière de Dijon le 26-07-1995, volume 95P n° 7658 ; et d'une attestation rectificative reçue le 12-09-1995 par Me Jean-Paul DOMY, publiée le 15-09-1995, volume 1995P n° 9401.

Aux termes de cet acte, l'ensemble immobilier a été divisé en deux volumes désignés 1 et 2, et dont le **Volume 1** constitue l'assiette de la copropriété objet des présentes.

Lesdits Volumes 1 et 2 ont été subdivisés respectivement en volumes 3 à 12 d'une part et 13 à 17 d'autre part, le tout conformément au projet d'Etat Descriptif de Division en Volumes Modificatif n° 1 rédigé le 11-05-2021 par le Cabinet GIEN PINOT, lequel devra faire l'objet d'un acte notarié préalablement ou concomitamment aux présentes.

Le présent projet de modificatif consiste à :

- 1 - Etablir la scission de la copropriété en vue d'en soustraire des lots détruits ou à détruire ;
- 2 - Modifier l'assiette de la copropriété.

NOTA :

- La rédaction du présent projet d'Etat Descriptif de Division Modificatif ne présume pas de l'obtention des autorisations administratives éventuellement nécessaires aux modifications qui y sont décrites. Les propriétaires des lots concernés feront leur affaire personnelle de l'obtention de ces autorisations, en particulier en ce qui concerne les règles d'urbanisme.
- Le présent document constitue un projet d'Etat Descriptif de Division Modificatif, qui devra faire l'objet d'un vote en Assemblée Générale, puis d'une publication au service de la publicité foncière par un Notaire.

MODIFICATIF**1 - SCISSION DE COPROPRIETE**

La scission a pour objet le retrait d'un ensemble de lots de la copropriété, lesdits lots étant détruits ou destinés à l'être.

A l'issue de cette scission subsisteront deux entités :

- Une « *Copropriété Résultante* », reliquat de l'actuelle copropriété, constituée de l'ensemble des lots conservés, principalement à usage de garages ou box en sous-sol ;
- Une « *Nouvelle Copropriété* », constituée de l'ensemble des lots détruits ou à détruire.

1 – L'assiette foncière est modifiée comme suit :**1.1 : Assiette foncière de la copropriété avant modificatif**

Section AI n° 15 et 21 – Volume 1

1.2 : Assiette foncière de la « Copropriété Résultante » après sortie des lots détruits ou à détruire

Section AI n° 15 et 21 – Volumes 3, 7, 8, 9, 10, 11 et 12

Etant précisée que cette assiette est transitoire et sera modifiée à l'étape 2 ci-après.

1.3 : Assiette foncière de la « Nouvelle Copropriété » constituée des lots détruits ou à détruire

Section AI n° 15 et 21 – Volumes 4, 5 et 6

2 – Lots constituant la « Copropriété Résultante »

La « *Copropriété Résultante* » est constituée des lots 248, 249, 251 à 256, 258 à 326, 328, 329, 331, 332, 334, 335, 337 à 339, 341, 342, 344 à 349, 353, 354, 359, 362, 364, 366, 368 à 370, 372 à 390, 393, 400, 415, 417, 418, 420, 426 à 485, 487 à 500, 507 à 520, 523 à 558, 560, 562 à 566, 601, 603, 604, 606, 629 à 636, 648, 650, 652, 654, 658 et 682.

Les quotes-parts générales de ces lots sont conservées ; toutefois, elles ne seront plus exprimées en onze mille soixante-et-un virgule deux cent huitièmes (11 061,208èmes), mais désormais exprimées en **deux mille neuf cent trente-six virgule cent cinquièmes (2 936,105èmes)**.

3 – Lots constituant la « Nouvelle Copropriété »

La « *Nouvelle Copropriété* » est constituée des lots 220, 224, 225, 227 à 229, 231, 232, 236 à 239, 241, 242, 244 à 247, 250, 605, 608, 613 à 615, 616, 618, 619, 621 à 624, 626, 627, 637, 639, 641, 643, 645, 655, 659, 662, 683 et 684.

Les quotes-parts générales de ces lots sont conservées ; toutefois, elles ne seront plus exprimées en onze mille soixante-et-un virgule deux cent huitièmes (11 061,208èmes), mais désormais exprimées en **huit mille cent vingt-cinq virgule cent troisièmes (8 125,103èmes)**.

4 – Tableaux récapitulatifs

La scission est résumée dans les trois tableaux récapitulatifs ci-annexés :

- Tableau récapitulatif de la scission, indiquant dans quelle copropriété se retrouveront les anciens lots ;
- Tableau récapitulatif de l'Etat Descriptif de Division de la « *Copropriété Résultante* » ;
- Tableau récapitulatif de l'Etat Descriptif de Division de la « *Nouvelle Copropriété* ».

5 – Destination et accès des lots

La destination des lots de la « *Copropriété Résultante* » est inchangée. Les accès piétons et automobiles au parc de stationnements souterrain seront conservés.

Les lots de la « *Nouvelle Copropriété* » sont détruits ou destinés à l'être. A terme, ils constitueront un parc paysager ouvert au public et accessible depuis les voies publiques ; la « *Nouvelle Copropriété* » est donc destinée à être annulée.

2 - MODIFICATION DE L'ASSIETTE FONCIERE DE LA « **COPROPRIETE RESULTANTE** »

La « *Copropriété Résultante* » occupe désormais, physiquement, les Volumes 3, 16 et 17, ainsi que divers espaces dévolus à la copropriété (rampe, escaliers, aérations, etc.) mais qui ne sont actuellement pas compris dans son assiette.

En vue de régulariser l'emprise réelle de la « *Copropriété Résultante* », il est procédé :

- Au retrait des volumes non occupés par la copropriété (Volumes 7, 8, 9, 10, 11 et 12) ;
- A l'intégration des volumes 16 et 17 (issus de la division du Volume 2), constituant respectivement l'édicule de l'escalier de sortie en partie Nord et les aérations sur l'ancien parking aérien ;
- A l'intégration des parcelles **AI 148a, AI 350c et AI 350d** constituant l'emprise des aérations en partie Ouest, à l'angle de la rampe ;
- A l'ajout de la parcelle **AI 353q** constituant l'édicule de l'escalier de sortie à l'extrémité Sud ;
- A l'intégration du Volume 1 de l'Etat Descriptif de Division en Volumes ayant pour assiette la parcelle **AI DPc**, constituant une partie de la rampe d'accès côté Est ;
- A l'intégration des parcelles **AI 161a et AI DPd** constituant la rampe d'accès côté Est.

Le tout conformément au Document Modificatif du Parcellaire Cadastral ci-annexé.

Il est ici précisé que les références des parcelles sont provisoires ; elles seront mises à jour dès l'obtention des nouveaux numéros auprès des services du Cadastre.

Ces régularisations nécessitent de procéder aux échanges suivants :

- Echanges entre le Syndicat des Copropriétaires et la SPLAAD**

Propriétés du Syndicat des Copropriétaires cédées à la SPLAAD	Propriétés de la SPLAAD cédées au Syndicat des Copropriétaires
Volume 11 (extrémité sud-ouest, partie de l'îlot C)	Parcelles AI 148a , 350c et 350d (aérations à l'angle de la rampe d'accès côté Ouest)
	Parcelle AI 353q (édicule de l'escalier de sortie à l'extrémité Sud)

- Echanges entre le Syndicat des Copropriétaires et la Ville de CHENOVE**

Propriétés du Syndicat des Copropriétaires cédées à la Ville de CHENOVE	Propriétés de la VILLE DE CHENOVE cédées au Syndicat des Copropriétaires
Volume 7 (Partie du Cèdre)	Parcelle AI 161a (rampe côté est)
Volume 8 (Délaié côté nord)	Parcelle AI DPd (rampe côté est)
Volume 9 (Délaié côté nord)	Volume 1 de l'EDDV établi sur la parcelle AI DPc (partie du sous-sol côté est)
Volume 12 (Délaié côté est)	Volume 16 (édicule de l'escalier de sortie en partie Nord)
	Volume 17 (aérations sur l'ancien parking aérien)

- Propriétés du Syndicat des Copropriétaires cédées à la Copropriété des Vignes Blanches :**

Volume 10 (entrée des Vignes Blanches).

Pour information et sans que cela ne concerne la « Copropriété Résultante » :

- Propriétés de la VILLE DE CHENOVE cédées à la Copropriété des Vignes Blanches :**

Volume 2 de l'EDDV établi sur la parcelle AI **DPc**.

- Propriétés conservées par la VILLE DE CHENOVE :**

Volume 3 de l'EDDV établi sur la parcelle AI **DPc**.

NOUVELLE ASSIETTE FONCIERE DE LA « COPROPRIETE RESULTANTE »

Par suite des modifications décrites au présent chapitre, la nouvelle assiette foncière de la « Copropriété Résultante » est ici récapitulée :

- Sur la Division en Volumes des parcelles AI 15 et AI 21 : Volumes 3, 16 et 17 ;
- Parcelle AI **148a** ;
- Parcelle AI **350c** ;

- Parcelle AI **350d** ;
- Parcelle AI **353q** ;
- Parcelle AI **161a** ;
- Parcelle AI **DPd** ;
- Sur la Division en Volumes de la parcelle AI **DPc** : Volume 1.

MODE DE CALCUL DES QUOTES-PARTS DE COPROPRIETE

Cas général :

La quote-part des parties communes afférente à chaque lot est proportionnelle à la valeur relative de chaque partie privative par rapport à l'ensemble desdites parties, telles que ces valeurs résultent, lors de l'établissement de la copropriété, de la consistance, de la superficie et de la situation des lots, sans égard à leur utilisation.

Ainsi, le calcul de la quote-part de la copropriété résulte de l'application de pondérations tenant compte de la **superficie** : surfaces fractionnées en fonction des divers éléments constitutifs de chaque lot telles qu'elles résultent :

- de la **consistance** (appartement, commerce, grenier, cave, local aménageable, terrasse, cour, jardin, stationnement, garage, etc.) et, en particulier, de la hauteur sous plafond ;
- de la **situation** : niveau.

Autrement dit, les superficies sont affectées de coefficients pour obtenir une superficie pondérée pour chaque lot.

Le calcul des quotes-parts de copropriété est effectué par proportionnalité des surfaces pondérées de chaque lot ($2936,105 \times Sp / \Sigma Sp$) par rapport à l'ensemble (somme des superficies pondérées de tous les lots).

Cas particulier du modificatif :

Etape 1 : Les quotes-parts du sol et des parties communes générales sont conservées et reportées dans chacune des deux copropriétés.

Etape 2 : Les lots des deux copropriétés ne sont pas modifiés par cette étape.

PARTIES COMMUNES

La définition des parties communes, telle qu'elle figure à l'article 3 du Règlement de Copropriété, est inchangée.

CHARGES COMMUNES

L'énumération et le mode de répartition des charges communes, tels qu'ils figurent au Règlement de Copropriété, sont inchangés.

Les charges seront maintenant réparties conformément aux tableaux récapitulatifs de l'état descriptif de division modificatif ci-annexés.

DOCUMENTS ANNEXES

- Trois Tableaux récapitulatifs :
 - o Etape 1 : Scission de Copropriété ;

- Tableau Récapitulatif de la « *Copropriété Résultante* » ;
- Tableau Récapitulatif de la « *Nouvelle Copropriété* » ;
- Deux plans de situation à l'échelle du 1/500è : sous-sol et rez-de-chaussée, présentant l'assiette foncière de la copropriété avant scission et l'assiette foncière de la « *Copropriété Résultante* » après l'étape 2 ;
- Deux coupes horizontales des volumes (sous-sol et rez-de-chaussée) à l'échelle du 1/500è, annexés à l'Etat Descriptif de Division en Volumes Modificatif n° 1, afin de visualiser l'emprise des volumes ;
- Document Modificatif du Parcellaire Cadastral (DMPC) :
 - Imprimé 6463-N-SD ;
 - Extrait Cadastral.

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'ETAPE 1 :

SCISSION DE COPROPRIETE

L'état descriptif de division est résumé dans le tableau récapitulatif ci-après, conformément à l'article 71 du décret 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié par les décrets 59-90 du 7 Janvier 1959 et 79-405 du 21 mai 1979 et les textes subséquents.


ETAT ANCIEN					ETAT NOUVEAU						
N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales	N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales dans la "Copropriété Résultante"	Quote-part du sol et des parties communes générales dans la "Nouvelle Copropriété"	Observations
				en 11 061,470èmes					en 2 936,105èmes	en 8 125,103èmes	
220	Sous-sol	Sous-sol	Réserve		220	Sous-sol	Sous-sol	Réserve	-	945,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
224	Sous-sol	Sous-sol	Réserve commerciale	945,000	224	Sous-sol	Sous-sol	Réserve commerciale	-	945,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
225	Sous-sol	Sous-sol	Escalier	15,000	225	Sous-sol	Sous-sol	Escalier	-	15,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
227	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	227	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
228	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	228	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
229	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	229	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
231	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	231	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
232	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	232	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
236	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	236	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
237	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	237	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
238	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	238	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
239	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	239	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
241	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	241	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
242	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	242	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
244	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	244	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
245	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	245	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
246	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	246	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
247	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	247	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
248	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	248	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
249	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	249	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
250	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	250	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
251	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	251	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
252	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	252	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
253	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	253	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
254	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	254	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
255	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	255	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
256	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	256	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
258	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	258	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
259	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	259	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
260	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	260	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
261	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	261	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
262	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	262	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
263	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	263	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
264	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	264	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"

D : 021-212101661-20210629-DEL_2021-0

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021



ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_058-DE

EDD n° 13

1 - Session

ETAT ANCIEN										ETAT NOUVEAU				
N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales	N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales dans la "Copropriété Résultante"	Quote-part du sol et des parties communes générales dans la "Nouvelle Copropriété"	Observations			
				en 11 061,208èmes					en 2 936,105èmes	en 8 125,103èmes				
309	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	309	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
310	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	310	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
311	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	311	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
312	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	312	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
313	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	313	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
314	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	314	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
315	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	315	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
316	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	316	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
317	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	317	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
318	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	318	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
319	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	319	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
320	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	320	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
321	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	321	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
322	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	322	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
323	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	323	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
324	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	324	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
325	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	325	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
326	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	326	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
328	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	328	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
329	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	329	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
331	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	331	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
332	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	332	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
334	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	334	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
335	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	335	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
337	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	337	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
338	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	338	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
339	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	339	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
341	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	341	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
342	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	342	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
344	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	344	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
345	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	345	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
346	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	346	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
347	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	347	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
348	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	348	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
349	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	349	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
353	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	353	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
354	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	354	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
359	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	359	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
362	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	362	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
364	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	364	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
366	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	366	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
368	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	368	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
369	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	369	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			
370	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	370	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"			

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

5LO

ID : 021-212101661-20210629-DELL-2021_058-DE

ETAT ANCIEN						ETAT NOUVEAU					
N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales	N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales dans la "Copropriété Résultante"	Quote-part du sol et des parties communes générales dans la "Nouvelle Copropriété"	Observations
542	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	542	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
543	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	543	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
544	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	544	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
545	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	545	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
546	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	546	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
547	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	547	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
548	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	548	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
549	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	549	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
550	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	550	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
551	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	551	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
552	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	552	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
553	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903	553	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
554	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903	554	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
555	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	555	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
556	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	556	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
557	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	557	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
558	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	558	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
560	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	560	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
562	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	562	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
563	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	563	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
564	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	564	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
565	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903	565	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
566	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903	566	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
601	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	601	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
603	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	603	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
604	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	604	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
605	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	605	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
606	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	606	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
608	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643	608	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
613	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	613	Sous-sol	Sous-sol	Garage	-	10,643	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
614	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	614	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	12,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
615	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	615	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	12,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
616	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	616	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	12,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
618	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	618	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	12,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
619	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500	619	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	11,500	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
621	Sous-sol	Sous-sol	Box	16,500	621	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	16,500	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
622	Sous-sol	Sous-sol	Box	6,500	622	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	6,500	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
623	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	623	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	12,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
624	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	624	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	12,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
626	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	626	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	12,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
627	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	627	Sous-sol	Sous-sol	Box	-	12,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"
629	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,800	629	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,800	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
630	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500	630	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"
631	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500	631	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"

Envoyé en préfecture le 29/06/2021
Reçu en préfecture le 29/06/2021
Affiché le 30/06/2021

504
ID : 021-212101661-20210629-DE-2021_058-DE

ETAT ANCIEN					ETAT NOUVEAU						
N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales dans la "Copropriété Résultante"	Quote-part du sol et des parties communes générales dans la "Nouvelle Copropriété"	Observations	
				en 11 061,208èmes				en 2 936,105èmes	en 8 125,103èmes		
632	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500	632	Sous-sol	Box	11,500	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
633	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500	633	Sous-sol	Box	11,500	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
634	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	634	Sous-sol	Box	12,000	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
635	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	635	Sous-sol	Box	12,000	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
636	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000	636	Sous-sol	Box	12,000	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
637	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223	637	Sous-sol	Garage	-	9,223	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
639	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223	639	Sous-sol	Garage	-	9,223	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
641	Sous-sol	Sous-sol	Partie de garage	8,500	641	Sous-sol	Partie de garage	-	8,500	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
643	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223	643	Sous-sol	Garage	-	9,223	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
645	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223	645	Sous-sol	Garage	-	9,223	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
648	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,370	648	Sous-sol	Local	3,370	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
650	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,370	650	Sous-sol	Local	3,370	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
652	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,370	652	Sous-sol	Local	3,370	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
654	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,453	654	Sous-sol	Local	3,453	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
655	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223	655	Sous-sol	Garage	-	9,223	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
658	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,370	658	Sous-sol	Local	3,370	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
659	Sous-sol	Sous-sol	Garage	12,786	659	Sous-sol	Garage	-	12,786	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
662	Sous-sol	Sous-sol	Local	13,420	662	Sous-sol	Local	-	13,420	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
682	Sous-sol	Sous-sol	Locaux	44,986	682	Sous-sol	Locaux	44,986	-	Intégré à la "Copropriété Résultante"	
683		RdC	Sol du RdC et des parties extérieures aux bâtiments	1 941,208	683	RdC	Sol du RdC et des parties extérieures aux bâtiments	-	1 941,208	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
684		RdC / SS	Locaux commerciaux au RdC Locaux divers au SS Galerie Marchande	4 762,000	684	RdC / SS	Locaux commerciaux au RdC Locaux divers au SS Galerie Marchande	-	4 762,000	Intégré à la "Nouvelle Copropriété"	
Totaux				11 061,208	Totaux				2 936,105	8 125,103	

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_058-DE

EDM n° 13
1 - Session

COMMUNE DE CHENOVE

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION MODIFICATIF : " COPROPRIETE RESULTANTE "

L'état descriptif de division est résumé dans le tableau récapitulatif ci-après, conformément à l'article 71 du décret 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié par les décrets 59-90 du 7 Janvier 1959 et 79-405 du 21 mai 1979 et les textes subséquents.

N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales
				en 2 936,105èmes
248	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
249	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
251	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
252	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
253	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
254	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
255	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
256	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
258	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
259	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
260	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
261	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
262	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
263	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
264	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
265	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
266	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
267	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
268	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
269	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
270	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
271	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
272	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
273	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
274	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
275	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
276	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
277	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
278	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
279	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
280	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
281	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
282	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
283	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
284	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
285	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
286	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
287	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
288	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
289	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
290	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
291	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
292	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
293	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
294	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643

N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	et des parties communes générales
				en 2 936,105èmes
295	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
296	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
297	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
298	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
299	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
300	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
301	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
302	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
303	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
304	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
305	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
306	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
307	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
308	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
309	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
310	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
311	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
312	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
313	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
314	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
315	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
316	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
317	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
318	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
319	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
320	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
321	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
322	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
323	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
324	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
325	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
326	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
328	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
329	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
331	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
332	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
334	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
335	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
337	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
338	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
339	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
341	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
342	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
344	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
345	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
346	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
347	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
348	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
349	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
353	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
354	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
359	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
362	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
364	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
366	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643

N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	et des parties communes générales
				en 2 936,105èmes
368	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
369	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
370	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
372	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
373	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
374	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
375	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
376	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
377	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
378	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
379	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
380	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
381	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
382	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
383	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
384	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
385	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
386	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
387	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
388	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
389	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
390	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
393	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
400	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
415	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
417	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
418	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
420	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
426	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
427	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
428	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
429	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
430	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
431	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
432	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
433	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
434	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
435	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
436	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
437	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
438	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
439	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
440	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
441	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
442	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
443	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
444	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
445	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
446	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
447	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
448	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
449	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
450	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
451	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
452	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643

N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	et des parties communes générales
				en 2 936,105èmes
453	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
454	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
455	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
456	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
457	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
458	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
459	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
460	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
461	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
462	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
463	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
464	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
465	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
466	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
467	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
468	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
469	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
470	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
471	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
472	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
473	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
474	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
475	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
476	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
477	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
478	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
479	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
480	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
481	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
482	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
483	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
484	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
485	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
487	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
488	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
489	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
490	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
491	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
492	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
493	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
494	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
495	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
496	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
497	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
498	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
499	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
500	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
507	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
508	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
509	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
510	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
511	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
512	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
513	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
514	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643

N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	et des parties communes générales
				en 2 936,105èmes
515	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
516	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
517	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
518	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
519	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
520	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
523	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
524	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
525	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
526	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
527	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
528	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
529	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
530	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
531	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
532	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
533	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
534	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
535	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
536	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
537	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
538	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
539	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
540	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
541	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
542	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
543	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
544	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
545	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
546	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
547	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
548	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
549	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
550	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
551	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
552	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
553	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
554	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
555	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
556	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
557	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
558	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
560	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
562	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
563	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
564	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,463
565	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
566	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,903
601	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
603	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
604	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
606	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
629	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,800
630	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500
631	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500

N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	et des parties communes générales
				en 2 936,105èmes
632	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500
633	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500
634	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
635	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
636	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
648	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,370
650	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,370
652	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,370
654	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,453
658	Sous-sol	Sous-sol	Local	3,370
682	Sous-sol	Sous-sol	Locaux	44,986
Total				2 936,105

COMMUNE DE CHENOVE

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION MODIFICATIF : " NOUVELLE COPROPRIETE "

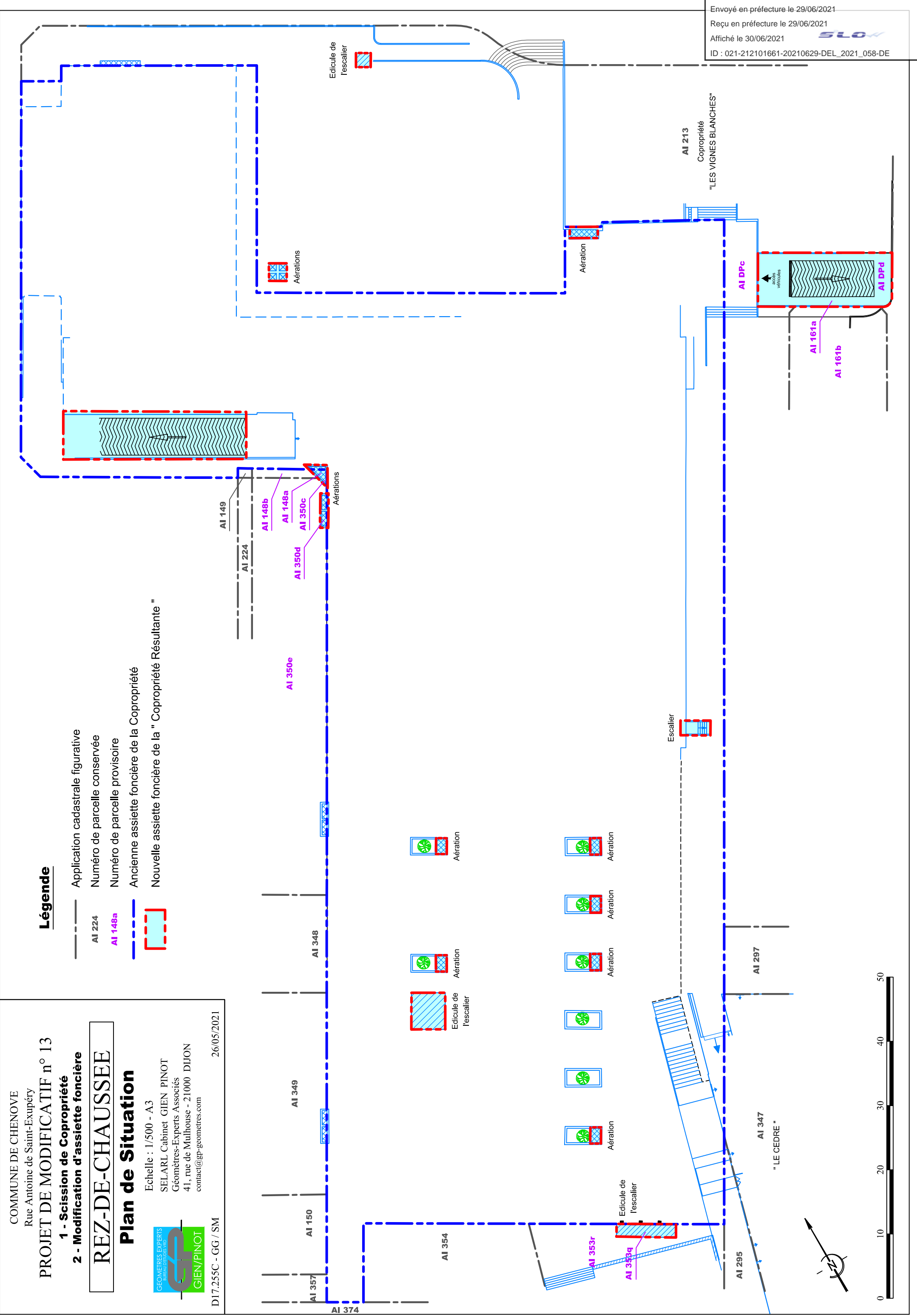
L'état descriptif de division est résumé dans le tableau récapitulatif ci-après, conformément à l'article 71 du décret 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié par les décrets 59-90 du 7 Janvier 1959 et 79-405 du 21 mai 1979 et les textes subséquents.

N° de Lot	Bâtiment	Niveau	Désignation	Quote-part du sol et des parties communes générales dans la "Nouvelle Copropriété"
				en 8 125,103èmes
220	Sous-sol	Sous-sol	Réserve	47,000
224	Sous-sol	Sous-sol	Réserve commerciale	945,000
225	Sous-sol	Sous-sol	Escalier	15,000
227	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
228	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
229	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
231	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
232	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
236	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
237	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
238	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
239	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
241	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
242	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
244	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
245	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
246	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
247	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
250	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
605	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
608	Sous-sol	Sous-sol	Garage	10,643
613	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
614	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
615	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
616	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
618	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
619	Sous-sol	Sous-sol	Box	11,500
621	Sous-sol	Sous-sol	Box	16,500
622	Sous-sol	Sous-sol	Box	6,500
623	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
624	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
626	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
627	Sous-sol	Sous-sol	Box	12,000
637	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223
639	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223
641	Sous-sol	Sous-sol	Partie de garage	8,500
643	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223
645	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223
655	Sous-sol	Sous-sol	Garage	9,223
659	Sous-sol	Sous-sol	Garage	12,786
662	Sous-sol	Sous-sol	Local	13,420
683		RdC	Sol du RdC et des parties extérieures aux bâtiments	1 941,208
684		RdC / SS	Locaux commerciaux au RdC Locaux divers au SS Galerie Marchande	4 762,000
Totaux				8 125,103



Légende

- Application cadastrale figurative
- AI 224 Numéro de parcelle conservée
- AI 148a Numéro de parcelle provisoire
- Ancienne assiette foncière de la Copropriété
- Nouvelle assiette foncière de la " Copropriété Résultante "



SOUS-SOL

Coupe Horizontale des Volumes

Echelle : 1/500 - A3
SELARL Cabinet GIEN PINOT
Géomètres-Experts Associés
41, rue de Mulhouse - 21000 DIJON
contact@gp-geometres.com



D17.255C - GG / SM 26/05/2021

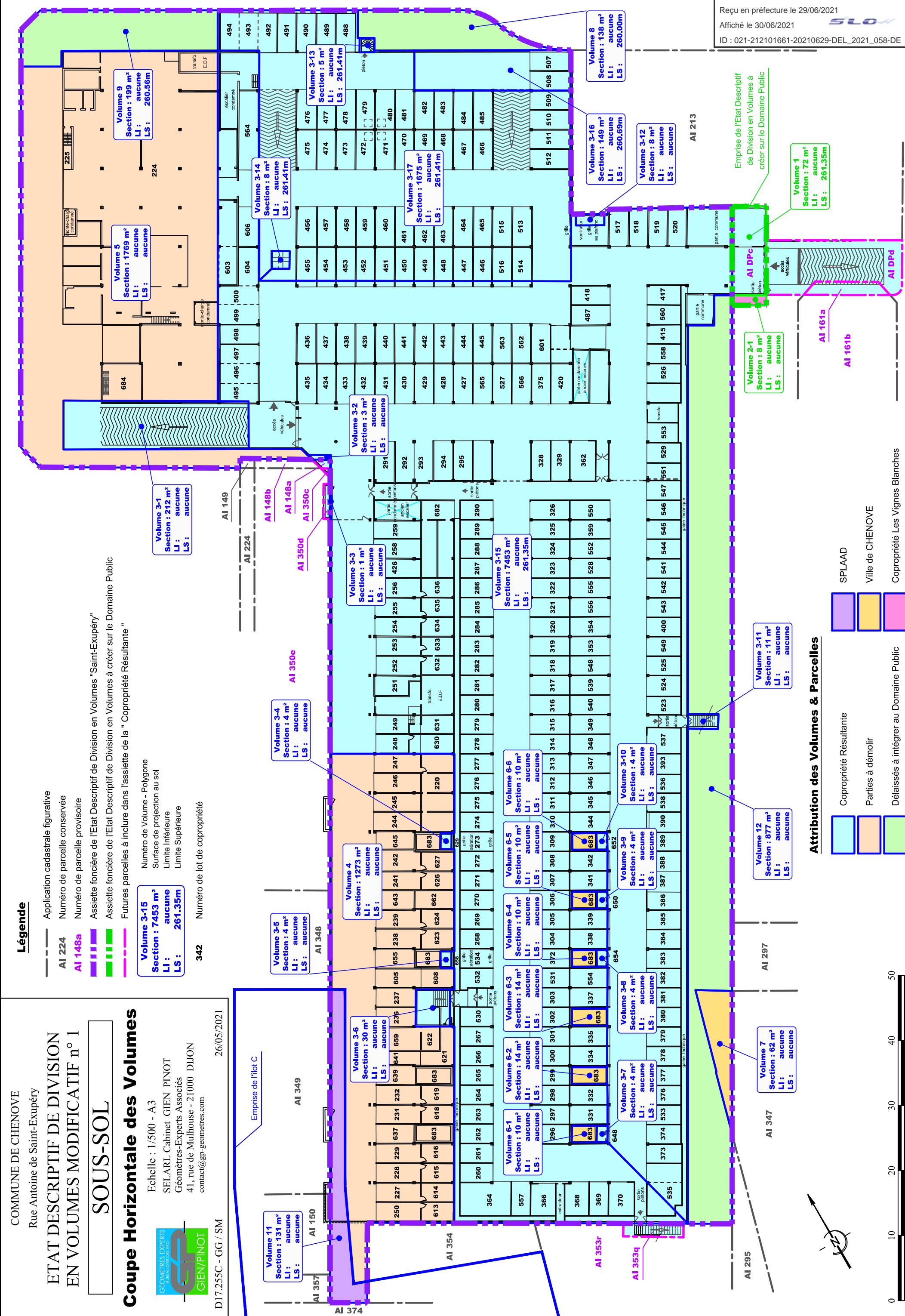
Légende

- Application cadastrale figurative
- AI 224 Numéro de parcelle conservée
- AI 148a Numéro de parcelle provisoire
- Assiette foncière de l'Etat Descriptif de Division en Volumes "Saint-Exupéry"
- Assiette foncière de l'Etat Descriptif de Division en Volumes à créer sur le Domaine Public
- Futures parcelles à inclure dans l'assiette de la " Copropriété Résultante "

Volume 3-15
Section : 7453 m²
LI : aucune
LS : 261.35m

Numéro de Volume - Polygone
Surface de projection au sol
Limite Inférieure
Limite Supérieure

342 Numéro de lot de copropriété



Attribution des Volumes & Parcelles

- Copropriété Résultante
- Parties à démolir
- Délaiés à intégrer au Domaine Public
- SPLAAD
- Ville de CHENOVE
- Copropriété Les Vignes Blanches

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_059

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

**MODIFICATIF DE L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION DE LA
COPROPRIÉTÉ 1-3 RUE JULES BLAIZET ET 2 PLACE
LAPRÉVOTE**

La commune de Chenôve a autorisé la vente à Monsieur ES SABOUNI Abdellatif, par délibération du 24 juin 2019, d'une partie d'une copropriété (lots 14,15 et 16), cadastrée AB n°155, située 1-3 rue Jules Blaizet et 2 place Laprévote.

Conformément aux différents permis de construire obtenus, la SCI SESA, représentée par Monsieur ES SABOUNI Abdellatif, souhaite réorganiser la configuration de ses locaux pour y créer deux logements, des garages, et deux terrasses.

Un géomètre expert, en l'occurrence le cabinet MORNAND – JANIN – SCHENIRER – PIERRE, géomètres experts associés, situé 4 avenue de la Découverte à Dijon, est intervenu pour établir un Modificatif de l'État Descriptif de Division et Règlement de Copropriété.

Ces subdivisions, incluant un changement d'affectation de certains lots créés ainsi que la privatisation de parties communes, entraînent l'augmentation de la valeur du dénominateur de la fraction des quotes-parts de copropriété du bâtiment B (voir document joint).

Une assemblée générale des copropriétaires doit donc décider, à l'unanimité, de la modification du règlement de copropriété.

Les frais d'acte et de publicité foncière seront entièrement supportés par la société SESA.

Vu l'article L.2122-21 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le Modificatif de l'État Descriptif de Division et Règlement de Copropriété,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à convoquer, en tant que syndic bénévole de la copropriété, l'ensemble des copropriétaires pour une assemblée générale

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer le PV de l'assemblée générale,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

GC/MAC/
3333005

**L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN,
LE**

**A FAYL BILLOT, au siège de la société titulaire de l'Office Notarial,
Maître Gautier CHANTIER, Notaire, associé de la Société Civile
Professionnelle « Nicolas GENDROT, Gautier CHANTIER et Aurélie VION-
LAGNEAU, Notaires Associés », titulaire d'un Office Notarial à FAYL BILLOT
(Haute Marne), avec bureau annexe permanent à VITREY-SUR-MANCE (Haute
Saône),**

A REÇU le présent acte à la requête de :

La Société dénommée **SESA**, Société civile immobilière au capital de 600,00
€, dont le siège est à DAIX (21121), 44 Ter rue de Dijon, identifiée au SIREN sous le
numéro 878 146 117 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de
DIJON.

Ainsi qu'à la requête du Syndicat des copropriétaires

Ayant accepté la régularisation du présent acte ainsi qu'il est dit ci-après.

A l'effet d'établir ainsi qu'il suit le **MODIFICATIF DE L'ETAT DESCRIPTIF DE
DIVISION ET REGLEMENT DE COPROPRIETE** concernant un immeuble ou
ensemble immobilier situé à CHENOVE (CÔTE-D'OR), 2 Place Anne Laprévote, - rue
Jules Blaizet.

**Etant précisé que ce modificatif a été préalablement autorisé aux termes
d'une assemblée générale des copropriétaires en date du 2021 dont une
copie délivrée par le syndic est annexée, ainsi que le certificat de non recours.**

Il est ici indiqué en tant que de besoin :

- que la présente division n'entre pas dans le cadre des interdictions prévues
aux trois premiers alinéas de l'article L 111-6-1 du Code de la construction et
de l'habitation, savoir :
 - toute division par appartements d'immeubles qui sont frappés d'une
interdiction d'habiter ou d'un arrêté de péril, ou sont déclarés
insalubres, ou comportent pour le quart au moins de leur superficie

totale des logements loués ou occupés classés dans la catégorie IV visée par la loi numéro 48-1360 du 1er septembre 1948 ;

- toute division d'immeuble en vue de créer des locaux à usage d'habitation d'une superficie et d'un volume habitables inférieurs respectivement à 14 m² et à 33 m³, les installations ou pièces communes mises à disposition des locaux à usage d'habitation nés de la division n'étant pas comprises dans le calcul de la superficie et du volume desdits locaux, ou qui ne sont pas pourvus d'une installation d'alimentation en eau potable, d'une installation d'évacuation des eaux usées ou d'un accès à la fourniture de courant électrique, ou qui n'ont pas fait l'objet de diagnostics amiante en application de l'article L 1311-1 du Code de la santé publique et d'une appréciation du risque de saturnisme lorsque l'immeuble est soumis aux dispositions de l'article L 1334-5 du même Code ;
- toute division par appartements d'immeuble de grande hauteur à usage d'habitation ou à usage professionnel ou commercial et d'habitation dont le contrôle exercé par la commission de sécurité a donné lieu à un avis défavorable de l'autorité compétente ou à des prescriptions qui n'ont pas été exécutées ;
- que la superficie des parties privatives des lots figurant aux présentes a été déterminée par un mesurage effectué conformément aux prescriptions de la loi Carrez par le dont le détail est annexé.

EXPOSE

Les présentes s'appliquent à un immeuble ou à un ensemble immobilier ci-après désigné :

Une propriété située à CHENOVE (CÔTE-D'OR) 21300 2 Place Anne Laprévote, - rue Jules Blaizet.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AB	155	2 PLACE ANNE LAPREVOTE	00 ha 06 a 89 ca

Un extrait de plan cadastral est annexé.

Elle est confinée :

- au nord, par la place Anne Laprévote,
- au nord et à l'est, par les parcelles cadastrées section AB 154 et 506, sises 4 place Anne Laprévote,
- au sud et à l'est par la parcelle cadastrée section AB numéro 428 sise 7 rue Jules Blaizet,
- au sud, par la parcelle cadastrée section AB numéro 156, sise 5 rue Jules Blaizet,
- à l'ouest, par la rue Jules Blaizet.

L'immeuble est à usage principal d'habitation et de commerces (actuellement restaurant).

L'immeuble objet des présentes comprend six bâtiments indépendants, dénommés respectivement bâtiment A, B, C, D, E et F.

Le bâtiment A est édifié le long de la rue Jules Blaizet et sur la place Anne Laprévote.

Le bâtiment B est édifié dans l'angle Sud-Est de la parcelle.

Le bâtiment C est édifié le long de la limite Est, au Nord du bâtiment B.

Le bâtiment D est édifié dans l'angle Nord-Est de la parcelle et sur la place Anne Laprévote.

Le bâtiment E est édifié dans la cour, jouxtant le bâtiment A à l'Est.
Le bâtiment F est édifié en limite sur la place Anne Laprévote et est accolé au bâtiment A.

Le bâtiment A dispose de trois accès piétons donnant sur les numéros 1 et 3 de la rue Jules Blaizet, d'un accès piéton donnant sur la place Anne Laprévote et de différents accès depuis la cour commune.

Il est constitué d'un sous-sol, d'un rez-de-chaussée et de deux étages, le deuxième étage étant mansardé et comprend, en superstructure, un logement en duplex et un restaurant sur deux niveaux et des greniers, et, en infrastructure, caves et vestiaires.

Le bâtiment B dispose de deux accès donnant sur la cour commune au Nord.

Il est constitué d'un sous-sol, d'un rez-de-chaussée et potentiellement de deux étages, et comprend en superstructure un local à aménager en garage et deux plateaux à aménager en appartements, et en infrastructure une cave.

Le bâtiment C dispose d'un accès donnant sur la cour commune à l'Ouest.

Il est constitué d'un simple rez-de-chaussée et comprend un garage à aménager et un escalier d'accès au sous-sol.

Le bâtiment D dispose de deux accès piétons donnant sur la cour commune à l'Est et d'accès piétons au Nord via la parcelle AB numéro 154, par une servitude de passage.

Il est constitué d'un sous-sol, d'un rez-de-chaussée et d'un étage partiellement mansardé, et comprend, en superstructure un local à aménager en buanderie, un local de stockage et un appartement à créer et en infrastructure deux caves.

Le bâtiment E dispose de deux accès donnant sur la cour commune au Sud. Il est constitué d'un simple rez-de-chaussée et comprend deux remises.

Le bâtiment F constitue une annexe au bâtiment A par lequel se fait son accès. Il comprend un rez-de-chaussée et un étage.

L'ensemble de ces bâtiments sont organisés autour d'une cour commune.

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION – REGLEMENT DE COPROPRIETE

L'ensemble immobilier a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître Philippe SCHANG, notaire à CHENOVE, le 16 avril 2019 publié au service de la publicité foncière de DIJON 1, le 9 mai 2019 volume 2019P numéro 4794.

IDENTIFICATION DES LOTS

L'immeuble ou ensemble immobilier est divisé en QUATORZE (14) lots numérotés de de façon continue de ONZE (11) à VINGT-QUATRE (24).

Lot numéro onze (11) :

Un local commercial à usage actuel de restaurant exposé Nord, Nord Ouest et Sud Est, comprenant :

- Au sous-sol : cave voûtée, remise, deux salles d'eau, deux wc, deux vestiaires, et un escalier privatif intérieur menant au rez-de-chaussée,
- Au rez-de-chaussée : chambre froide, cuisine, salle à manger, salle d'eau, deux wc, deux escaliers privatifs intérieurs menant au premier étage et au sous-sol,
- Au premier étage : trois salles à manger, un escalier privatif intérieur permettant l'accès depuis le rez-de-chaussée et menant au deuxième étage,
- Au deuxième étage mansardé : deux greniers.

Ce lot comprend en outre un escalier privatif extérieur jouxtant le bâtiment E, et menant de la cour commune au premier étage du bâtiment A.

L'accès au lot se fait soit depuis la cour commune, soit depuis la rue Jules Blaizet, soit depuis la place Anne Laprévote.

Et les trois cent dix-sept millièmes (317 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les six cent huit millièmes (608 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment A.

Et les mille millièmes (1.000/1.000èmes) des parties communes spéciales au bâtiment F.

Lot numéro douze (12) :

Dans le bâtiment A, une cave avec escalier privatif et palier privatif menant de la cour commune au niveau sous-sol.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les huit millièmes (8 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les seize millièmes (16 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment A.

Lot numéro treize (13) :

Dans le bâtiment A, rez-de-chaussée, premier et deuxième étages, un appartement en duplex exposé, Nord Ouest et Sud Est comprenant :

- au rez-de-chaussée : palier, salon avec cuisine, salle d'eau avec wc, un escalier privatif inférieur menant au premier étage,
- au premier étage : deux paliers, deux dégagements, entrée, salle de bains, wc, deux chambres, un escalier privatif intérieur menant au deuxième étage,
- au deuxième étage mansardé : palier, grenier et dégagement.

Ce lot comprend en outre un escalier privatif extérieur jouxtant la façade ouest du bâtiment B et menant de la cour commune au premier étage du bâtiment A.

L'accès au lot se fait soit depuis la cour commune, soit depuis la rue Jules Blaizet.

Et les cent soixante-dix-sept millièmes (177 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les trois cent soixante-seize millièmes (376 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment A.

Lot numéro quatorze (14) :

Dans le bâtiment B, sur la totalité du sous-sol, une cave et son escalier privatif menant de la cour commune au niveau sous-sol.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les quinze millièmes (15 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les soixante-deux millièmes (62 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment B.

Lot numéro quinze (15) :

Dans le bâtiment B, au rez-de-chaussée et potentiellement aux premier et deuxième étages, un local à aménager en garage et en appartement, exposé Nord, comprenant :

- Au rez-de-chaussée : local à aménager en garage, actuellement composé de deux pièces,
- Au potentiel premier étage : plateau à aménager en appartement,
- Au potentiel deuxième étage : plateau mansardé à aménager en appartement,

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les deux cent vingt-neuf millièmes (229 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les neuf cent trente-huit millièmes (938 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment B.

Lot numéro seize (16) :

Dans les bâtiments C et D, aux sous-sol et rez-de-chaussée, un lot exposé Ouest, comprenant :

- Au sous-sol : cave voutée et son escalier privatif d'accès depuis la cour commune,
- Au rez-de-chaussée : local à aménager en garage et local à aménager en buanderie,

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les soixante-douze millièmes (72 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les mille millièmes (1000 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment C.

Et les deux cent vingt-trois millièmes (223 /1000èmes) des parties communes spéciales au bâtiment D.

Lot numéro dix-sept (17) :

Dans le bâtiment D, au sous-sol, une cave et son escalier privatif menant de la parcelle cadastrée section AB numéro 154 au niveau sous-sol.

L'accès au lot se fait au Nord, depuis la parcelle cadastrée section AB numéro 154.

Et les quatre millièmes (4 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les dix-sept millièmes (17 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment D.

Lot numéro dix-huit (18) :

Dans le bâtiment D, au rez-de-chaussée, un local de stockage exposé Nord, comprenant une pièce unique.

L'accès au lot se fait au Nord, depuis la parcelle cadastrée section AB numéro 154.

Et les quarante-huit millièmes (48 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les deux cent vingt-sept millièmes (227 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment D.

Lot numéro dix-neuf (19) :

Dans le bâtiment D, au premier étage, un local à aménager en appartement et son escalier privatif intérieur.

L'accès au lot se fait depuis l'escalier privatif menant à la cour commune.

Et les cent treize millièmes (113 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les cinq cent trente-trois millièmes (533 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment D.

Lot numéro vingt (20) :

Dans la moitié EST du bâtiment E, au rez-de-chaussée, une remise.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les trois millièmes (3 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les six cent quatre-vingt-cinq millièmes (685 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment E.

Lot numéro vingt et un (21) :

Dans la moitié OUEST du bâtiment E, au rez-de-chaussée, une remise.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les deux millièmes (2 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les trois cent quinze millièmes (315 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment E.

Lot numéro vingt-deux (22) :

Dans la cour commune, un parking extérieur privatif, premier sur la droite en arrivant.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les quatre millièmes (4 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot numéro vingt-trois (23) :

Dans la cour commune, un parking extérieur privatif, deuxième sur la droite en arrivant.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les quatre millièmes (4 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot numéro vingt-quatre (24) :

Dans la cour commune, un parking extérieur privatif, troisième sur la droite en arrivant.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les quatre millièmes (4 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

RESUME DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ORIGINARE

L'état descriptif originare est résumé dans le tableau récapitulatif établi ci-après.

LOT	BAT	Niveau	NATURE	Quote-part des PCG	PCS Bât. B	PCS Bât. C	PCS Bât. D
11	AF	SS à R+2	restaurant	317	0	0	0
12	A	SS	cave	8	0	0	0
13	A	RDC à R+2	appartement	177	0	0	0
14	B	SS	cave	15	62	0	0
15	B	RDC à R+2	garage+appartement	229	938	0	0
16	CD	SS/RDC	cave+garage+buanderie	72	0	1000	223
17	D	SS	cave	4	0	0	17
18	D	RDC	local de stockage	48	0	0	227
19	D	R+1	appartement	113	0	0	533
20	E	RDC	remise	3	0	0	0
21	E	RDC	remise	2	0	0	0
22	-	Ext.	parking extérieur	4	0	0	0
23	-	Ext.	parking extérieur	4	0	0	0
24	-	Ext.	parking extérieur	4	0	0	0
Total				1000 /1000	1000 /1000	1000 /1000	1000 /1000

CECI EXPOSE, il est passé à la modification de l'état descriptif de division objet des présentes.

MODIFICATIF A L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Le propriétaire des lots 15 et 16 souhaite réorganiser la configuration de ses locaux pour y créer deux logements et des garages, il est également prévu la création de terrasses.

Le présent modificatif a pour objet :

- 1. la subdivision du lot numéroté 15 en deux nouveaux lots privatifs numérotés 25 et 26 avec changement partiel d'affectation ;**
- 2. la subdivision du lot numéroté 16 en trois nouveaux lots privatifs numérotés de 27, 28 et 29 avec changement partiel d'affectation ;**
- 3. la création de quatre lots issus des parties communes numérotés de 30 à 33.**

Ces subdivisions incluant un changement d'affectation de certains lots créés ainsi que la privatisation de parties communes, entraînent l'augmentation de la valeur du dénominateur de la fraction des quotes-parts de copropriété et de bâtiment B ainsi qu'il sera précisé ci-après.

Le tout résultant d'un mémoire explicatif dressé par MORNAND – JANIN – SCHENIRER – PIERRE, géomètres experts associés, 4 Avenue de la Découverte, 21000 DIJON et analysé ci-après.

**Subdivision du lot n°15 en deux nouveaux lots privatifs numérotés 25 et 26
avec changement partiel d'affectation**

Ancienne désignation :

Lot numéro quinze (15) :

Dans le bâtiment B, au rez-de-chaussée et potentiellement aux premier et deuxième étages, un local à aménager en garage et en appartement, exposé Nord, comprenant :

- Au rez-de-chaussée : local à aménager en garage, actuellement composé de deux pièces,
- Au potentiel premier étage : plateau à aménager en appartement,
- Au potentiel deuxième étage : plateau mansardé à aménager en appartement,

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les deux cent vingt-neuf millièmes (229 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les neuf cent trente-huit millièmes (938 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment B.

Nouvelle désignation :

A noter que ce lot était initialement destiné à être aménagé en garage au rez-de-chaussée et en appartement aux deux étages supérieurs. Il sera en réalité aménagé sur les trois niveaux en deux appartements.

Cette modification entraine la modification de la valeur des dénominateurs des quotes-parts de copropriété ainsi qu'il sera précisé ci-après.

Lot numéro vingt-cinq (25)

Dans le bâtiment B, au rez-de-chaussée et au premier étage, un local à aménager en appartement en duplex, exposé Nord.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les cent quarante-quatre /mille centièmes (144 /1100 èmes) des parties communes générales.

Et les six cent quatorze /mille quatre centièmes (614 /1400 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment B.

Lot numéro vingt-six (26)

Dans le bâtiment B, aux premier et deuxième étages, un local à aménager en appartement en duplex, exposé Nord.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune, via le lot 32, terrasse avec escalier d'accès aménagé dans le bâtiment C.

Et les cent soixante-dix /mille centièmes (170 /1100 èmes) des parties communes générales.

Et les sept cent vingt-quatre /mille quatre centièmes (724 /1400 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment B.

Subdivision du lot n°16 et création des lots n°27, 28 et 29 avec changement partiel d'affectation

Ancienne désignation :

Lot numéro seize (16) :

Dans les bâtiments C et D, aux sous-sol et rez-de-chaussée, un lot exposé Ouest, comprenant :

- Au sous-sol : cave voutée et son escalier privatif d'accès depuis la cour commune,
 - Au rez-de-chaussée : local à aménager en garage et local à aménager en buanderie,
- L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les soixante-douze millièmes (72 /1000 èmes) de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les mille millièmes (1000 /1000 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment C.

Et les deux cent vingt-trois millièmes (223 /1000èmes) des parties communes spéciales au bâtiment D.

Nouvelle désignation :

A noter que ce lot était initialement destiné à être aménagé en garage et buanderie. Il sera en réalité aménagé en garage et parking couvert.

Cette modification entraîne la modification de la valeur des dénominateurs des quotes-parts de copropriété ainsi qu'il sera précisé ci-après.

Lot numéro vingt-sept (27)

Ce lot comprend :

- Dans le bâtiment C, au rez-de-chaussée, une partie de garage, sis à droite en regardant la façade. Cette fraction de lot forme un unique garage avec le lot 31. Les lots 27 et 31 sont indissociables ;
- Dans le bâtiment D, au sous-sol, une cave voûtée et son escalier privatif d'accès sis dans le bâtiment C et débouchant sur le parking couvert.

L'accès au lot se fait, via le lot 31, depuis la cour commune.

Et les vingt et un /mille centièmes (21 /1100 èmes) des parties communes générales.

Et les cinq cent quatre-vingt-dix /deux mille quatre-vingtièmes (590 /2080 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment C.

Et les vingt-neuf /neuf cent quarantièmes (29 /940èmes) des parties communes spéciales au bâtiment D.

Lot numéro vingt-huit (28)

Dans le bâtiment D, au rez-de-chaussée, un garage.

L'accès au lot se fait, via le lot 31, depuis la cour commune.

Et les vingt-huit /mille centièmes (28 /1100 èmes) des parties communes générales.

Et les cent trente-quatre /neuf cent quarantièmes (134 /940 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment D.

Lot numéro vingt-neuf (29)

Dans le bâtiment C, au rez-de-chaussée, une partie de garage, à gauche en regardant la façade.

Ce lot forme un unique garage avec le lot 30. Les lots 29 et 30 sont indissociables.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les quinze /mille centièmes (15 /1100 èmes) des parties communes générales.

Et les cinq cent quatre-vingt-dix /deux mille quatre-vingtièmes (590 /2080 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment C.

Création des lots n°30 à 33 issus des parties communes

Ancienne désignation :

Fractions de cour commune sises au droit des lots 27 et 29 du bâtiment C, aménagée en garage par la création d'un nouveau toit terrasse sur ledit bâtiment.

Deux terrasses aménagées en toiture du bâtiment C par création de surfaces nouvelles.

Nouvelle désignation :

Lot numéro trente (30)

Dans le bâtiment C, au rez-de-chaussée, une partie de garage, à gauche en regardant la façade.

Ce lot forme un unique garage avec le lot 29. Les lots 29 et 30 sont indissociables.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les deux /mille centièmes (2 /1100 èmes) des parties communes générales.

Et les soixante-huit /deux mille quatre-vingtièmes (68 /2080 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment C.

Lot numéro trente et un (31)

Dans le bâtiment C, au rez-de-chaussée, une partie de garage, à droite en regardant la façade.

Ce lot forme un unique garage avec le lot 27. Les lots 27 et 31 sont indissociables.

L'accès au lot se fait depuis la cour commune.

Et les deux /mille centièmes (2 /1100 èmes) des parties communes générales.

Et les quatre-vingt-dix-neuf /deux mille quatre-vingtièmes (99 /2080 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment C.

Lot numéro trente-deux (32)

Dans le bâtiment C, au niveau du premier étage, une terrasse, à droite en regardant la façade, incluant son escalier extérieur d'accès depuis la cour commune.

Ce lot dessert le lot 26 (appartement sis dans le bâtiment B). Dans ces conditions d'accès les lots 26 et 32 sont indissociables.

Et les neuf /mille centièmes (9 /1100 èmes) des parties communes générales.

Et les trois cent cinquante et un /deux mille quatre-vingtièmes (351 /2080 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment C.

Lot numéro trente-trois (33)

Dans le bâtiment C, au niveau du premier étage, une terrasse, à gauche en regardant la façade.

Ce lot est desservi par le lot 19 (appartement au premier étage du bâtiment D). Dans ces conditions d'accès les lots 19 et 32 sont indissociables.

Et les dix /mille centièmes (10 /1100 èmes) des parties communes générales.

Et les trois cent quatre-vingt-deux /deux mille quatre-vingtièmes (382 /2080 èmes) des parties communes spéciales au bâtiment C.

A l'issue de ce modificatif les quotes-parts s'exprimeront désormais :

- pour les parties communes générales en 1 100èmes ;
- pour le bâtiment B en 1 400èmes ;
- pour le bâtiment C en 2 080èmes ;

- pour le bâtiment D en 940èmes.

A l'issue de ce modificatif la copropriété est nouvellement constituée de vingt-et-un (21) lots numérotés de façon continue de 11 à 14 et de 17 à 33.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le **VENDEUR** est devenu propriétaire de la façon suivante :

Acquisition de la COMMUNE DE CHENOVE, département de Côte-d'Or, CHENOVE (Côte d'Or), 2 place Pierre Meunier, identifiée sous le numéro SIREN 212 101 661, suivant acte reçu par Maître Philippe SCHANG notaire à CHENOVE, le 31 janvier 2020.

Une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 21 février 2020, volume 2020P, numéro 3592.

NOUVEL ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Le nouvel état descriptif est résumé dans le tableau récapitulatif établi ci-après conformément aux articles 71-1 et suivants du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955, modifié, portant réforme de la publicité foncière.

TABLEAU RECAPITULATIF

LOT	BAT	Niveau	NATURE	Quote-part des PCG	PCS Bât. B	PCS Bât. C	PCS Bât. D	Ob s.
11	AF	SS=>R+2	restaurent	317	0	0	0	inchangé
12	A	SS	cave	8	0	0	0	inchangé
13	A	RDC=>R+2	appartement	177	0	0	0	inchangé
14	B	SS	cave	15	62	0	0	inchangé
15	B	RDC=>R+2	garage+appartement	229	938	0	0	Supprimé par subdivision en lots 25 et 26 avec changement part

								iel d'af fect atio n
16	CD	SS/RDC	cave+ga rage+bu anderie	72	0	1000	223	sup pri mé par sub divi sio n en lots 27 à 29 ave c cha nge me nt part iel d'af fect atio n
17	D	SS	cave	4	0	0	17	inc han gé
18	D	RDC	local de stockage	48	0	0	227	inc han gé
19	D	R+1	apparte ment	113	0	0	533	inc han gé
20	E	RDC	remise	3	0	0	0	inc han gé
21	E	RDC	remise	2	0	0	0	inc han gé
22	-	Ext.	parking extérieur	4	0	0	0	inc han gé
23	-	Ext.	parking extérieur	4	0	0	0	inc han gé
24	-	Ext.	parking extérieur	4	0	0	0	inc han gé
25	B	RDC R+1	apparte ment	144	614	0	0	iss u de la sub divi

								sio n du lot 15
26	B	R+1 R+2	apparte ment	170	724	0	0	iss u de la sub divi sio n du lot 15
27	CD	R-1 RDC	cave et partie de garage	21	0	590	29	iss u de la sub divi sio n du lot 16
28	D	RDC	garage	28	0	0	134	iss u de la sub divi sio n du lot 16
29	C	RDC	partie de garage	15	0	590	0	iss u de la sub divi sio n du lot 16
30	C	RDC	partie de garage	2	0	68	0	iss u des part ies co mm une s
31	C	RDC	partie de garage	2	0	99	0	iss u

								des part ies co mm une s
32	C	RDC	terrasse et escalier	9	0	351	0	iss u des part ies co mm une s
33	C	R+1	terrasse	10	0	382	0	iss u des part ies co mm une s
Totaux				1100 /1100	1400 /1400	2080 /2080	940 /940	

PRISE EN COMPTE D'UN EVENEMENT SANITAIRE

Le notaire soussigné rappelle l'impact d'une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 en ce qui concerne les effets potentiels sur les modalités de convocation et de déroulement des assemblées sus-relatées dans la mesure où des dispositions d'origine légale ou réglementaire prises en conséquence les modifieraient temporairement.

IMMATRICULATION DU SYNDICAT DE COPROPRIETAIRES

L'article L 711-1 du Code de la construction et de l'habitation institue un registre auquel sont immatriculés les syndicats de copropriétaires définis à l'article 14 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, qui administrent des immeubles à destination partielle ou totale d'habitation.

Cette disposition est applicable à compter du, savoir :

- 31 décembre 2016, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 200 lots ainsi que pour les syndicats de copropriétaires des immeubles neufs ou des immeubles mis en copropriété,
- 31 décembre 2017, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 50 lots,
- 31 décembre 2018, pour les autres syndicats de copropriétaires.

Le syndicat des copropriétaires est immatriculé sous le numéro AG7-391-691.

DOMICILE

Domicile est élu de plein droit au lieu de résidence du requérant.

INFORMATION DU SYNDIC

Une copie de l'acte sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au syndic de la copropriété.

FRAIS

Les frais sont supportés par le requérant.

TAXE DE PUBLICITE FONCIERE

La taxe de publicité foncière de 125 euros sera perçue à l'occasion de la publication des présentes.

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière s'élève à la somme de quinze euros (15,00 eur).

PUBLICITE FONCIERE

Le présent modificatif sera publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 conformément à la loi du 10 juillet 1965 et aux dispositions légales relatives à la publicité foncière.

La contribution de sécurité immobilière de 15 euros (article 881 M du Code général des impôts) est en outre exigible.

POUVOIRS POUR PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à nécessaires à tout notaire ou à tout clerk de l'office notarial dénommé en tête des présentes à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Ils peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, le requérant a certifié exactes les déclarations le concernant, avant d'apposer sa signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de la signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_060

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

VENTE D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER 5 PLACE LAPRÉVOTE AUX SOCIÉTÉS REINATE ET EVOLVING

Par délibération n° DEL_2019_39, en date du 8 avril 2019, la commune de Chenôve a autorisé la vente à la SARL RIVOLI NT 08 d'un ensemble immobilier, sis 5 place Laprévote dans le vieux bourg, sur un terrain de 964 m², cadastré AB 82, comprenant notamment l'ancienne poste du village, un hangar, un logement et des salles de réunions, utilisées ces dernières années comme locaux associatifs, pour un montant de 280 000 €.

La société dénommée REINATE et la société dénommée EVOLVING se substituent à la SARL RIVOLI dans cette opération.

La dualité d'acquéreurs implique la division de l'immeuble vendu en trois unités foncières, suivant le document d'arpentage ci-joint, savoir :

- Lot A acquis par la société EVOLVING moyennant un prix de 40 000,00 €,
- Lots B et C acquis par la société REINATE moyennant un prix de 240 000,00 €.

Les frais liés à l'acte sont à la charge de l'acquéreur.

Préalablement à l'acte notarié, il pourrait être signé un compromis de vente dans un délai maximum de trois mois qui présente l'intérêt d'engager le vendeur mais également les acquéreurs sous réserve d'éventuelles(s) condition(s) suspensive(s).

Il convient de préciser qu'à défaut d'accord et de signature corrélative dudit compromis dans le délai indiqué ci dessus, la commune serait libérée de tout engagement envers les sociétés EVOLVING et REINATE, Elle pourrait en conséquence remettre le bien à la vente.

Par ailleurs, en cas de mutation de l'immeuble dans les trois ans des présentes, pour un prix hors frais de mutation, dépassant de 50 % le prix d'acquisition (soit 280 000 €) augmenté

des frais versés par l'acquéreur et des frais financiers supportés par lui pendant la période de détention, l'acquéreur versera à la commune un intéressement correspondant à 35 % de la plus-value réalisée par l'acquéreur lorsque la mutation a pour objet l'immeuble. Les détails sont précisés dans l'acte de vente, joint en annexe à la présente délibération.

Vu l'acte de substitution à promesse de vente du 14 décembre 2020,

Vu l'avis de France Domaine du 13 décembre 2018,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission projets de ville, transition écologique, travaux en date du 15 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de cet ensemble immobilier situé 5 place Laprévote pour un montant de 280 000 €, conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant et, tout acte préalable nécessaire afin d'engager les parties dès avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Commune : 021166
Chenôve

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (D)

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

ID : 021-212101661-20210629-DEL 2021_060-DE

Numéro d'ordre du document d'arpentage

Document vérifié et numéroté le
A
Par

Section : AB
Feuille(s) : 01
Qualité du plan : P4

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 06/06/2002

CERTIFICATION (Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 08/2020..... par M Hélène.MORNAND...géomètre à Dijon.....

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A , le

Document dresse par
Hélène.MORNAND.....
à DIJON.....
Date 01-09-2020.....
Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan renouvelé par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.

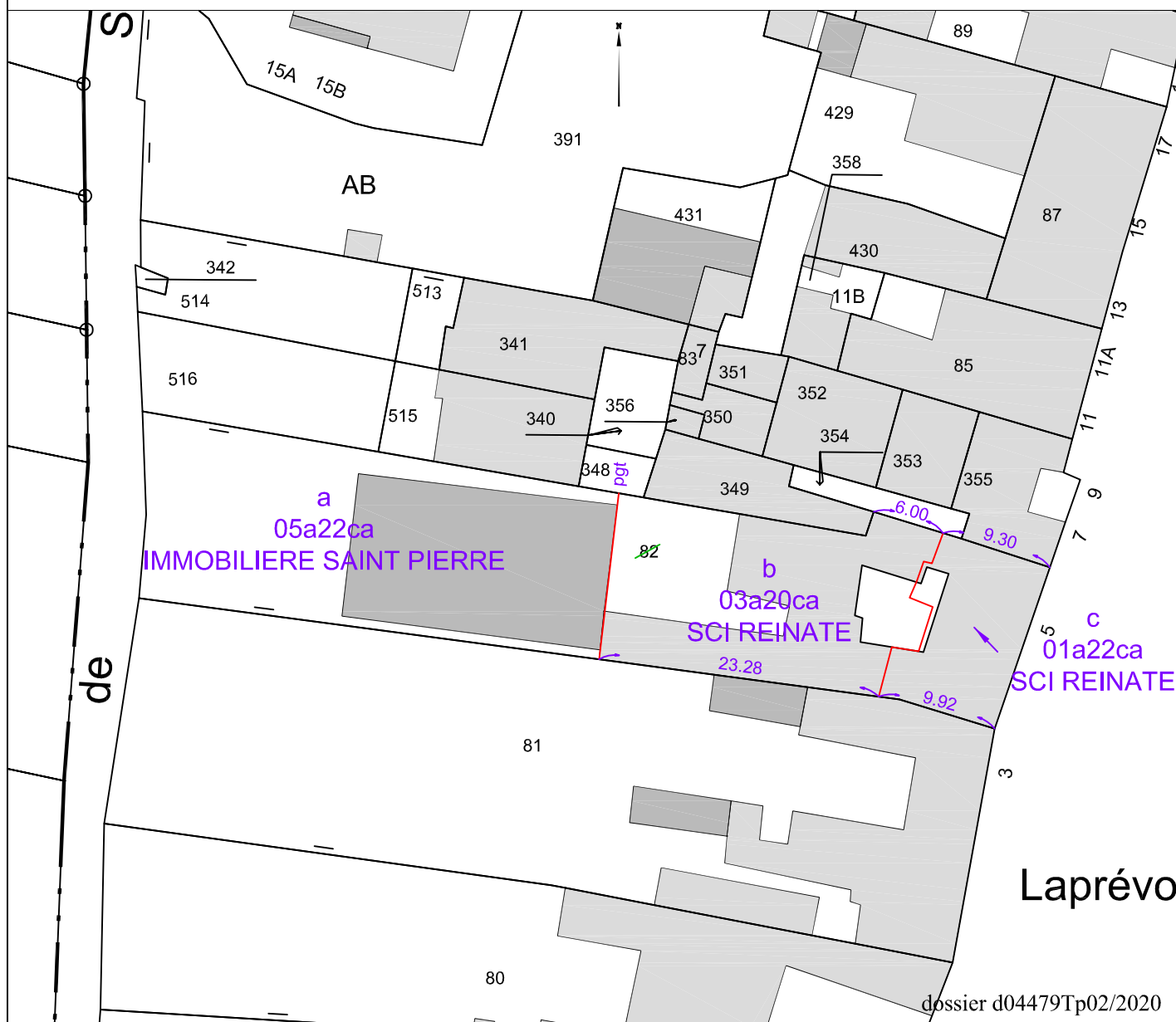
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...).

(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualifié de l'autorité expropriant).

Immobilière Saint-Pierre

SCI Reinate

Commune de Chenôve



**SUBSTITUTION A PROMESSE
DE VENTE D'IMMEUBLE**

LE SOUSSIGNE

La société dénommée "**RIVOLI N T 08**", Société à responsabilité limitée au capital de HUIT MILLE EUROS (8.000,00 €), dont le siège social est à DAIX (21121), 13 rue du Meix Pillon.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de DIJON et identifiée sous le numéro SIREN 840 194 450.

Substitue en qualité d'acquéreur,

La société dénommée **REINATE**, Société civile immobilière au capital de CENT CINQ MILLE EUROS (105.000,00 €), dont le siège social est à PARIS 10 (75010), 24 rue Louis Blanc.

Identifiée sous le numéro SIREN 529 488 678, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS CEDEX 04 sous le numéro 529 488 678.

Et :

La société dénommée **EVOLVING**, Société à responsabilité limitée au capital de TRENTE MILLE EUROS (30.000,00 €), dont le siège social est à PARIS 10ème arr. (75010), 24 rue Louis Blanc.

Dans tous ses droits dans la promesse de vente signé le 23 septembre 2019, avec:

La commune de "**CHENOVE**", située dans le département Côte-d'Or, CHENOVE (Côte-d'Or) 2 place Pierre Meunier, identifiée sous le numéro SIREN 212 101 661.

PRESENCE - REPRESENTATION

- La société "**RIVOLI N T 08**", est représentée par Monsieur Jacky THIERY, , ici présent, agissant en qualité de co-gérant de la société.

En ce qui concerne le substitué :

- La société "**REINATE**", est représentée par Monsieur Jean-Charles NEYRAT, , ici présent, agissant en qualité de gérant.

- La société "**EVOLVING**", est représentée par Monsieur Jean-Charles NEYRAT, , ici présent, agissant en qualité de gérant.

Ladite promesse a pour objet la vente du ou des biens ci-après désignés :

IT f

DESIGNATION

CHENOVE (Côte-d'Or)

Un ensemble immobilier situé à CHENOVE (21300), 5 place Anne Laprévote, comprenant une partie à usage d'habitation et une partie à usage de salles de réunion et de hangar.

Ledit immeuble cadastré :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	AB	82	5 Place Anne Laprévote	09 a 64 ca
Contenance totale				09 a 64 ca

Moyennant le prix de DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE EUROS (280.000,00 €)

La présente substitution a lieu à titre gratuit.

L'acte authentique constatant la réalisation de la vente sera reçu par Maître Philippe SCHANG, Notaire à CHENOVE avec la participation de Maître François PENY, notaire à DIJON.

Le substitué accepte purement et simplement la présente substitution à son profit et s'engage à respecter les termes du compromis de vente susvisé.

OBLIGATION D'INFORMATION

Les parties déclarent être parfaitement informées des dispositions de l'article 1112-1 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations aux termes duquel :

"Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants."

Elles déclarent avoir parfaitement conscience de la portée de ces dispositions et ne pas y avoir contrevenu.

Fait à :

Le :

Dijon 14/12/2020

Don Rio 15/08

[Signature]

[Signature]

[Signature]

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN
Le

Maître Philippe SCHANG, notaire associé membre de la Société Civile Professionnelle ' Philippe SCHANG et Séverine TARDY ' titulaire d'un office notarial dont le siège est à CHENOVE (Côte-d'Or), 3 Boulevard des Valendons,

Avec la participation de Maître François PENY, notaire à DIJON (21000) 2 rue Bossack, assistant L'ACQUEREUR.

A RECU le présent acte authentique électronique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : VENTE D'UNE PROPRIETE BATIE.

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

La COMMUNE DE CHENOVE, département de Côte-d'Or, CHENOVE (Côte-d'Or) 2 place Pierre Meunier, identifiée sous le numéro SIREN 212 101 661.

Ci-après dénommée 'LE VENDEUR'.

ACQUÉREUR

La Société dénommée RIVOLI N T 08, Société à Responsabilité Limitée au capital de 8.000,00 € ayant son siège social à DAIX (Côte-d'Or) 13 rue du Meix Pillon identifiée sous le numéro SIREN 840194450 RCS DIJON.

Ci-après dénommée 'L'ACQUEREUR'.

INTERVENTION DU COMPTABLE DE LA DIRECTION DES FINANCES PUBLIQUES

Madame Isabelle GUILLAUME, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de CHENOVE, comptable assignataire de la commune de CHENOVE.

PRESENCE – REPRESENTATION

La COMMUNE DE CHENOVE est ici représentée par Monsieur Thierry FALCONNET, Maire de ladite commune, spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal certifiée conforme et exécutoire en date du 8 avril 2019 dont une copie est demeurée ci-annexée.

Le représentant de la commune déclare que ladite délibération n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

La Société dénommée RIVOLI N T 08 est ici représentée par Monsieur Jacky THIERY agissant en qualité de co-gérant de ladite société, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une assemblée générale ordinaire des associés en date du 10 septembre 2019 dont une copie certifiée conforme du procès-verbal est demeurée ci-annexée.

VENTE

Par les présentes, LE VENDEUR s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, vend à L'ACQUEREUR qui accepte, les biens ci-après dénommés LE BIEN, dont la désignation suit :

DESIGNATION

Sur la commune de CHENOVE (Côte-d'Or) 5 Place Laprevote .

Un ensemble immobilier comprenant une partie à usage d'habitation et une partie à usage de salle de réunion et hangar.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
AB	82	5 place Anne Laprevote		09	64

Tel que cet immeuble se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé « LE BIEN ».

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITÉ DES DROITS VENDUS

LE BIEN objet des présentes appartient à a COMMUNE DE CHENOVE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITÉ DES DROITS ACQUIS

LE BIEN objet des présentes est acquis par la société dénommée RIVOLI N T 08 à concurrence de la totalité en pleine propriété.

REFERENCES DE PUBLICATION

EFFET RELATIF

LE VENDEUR déclare être propriétaire du BIEN en vertu de titres antérieurs au 1er janvier 1956.

CHARGES ET CONDITIONS

Les charges et conditions générales du présent acte sont énoncées en seconde partie.

PROPRIETE – JOUISSANCE

L'ACQUEREUR sera propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, LE BIEN vendu étant entièrement libre de location ou occupation, ainsi que LE VENDEUR le déclare et que L'ACQUEREUR a pu le constater en le visitant.

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de DEUX CENT QUATRE VINGT MILLE EUROS (280.000,00 €).

PAIEMENT DU PRIX – INTERVENTION DU COMPTABLE PUBLIC

L'ACQUEREUR a payé le prix comptant par la comptabilité du notaire soussigné.

Aux présentes et à l'instant est intervenu Madame Isabelle GUILLAUME, comptable de la Direction des Finances Publiques de CHENOVE.

LAQUELLE ès-qualité donne quittance à L'ACQUEREUR de la somme ainsi payée.

DONT QUITTANCE

ABSENCE DE COMMISSION D'INTERMEDIAIRE

Les parties déclarent que la présente vente a été négociée directement entre elles sans recours à aucun intermédiaire.

CLAUSE D'INTERESSEMENT EN CAS DE REVENTE

1°) Définitions et mécanisme

Pour la compréhension de la présente clause, il est renvoyé à la terminologie ci-dessus définie ainsi qu'aux termes suivants qui ont la signification précisée ci-dessous :

Frais de mutation : désigne l'ensemble des frais, droits, et taxes entraînés par la signature de la mutation, à savoir la taxe de publicité foncière, la contribution de sécurité immobilière, les émoluments et honoraires du notaire, d'huissier, les débours avancés par le notaire à l'exclusion de tout autre frais.

Frais de l'acte complémentaire désigne l'ensemble des frais, droits et taxes entraînés par la signature de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement à savoir la taxe de publicité foncière, la contribution de sécurité immobilière, les émoluments et honoraires du notaire, d'huissier, les débours avancés par le notaire à l'exclusion de tout autre frais.

Frais financiers : signifie toute commission ou tous intérêts dus à la banque lors de la mise en place du crédit par l'acquéreur pour le financement de l'opération d'investissement sur ledit immeuble.

Mutation : vise toute vente, échange, apport en société, fusion portant sur tout ou partie de l'immeuble à l'exception des ventes d'immeubles à construire prévues à l'article 1601-1 du Code civil.

En cas de mutation de l'immeuble dans les TROIS (3) ans des présentes, pour un prix hors frais de mutation, dépassant de 50% le prix d'acquisition soit 280.000 euros augmenté des frais versés par l'acquéreur et des frais financiers supportés par lui pendant la période de détention, l'acquéreur versera à la commune un intéressement correspondant à 35% de la plus-value réalisée par l'acquéreur lorsque la mutation a pour objet l'immeuble.

Cette plus-value sera égale à la différence positive entre la valeur de la mutation et la valeur d'acquisition indexée après déduction de l'impôt afférente à la mutation.

Si la mutation prend la forme d'une vente d'immeuble à rénover prévue aux articles L262-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, la plus-value sera égale à la différence positive entre la valeur de la mutation et la valeur indexée après déduction :

De l'impôt de la plus-value afférente à la mutation,

Du coût des travaux, que l'acquéreur réalisera ou fera réaliser, dument justifié par la présentation d'un descriptif détaillé desdits travaux des devis acceptés des entreprises, et des factures acquittées au jour de la mutation.

Les parties conviennent que la valeur d'acquisition sera indexée sur la variation de l'indice trimestriel du coût de la construction publié par l'INSEE, indice de base retenu du 3^{ème} trimestre 2020 soit 1765, l'indice de révision étant le dernier indice publié au jour de l'acte authentique ci-après visé constatant le paiement de l'intéressement.

En cas de mutation d'une partie de l'immeuble, la plus-value nette sera déterminée en prenant comme valeur d'acquisition celle calculée au prorata des mètres carrés de surface de plancher objet de la mutation par rapport à la surface de plancher totale de l'immeuble telle que définie par l'avis des domaines.

Cet intéressement constitue une règle contractuelle s'appliquant, pendant toute la période susvisée à l'acquéreur est justifiée par le souci de gestion du patrimoine immobilier de la commune.

2°) Mise en œuvre.

Toute mutation devra être communiquée à la commune dans les 15 jours de sa signature. La justification des frais financiers supportés pendant la période de détention devra être produite de même que le relevé des surfaces établi par un géomètre expert en cas de mutation partielle.

En cas de mutation par acte authentique, le notaire de l'acquéreur séquestre sur le prix de vente les fonds nécessaires au paiement de l'intéressement de sorte que la commune soit garantie du paiement de cette somme.

L'intéressement fera l'objet d'un acte complémentaire à recevoir par le notaire de la commune avec la participation du notaire de l'Acquéreur - qui en constatera le paiement. Les Frais de l'acte complémentaire, seront à la charge de l'Acquéreur.

L'acte complémentaire devra être régularisé par les Parties dans les 30 jours calendaires de l'acte authentique constatant la mutation de l'immeuble ou de l'acte de cession des titres de la société propriétaire de l'immeuble.

A titre de condition essentielle et déterminante sans laquelle le Vendeur n'aurait pas contracté, la présente clause ne pourra jamais avoir pour effet de remettre en cause la validité de la Vente, le Prix de Vente ou toute autre clause de la Vente.

Le notaire soussigné requiert expressément le Service de la publicité foncière de publier la présente clause.

Pour les seuls besoins de la publicité foncière, les Parties évaluent la présente obligation à la somme de cent cinquante euros (150,00 €).

3°) Sanction.

En cas d'inexécution de l'un quelconque de ses engagements, l'Acquéreur aux présentes, alors défaillant, sera tenu à l'égard de la commune de l'indemniser du montant au moins égal à l'intéressement dont il se trouverait privé par suite de cette défaillance, outre les droits de la commune à tous autres dommages et intérêts.

Les Parties requièrent expressément le notaire soussigné de délivrer à la commune, aux frais de l'Acquéreur, une copie exécutoire du présent Acte.

DECLARATIONS FISCALES**TAXATION DES PLUS-VALUES**

La mutation n'entre pas dans le champ d'application des dispositions du Code général des impôts relative aux plus-values des particuliers.

En conséquence, aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement du présent acte.

IMPÔTS SUR LA MUTATION

Pour la perception des droits :

LE VENDEUR déclare :

- ne pas être assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée ;

- que LE BIEN vendu est achevé depuis plus de cinq ans.

En conséquence, la présente mutation n'entre pas dans le champ de la taxe sur la valeur ajoutée.

L'ACQUEREUR déclare ne prendre aucun engagement particulier.

En conséquence, la présente mutation est soumise à la taxe de publicité foncière au taux de droit commun prévu par l'article 1594 D du Code général des impôts, qui est due par L'ACQUEREUR.

CALCUL DES DROITS

L'assiette de la taxe exigible sur la présente mutation est constituée par :

Le prix de la présente vente, de DEUX CENT QUATRE VINGT MILLE EUROS.

Ci 280.000,00 €

Le taux de la taxe départementale est de 4,50%.

BASE TAXABLE 280.000 €	ASSIETTE	TAUX	TAXE
Taxe Départementale	280.000 €	4,50%	12.600 €
Taxe Communale	280.000 €	1,20%	3.360 €
Prélèvement Etat	12.600 €	2,37%	299 €
TOTAL			16.259 €

PUBLICITÉ FONCIÈRE

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au Service de la publicité foncière de DIJON 1.

Contribution de sécurité immobilière prévue à l'article 879 du Code général des impôts : 280,00 €.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

Les parties déclarent que le présent acte a été précédé d'un avant-contrat authentique reçu par Maître Philippe SCHANG notaire soussigné en date du 23 septembre 2019.

L'ACQUEREUR étant un professionnel de l'immobilier, les dispositions protectrices de l'ACQUEREUR immobilier prévues par l'article L.271-1 du code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables au présent acte.

DECLARATIONS DES PARTIES

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution de leurs engagements et déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de cessation des paiements ou frappées d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires ;
- qu'elles ne font l'objet d'aucune procédure de conciliation ;
- qu'elles ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de leurs biens ;
- que préalablement à la conclusion des présentes, elles avaient échangé toutes les informations qu'elles connaissaient et qui pouvaient avoir une importance déterminante sur leur décision respective de contracter, et ce, qu'il existe ou non entre elles un lien particulier de confiance, conformément à l'article 1112-1 du Code civil ;
- qu'elles étaient également tenues de se renseigner elles-mêmes sur toutes les informations aisément accessibles ;
- qu'elles ont une parfaite connaissance que tout manquement à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité de la partie contrevenante.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- LE VENDEUR et L'ACQUEREUR en leurs demeures respectives.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

La vente a lieu sous les charges et conditions suivantes :

ETAT DU BIEN

L'ACQUEREUR prend LE BIEN dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans recours contre LE VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état de la ou des constructions pouvant exister, du sol ou du sous-sol, vices même cachés, erreur dans la désignation, le cadastre ou la contenance cadastrale, toute différence,

excédât-elle un vingtième devant faire son profit ou sa perte ; le tout, sauf ce qui est éventuellement précisé ci-après en ce qui concerne les constructions.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, LE VENDEUR garantit L'ACQUEREUR contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supporte les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever LE BIEN, sauf à s'en défendre, et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, et sans recours contre LE VENDEUR.

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme ou de la loi.

LE VENDEUR supportera les conséquences de l'existence de servitudes qu'il aurait conférées sur LE BIEN vendu et qu'il n'aurait pas indiquées aux présentes.

OBLIGATION RÉELLE ENVIRONNEMENTALE – ABSENCE

LE VENDEUR déclare n'avoir conclu aucun contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement et n'avoir créé aucune obligation réelle environnementale sur LE BIEN, ce que reconnaît L'ACQUEREUR.

CONTRAT D'ASSURANCE

L'ACQUEREUR fera son affaire personnelle de la continuation ou de la résiliation, dans les formes de droit, de toutes polices d'assurances souscrites par LE VENDEUR pour ce BIEN.

Il est cependant expressément convenu entre les parties que LE VENDEUR résiliera sa police d'assurance.

ABONNEMENTS

L'ACQUEREUR fait son affaire personnelle à compter du jour de l'entrée en jouissance de tous abonnements existants.

ABSENCE DE RÉGIME FISCAL DE FAVEUR

LE VENDEUR déclare qu'il n'a bénéficié d'aucun régime fiscal de faveur pouvant être remis en cause dans le cadre de la présente opération, en ce qui concerne le BIEN objet des présentes.

IMPÔTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquitte, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, L'ACQUEREUR remboursera au VENDEUR, à première demande, le prorata de la taxe foncière couru depuis la date fixée pour l'entrée en jouissance jusqu'au 31 décembre suivant.

Le VENDEUR déclare et garantit qu'il est à jour du paiement de la taxe foncière ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères le cas échéant, pour les années antérieures à celle en cours.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE BIEN VENDU

DROIT DE DISPOSER

LE VENDEUR déclare que LE BIEN ne fait l'objet d'aucune restriction à sa libre disposition pour quelque cause que ce soit, ni d'aucune procédure en cours.

SITUATION HYPOTHÉCAIRE

Il résulte d'un état hors formalité que LE BIEN vendu n'est grevé d'aucune inscription.

LE VENDEUR déclare qu'à sa connaissance la situation hypothécaire n'est pas modifiée à ce jour.

OCCUPATION DU BIEN

LE VENDEUR déclare :

- que LE BIEN vendu est libre de toute location ou occupation de personne ou d'objet, réquisition ou préavis de réquisition ;
- qu'il n'a délivré aucun congé en vue de la libération du BIEN vendu.

DIAGNOSTIC TECHNIQUE

Conformément aux dispositions de l'article L.271-4. I du Code de la construction et de l'habitation, le VENDEUR a fourni à L'ACQUEREUR, qui le reconnaît, un diagnostic technique comprenant les documents relatés ci-après.

Ces documents ont été établis par un technicien répondant aux critères de compétence prévus par la loi, ainsi qu'il résulte de l'attestation, dont une copie est demeurée ci-annexée.

Les parties confirment que le prix de la présente vente a été fixé en prenant en considération les conclusions de ce diagnostic technique.

Le dossier de diagnostic technique comprend :

- le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L.1334-5 et L.1334-6 du Code de la santé publique ;
- l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L.1334-13 du Code de la santé publique ;
- l'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L.134-6 du Code de la construction et de l'habitation ;

- l'état des "Risques et Pollutions" prévu au I de l'article L.125-5 du Code de l'environnement ;
 - le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L.134-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
 - l'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L.134-7 du Code de la construction et de l'habitation ;
- L'ensemble des diagnostics est demeuré annexé à l'avant-contrat authentique susvisé.

Sinistre

- LE BIEN n'a jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles, minières ou technologiques, pour lesquels il a fait une déclaration de sinistre auprès de sa compagnie d'assurance.

INFORMATION RELATIVE À LA CONSTRUCTION, AUX AMÉNAGEMENTS ET AUX TRANSFORMATIONS

CONSTRUCTION

LE VENDEUR déclare :

- que la construction du BIEN objet des présentes a été achevée depuis plus de dix ans ;
- qu'il n'a réalisé depuis son acquisition ou au cours des dix années qui précèdent, aucun travaux entrant dans le champ d'application des dispositions des articles L.241-1 et L.242-1 du Code des assurances.

En conséquence, il n'est pas soumis aux obligations résultant des dispositions du Code des assurances relatives à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT

LE VENDEUR déclare qu'il n'a pas conclu de convention avec l'agence nationale de l'habitat pour des travaux de réparation et d'amélioration sur LE BIEN objet des présentes.

CONTRAT D'AFFICHAGE

LE VENDEUR déclare qu'il n'a consenti aucun contrat d'affichage pouvant grever à ce titre LE BIEN objet des présentes.

CONSULTATION DES BASES DE DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Il a été procédé aux consultations suivantes :

- de la base des anciens sites industriels et activités de services (BASIAS) ;
- de la base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL) ;
- de la base de données GEORISQUES ;
- de la base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement (ICPE) du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une copie des résultats de ces consultations est demeurée annexée à l'avant-contrat authentique susvisé.

PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé par le notaire soussigné des dispositions des articles L.541-1 et suivants du Code du patrimoine relatives au régime de propriété du patrimoine archéologique qui prévoient :

En ce qui concerne les biens archéologiques immobiliers :

- que par exception à l'article 552 du Code civil, les biens archéologiques immobiliers qui pourraient éventuellement être découverts sur son terrain appartiendraient à l'Etat dès leur mise au jour à la suite d'opérations de fouilles archéologiques ou en cas de découverte fortuite ;

- que l'Etat versera au propriétaire du fonds où est situé le bien une indemnité destinée à compenser le dommage qui peut lui être occasionné pour accéder audit bien ;

- que si le bien est découvert fortuitement et qu'il donne lieu à une exploitation, l'exploitant devra verser à l'inventeur une indemnité forfaitaire ou, à défaut, intéresser ce dernier au résultat de l'exploitation du bien. L'indemnité forfaitaire et l'intéressement étant calculés en relation avec l'intérêt archéologique de la découverte.

En ce qui concerne les biens archéologiques mobiliers :

- que par exception aux articles 552 et 716 du Code civil, les biens archéologiques mobiliers qui pourraient éventuellement être découverts sur son terrain appartiendraient à l'Etat dès leur mise au jour à la suite d'opérations de fouilles archéologiques ou en cas de découverte fortuite, à compter de la reconnaissance de l'intérêt scientifique justifiant leur conservation ;

- que si les biens archéologiques mobiliers mis au jour constituent un ensemble cohérent dont l'intérêt scientifique justifie la conservation dans son intégrité, l'autorité administrative en fera sa reconnaissance et la notifiera au propriétaire ;

- que toute aliénation à titre onéreux ou gratuit d'un bien archéologique mobilier ou d'un ensemble, ainsi que toute division par lot ou pièce d'un tel ensemble, est soumise à déclaration préalable auprès des services de l'Etat chargés de l'archéologie.

URBANISME

ENONCIATION DU DOCUMENT OBTENU

Est demeurée ci-annexée la pièce suivante :

- certificat d'urbanisme de l'article L.410-1, alinéa 1er, du Code de l'urbanisme délivré par la ville de CHENOVE, le

L'ACQUEREUR reconnaît que le notaire soussigné lui a donné lecture des documents et déclare en avoir pris parfaite connaissance.

DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

L'aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption urbain prévu par les articles L. 211-1 et L. 213-1 du Code de l'urbanisme.

En effet, quoique LE BIEN soit situé sur une portion du territoire soumise au droit de préemption, la présente vente n'a pas à être notifiée, le bénéficiaire de ce droit étant LE VENDEUR de ladite parcelle.

REMISE DE TITRES – CORRESPONDANCE

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à L'ACQUEREUR concernant LE BIEN, mais il pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

Par suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à L'ACQUEREUR devront s'effectuer en l'office de Maître PENY.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera en mairie de CHENOVE.

ORIGINE DE PROPRIETE

LE VENDEUR déclare être propriétaire du BIEN en vertu de titres antérieurs au 1er janvier 1956.

PUBLICITE FONCIERE

Cet acte sera soumis par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au Service de la publicité foncière compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais de L'ACQUEREUR.

Si LE BIEN est grevé d'inscriptions, LE VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile élu.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires cadastraux ou d'état civil.

RENONCIATION A LA REVISION DU CONTRAT POUR IMPREVISION

Les parties reconnaissent être informées des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui dispose :

"Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe."

Les parties souhaitant expressément que le présent contrat ne puisse être remis en cause quel que soit le ou les événements qui pourrai(en)t intervenir et rendre son exécution excessivement onéreuse, déclarent expressément en assumer le risque et en conséquence, dans une telle circonstance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence en application de l'article 1593 du Code civil.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.) ;
- les Offices notariaux participant ou concourant à l'acte ;
- les établissements financiers concernés ;
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales ;
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 ;

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou faisant l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière.

Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr Si les parties estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX

ORIGINE DES FONDS

Le paiement des sommes effectué aux présentes a été réalisé ainsi qu'il est indiqué ci-dessus.

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé par le Notaire soussigné des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visées par les articles L.561-1 à L.574-4 du Code monétaire et financier.

BASE PERVAL

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, dénommée PERVAL, exploitée par Min.not et dont la diffusion a pour finalité de faciliter le suivi du marché et l'évaluation des biens immobiliers.

Ce traitement porte sur des données anonymes. L'inscription de la présente mutation dans cette base offre aux parties la possibilité de suivre l'évolution de la valeur de leur bien et aux professionnels du secteur de disposer d'informations fiables et mises à jour sur l'évolution du marché immobilier.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant informatique et libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire des émoluments prévus à l'article A. 444-171 du Code de commerce.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix. En outre, elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

CERTIFICATION DE L'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné certifie et atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

Et notamment en ce qui concerne la société dénommée RIVOLI N T 08 au vu d'un extrait K-bis de son inscription au Registre du commerce et des sociétés.

CASIER JUDICIAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L.551-1 du Code de la construction et de l'habitation, le notaire soussigné a procédé à la consultation du casier judiciaire de L'ACQUEREUR.

Il en résulte :

Que la société dénommée RIVOLI N T 08 n'a fait l'objet d'aucune condamnation définitive à la peine d'interdiction d'acheter mentionnée au I de l'article L.551-1 susvisé.

ANNEXES

La signature électronique du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_061

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT D'UNE PARCELLE DU DOMAINE PUBLIC RUE ROGER SALENGRO

La commune de Chenôve est propriétaire d'une parcelle cadastrée section AD N°369, correspondant à un ancien cheminement piétonnier.

Ce cheminement avait fait, pour partie, l'objet d'une régularisation foncière avec les riverains dans sa partie sud.

Il convient aujourd'hui de procéder à la régularisation foncière de la partie nord, soit une parcelle de 51 m² à l'arrière de l'impasse Jules Klein (voir plan joint), il est proposé de régulariser cette situation et de céder une partie du tènement foncier à chacun des trois propriétaires.

Cette parcelle, faisant partie du domaine public communal, il convient donc, au préalable, de prendre acte de sa désaffectation et de prononcer son déclassement afin qu'il ne soit plus rattaché au domaine public communal.

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 15 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De prendre acte de la désaffectation de l'emprise foncière dépendant du domaine public de la collectivité, conformément au plan annexé,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes

démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

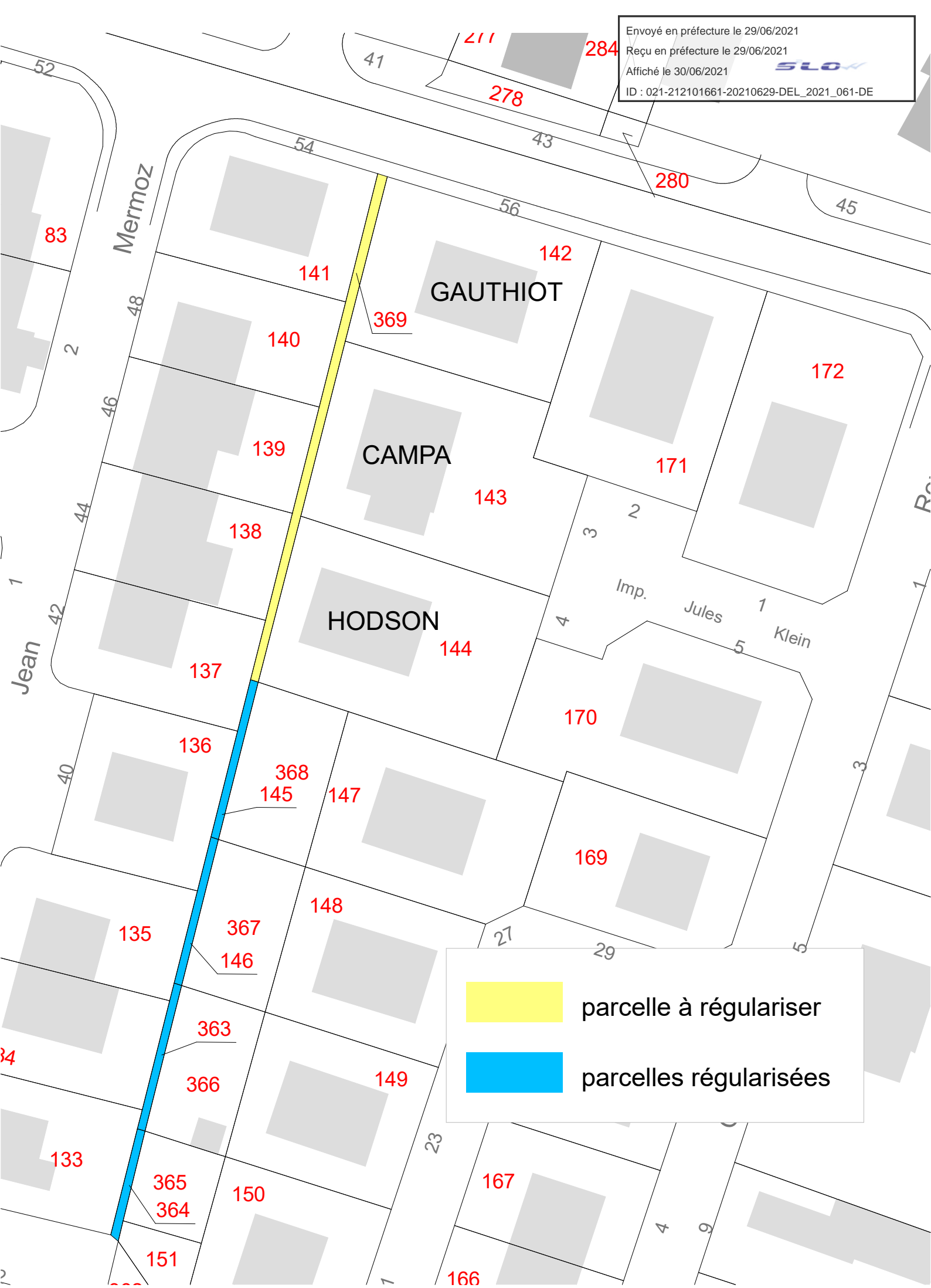
VOTES
33 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_062

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ORGANISATION ET AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL : MISE EN CONFORMITÉ AVEC LA LOI DU 6 AOÛT 2019 DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité technique en date du 11 juin 2021.

Depuis plusieurs années, la ville de Chenôve travaille à l'amélioration du service rendu aux usagers et de la qualité de vie au travail de ses agents. Ainsi, de nombreuses mesures ont été prises et mises en œuvre comme par exemple le déploiement d'une action sociale forte, la mise en place du nouveau régime indemnitaire, dit RIFSEEP, ou encore l'augmentation du budget dédié à la formation. Dans le cadre de cette démarche globale et transversale, la commune doit se mettre aujourd'hui en conformité avec les nouvelles dispositions légales relatives à l'organisation et à l'aménagement du temps de travail, issues de la loi du 6 août 2019 dite loi de transformation de la fonction publique.

Les principes posés par cette loi incitent la collectivité à mener une réflexion relative aux horaires d'ouverture des services au public, dans un souci de répondre aux besoins actuels des usagers. Cette nécessaire adaptation aux évolutions du rapport au temps dans la société contemporaine pourrait permettre à terme plus de souplesse dans l'organisation du temps de travail des agents pour assumer la conduite administrative des décisions et des projets tout en proposant aux usagers un service public mieux adapté à leur rythme de vie.

Dans le respect du principe de mutabilité du service public, la collectivité entend prendre également en considération la qualité de vie au travail de ses agents :

- par la recherche d'une meilleure équité de traitement entre les agents et une plus grande transparence sur les situations particulières,
- par la prise en compte des sujétions particulières identifiées pour certains métiers,
- par le constant souci de favoriser une plus grande conciliation entre vie privée et vie professionnelle pour les agents,
- de façon plus générale, par une attention toute particulière portée aux conditions de travail de ses agents en vue de déployer un service public de qualité vers les habitants.

I – CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Depuis la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, la durée hebdomadaire du temps de travail est fixée à 35 heures par semaine.

L'article 21 de cette loi du 3 janvier 2001, modifiant l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, offrait cependant aux collectivités la possibilité de maintenir les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi « par décision expresse de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement prise après avis du comité technique paritaire ».

Cette situation a prévalu à la ville de Chenôve, puisque bien avant les lois de 2000 et 2001, la collectivité avait adopté une délibération, le 16 avril 1982, autorisant le maire de l'époque à signer avec l'État un Contrat de Solidarité (la signature interviendra le 15 juin de la même année) qui prévoyait de réduire progressivement la durée hebdomadaire de travail des agents à 35 heures :

- 39 heures au 1^{er} janvier 1982
- 38 heures au 1^{er} juillet 1982
- 36 heures au 1^{er} juillet 1983

- 35 heures au 1^{er} février 1984

Cette délibération fixait également le nombre de jours de congés à 31.

Le 18 février 2002, « afin de se mettre en conformité avec les garanties minimales » instituées par le décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État, et du décret du 12 juillet 2001, relatif à l'aménagement et la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, le Conseil municipal de la ville de Chenôve a adopté une délibération, dite de « Mise en conformité sur les 35 heures » ; délibération de principe abrogeant la délibération du 16 avril 1982, à compter du 1^{er} janvier 2002.

Cette délibération de principe a été suivie de deux autres délibérations, en date du 29 mars 2002 puis du 26 juin 2002, confirmant ces mesures d'adaptation pour plusieurs services (centre de loisirs sans hébergement, service scolaire et bâtiments communaux, structures municipales sportives, piscine et centre technique municipal)

Enfin, en date du 9 février 2004, la Ville a adopté un règlement interne (du personnel municipal) qui comprend notamment des dispositions relatives aux congés et ARTT.

Il convient enfin de rappeler que, depuis la loi du 30 juin 2004 instaurant la journée de solidarité pour l'autonomie, la durée légale de travail est passée de 1 600 à 1 607 heures annuelles dans les trois versants de la fonction publique.

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique, dans son article 47, **met fin aux régimes de travail mis en place antérieurement** à la loi du 3 janvier 2001 maintenus à titre dérogatoire. Cet article pose donc le principe d'**un retour obligatoire, au plus tard au 1^{er} janvier 2022, aux 1 607 heures annuelles de travail et organise la suppression des régimes plus favorables.**

Ainsi tous les congés et les autorisations d'absence réduisant la durée du temps de travail effectif sans base légale ou réglementaire ne peuvent plus être maintenus au plus tard au 1^{er} janvier 2022.

Par conséquent, les collectivités locales (et les établissements comme le CCAS) disposent d'un délai d'un an à compter du renouvellement de leur assemblée délibérante pour définir les nouvelles règles applicables à leurs agents et les mettre en conformité avec les dispositions de l'article 7-1 de la loi 84-53 modifiée fixant la durée légale annuelle du temps travail à 1 607 heures.

II – RAPPEL DE LA SITUATION ACTUELLE À LA VILLE DE CHENÔVE

À ce jour, à la ville de Chenôve (et à son CCAS) la durée moyenne annuelle de travail pour un agent à temps complet est de 1 540 heures, hors heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées. Le différentiel entre le nombre d'heures effectivement effectuées à Chenôve et la durée légale du temps de travail s'établit donc à 67 heures.

BASE HORAIRE ANNUELLE	Mode légal de calcul	Ville de Chenôve (moyenne)
Nombre de jours dans une année	365	365
Samedis et dimanches	104	104
Jours fériés en semaine	8	8
TOTAL – RESTE JOURS OUVRÉS	253	253

Jours de congés payés	25	31
Jours du Maire	0	3
TOTAL – JOURS TRAVAILLÉS	228	219
Heures par jour	7	7
Nombre d'heures par an => <i>arrondi</i>	1 596 1 600	1 533
Jour de solidarité (en heures)	7	7
TOTAL HEURES TRAVAILLÉES	1 607	1 540
Écart Chenôve / base légale	/	67

En application des dispositions mentionnées au chapitre I de la présente délibération, les agents de la ville de Chenôve (et de son CCAS) devront donc travailler 67 heures de plus annuellement, pour un temps complet, ce qui correspond à 9 jours de travail supplémentaires.

Les congés annuels doivent être mis en conformité avec la réglementation en vigueur, soit 25 jours réglementaires au lieu des 31 jours accordés actuellement à la ville de Chenôve. Les « jours du Maire » n'ont également plus aucune base légale et doivent être supprimés en tant que tels.

III – RAPPEL DE LA PROCÉDURE ENGAGÉE EN 2018

Sans attendre l'adoption de la loi de 2019 et afin de se donner le temps de la concertation avec les représentants du personnel et les agents, la municipalité de Chenôve avait engagé, dès avril 2018, une réflexion visant trois objectifs principaux :

- se mettre en conformité avec les dispositions annoncées sur le temps de travail dans la fonction publique territoriale,
- garantir la qualité du service public et répondre aux mieux aux attentes des citoyens et usagers,
- assurer la qualité de vie des agents par un bon équilibre entre leur temps de travail et leur temps personnel.

Le lancement de cette réflexion a été acté en Comité technique, le 6 avril 2018.

Face à la complexité du dossier et à la multitude des régimes dérogatoires existant au sein de la collectivité, il a été décidé, dès septembre 2018, de faire appel à un cabinet d'expertise spécialisé afin d'accompagner la collectivité dans cette démarche.

Dès le démarrage de la mission du cabinet en janvier 2019, un comité de pilotage composé de monsieur le Maire, de la Direction Générale des Services, de la direction des Relations humaines et sociales et des représentants du personnel (les responsables des organisations syndicales - CFDT et CGT- présentes au Comité technique) a été mis en place.

La première phase de la mission a consisté en l'élaboration d'un diagnostic partagé entre l'autorité territoriale et les organisations représentant le personnel.

Ce diagnostic a confirmé l'écart entre la durée annuelle effective du temps de travail au sein de la ville de Chenôve et son CCAS (1 540 heures en moyenne) et la durée légale de 1 607 heures.

Il a également permis de mieux identifier les nombreux régimes d'organisation du temps de travail en vigueur dans la collectivité et leur poids respectif dans les directions et services.

Cette phase diagnostic s'est poursuivie par des entretiens avec les encadrants dans

chacune des directions de la Ville et du C.C.A.S. Ces entretiens ont notamment permis de mettre en exergue que le règlement interne était peu connu et/ou peu utilisé.

Il a également été relevé que la multiplicité des régimes d'organisation du temps de travail nuisait à la lisibilité globale du système et que leur mise en œuvre au quotidien avait généré, au fil du temps, des pratiques hétérogènes d'une direction à l'autre, voire au sein d'une même direction. Tout ceci générant incompréhension et sentiment d'un traitement inégal ou inéquitable des agents.

Un large consensus est donc apparu concernant la nécessité :

- d'harmoniser les pratiques,
- de simplifier les rythmes de travail,
- de travailler à une refonte générale du règlement interne.

Ces éléments de diagnostic et les premières orientations ont été validés par le comité de pilotage, le 24 mai 2019 et présentés au bureau municipal, le 26 août 2019.

Ce diagnostic a ensuite été partagé, fin 2019 - début 2020, avec l'ensemble des agents de la Ville et du C.C.A.S. à l'occasion de plusieurs réunions d'information, organisées par service, co-animées par le Directeur général adjoint et les directeurs et chefs de service.

Près de 400 agents ont participé à ces réunions d'information. Ils ont globalement bien compris la nécessité de se mettre en conformité avec la loi (1 607 heures effectives) et ont surtout fait part de leur souhait d'un système d'organisation du temps de travail plus équitable.

IV – PRINCIPES D'ORGANISATION ET D'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL À COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2022

La présente délibération a pour but de fixer les principes généraux de l'organisation et des aménagements du temps de travail qui seront mis en œuvre au plus tard au 1^{er} janvier 2022.

Ces dispositions seront applicables aux :

- fonctionnaires titulaires ou stagiaires, occupant un emploi au sein de la collectivité à temps plein, à temps partiel ou à temps non-complet,
- fonctionnaires mis à disposition de la collectivité,
- agents contractuels de droit public,
- agents de droit privé.

En seront exclus :

- les agents relevant des cadres d'emploi de l'enseignement artistique (dotés de règles spécifiques en matière d'obligations de service),
- les agents mis à disposition ou en détachement auprès d'autres organismes ou collectivités pendant la durée de leur mise à disposition ou détachement.

Notion de temps de travail effectif :

En vertu de l'article 2 du décret 2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, la durée du travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Le futur protocole d'accord sur l'organisation et l'aménagement du temps de travail rappellera précisément les périodes qui doivent être considérées comme du temps de travail effectif et celles qui ne le sont pas.

Garanties minimales de repos :

La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives.

Le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35 heures consécutives.

La durée quotidienne de travail ne peut excéder 10 heures.
Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 11 heures.
L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures.

Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes.

Trois cycles de travail principaux :

Conformément aux articles 4 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 et du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001, le travail est organisé selon des périodes de référence dénommées « cycles de travail ».

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel, de manière à respecter la durée annuelle légale du temps de travail, soit 1 607 heures.

La ville de Chenôve fait le choix de définir **ces cycles par nature de fonction** ; plusieurs cycles de travail pourraient donc exister au sein d'une même direction ou d'un même service, **eu égard aux nécessités de service et aux fonctions exercées par les agents**.

Les conditions de mise en œuvre de ces cycles, leur durée, les horaires de travail en résultant seront définies pour chaque direction ou service en tenant compte de leurs spécificités et contraintes particulières de fonctionnement.

Conformément aux orientations fixées à l'issue du diagnostic partagé, trois cycles de travail principaux seront proposés :

A – Cycle de travail applicable aux agents en situation d'encadrement ou chargés de fonctions de conception :

Les membres de l'équipe de direction (DGS, DGA, directeurs) seront soumis au régime forfaitaire du temps de travail sur 229 jours. **Une liste exhaustive des fonctions** soumise au régime forfaitaire du temps de travail sur 229 jours devra être approuvée par le Conseil municipal.

Compte tenu de la disponibilité nécessaire pour accomplir leurs fonctions (au moins 39 heures de travail hebdomadaire en moyenne), ils ne seront pas astreints à un temps de travail hebdomadaire fixe et pourraient bénéficier forfaitairement d'une base de 23 jours de RTT par an.

B - Cycle de travail hebdomadaire : ce cycle de travail pourrait être, pour un agent à temps complet de 37 heures hebdomadaires, générant 12 jours de RTT par an.

C - Cycle de travail annuel : les temps de travail et de repos sont normalement organisés sur l'ensemble de l'année civile ou scolaire.

Le principe d'annualisation garantit **une égalité de traitement** en ce qui concerne le temps

de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ces temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Ainsi, les cycles peuvent varier en fonction de chaque service ou encore en prenant en considération la nature des fonctions exercées.

Le temps de travail peut également être annualisé notamment pour les services alternant des périodes de haute activité et de faible activité.

Dans ce cadre, **l'annualisation du temps de travail répond à un double objectif** :

- de répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité ;
- de maintenir une rémunération identique tout au long de l'année, c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Jours de RTT :

L'acquisition de jours de RTT est liée à la **réalisation de durées de travail hebdomadaires supérieures à 35 heures**, hors heures supplémentaires. Elle est destinée à éviter l'accomplissement d'une durée annuelle de travail excédant 1 607 heures.

Les absences au titre de congés pour raison de santé réduisent, à due proportion, le nombre de jours de RTT que l'agent peut acquérir (*circulaire de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique, DGAFP, du 18 janvier 2012*). Ne sont toutefois pas concernés les congés de maternité, adoption ou paternité ainsi que les congés particuliers (mandat syndical, mandat électif local, congé de formation professionnelle).

La prise des jours de RTT, calculée sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre, serait en outre conditionnée sur une période de référence donnée et détaillée dans le protocole d'accord sur l'organisation et l'aménagement du temps de travail.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours de RTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail.

Congés annuels et jours de fractionnement :

Conformément au décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, ces derniers ont droit, pour une année de service accompli du 1^{er} janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service ; c'est-à-dire 25 jours par an pour un agent travaillant à temps complet sur une année.

Des congés supplémentaires (appelés « jours de fractionnement ») pourraient être attribués lorsqu'un agent utilise ses congés annuels **en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre**.

Ainsi, il serait attribué un jour de congé supplémentaire, si l'agent prenait 5, 6 ou 7 jours de congé en dehors de la période comprise entre le 1^{er} mai et le 31 octobre.

Il serait attribué 2 jours de congés supplémentaires lorsque l'agent a pris au moins 8 jours de congé en dehors de la période considérée.

Horaires variables (plages fixes / plages variables) :

Sous réserve des nécessités de service, de l'intérêt de la collectivité et du meilleur

service rendu aux usagers, et dans un souci de permettre à ses agents de mieux équilibrer vie professionnelle et vie personnelle, le Conseil municipal, après avis du Comité technique, pourrait décider de proposer aux agents relevant du cycle de travail hebdomadaire la possibilité de moduler leurs horaires journaliers de travail dans le cadre d'un dispositif d'horaires variables.

Il serait ainsi défini, sur une période de référence donnée, des plages fixes de présence obligatoire des agents et des plages variables, à l'intérieur desquelles les agents peuvent, **en accord avec leur hiérarchie**, adapter leurs horaires de présence.

Ces plages fixes et plages variables pourraient, par exemple, s'établir comme suit pour les services localisés au sein de l'Hôtel de ville :

Plage horaire variable	Plage horaire fixe	Pause méridienne (45 min minimum)	Plage horaire fixe	Plage horaire variable
7 h 30 - 9 h 30	9 h 30 - 11 h 30	11 h 30 - 14 h 30	14 h 30 - 16 h 30	16 h 30 - 18 h 30

Il appartiendra à chaque chef de service de veiller à ce qu'une permanence soit assurée dans son service, pendant les horaires d'ouverture au public, par au moins 50 % de l'effectif du service.

Il est précisé que ce système est nécessairement conditionné par la mise en place d'un logiciel de gestion du temps de travail.

La mise en place de ces horaires variables sera également l'occasion de réinterroger les horaires d'ouverture des services au public, pour tenir compte des besoins ou des demandes des usagers du service public local.

Sujétions particulières :

La durée du temps de travail pourra être réduite, par délibération du Conseil municipal, prise après avis du comité technique ou du CHSCT pour tenir compte des sujétions liées à la nature des missions effectuées par certains agents et à la définition des cycles de travail qui en résultent, notamment en cas de :

- travail de nuit,
- travail le dimanche et jours fériés,
- travail en horaires décalés,
- travail d'équipe,
- modulation importante du cycle de travail,
- travaux pénibles ou dangereux.

Heures supplémentaires et heures complémentaires :

Les heures supplémentaires sont les heures effectives de travail **effectuées à la demande du chef de service et/ou du directeur** au-delà des 1 607 heures ou en dépassement des bornes horaires définies par les cycles de travail. Elles présentent par nature donc **un caractère exceptionnel**.

Le nombre mensuel d'heures supplémentaires est réglementairement limité à 25 heures, toutes catégories d'heures supplémentaires confondues. Ce quota est proratisé pour les agents à temps partiel en fonction de leur quotité de temps de travail.

Pour les agents à temps partiel ou non complet, seules les heures effectuées au-delà de la durée légale du travail fixée à 35 heures sont considérées comme des heures supplémentaires. Les heures effectuées en dépassement de leur temps de travail

hebdomadaire et dans la limite de la 35^e heure de travail constituent alors des heures complémentaires.

Les heures supplémentaires font, par principe, l'objet d'une **récupération sous forme de repos compensateurs**. Conformément à la réglementation en vigueur, le repos compensateur accordé est égal à la durée des travaux supplémentaires, à l'exception des travaux effectués de nuit, le dimanche ou les jours fériés qui bénéficieront de majorations qui seront détaillées dans le protocole d'accord sur l'organisation et l'aménagement du temps de travail.

La récupération des heures supplémentaires s'effectuera sur **accord préalable du responsable de service et/ou du directeur dans le respect des nécessités de service** et du protocole d'accord sur l'organisation et l'aménagement du temps de travail à venir.

Seuls les agents titulaires de grades éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, pourront, en cas d'impossibilité de récupération, solliciter leur indemnisation.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à indemnisation et à récupération.

Les heures complémentaires réalisées par les agents à temps non-complet seront récupérées ou indemnisées selon les mêmes modalités que les heures supplémentaires. Il est rappelé néanmoins que, quel que soit le mode de récupération (repos compensateur ou indemnisation), les heures complémentaires ne font l'objet d'aucune majoration.

V – RÉDACTION D'UN PROTOCOLE DU TEMPS DE TRAVAIL ET ACTUALISATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU PERSONNEL

Sur la base des principes et orientations énoncés dans la présente délibération, la ville de Chenôve poursuivra la **concertation avec les organisations syndicales représentatives du personnel** pour rédiger, dans le courant du second semestre 2021, un protocole sur l'organisation et l'aménagement du temps de travail conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Dans le même temps, il conviendra de remettre à jour et de compléter le règlement intérieur du personnel qui devra intégrer ce nouveau protocole du temps de travail ainsi qu'un protocole du télétravail, une mise à jour du tableau des autorisations d'absence ainsi que l'actualisation des modalités de mise en œuvre du Compte Épargne-Temps (CET).

Chacun de ces documents fera l'objet d'une concertation avec les organisations syndicales et donnera lieu à une délibération spécifique du Conseil municipal, après avis du Comité technique, avant la fin de l'année 2021, **afin d'entrer en application au 1^{er} janvier 2022**.

D'ici là, les délibérations visées ci-dessous restent en vigueur et seront abrogées au plus tard au 1^{er} janvier 2022.

Vu la délibération du 16 avril 1982, autorisant le maire à signer avec l'État un Contrat de Solidarité,

Vu la délibération du 18 février 2002, dite de « Mise en conformité sur les 35 heures » et celles des 29 mars et 26 juin 2002, confirmant ces mesures d'adaptation pour plusieurs services,

Vu le règlement intérieur adopté le 9 février 2004,

Vu l'avis favorable à l'unanimité du Comité technique en date du 11 juin 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité et Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les principes généraux, énoncés dans la présente délibération, en matière d'organisation et d'aménagement du temps de travail des agents de la ville de Chenôve, notamment et particulièrement les principes relatifs aux cycles de travail,

ARTICLE 2 : De prendre acte que ces orientations seront précisées et intégrées dans un protocole du temps de travail qui fera l'objet d'une concertation avec les organisations représentatives du personnel dans le courant du second semestre 2021,

ARTICLE 3 : De prendre acte que ce protocole du temps de travail, ainsi que le nouveau règlement intérieur du personnel, un protocole du télétravail, une mise à jour du tableau des autorisations d'absence ainsi que l'actualisation des modalités de mise en œuvre du Compte Épargne-Temps (CET) feront l'objet de plusieurs délibérations qui seront soumises au vote du Conseil municipal, après avis du Comité technique, avant la fin de l'année 2021 pour entrer en application au 1^{er} janvier 2022,

ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_063

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité,

Le tableau des effectifs doit être mis à jour au vu de la nécessité de créer les postes suivants pour satisfaire aux besoins des services :

- Afin de renforcer les effectifs du service de la Police municipale, il est proposé la création d'un poste à temps complet susceptible d'être pourvu par l'un des grades relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C). Cet agent occupera la fonction d'adjoint de sécurité sur la voie publique.
- Dans le cadre de la réorganisation de la Direction des relations humaines et sociales et du départ de son Responsable développement des compétences et santé au travail, il est proposé la création d'un poste à temps complet, susceptible d'être pourvu par l'un des grades relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (catégorie B) ou des attachés territoriaux (catégorie A), en vue d'occuper le poste de Directeur adjoint des relations humaines et sociales.
- Pour faire suite à la réflexion menée autour de la réorganisation des services du Centre Technique Municipal à la suite de plusieurs départs en retraite et compte tenu de la nécessité de remplacer deux encadrants de proximité, il est proposé la création de deux postes à temps complet susceptibles d'être pourvus par l'un des grades relevant du cadre d'emplois des agents de maîtrise (catégorie C) ou des techniciens territoriaux (catégorie B). Ces agents occuperont les fonctions de

Coordonateur maintenance Bâtiments et Coordonateur espaces verts et espaces publics.

À l'issue de ces créations de poste, le tableau des effectifs, tel qu'adopté lors du Conseil municipal du 1^{er} février 2021, sera modifié.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la création des postes décrits ci-dessus, à savoir :

- un poste relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques (catégorie C) à temps complet,
- un poste relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (catégorie B) ou des attachés territoriaux (catégorie A) à temps complet,
- deux postes relevant du cadre d'emplois des agents de maîtrise (catégorie C) ou des techniciens territoriaux (catégorie B) à temps complet.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_064

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 22 juin 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Nezha NANG-BEKALE donne pouvoir à Mme Aziza AGLAGAL
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_064-DE

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Conseil Municipal du 28 juin 2021

FIXATION DE TARIFS (AVEC ALIÉNATION DE GRÉ À GRÉ) – DÉLIBÉRATION N° 2020_018 – 2° ET 10°			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	
06/04/2021	DEC_2021_10	Mise en place d'un tarif étudiant à 7,50€, au lieu du tarif réduit habituel, pour les deux représentations payantes de l'association Les Zacro'artistes les 20 et 21 mai 2021 au Cèdre.	
17/05/2021	DEC_2021_17	Modification tarifs redevances des terrasses de plein air et des stationnements permanents/ponctuels du 19 mai au 17 octobre 2021	
21/06/2021	DEC_2021_19	Tarif séjour sport en septembre 2021	
21/06/2021	DEC_2021_20	Tarifs des séjours de l'été 2021	
MARCHÉS PUBLICS – DÉLIBÉRATIONS N° 2020_018 – 4°			
		MARCHÉS DE TRAVAUX	
15/04/2021	SA GAUDRY BTP	Réhabilitation énergétique globale - Ecole maternelle Jules Ferry - lot 1	25468,50
16/04/2021	LES PEINTURES REUNIES SAS	Réhabilitation énergétique globale - Ecole maternelle Jules Ferry - lot 2	43 251, 74
16/04/2021	SAS KLEIN	Réhabilitation énergétique globale - Ecole maternelle Jules Ferry - lot 6	108 520, 72
15/04/2021	France SOLAR	Réhabilitation énergétique globale - Ecole maternelle Jules Ferry - lot 7	23 950, 00
31/03/2021	SARL PENNEQUIN	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 1	66 650, 00
21/03/2021	SAS PASCAL GUINOT	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 2	391 687, 50
31/03/2021	SAS FERRON	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 3	708000,00
31/03/2021	SARL SACET	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 4	300000,00
31/03/2021	SOPREMA	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 5	403 809, 12
01/04/2021	BOURDIER SAS	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 6	248 482, 15
09/04/2021	SAS METALLERIE GRILLOT	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 7	117 394, 50
31/03/2021	SA BONGLET	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 8	91 702, 50
31/03/2021	SAS PM INDUSTRIE	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 9	231 962, 17
01/04/2021	MARTIN LUCAS SAS	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 10	94 760, 81
31/03/2021	ST GROUPE - SAS STTS	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 11	102 155, 20
31/03/2021	ISOPLAC	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 12	38 784, 80

31/03/2021	SCHINDLER SAS	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 13	
02/04/2021	NOUANSPO	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 14	60 585, 21
02/04/2021	SAMIA DEVIANNE	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 15	149 600, 96
31/03/2021	SCOP UTB	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 16	375 976, 47
31/03/2021	DEMONGEOT SAS	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 17	163 096, 40
31/03/2021	ALTER&COOP SCIC SAS	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 18	51 224, 78
31/03/2021	TERIDEAL- TARVEL	Déconstruction -Reconstruction du gymnase du Mail - lot 19	69 835, 89

LOUAGE DE CHOSES – DÉLIBÉRATION N° 2020_018 – 5°

DATE DE SIGNATURE	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT EN EUROS (recette)
		MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE	
20/05/2021	M. Yves-Marie BRUGNOT	Élections départementales : Mandataire financier de M. Patrick AUDARD et Mme Caroline CARLIER - Salle Mesguis	0,00 (gratuité selon délibération)
		FINANCES	
30/04/2021	DEC_2021_14	Louage de choses - BC-LAB du 01/06/2021 au 31/12/2021	500,00

CRÉATION MODIFICATION SUPPRESSION RÉGIES COMPTABLES COMMUNALES – DÉLIBÉRATION N° 2020_018 – 7°

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	
29/03/2021	DEC_2021_09	Modification régie d'avance culture – Crise sanitaire 2020 – 2e campagne de remboursements	
30/04/2021	DEC_2021_13	Modification régie de recettes et avances de la Bibliothèque	
15/06/2021	DEC_2021_18	Modification des modalités de remboursement du spectacle Accordion Feeling dans le cadre de la crise sanitaire	
21/06/2021	DEC_2021_21	Modification provisoire siège sous-régie de recettes + produits encaissés – Inscriptions juin 2021	

CONTRATS D'ASSURANCE ET INDEMNITÉS DE SINISTRE – DÉLIBÉRATION N° 2020_018 – 6°

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE
30/04/2021	DEC_2021_15	Protocole d'accord transactionnel avec la SMACL : versement de l'indemnité pour le sinistre du Centre de loisirs du Plateau	330 000,00

ACTIONS EN JUSTICE – DÉLIBÉRATION N° 2020_018 – 16°

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE
-------------------	----	-------	-------------------------------

Envoyé en préfecture le 29/06/2021

Reçu en préfecture le 29/06/2021

Affiché le 30/06/2021

 SLO

ID : 021-212101661-20210629-DEL_2021_064-DE

04/05/2021	DEC_2021_16	Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune à la cour d'appel de Dijon dans le cadre d'un contentieux relatif à la Taxe Locale de Publicité Extérieure (TLPE)	Me Béatrice ARNOULD
DEMANDE DE SUBVENTIONS À L'ÉTAT ET À D'AUTRES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES – DÉLIBÉRATION N° 2021_031 – 26°			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	MONTANT EN EUROS
15/04/2021	DEC_2021_11	Demande de subvention auprès du Conseil Départemental de la Côte-d'Or au titre du Fonds Spécial Lecture (F.S.L)	5000,00
15/04/2021	DEC_2021_12	Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté au titre du dispositif « C'est mon patrimoine ! »	6 000,00